

ACTUALISATION DU DOCUMENT DE REFERENCE 2011 ET RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

Document de référence et rapport financier annuel déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 23 mars 2012 sous le numéro D.12-0211.
Actualisation déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 30 août 2012 sous le numéro D.12 - 0211-A01.



La présente actualisation du Document de référence 2011 a été déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 30 août 2012 conformément à l'article 212-13 de son règlement général. Elle pourra être utilisée à l'appui d'une opération financière si elle est complétée d'une note d'opération visée par l'AMF. Ce document a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires.

SOMMAIRE

ACTUALISATION PAR CHAPITRE DU DOCUMENT DE REFERENCE 2011

I	PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS DE PRESSE	p.3
1.1	Communiqués de presse postérieurs au dépôt du document de référence	p.3
1.2	Résultats au 30 juin 2012 : communiqué de presse	p.12
1.3	Résultats au 30 juin 2012 : présentation	p.37
II	CHAPITRE 3 : GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE	p.73
3.2	Composition des organes sociaux et de direction	p.73
3.3	Rôle et règles de fonctionnement des organes sociaux	p.81
III	CHAPITRE 4 : GESTION DES RISQUES	p.83
4.1	Facteurs de risques et d'incertitudes	p.83
4.2	Pilier III	p.83
4.2.4	Composition des fonds propres et ratios réglementaires	p.83
4.2.5	La gestion des risques	p.87
4.5	Risques juridiques	p.95
4.6	Risques assurance	p.96
4.7	Expositions sensibles selon les recommandations du FSF	p.100
IV	CHAPITRE 5 : ELEMENTS FINANCIERS	p.103
5.1	Rapport d'activité semestriel au 30 juin 2012	p.103
5.1.5	Refinancement	p.127
5.2	Éléments financiers (comptes semestriels consolidés et notes annexes)	p.129
5.3	Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière consolidée résumée	p.185
V	CHAPITRE 6 : ÉLÉMENTS JURIDIQUES	p.187
6.1	Statuts de Natixis	p.187
6.2	Renseignements de caractère général concernant le capital de Natixis	p.188
6.3	Répartition du capital et des droits de vote	p.188
VI	CHAPITRE 7 : INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES	p.189
7.1	Attestation du responsable de l'actualisation du document de référence	p.189
7.2	Documents accessibles au public	p.189
7.4	Table de concordance	p.190
7.5	Responsables du contrôle des comptes	p.193

I PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS DE PRESSE

1.1 Communiqués de presse postérieurs au dépôt du document de référence

1.1.1 Communiqué de presse du 17 avril 2012

Préparation de la Communication Financière du 1T12

Natixis précise certaines conventions appliquées pour la détermination du résultat des métiers. Par ailleurs, Natixis présente le traitement de l'opération P3CI qui sera appliqué pour la publication des résultats à compter du 1T12.

1/ Changements de normes faisant l'objet de résultats 2011 pro forma en annexe

1.1 Changement d'allocation de fonds propres normatifs

Dans un contexte de renforcement des exigences réglementaires, l'allocation des fonds propres normatifs aux métiers de Natixis est désormais réalisée sur la base de 9% des encours pondérés moyens contre 7% en 2011.

De plus, la consommation de fonds propres relative aux titrisations qui font l'objet d'une déduction des fonds propres réglementaires Tier 1 est affectée aux métiers.

1.2 Autres conventions appliquées pour la détermination du résultat des métiers

- Banque de Détail via les Certificats Coopératifs d'Investissement (« CCI »)

À compter de 2012, le résultat du métier Banque de Détail sera évalué sur la base de sa contribution aux résultats de Natixis : résultat de mise en équivalence des réseaux, profit de relation, écart de réévaluation et coût de portage des CCI⁽¹⁾.

- Changements d'organisation :
 - Dans le cadre du renforcement du modèle « Originate to Distribute » de la BFI, les expertises relatives à la gestion active des portefeuilles ont été regroupées au sein de Global Structured Credit Solution (« GSCS ») dont les revenus sont partagés à 50/50 entre FIC-T et les Financements Structurés.
 - Le résultat résiduel de la Trésorerie moyen-long terme, après réaffectation aux métiers via des taux de cession internes, est désormais conservé dans le Hors Pôles Métiers et non plus affecté à la BFI (métier FIC-T).

⁽¹⁾ Les CCI sont financés par du capital à hauteur de leur consommation en capital réglementaire (hors opération P3CI) et, pour le solde, par de la dette long terme.

2/ Prise en compte de l'opération P3CI (présentée en détails lors des publications du 3T11 et 4T11 et mise en place le 6 janvier 2012)

- A compter du 1T12 :
 - la charge d'intérêt de P3CI en compte de résultat (272 millions d'euros annuels avant impôt, nets du remboursement de financements senior) sera comptabilisée dans le PNB de Natixis (Hors Pôles Métiers). Cette charge sera affectée analytiquement aux métiers cœurs (BFI, Epargne et SFS) et à la banque de détail au prorata de leurs fonds propres normatifs au 31 décembre 2011. Ce coût analytique se décomposera de la façon suivante : 139 millions d'euros pour la BFI, 31 millions d'euros pour l'Epargne, 30 millions d'euros pour SFS et 72 millions d'euros pour la banque de détail.
 - l'économie d'encours pondérés (25,6 Md€) sera convertie en fonds propres normatifs et allouée aux métiers cœurs et à la banque de détail au prorata de leurs fonds propres normatifs au 31 décembre 2011.
- Pour rappel :
 - simultanément à la mise en place de l'opération P3CI, Natixis a procédé au remboursement de 2,3 Md€ de Titres Super Subordonnés (« TSS ») dont les intérêts étaient déduits des capitaux propres consolidés.
 - l'effet net de la mise en place de l'opération P3CI, après remboursement des TSS et de financements senior, s'élève à -11 millions d'euros sur le résultat net attribuable aux actionnaires.

Annexes (non auditées)

- Annexe 1 : Contribution par pôle aux résultats 2011 de Natixis pro forma
- Annexe 2 : Résultats trimestriels et annuels 2011 des métiers pro forma

Annexe 1 : Contribution par pôle aux résultats 2011 de Natixis pro forma

en M€	BFI	Epargne	SFS	Part. Fi.	CCI	Hors Pôles	NATIXIS hors GAPC	GAPC	Coûts de restructuration et activités abandonnées	NATIXIS
Produit Net Bancaire	2 847	1 890	1 138	870	- 258	217	6 705	54	2	6 761
Charges	- 1 675	- 1 356	- 791	- 761	0	- 119	- 4 701	- 136	- 16	- 4 854
Résultat Brut d'Exploitation	1 172	535	347	109	- 258	99	2 004	- 82	- 15	1 907
Coût du risque	- 106	- 100	- 60	- 55	0	- 14	- 335	- 31	0	- 366
Résultat d'Exploitation	1 066	435	287	54	- 258	85	1 669	- 113	- 15	1 541
Mise en équivalence	0	14	0	5	576	- 0	594	0	0	594
Autres	0	- 7	3	- 5	0	- 25	- 34	0	20	- 14
Résultat avant impôt	1 066	442	289	54	317	60	2 229	- 113	5	2 121

Annexe 2 : Résultats trimestriels et annuels 2011 des métiers pro forma

Banque de Financement et d'Investissement

en M€	1T11	2T11	3T11	4T11	2011
Produit Net Bancaire	852	833	550	613	2 847
<i>Banque commerciale</i>	114	108	101	92	415
<i>Financements structurés</i>	278	312	299	285	1 174
<i>FIC-T</i>	333	259	79	186	857
<i>Actions</i>	141	163	73	52	429
<i>CPM</i>	0	- 4	23	0	19
<i>Divers</i>	- 15	- 6	- 24	- 2	- 46
Charges	- 437	- 441	- 391	- 406	- 1 675
Résultat Brut d'Exploitation	415	392	159	207	1 172
Coût du risque	- 2	- 32	- 41	- 31	- 106
Résultat avant impôt	413	360	117	177	1 066
Coefficient d'exploitation	51,3 %	53,0 %	71,1 %	66,3 %	58,8 %
ROE après impôt	17,1 %	15,3 %	5,4 %	8,0 %	11,6 %
Fonds propres normatifs	6 774	6 568	6 080	6 218	6 410

Epargne

en M€	1T11	2T11	3T11	4T11	2011
Produit Net Bancaire	474	474	411	531	1 890
<i>Gestion d'actifs</i>	366	357	342	375	1 440
<i>Assurance</i>	71	69	31	93	264
<i>Banque Privée</i>	25	26	24	24	100
<i>Capital Investissement</i>	12	22	14	38	87
Charges	- 328	- 339	- 336	- 352	- 1 356
Résultat brut d'exploitation	145	135	75	179	535
Coût du risque	- 0	- 12	- 32	- 56	- 100
Résultat d'exploitation	145	123	44	123	435
Mise en équivalence	3	5	3	2	14
Autres	- 2	- 1	- 2	- 2	- 7
Résultat avant impôt	147	126	45	124	442
Coefficient d'exploitation	69,3 %	71,6 %	81,7 %	66,3 %	71,7 %
ROE après impôt	30,4 %	27,9 %	8,2 %	14,7 %	20,3 %
Fonds propres normatifs	1 445	1 394	1 428	1 435	1 426

Services Financiers Spécialisés

en M€	1T11	2T11	3T11	4T11	2011
Produit Net Bancaire	273	303	274	287	1 138
Financements spécialisés	143	155	145	153	595
<i>Affacturage</i>	31	35	33	34	133
<i>Cautions et garanties financières</i>	26	26	24	22	98
<i>Crédit-bail</i>	41	50	42	53	186
<i>Crédit consommation</i>	42	41	42	39	165
<i>Financement du cinéma</i>	3	3	4	4	14
Services financiers	130	148	130	135	543
<i>Ingénierie sociale</i>	25	32	23	29	109
<i>Paiements</i>	72	73	74	73	291
<i>Titres</i>	33	43	33	33	142
Charges	- 196	- 202	- 192	- 202	- 791
Résultat Brut d'Exploitation	77	102	83	85	347
Coût du risque	- 20	- 22	- 6	- 12	- 60
Résultat avant impôt	58	79	77	75	289
Coefficient d'exploitation	71,6 %	66,5 %	69,9 %	70,3 %	69,5 %
ROE après impôt	11,5 %	15,9 %	14,8 %	14,6 %	14,2 %
Fonds propres normatifs	1 326	1 358	1 378	1 363	1 356

Banque de détail via les CCI

en M€	1T11	2T11	3T11	4T11	2011
QP de résultats (20%)	130	138	107	122	497
Profit de relation	22	35	10	21	88
Écart de réévaluation	- 2	- 3	- 2	- 2	- 10
Mise en Équivalence	149	170	115	141	576
<i>dont Banques Populaires</i>	67	81	47	51	246
<i>dont Caisses d'Épargne</i>	82	89	68	90	330
Coût de financement des CCI (en PNB)	- 65	- 64	- 64	- 64	- 258
Contribution économique au résultat avant impôt de Natixis	84	106	51	76	317
ROE après impôt	10,3 %	12,4 %	6,2 %	8,9 %	9,4%
Fonds propres normatifs	3 443	3 521	3 521	3 506	3 498

Participations Financières

en M€	1T11	2T11	3T11	4T11	2011
Produit Net Bancaire	213	228	224	205	870
Coface	201	213	228	198	841
Capital-investissement pour compte propre	2	1	- 16	- 7	- 20
Autres	10	13	12	14	49
Charges	- 183	- 179	- 180	- 220	- 761
Résultat Brut d'Exploitation	30	49	45	- 15	109
Coût du risque	- 15	- 15	- 8	- 17	- 55
Résultat d'Exploitation	15	34	37	- 32	54
Mise en équivalence	1	2	1	1	5
Autres	- 5	0	1	- 2	- 5
Résultat avant impôt	12	35	39	- 32	54
Fonds propres normatifs	1 584	1 582	1 564	1 647	1 594

Hors Pôles

en M€	1T11	2T11	3T11	4T11	2011
Produit Net Bancaire	- 115	- 9	187	154	217
Charges	- 40	- 32	- 14	- 33	- 119
Résultat Brut d'Exploitation	- 155	- 40	173	121	99
Coût du risque	- 7	6	- 4	- 9	- 14
Résultat d'Exploitation	- 162	- 35	169	112	85
Mise en équivalence	0	0	0	0	0
Autres	1	1	3	- 29	- 25
Résultat avant impôt	- 161	- 34	171	83	60

GAPC

en M€	1T11	2T11	3T11	4T11	2011
Produit Net Bancaire	- 10	66	- 23	22	54
Charges	- 35	- 38	- 31	- 33	- 136
Résultat Brut d'Exploitation	- 45	28	- 54	- 11	- 82
Coût du risque	24	- 31	25	- 49	- 31
Résultat avant impôt	- 22	- 3	- 29	- 60	- 113
Résultat net	- 15	- 2	- 20	- 42	- 79

1.1.2 Communiqué de presse du 3 août 2012

COMMUNIQUE RELATIF A L'AUGMENTATION DE CAPITAL CONSECUTIVE A L'ATTRIBUTION GRATUITE D' ACTIONS ORDINAIRES DE NATIXIS A CERTAINS SALARIES DE LA SOCIETE NATIXIS

*Communiqué diffusé conformément
aux dispositions de l'article 221-3 du règlement général de l'AMF, en application de l'article 212-5 6°
du Règlement Général de l'Autorité des Marchés Financiers et de l'article 14 et de l'annexe IV de
l'instruction n°2005-11 du 13 décembre 2005*

Code ISIN : FR0000120685

CADRE DE L'OPERATION

Autorisation de l'opération

L'assemblée générale mixte des actionnaires du 27 mai 2010, dans sa dix-huitième résolution a autorisé le conseil d'administration de la société Natixis (ci-après la « **Société** »), à procéder en une ou plusieurs fois à l'attribution gratuite d'actions nouvelles ou existantes de la Société, au profit de bénéficiaires appartenant aux catégories qu'il déterminera parmi les membres du personnel de la Société ou des sociétés ou groupements qui lui sont liés, ou de mandataires sociaux.

Durée de l'autorisation conférée par l'assemblée générale

Trente-huit mois à compter de l'assemblée générale mixte des actionnaires du 27 mai 2010.

Nombre maximum d'actions ordinaires Natixis pouvant être attribuées

Le nombre maximum d'actions pouvant être attribué en vertu de la dix-huitième résolution de l'assemblée générale mixte des actionnaires du 27 mai 2010 ne peut excéder 5 % du capital de la Société à la date de décision de leur attribution par le conseil d'administration.

Décision d'attribution

Le conseil d'administration du 5 août 2010, a (i) décidé de procéder à l'attribution gratuite de 6 595 308 actions à certains salariés de Natixis dans les conditions définies aux articles L.225-197-1 et suivants du Code de commerce, entraînant mécaniquement des augmentations de capital par incorporation d'un compte spécial de réserves indisponibles d'un montant maximum de 10 552 493 euros à l'issue des périodes d'acquisition par l'émission des actions attribuées, (ii) arrêté la liste de bénéficiaires, (iii) fixé la durée des périodes d'acquisition et conservation et (iv) arrêté le Règlement du Plan d'Attribution Conditionnelle d'Actions 2010 (ci-après le « **Plan** »).

Principes de l'opération

Le conseil d'administration a décidé l'attribution gratuite d'actions Natixis à certains salariés de la Société (ci-après les « **Bénéficiaires** »).

Les actions ne seront attribuées qu'au terme de différentes périodes d'acquisition définies par le Plan (ci-après une « **Période d'Acquisition** » et ensemble les « **Périodes d'Acquisition** »), sous réserve que les conditions prévues par le Plan soient atteintes.

Les Bénéficiaires deviendront propriétaires des actions à compter de l'attribution définitive de celles-ci à l'issue des Périodes d'Acquisition, sous réserve d'avoir rempli les conditions d'acquisition fixées par le Plan (ci-après l'« **Attribution Définitive** »).

A l'expiration des Périodes d'Acquisition, les actions seront définitivement attribuées aux Bénéficiaires, mais seront incessibles et devront être conservées par ces derniers durant

une période définie par le conseil d'administration (ci-après la « **Période de Conservation** »).

Motifs de l'attribution gratuite d'actions

Le Conseil d'Administration a décidé de procéder à l'attribution gratuite d'actions dans le cadre de la mise en place au sein de Natixis d'un dispositif de rétribution différée sous forme de Plans de Fidélisation et de Performance.

CARACTERISTIQUES DU PLAN D'ATTRIBUTION

Bénéficiaires et Nombre d'Actions attribuées par le Conseil d'Administration

Le conseil d'administration a décidé d'attribuer un nombre total de 6 595 308 actions de la Société au profit de certains salariés de la Société.

Les actions attribuées gratuitement aux Bénéficiaires seront des actions nouvelles.

Durée de la Période d'Acquisition

Sous réserve du respect des conditions d'acquisition des actions décrites ci-après, les actions attribuées seront transférées en pleine propriété aux Bénéficiaires à l'issue de la Période d'Acquisition concernée. Les Périodes d'Acquisition courent à compter de la date d'attribution des actions par le conseil d'administration et prennent fin respectivement à l'expiration d'une période de deux ans, pour les deux premières tranches attribuées et à l'expiration d'une période de trois ans pour la dernière tranche attribuée. Conformément aux dispositions de l'article L. 225-197-3 du Code de commerce, les droits résultants de l'attribution sont incessibles et intransmissibles jusqu'au terme de la Période d'Acquisition concernée, sous réserve de certaines exceptions décrites dans le Plan.

Conditions d'Attribution Définitive

Le transfert de la propriété des actions est soumis à la réalisation de certaines conditions particulières :

- une condition de présence ininterrompue au sein du groupe Natixis pendant toute la Période d'Acquisition concernée, applicable à l'ensemble des Bénéficiaires, sauf exceptions prévues par le Plan.
- l'atteinte, pour certains bénéficiaires, des conditions de performance prévues par le Plan.

Durée de la Période de Conservation

Les actions attribuées seront incessibles et devront être conservées par les Bénéficiaires durant une période minimum de deux ans, courant à compter de la date d'Attribution Définitive (ci-après la « **Période de Conservation** »).

Droits attachés aux Actions

A l'issue des Périodes d'Acquisition, les actions transférées à chaque Bénéficiaire donneront droit à l'exercice des mêmes prérogatives que les autres actions ordinaires de la Société, y compris pendant la Période de Conservation, elles seront soumises à toutes les dispositions statutaires et toutes les décisions des assemblées générales seront opposables aux Bénéficiaires.

Les Bénéficiaires seront titulaires du droit de participer aux assemblées et d'y voter, du droit de communication et du droit aux dividendes.

A l'issue de la Période de Conservation, les Bénéficiaires auront le droit de vendre les actions. Lors de la vente de ces actions, les Bénéficiaires devront respecter les règles de déontologie en vigueur au sein de Natixis et les restrictions prévues à l'article L. 225-197-1 du Code de commerce.

COTATION DES ACTIONS DEFINITIVEMENT ATTRIBUEES

Attribution définitive

Le conseil d'administration du 2 août 2012 a été informé de l'augmentation de capital de Natixis qui aura lieu le 5 août 2012. Cette augmentation de 6 190 249,60 euros est consécutive à la création de 3 868 906 actions de 1,60 euro de nominal, et fait suite à l'attribution gratuite d'actions autorisée par le conseil d'administration du 5 août 2010 sur délégation de l'assemblée générale mixte du 27 mai 2010.

Le nouveau capital social de Natixis sera, à compter du 6 août 2012, de 4 937 943 670,40 euros divisé en 3 086 214 794 actions de 1,60 euro de valeur nominale. L'article 3 des statuts de la Société relatif au capital social sera mis à jour en conséquence.

Admission sur Euronext Paris

Les nouvelles actions Natixis émises dans le cadre du Plan feront l'objet d'une demande d'admission aux négociations sur Euronext Paris à compter du lundi 6 août 2012.

Mention spécifique

Les informations contenues dans ce document sont communiquées à titre d'information pour les Bénéficiaires et synthétisent les termes du règlement du Plan. En cas de divergence entre les informations contenues dans ce document et le règlement du Plan, ce dernier prévaut.

1.1.3 Communiqué de presse du 2 août 2012

Natixis constitue la Banque de Grande Clientèle au service des acteurs de l'économie

Pour remplir efficacement son rôle dans le financement des acteurs de l'économie et fournir les meilleurs services à ses clients, Natixis parachève la transformation de son modèle économique en créant la Banque de Grande Clientèle. Elle concrétise ainsi sa vision de l'avenir en posant les bases d'une banque exclusivement dédiée aux clients et adaptée à Bâle 3.

Confrontée, comme l'ensemble du secteur bancaire, à un changement durable et profond des conditions d'exercice de ses métiers, Natixis finalise la transformation engagée en 2009 dans le cadre de son plan stratégique New Deal, en faisant évoluer sa Banque de Financement et d'Investissement vers une Banque de Grande Clientèle au service des grands corporates, des institutions financières, du secteur public et des réseaux du Groupe BPCE.

Constitution de la Banque de Grande Clientèle

La constitution de la Banque de Grande Clientèle repose sur trois principes : placer la relation clients au cœur du développement, déployer le modèle « Originate to Distribute » et développer l'efficacité collective.

La Banque de Grande Clientèle sera composée de deux directions, chacune placée sous la responsabilité d'un membre du Comité de Direction Générale :

- la direction « **Relations clients et Conseil** » permettra d'étendre l'offre de conseil, ainsi que les activités d'Equity Capital Market, et de renforcer les synergies en continuant de développer un Coverage mondial et transversal qui couvre tous les métiers de Natixis.

- la direction « **Financements et Solutions de Marché** » permettra d'optimiser l'offre produits via la mise en œuvre d'une plateforme de distribution structurée autour du modèle « Originate to Distribute ». En fluidifiant les relations entre les différentes équipes de la chaîne de valeur, de l'origination à la distribution, avec une gestion active du bilan, cette plateforme accompagnera les clients en rapprochant les besoins des emprunteurs de ceux des investisseurs.

En complément, pour optimiser l'efficacité des processus opérationnels, Natixis crée une nouvelle direction des Opérations et des systèmes d'information (COO) qui pilotera de manière coordonnée les projets d'infrastructures informatiques et techniques de Natixis, ainsi que les équipes de contrôle opérationnel et de gestion des opérations de la Banque de Grande Clientèle.

La mise en œuvre de ces évolutions sera effective dès que la définition de la nouvelle organisation aura été précisée et aura fait l'objet d'une information des partenaires sociaux.

Nominations au sein du Comité de Direction Générale

Pour mettre en œuvre cette dernière étape de sa transformation, Natixis procède à des nominations au sein de son Comité de Direction Générale :

- Luc-Emmanuel Auberger est nommé responsable de la direction des Opérations et des systèmes d'information (COO) ; il était précédemment directeur Finances et Risques de Natixis.
- Jean Cheval est nommé responsable de la direction Finances et Risques ; il était précédemment responsable de la direction Dette et financements de la BFI.
- Olivier Perquel est nommé responsable de la direction Financements et Solutions de Marché ; il était précédemment directeur de la Stratégie et de la GAPC.
- Marc Vincent est nommé responsable de la direction Relations Clients et Conseil ; il était précédemment président de Mediobanca France.

Ces nominations s'intègrent dans la stratégie de transformation du modèle économique de Natixis engagée depuis 2009 et s'inscrivent dans une dynamique de développement rentable.

Résultats du 2^e trimestre 2012

Bonne résistance des métiers dans un environnement difficile

Dynamisme commercial des trois métiers cœurs⁽¹⁾

Bonnes performances des métiers cœurs avec un PNB de 1 509 M€, en recul limité de 6% par rapport à une base très élevée au 2T11, dans une situation économique dégradée

Résistance des revenus de la BFI (-16% vs. 2T11)

Progression des revenus du pôle Epargne avec une croissance du PNB de la Gestion d'actifs (+14% vs. 2T11, +5% à change constant), portée par l'activité aux Etats-Unis

Trimestre très satisfaisant pour les activités de Services Financiers Spécialisés (PNB en hausse de 3% vs. 2T11 et hausse du RBE de 14% vs. 2T11)

Résultat net part du groupe de 394 M€ au 2T12, intégrant 132 M€ après impôt d'éléments non opérationnels⁽²⁾

Évolution de la BFI vers la Banque de Grande Clientèle

Poursuite du plan d'adaptation de la BFI et des orientations stratégiques annoncées en novembre 2011

Évolution de la BFI vers une Banque de Grande Clientèle au service des acteurs de l'économie : développement des relations clients et des activités de conseil, déploiement du modèle « Originate to Distribute »

Renforcement de la structure financière en préparation à Bâle 3

Ratio Core Tier 1 : 10,9% au 30 juin 2012, soit une génération organique de 30 pb au cours du 2T12

Réduction de 10 Md€ des actifs à refinancer de la BFI et de la GAPC entre septembre 2011 et juin 2012, à change constant

Pour Laurent Mignon, Directeur Général de Natixis : « *Le dynamisme commercial des métiers au 2^e trimestre 2012 permet à Natixis de poursuivre son adaptation à Bâle 3, en continuant de réduire ses besoins de liquidité, d'augmenter sa solvabilité tout en préservant sa rentabilité. Dans cette perspective, nous mettons en place la Banque de Grande Clientèle, nouvelle organisation centrée sur les besoins de nos clients et garantissant une utilisation optimale de notre bilan* ».

⁽¹⁾ Métiers cœurs : Banque de Financement et d'Investissement, Epargne, Services Financiers Spécialisés

⁽²⁾ Détails en annexe

Le Conseil d'administration a arrêté le 2 août 2012 les résultats consolidés de Natixis au titre du 2^{ème} trimestre 2012. L'environnement de marché s'est détérioré au cours de ce trimestre. Au 30 juin 2012, l'indice Euro Stoxx 50 a baissé de 8,6% par rapport au 31 mars 2012 et l'indice Euro Stoxx Banks a baissé de 16,6% par rapport au 31 mars 2012. Sur le plan économique, l'environnement reste incertain, notamment en Europe.

Dans ce contexte, les performances commerciales des métiers de Natixis ont fait preuve de résistance, alors que la mise en œuvre du plan de réduction de la consommation des ressources rares (capital et liquidité) s'est poursuivie. Au total, depuis le lancement du plan New Deal, la réduction de la consommation des ressources rares aura été d'environ 40% en trois ans.

Le 2T12 se caractérise notamment par :

- Une solvabilité qui continue de se renforcer. Au 30 juin 2012, le ratio Core Tier 1 s'élève à 10,9%, soit une génération organique de ratio prudentiel de 30 points de base au 2T12.
- Une nouvelle réduction des besoins de liquidité de la BFI et de GAPC : -1,1 Md€ au 2T12. En cumul, depuis le 30 septembre 2011, la réduction s'élève à 8 Md€ à change courant (10 Md€ à change constant).
- La poursuite de la mise en œuvre des orientations stratégiques de la BFI annoncées en novembre 2011: rationalisation et recentrage des activités et des portefeuilles sur les clients et les zones géographiques prioritaires, plan de réduction des charges, projet de mise en place du modèle « Originate to Distribute ». Les activités de trading pour compte propre ont été réduites à minima. Le développement de partenariats structurants avec des investisseurs (assureurs, asset managers...) se poursuit. L'évolution de la BFI vers le modèle « Originate to Distribute » se traduira par une adaptation de son organisation : projet de création d'un portfolio management indépendant, renforcement des forces de vente et de syndication.
- De nouvelles cessions d'actifs réalisées dans la BFI : 0,4 Md€ au 2T12 (0,8 Md€ au 1S12) et dans la GAPC : 0,8 Md€ au 2T12 (2 Md€ au 1S12), avec une décote limitée.
- Une bonne résistance des revenus des métiers cœurs (BFI, Epargne et SFS) dans un environnement beaucoup moins favorable. Le PNB des métiers cœurs s'élève à 1 509 M€ au 2T12, en recul limité de 6% par rapport à la base très élevée du 2T11. Au 1^{er} semestre 2012, le PNB des métiers cœurs ressort en hausse de 15% par rapport au semestre précédent (2S11). Le PNB de chaque métier cœur au 1S12 est supérieur à la moyenne semestrielle de 2011. Le coefficient d'exploitation des métiers cœurs pris dans leur ensemble s'établit à 64,6% au 1S12 contre 70,5% au 2S11, dans un contexte de poursuite des investissements sélectifs.
- Des synergies de revenus avec les réseaux du Groupe BPCE globalement en ligne avec l'objectif : les revenus additionnels cumulés atteignent 241 M€ à fin juin 2012 pour un objectif linéarisé de 246 M€ (objectif de 395 M€ à fin 2013).
- Un PNB hors éléments non opérationnels de 1 633 M€, en baisse de 4% (hors intérêts P3CI) par rapport à la base très élevée du 2T11.
- Un résultat net part du groupe de 394 M€ (263 M€ hors éléments non-opérationnels).

1 – STRUCTURE FINANCIÈRE

La structure financière de Natixis s'est de nouveau renforcée. Au cours du 2T12, le ratio Core Tier 1 en Bâle 2.5 (CRD 3) a progressé de 30 points de base, sous l'effet d'une augmentation des fonds propres prudentiels, notamment due à la mise en réserve du résultat net (net de dividende et d'intérêts sur TSS).

PROGRAMME DE REDUCTION DE LA CONSOMMATION DES RESSOURCES RARES

Le programme supplémentaire annoncé en novembre 2011 (réduction de 15 à 20 Md€ des besoins de liquidité et de 10 Md€⁽¹⁾ des actifs pondérés) s'est poursuivi au 2T12 :

- réduction de 1,1 Md€ des actifs à refinancer de la BFI et de GAPC,
- cession de 0,4 Md€ d'actifs dans la BFI (0,8 Md€ au 1S12) et de 0,8 Md€ dans GAPC (2 Md€ au 1S12), avec une décote très limitée.

Au total plus de la moitié du programme supplémentaire est déjà réalisée à fin juin 2012 : les actifs à refinancer de la BFI et de GAPC ont été réduits de 10 Md€ à change constant et les actifs pondérés ont baissé de plus de 5 Md€⁽¹⁾.

CAPITAUX PROPRES

Les **capitaux propres part du groupe** s'élèvent à 19,0 Md€ au 30 juin 2012, dont 1,4 Md€ de titres hybrides (TSS et actions préférentielles) classés en capitaux propres à juste valeur.

L'**actif net comptable par action** au 30 juin 2012 ressort à 5,57 euros pour un nombre d'actions, hors actions détenues en propre, égal à 3 075 835 179 (le nombre total d'actions est de 3 082 345 888). L'**actif net tangible par action**, après déduction des écarts d'acquisition et des immobilisations incorporelles, s'établit à 4,33 euros.

Les **fonds propres Core Tier 1** s'établissent à 13,2 Md€, en progression de 0,5 Md€ sur le trimestre, grâce notamment à la mise en réserve du résultat net (0,2 Md€, net de dividende et d'intérêt sur TSS).

Les **fonds propres Tier 1** s'élèvent à 15,1 Md€ et les **fonds propres totaux** à 19,3 Md€.

ACTIFS PONDERES

Les **actifs pondérés** de Natixis s'élèvent à 120,6 Md€ au 30 juin 2012, contre 119,6 Md€ au 31 mars 2012. La variation des actifs pondérés au 2T12 comprend notamment un effet change (hausse du dollar) de +1 Md€.

RATIOS DE SOLVABILITE

Au 30 juin 2012, le **ratio Core Tier 1** ressort à 10,9%, soit une génération organique de 30 points de base au 2T12.

Le **ratio Tier 1** s'établit à 12,5% et le **ratio de solvabilité** à 16,0%.

⁽¹⁾ Hors CRD3, CCI et P3CI et à change constant

PROJECTION DU RATIO COMMON EQUITY TIER 1 SOUS BALE 3

Les hypothèses ci-après sont données à titre purement illustratif. Les impacts finaux dépendront du contenu définitif de la réglementation Bâle 3 et de sa transposition française et européenne.

Sur la base d'un ratio Core Tier 1 égal à 10,9% au 30 juin 2012, la trajectoire serait la suivante :

- effets de l'activité et de la mise en réserve des résultats⁽¹⁾ : environ +100 pb,
- impact sur les risques pondérés⁽²⁾ hors activités d'assurances (CVA) : environ -140 pb⁽³⁾,
- autres impacts en risques pondérés^{(2),(3)} : environ -70 pb,
- impact de la non application de la méthode conglomérat⁽⁴⁾ concernant les activités d'assurances : environ -50 pb,
- impacts en fonds propres : environ -20 pb.

Il en résulte un ratio Common Equity Tier 1 anticipé, sans mesures transitoires excepté pour les IDA et hors mesures d'atténuation, supérieur à 9% début 2013.

⁽¹⁾ Consensus Bloomberg du 16 juillet 2012. Ce consensus n'est ni assumé, ni vérifié par Natixis, mais utilisé uniquement à titre illustratif.

⁽²⁾ Au total, l'augmentation des risques pondérés en environnement Bâle 3, hors activités d'assurance, s'établit à environ 25 Md€.

⁽³⁾ Net de la garantie BPCE

⁽⁴⁾ Hypothèse du « compromis danois », qui conduit à une augmentation supplémentaire des risques pondérés d'environ 8 Md€.

2 – RÉSULTATS DU 2^{EME} TRIMESTRE 2012

2-1 – RESULTATS 2T12

En M€ ⁽¹⁾	2T12	2T11	2T12 vs.2T11 Hors intérêts P3CI		1T12	2T12 vs. 1T12
Produit net bancaire	1 776	1 765	1%	4%	1 465	21%
<i>dont métiers cœurs</i>	1 509	1 610	-6%		1 557	-3%
Charges	-1 228	-1 192	3%		-1 210	1%
Résultat brut d'exploitation	548	573	-4%	8%	255	ns
Coût du risque	-90	-76	18%		-80	13%
CCI et autres mises en équivalence	167	177	-6%		134	24%
<i>Dont variation de valeur de P3CI (avant impôt)⁽²⁾</i>	63					
Résultat avant impôt	627	672	-7%		305	ns
Impôt	-187	-161	16%		-64	
Résultat net part du groupe	427	507	-16%		234	82%
GAPC net d'impôt	-32	-2	ns		-49	-34%
Résultat net part du groupe	394	505	-22%		185	ns
ROTE ⁽³⁾	11,4%	14,2%			5,2%	

(1) Les soldes intermédiaires de gestion jusqu'au résultat avant impôt sont calculés avant prise en compte de GAPC.

(2) Impact après impôt : 40 M€

(3) Return On Tangible Equity : résultat net (pdg) – coût net des TSS / actif net comptable moyen après distribution des dividendes – dettes hybrides – immobilisations incorporelles - goodwills moyens

2-2 – RESULTATS 2T12 HORS ELEMENTS NON OPERATIONNELS

Au 2T12, les **éléments non opérationnels** (voir détails en annexe) comprennent :

- la réévaluation de la dette senior propre⁽¹⁾, soit un impact de 143 M€ en PNB (vs. -15 M€ au 2T11),
- la variation de valeur de P3CI⁽²⁾, pour un effet de 63 M€ avant impôt, comptabilisée sur la ligne mise en équivalence des CCI.

L'impact total au 2T12 des éléments non opérationnels ressort ainsi à 206 M€ avant impôt et 132 M€ après impôt, contre respectivement -15 M€ et -10 M€ au 2T11.

(1) Composante « risque de crédit émetteur » valorisée à partir d'une méthode approchée d'actualisation des cash flows futurs, contrat par contrat, utilisant des paramètres tels que courbe des taux de swaps et spread de réévaluation (basé sur la courbe cash ask BPCE).

(2) La valeur de remboursement à l'échéance de l'obligation P3CI est ajustée en fonction de l'évolution de la valeur prudentielle des CCI : résultats, distribution de dividendes, variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres. Au 30 juin 2012, la baisse des résultats et le versement annuel des dividendes conduisent à un ajustement de la valeur prudentielle de mise en équivalence des CCI et donc de la valeur de remboursement de P3CI de 63 M€ avant impôt (40 M€ après impôt), enregistré en compte de résultat sur la ligne mise en équivalence des CCI.

RESULTATS 2T12 HORS ELEMENTS NON OPERATIONNELS

En M€ ⁽¹⁾	2T12	2T11	2T12 vs.2T11 Hors intérêts P3CI		1T12	2T12 vs. 1T12
Produit net bancaire	1 633	1 780	-8%	-4%	1 669	-2%
<i>dont métiers cœurs</i>	1 509	1 610	-6%		1 559	-3%
Charges	-1 228	-1 192	3%		-1 210	1%
Résultat brut d'exploitation	405	588	-31%	-20%	459	-12%
Coût du risque	-90	-76	18%		-63	43%
CCI et autres mises en équivalence	104	177	-41%		117	-11%
Résultat avant impôt	421	687	-39%	-29%	509	-17%
Impôt	-113	-167	-32%		-144	-22%
Résultat net part du groupe	295	516	-43%	-34%	358	-18%
GAPC net d'impôt	-32	-2	ns		-19	68%
Résultat net part du groupe	263	515	-49%	-40%	339	-22%
ROTE ⁽²⁾	7,4%	14,5%			10,1%	

⁽¹⁾ Les soldes intermédiaires de gestion jusqu'au résultat avant impôt sont calculés avant prise en compte de GAPC.

⁽²⁾ Return On Tangible Equity : résultat net (pdg) – coût net des TSS / actif net comptable moyen après distribution des dividendes – dettes hybrides – immobilisations incorporelles - goodwills moyens

Sauf mention contraire, les variations indiquées dans ce paragraphe s'entendent par rapport au 2T11.

PRODUIT NET BANCAIRE

Au 2^{ème} trimestre 2012, le PNB de Natixis s'établit à 1 776 M€, intégrant 143 M€ de réévaluation de la dette senior propre. Le PNB hors éléments non opérationnels ressort à 1 633 M€, en recul limité (-4% hors intérêts P3CI) par rapport à la base élevée du 2^{ème} trimestre 2011, malgré la très nette détérioration de l'environnement économique et financier.

Le PNB des **métiers cœurs**, à 1 509 M€, affiche également une baisse limitée (-6% vs. 2T11), illustrant une bonne dynamique commerciale d'ensemble :

- Les revenus de la **Banque de Financement et d'Investissement**, en repli de 16% vs. 2T11 à 701 M€, font preuve d'une bonne résistance dans un environnement difficile. La performance des activités Taux, Change, Matières Premières et Trésorerie est solide, avec un PNB en recul limité de 5%.

- Les revenus du pôle **Epargne** augmentent de 4% (-2% à change constant), bénéficiant notamment de la bonne performance de la Gestion d'actifs dont le PNB est en croissance de 14% vs. 2T11 à 407 M€ (+5% à taux de change constant).
- Les revenus des **Services Financiers Spécialisés** progressent de 3% à 314 M€. Les offres de produits et services de Natixis continuent d'être déployées dans les réseaux du Groupe BPCE.

Le PNB des **Participations Financières** est en hausse de 7% vs. 2T11 à 243 M€, grâce à la bonne performance de Coface core, dont le PNB progresse de 8%.

CHARGES

Les charges, à 1 228 M€, augmentent de 3% vs. 2T11 (+1% à change constant), du fait principalement des investissements réalisés dans le pôle Epargne, et particulièrement dans la Gestion d'actifs, alors que les charges de la BFI sont en baisse de 3%.

Le résultat brut d'exploitation s'établit ainsi à 548 M€ (405 M€ hors éléments non opérationnels).

COUT DU RISQUE

La politique de provisionnement adaptée au contexte économique incertain conduit à une hausse du coût du risque de 18% par rapport au niveau du 2T11. La charge du risque des métiers cœurs, à 86 M€, représente 44 points de base des encours de crédit clientèle début de période (hors établissements de crédit), contre 22 pb au 2T11 (hors dépréciation sur la dette souveraine grecque) et 26 pb au 1T12.

CONTRIBUTION DES RESEAUX

Le résultat des sociétés mises en équivalence s'élève à 167 M€, dont 161 M€ de mise en équivalence des CCI. Ce montant inclut 63 M€ avant impôt de variation de valeur de P3CI.

RESULTAT AVANT IMPÔT

Le résultat avant impôt ressort à 627 M€ (421 M€ hors éléments non opérationnels).

RESULTAT NET

Le résultat net part du groupe s'établit à 394 M€ (263 M€ hors éléments non opérationnels).

3 – RÉSULTATS DU 1^{ER} SEMESTRE 2012

3-1 – RESULTATS 1S12

En M€ ⁽¹⁾	1S12	1S11	1S12 vs.1S11 Hors intérêts P3CI		2S11	1S12 vs.2S11 Hors Intérêts P3CI	
Produit net bancaire	3 241	3 397	-5%	-1%	3 309	-2%	2%
<i>dont métiers cœurs</i>	3 066	3 208	-4%		2 667	15%	
Charges	-2 438	-2 376	3%		-2 325	5%	
Résultat brut d'exploitation	803	1 021	-21%	-8%	983	-18%	-5%
Coût du risque	-170	-120	42%		-215	-21%	
CCI et autres mises en équivalence	301	330	-9%		264	14%	
Résultat avant impôt	932	1 226	-24%		1 003	-7%	
Impôt	-251	-294	-15%		-265	-5%	
Résultat net part du groupe hors GAPC, activités abandonnées et coûts de restructuration	661	924	-28%		707	-7%	
GAPC, activités abandonnées et coûts de restructuration nets d'impôt	-82	-7	ns		-62	32%	
Résultat net part du groupe	579	917	-37%		645	-10%	
ROTE ⁽²⁾	8,3%	12,9%			8,2%		

⁽¹⁾ Les soldes intermédiaires de gestion jusqu'au résultat avant impôt sont calculés avant prise en compte de GAPC, des activités abandonnées et des coûts de restructuration.

⁽²⁾ Return On Tangible Equity : résultat net (pdg) – coût net des TSS / actif net comptable moyen après distribution des dividendes – dettes hybrides – immobilisations incorporelles - goodwills moyens

3-2 – RESULTATS 1S12 HORS ELEMENTS NON OPERATIONNELS

L'impact au 1S12 des éléments non opérationnels ressort à +2 M€ avant impôt hors GAPC (-46 M€ en incluant les effets comptables de la commutation MBIA ayant été pris en compte dans la GAPC au 1T12 ; voir détails en annexe).

En M€ ⁽¹⁾	1S12	1S11	1S12 vs.1S11 Hors intérêts P3CI		2S11	1S12 vs.2S11 Hors Intérêts P3CI	
Produit net bancaire	3 302	3 520	-6%	-2%	3 033	9%	13%
<i>dont métiers cœurs</i>	3 068	3 208	-4%		2 688	14%	
Charges	-2 438	-2 376	3%		-2 323	5%	
Résultat brut d'exploitation	864	1 144	-24%	-13%	710	22%	40%
Coût du risque	-153	-120	28%		-122	25%	
CCI et autres mises en équivalence	220	330	-33%		264	-17%	
Résultat avant impôt	930	1 349	-31%	-21%	850	9%	25%
Impôt	-257	-336	-24%		-203	27%	
Résultat net part du groupe hors GAPC, activités abandonnées et coûts de restructuration	653	1 005	-35%	-27%	616	6%	20%
GAPC, activités abandonnées et coûts de restructuration nets d'impôt	-51	-7	ns		-62	18%	
Résultat net part du groupe	602	997	-40%	-31%	554	9%	24%
ROTE ⁽²⁾	8,7%	14,2%			6,8%		

⁽¹⁾ Les soldes intermédiaires de gestion jusqu'au résultat avant impôt sont calculés avant prise en compte de GAPC, des activités abandonnées et des coûts de restructuration.

⁽²⁾ Return On Tangible Equity : résultat net (pdg) – coût net des TSS / actif net comptable moyen après distribution des dividendes – dettes hybrides – immobilisations incorporelles - goodwill moyens

Sauf mention contraire, les variations indiquées dans ce paragraphe s'entendent par rapport au 1S11.

PRODUIT NET BANCAIRE

Au 1^{er} semestre 2012, le PNB de Natixis s'établit à 3 241 M€, intégrant -61 M€ d'éléments non opérationnels (réévaluation de la dette senior propre pour l'essentiel). Le PNB hors éléments non opérationnels est en recul de 6% (-2% hors intérêts P3CI) par rapport à la base élevée du 1^{er} semestre 2011.

Le PNB des **métiers cœurs**, à 3 066 M€ (3 068 M€ hors éléments non opérationnels), affiche une baisse limitée de 4% vs. 1S11.

CHARGES

Les charges, à 2 438 M€, sont en hausse de 3% vs. 1S11. Les charges des métiers cœurs sont stables à change constant. Le résultat brut d'exploitation s'établit à 803 M€ (864 M€ hors éléments non opérationnels).

COÛT DU RISQUE

L'augmentation du coût du risque au 1S12 (+28% vs. 1S11 à 153 M€, hors éléments non opérationnels) traduit, outre la progression du coût du risque au 2T12 vs. 2T11, l'effet d'une base de comparaison particulièrement faible au 1T11.

CONTRIBUTION DES RESEAUX

Le résultat des sociétés mises en équivalence s'élève à 301 M€, dont 291 M€ de mise en équivalence des CCI. Ce montant inclut 18 M€ provenant de la restitution aux réseaux du Groupe BPCE de l'amende de l'Autorité de la Concurrence au 1T12, ainsi que 63 M€ de variation de valeur de P3CI au 2T12.

RESULTAT AVANT IMPÔT

Le résultat avant impôt ressort à 932 M€ (930 M€ hors éléments non opérationnels).

RESULTAT NET

Le résultat net part du groupe s'établit à 579 M€ (602 M€ hors éléments non opérationnels).

4 – RESULTATS DES METIERS

BFI

En M€	2T12	2T11	2T12 vs. 2T11	1S12	1S11	1S12 vs. 1S11
Produit net bancaire	701	833	-16%	1 461	1 684	-13%
<i>Financements</i>	362	420	-14%	724	813	-11%
<i>Marchés de capitaux</i>	371	422	-12%	799	896	-11%
<i>CPM</i>	-2	-4	-52%	-7	-4	85%
<i>Autres</i>	-31	-6	Ns	-55	-21	ns
Charges	-428	-441	-3%	-855	-878	-3%
Résultat brut d'exploitation	272	392	-30%	606	807	-25%
Coût du risque	-65	-32	ns	-101	-34	ns
Résultat net d'exploitation	208	360	-42%	505	773	-35%
Contribution à l'opération P3CI	-35		ns	-69		ns
Résultat avant impôt	173	360	-52%	435	773	-44%
Coefficient d'exploitation	61,1 %	53,0 %		58,5%	52,1%	
ROE après impôt ⁽¹⁾	8,2%	15,3 %		10,3%	16,2%	

⁽¹⁾ Méthodologie d'allocation normative de capital sur la base de 9% des actifs pondérés moyens.

Au 2^{ème} trimestre 2012, les performances commerciales de la **BFI** ont été bonnes malgré un environnement difficile. Le PNB s'établit à 701 M€, en recul de 16% (-19% à change constant) vs. 2T11, trimestre qui constituait une base de comparaison très élevée (833 M€). Il est en baisse de 8% vs. 1T12.

Avec un PNB de 247 M€, l'activité Taux, Change, Matières Premières et Trésorerie affiche une performance solide dans un environnement nettement moins favorable qu'au 1T12. L'activité commerciale est satisfaisante dans le primaire obligataire, malgré un marché moins actif qu'au 1T12.

La performance des activités Actions est bonne malgré des volumes globalement faibles dans un contexte plus volatil qu'au 1T12 : les revenus du trimestre, à 124 M€, progressent de 16% vs. 1T12.

A 271 M€, les revenus des Financements Structurés résistent bien par rapport au 1T12 (+1%), malgré un environnement concurrentiel toujours dégradé, la baisse significative du nombre d'opérations sur le marché et la poursuite du programme de deleveraging.

Dans la Banque commerciale, les revenus sont quasi-stables vs. 1T12 à 91 M€, en cohérence avec la sélectivité des opérations dans un contexte de désintermédiation en Europe. Les encours sont en baisse de 16% sur un an.

Les charges baissent de 3% au 2T12 vs. 2T11 (-5% à change constant) et sont stables vs. 1T12. Le coefficient d'exploitation s'établit ainsi à 61,1% au 2T12 et à 58,5% au 1S12.

Le résultat brut d'exploitation ressort à 272 M€, en recul de 30% par rapport à la base élevée du 2T11 et de 18% vs. 1T12.

Le coût du risque s'élève à 65 M€, traduisant une politique de provisionnement adaptée au contexte économique incertain. Il représente 44 pb des encours de crédit clientèle début de période (hors établissements de crédit), contre 20 pb au 1T12.

Le résultat net d'exploitation est égal à 208 M€. Après prise en compte de la contribution du métier à l'opération P3CI (-35 M€), le résultat avant impôt s'établit à 173 M€.

Le ROE après impôt du 2T12 ressort à 8,2%.

Epargne

En M€	2T12	2T11	2T12 vs. 2T11	1S12	1S11	1S12 vs. 1S11
Produit net bancaire	494	474	4%	1 006	948	6%
<i>Gestion d'actifs</i>	407	357	14%	817	723	13%
<i>Assurance</i>	32	69	-53%	92	140	-34%
<i>Banque privée</i>	28	26	7%	54	51	5%
<i>Capital investissement</i>	27	22	23%	43	34	26%
Charges	-372	-339	10%	-742	-668	11%
Résultat brut d'exploitation	123	135	-9%	264	280	-6%
Résultat net d'exploitation	119	123	-3%	261	268	-3%
Contribution à l'opération P3CI	-8		ns	-16		ns
Résultat avant impôt	114	126	-10%	251	273	-8%
Coefficient d'exploitation	75,2%	71,6%		73,8%	70,4%	
ROE après impôt ⁽¹⁾	30,4%	27,9%		32,4%	29,2%	

⁽¹⁾ Méthodologie d'allocation normative de capital sur la base de 9% des actifs pondérés moyens et allocation spécifique aux filiales d'assurance.

Les revenus du **pôle Epargne** affichent une hausse de 4% au 2T12 vs. 2T11 à 494 M€ (-2% à change constant), et de 6% au 1S12 vs. 1S11 à 1 006 M€ (+2% à change constant), malgré une situation qui reste difficile en assurance-vie.

Des investissements significatifs ont été réalisés dans le cadre de la stratégie de développement des métiers : ils portent sur le développement de la plate-forme de distribution de la Gestion d'actifs au France et en Asie, et sur les systèmes d'information dans l'Assurance et la Banque Privée. A change constant, les charges progressent de 3% au 2T12 vs. 2T11, et de 6% au 1S12 vs. 1S11.

Le résultat net d'exploitation du pôle au 2T12 est égal à 119 M€, en baisse limitée de 3% vs. 2T11, qui constituait une base de comparaison élevée. Après prise en compte de la contribution du métier à l'opération P3CI (-8 M€), le résultat avant impôt s'établit à 114 M€.

Le PNB de la **Gestion d'actifs** progresse de 14% vs. 2T11 à 407 M€ (+5% à change constant), tiré notamment par l'activité aux Etats-Unis. Le résultat net d'exploitation est en hausse de 25% vs. 2T11 à 100 M€ (+14% à change constant).

Les encours de la Gestion d'actifs s'élèvent à 560 Md€ au 30 juin 2012, contre 562 Md€ au 31 mars 2012. La collecte nette hors produits monétaires est négative à -2,5 Md€, dans un contexte international difficile. La décollecte (-3,2 Md€) se poursuit sur les supports monétaires.

Les encours sous gestion s'établissent à 305 Md€ en Europe et à 318 Md\$ aux Etats-Unis, où la collecte nette reste positive sur le marché retail (+1,2 Md\$ sur le trimestre). Les encours atteignent 5 Md€ en Asie.

Les autres métiers du pôle Epargne poursuivent la mise en œuvre de leurs orientations stratégiques.

Les encours d'**Assurance-vie** s'élèvent à 37,7 Md€ au 30 juin 2012 contre 37,9 Md€ au 31 mars 2012. La collecte nette est négative (-0,4 Md€ au 1S12 dont -0,2 Md€ au 2T12) dans un marché toujours difficile pour l'assurance-vie en France. La baisse des indices actions et des taux d'intérêt pèse sur les marges de l'activité.

Le bon développement de la **Prévoyance et de l'Assurance Emprunteurs**, dynamisé par les réseaux du Groupe BPCE, se traduit par une hausse de 15% des primes émises au 2T12 vs. 2T11.

La collecte nette de la **Banque Privée** est négative (-0,3 Md€) au 2T12 du fait d'une sortie exceptionnelle de 0,4 Md€ à l'international. La collecte nette a été positive avec les réseaux du Groupe BPCE (264 M€ au 1S12), pour le troisième semestre consécutif.

Dans le **Capital Investissement**, la croissance continue des capitaux gérés, qui atteignent 3,4 Md€ au 30 juin 2012 (+41% vs. 30 juin 2011), est portée notamment par le capital développement. La part des capitaux investis par Natixis poursuit sa décrue pour atteindre 28%.

Services Financiers Spécialisés

En M€	2T12	2T11	2T12 vs. 2T11	1S12	1S11	1S12 vs. 1S11
Produit net bancaire	314	303	3%	598	576	4%
<i>Financements spécialisés</i>	158	155	2%	312	298	5%
<i>Services financiers</i>	156	148	5%	286	278	3%
Charges	-198	-202	-2%	-387	-397	-2%
Résultat brut d'exploitation	116	102	14%	211	179	18%
Coût du risque	-18	-22	-19%	-39	-42	-9%
Résultat net d'exploitation	98	79	24%	172	137	26%
Contribution à l'opération P3CI	-8		ns	-15		ns
Résultat avant impôt	90	79	14%	157	137	15%
Coefficient d'exploitation	63,0%	66,5%		64,7%	68,9%	
ROE après impôt ⁽¹⁾	22,6%	15,9%		18,6%	13,7%	

⁽¹⁾ Méthodologie d'allocation normative de capital sur la base de 9% des actifs pondérés moyens et allocation spécifique aux filiales d'assurance.

Les revenus des **Financements Spécialisés** sont en légère hausse de 2% vs. 2T11 à 158 M€. L'Affacturage affiche une bonne dynamique commerciale, notamment grâce à l'activité des réseaux du Groupe BPCE, avec une hausse du chiffre d'affaires affacturé de 11% vs. 2T11. Le développement du cross selling avec la BFI auprès de la clientèle des grandes entreprises s'est également poursuivi au cours du trimestre. Les encours (fin de période) sont en progression de 10% sur un an à 4,1 Md€. Les encours du Crédit à la Consommation progressent de 17% vs. 30 juin 2011 à 12,6 Md€, dont 11 Md€ de crédits amortissables, qui montent en puissance

dans les Banques Populaires. Le crédit-bail se tient bien également, avec des encours totaux en croissance de 1% sur un an, et une augmentation de 4% de la production nouvelle dans les réseaux du Groupe BPCE (au 2T12 vs. 2T11).

Le PNB des **Services Financiers** progresse de 5% vs. 2T11 à 156 M€. L'activité fait preuve d'une bonne résistance, portée notamment par l'Ingénierie Sociale, qui affiche de bonnes performances commerciales avec la montée en puissance du produit PERCO (Natixis est leader en France avec 30% de part de marché à fin décembre 2011). L'activité Chèques restaurant gagne également des parts de marché de façon continue. Le nombre de transactions continue de croître dans l'activité Paiements (+6% au 2T12 vs. 2T11).

Au total les revenus du **pôle SFS** augmentent de 3% au 2T12 vs. 2T11 à 314 M€, et de 4% au 1S12 vs. 1S11 (3% à périmètre constant), malgré une croissance atone du marché français. Le résultat brut d'exploitation est en hausse de 14% vs. 2T11, compte tenu d'une baisse des charges de 2%. Le coefficient d'exploitation s'améliore nettement à 63,0% vs. 66,5% au 2T11. Le résultat net d'exploitation progresse fortement (+24% vs. 2T11) à 98 M€. Après prise en compte de la contribution du métier à l'opération P3CI (-8 M€), le résultat avant impôt s'établit à 90 M€.

Le ROE atteint 22,6% au 2T12, en hausse significative par rapport au niveau de 15,9% du 2T11.

Réseaux

En M€	2T12	2T11	21T12 vs. 2T11	1S12	1S11	1S12 vs. 1S11
Produit net bancaire	3 228	3 402	-5%	6 570	6 701	-2%
<i>Caisses d'Epargne</i>	1 723	1 748	-1%	3 452	3 472	-1%
<i>Banques Populaires</i>	1 505	1 654	-9%	3 118	3 229	-3%
Charges	-2 147	-2 134	1%	-4 327	-4 251	2%
Résultat brut d'exploitation	1 081	1 268	-15%	2 243	2 450	-8%
Coût du risque	-407	-241	69%	-698	-442	58%
Résultat avant impôt	677	1 038	-35%	1 552	2 024	-23%
Résultat net part du groupe	440	690	-36%	1 019	1 338	-24%

En M€	2T12	2T11	21T12 vs. 2T11	1S12	1S11	1S12 vs. 1S11
20% du résultat des réseaux	88	138	-36%	204	268	-24%
Profit de relation	13	35	-64%	29	57	-50%
Écarts de réévaluation	-2	-3	-28%	-4	-5	-25%
Ajustement de valeur de P3CI	63			63		
Mise en équivalence	161	170	-5%	291	320	-9%
Coût de portage des CCI (en PNB)	-64	-64		-130	-129	
Contribution à l'opération P3CI	-18			-36		
Contribution économique au résultat avant impôt de Natixis	79	106	-25%	126	190	-34%

Le PNB combiné des réseaux BPCE diminue de 2% au 1S12 vs. 1S11. Au 2T12 le recul est de 3% vs. 1T12, dans un contexte de ralentissement économique en France et d'adaptation aux nouvelles contraintes réglementaires.

Le RBE combiné est en baisse de 8% au 1S12 vs. 1S11 à 2 243 M€, et de 15% au 2T12 vs. 2T11 à 1 081 M€.

Le coefficient d'exploitation ressort à 67% au 2T12.

Le coût du risque inclut l'impact d'un dossier spécifique de financement d'une société de location financière : la dotation est de 113 M€ au 2T12, portant la provision à 235 M€ après les dotations du 4T11 et du 1T12, correspondant au montant total des pertes finales estimées.

Le résultat net combiné des réseaux s'établit ainsi à 1 019 M€ au 1S12 et à 440 M€ au 2T12.

Le résultat mis en équivalence des réseaux est en recul de 36% vs. 2T11 à 88 M€, impacté notamment par un coût du risque non récurrent.

Au total la contribution comptable des réseaux à la ligne mise en équivalence ressort à 161 M€, incluant 63 M€ avant impôt d'ajustement de valeur de P3CI (40 M€ après impôt).

Au 30 juin 2012, les encours de crédit affichent une augmentation de 4% dans les Banques Populaires à 158 Md€ et de 9% dans les Caisses d'Épargne à 177 Md€, par rapport au 30 juin 2011.

La collecte de dépôts poursuit sa bonne dynamique dans les réseaux du Groupe BPCE : les encours d'épargne de bilan (hors épargne centralisée) sont en hausse de 4,6% sur un an dans les Banques Populaires et de 8,6% dans les Caisses d'Épargne.

Participations financières (Coface incluse)

En M€	2T12	2T11	2T12 vs. 2T11	1S12	1S11	1S12 vs. 1S11
Produit net bancaire	243	228	7%	476	441	8%
<i>Coface core</i>	192	178	8%	371	340	9%
<i>Coface non core</i>	34	35	-3%	69	74	-8%
<i>Autres</i>	17	15	14%	36	26	38%
Charges	-185	-179	4%	-373	-361	3%
Résultat brut d'exploitation	57	49	17%	103	80	29%
Coût du risque	-2	-15	-85%	-8	-31	-75%
Résultat avant impôt	58	35	64%	94	47	100%

Le chiffre d'affaires de l'assurance-crédit est en hausse, de 3% au 2T12 vs. 2T11, et de 7% au 1S12 vs. 1S11.

Le PNB réalisé par **Coface core** augmente de 8% au 2T12 vs. 2T11 à 192 M€, et de 9% au 1S12 vs. 1S11 à 371 M€. La rentabilité progresse fortement, avec un résultat avant impôt qui atteint 52 M€ au 2T12 (+21% vs 2T11).

Au 2T12, le ratio sinistres/primes⁽¹⁾ de l'assurance-crédit baisse à 51,9% vs. 61,6% au 1T12, du fait notamment de l'impact positif de la réassurance. Le ratio combiné s'améliore à 78,5% vs. 84,7% au 1T12, dans un contexte économique moins favorable.

Le résultat avant impôt des **Participations financières** s'établit à 58 M€, en forte hausse de 64% vs. 2T11.

⁽¹⁾ Un nouveau calcul du ratio est utilisé depuis le 1T12. Le ratio est calculé net de réassurance.

GAPC

En M€	2T11	3T11	4T11	1T12	2T12
Impact avant garantie	19	-15	-41	-46	-8
Impact de la garantie ⁽¹⁾	16	17	14	-1	-5
Frais généraux	-38	-31	-33	-30	-39
Résultat avant impôt	-3	-29	-60	-77	-51
Résultat net	-2	-20	-42	-49	-32

⁽¹⁾ Dont étalement de la prime, impact de la garantie financière, impact des TRS et variation de la valeur de l'option

La GAPC a poursuivi son programme de cession d'actifs : 0,8 Md€ de cessions enregistrées au 2T12 (2 Md€ au 1S12), avec un impact limité en compte de résultat.

Des opérations de restructuration de positions se traduisent au 2T12 par une augmentation ponctuelle et temporaire des actifs pondérés, qui s'établissent à 7,8 Md€ (après garantie BPCE) au 30 juin 2012. Ces actifs pondérés supplémentaires disparaîtront lorsque les cessions des opérations sous-jacentes seront réalisées.

La baisse des actifs pondérés liée à la commutation avec MBIA interviendra pour la majeure partie avant fin 2012.

Annexes

Expositions aux dettes souveraines européennes au 30 juin 2012, sur le modèle utilisé pour les stress tests européens (activités bancaires et de trading, hors activités d'assurances)

Zone économique européenne	EXPOSITIONS BRUTES		EXPOSITIONS NETTES				EXPOSITIONS DIRECTES DERIVES	EXPOSITIONS INDIRECTES Portefeuille de négociation
	en M€	dont prêts et avances		dont AFS portefeuille bancaire	dont portefeuille bancaire	dont portefeuille de négociation		
Autriche	114	0	39	0	0	39	0	-17
Belgique	988	31	205	0	5	169	36	-17
Bulgarie	0	0	0	0	0	0	0	-14
Chypre	0	0	0	0	0	0	-1	0
République Tchèque	0	0	0	0	0	0	0	0
Danemark	0	0	0	0	0	0	-59	-17
Estonie	0	0	0	0	0	0	0	0
Finlande	111	0	17	0	0	17	-15	-17
France	12 370	1 555	986	1 344	38	-1 950	22	-14
Allemagne	8 158	0	1 019	0	0	1 019	65	-7
Grèce	3	0	3	0	3	0	0	0
Hongrie	77	0	70	59	6	5	0	-2
Islande	0	0	0	0	0	0	0	0
Irlande	2	0	2	0	0	2	0	-12
Italie	5 753	5	387	0	8	374	16	-17
Lettonie	4	0	4	0	0	4	-1	0
Liechtenstein	0	0	0	0	0	0	0	0
Lituanie	42	0	42	0	0	42	-41	-1
Luxembourg	3	3	3	0	0	0	0	0
Malte	0	0	0	0	0	0	0	0
Pays-Bas	2 598	1	-136	0	0	-137	-368	-17
Norvège	0	0	0	0	0	0	0	-18
Pologne	5	0	5	0	1	3	0	-2
Portugal	26	0	-46	0	9	-55	0	-7
Roumanie	0	0	0	0	0	0	0	13
Slovaquie	0	0	0	0	0	0	0	0
Slovénie	0	0	0	0	0	0	-1	0
Espagne	1 157	1	205	0	2	202	0	-6
Suède	0	0	0	0	0	0	0	-17
Royaume-Uni	1	1	1	0	0	0	0	-18
TOTAL EEA 30	31 413	1 597	2 807	1 403	73	-266	-347	-207

Rappels

Précisions méthodologiques :

Suite au reclassement des titres super subordonnés en instruments de capitaux propres, les charges d'intérêt sur ces instruments ne sont plus comptabilisées dans le compte de résultat depuis le 1er janvier 2010.

L'allocation des fonds propres normatifs aux métiers de Natixis est désormais réalisée sur la base de 9% des encours pondérés moyens contre 7% en 2011. De plus, la consommation de fonds propres relative aux titrisations qui font l'objet d'une déduction des fonds propres réglementaires Tier 1 est affectée aux métiers. Les données sont publiées pro forma de cette nouvelle allocation.

A compter de 2012, le résultat du métier Banque de Détail est évalué sur la base de sa contribution aux résultats de Natixis : résultat de mise en équivalence des réseaux, profit de relation, écart de réévaluation et coût de portage des CCI en PNB (auparavant comptabilisé dans le PNB du Hors Pôle Métier).

La charge d'intérêt de l'opération P3CI en compte de résultat est comptabilisée dans le PNB de Natixis (Hors Pôles Métiers). Cette charge est affectée analytiquement aux métiers cœurs (BFI, Epargne et SFS) et à la banque de détail au prorata de leurs fonds propres normatifs au 31 décembre 2011. L'économie d'encours pondérés générée par la mise en place de l'opération P3CI est convertie en fonds propres normatifs et allouée aux métiers cœurs et à la banque de détail au prorata de leurs fonds propres normatifs au 31 décembre 2011.

L'impact de la mise en œuvre de l'ajustement de valeur de P3CI, lié à la variation de valeur prudentielle des CCI, est affecté à la banque de détail sur la ligne mise en équivalence et ce, avant impôt.

Les goodwill et écarts d'acquisition s'entendent de ceux constatés par Natixis en écart d'acquisition et participations mises en équivalence.

Changements d'organisation :

Dans le cadre du renforcement du modèle « Originate to Distribute » de la BFI, les expertises relatives à la gestion active des portefeuilles ont été regroupées au sein de Global Structured Credit Solution (« GSCS ») dont les revenus sont partagés à 50/50 entre FIC-T et les Financements Structurés.

Le résultat résiduel de la Trésorerie moyen-long terme, après réaffectation aux métiers via des taux de cession internes, est désormais conservé dans le Hors Pôles Métiers et non plus affecté à la BFI (métier FIC-T). Le Hors Pole Métier et la BFI (métier FIC-T) sont publiés en pro forma de ce changement d'organisation.

Éléments non opérationnels

en M€			1T11	2T11	3T11	4T11	1T12	2T12
Résultat avant impôt⁽¹⁾			553	672	500	503	305	627
Réévaluation du spread émetteur (dette senior)	Hors pôles	PNB	-108	-15	191	171	-202	143
Dépréciation de la dette souveraine grecque sur l'Assurance	Épargne	Coût du risque			-27	-48		
Dépréciation de la dette souveraine grecque sur Cautions et Garanties	SFS	PNB			-15	-6	-2	
Dépréciation de la dette souveraine grecque sur Cautions et Garanties	SFS	Coût du risque			6			
Dépréciation de la dette souveraine grecque sur Coface	Participations Financières	Coût du risque			-4	-2	-1	
Dépréciation de la dette souveraine grecque sur Natixis	Hors pôles	Coût du risque				-14	-16	
Dépréciation de la participation financière d'Eiffage	Hors pôles	PNB			-39	-18		
Plus value de cession d'actifs	Hors pôles					16		
Dépréciations Coface	Participations Financières	PNB Frais généraux Coût du risque Hors exploitation				-9 -2 -3 -43		
Restitution de l'amende de l'Autorité de la concurrence	Réseaux	Mise en équiv.					18	
Variation de valeur de P3CI	Réseaux	Mise en équiv.						63
Impact avant impôt des éléments non opérationnels⁽¹⁾			-108	-15	112	42	-204	206
Résultat avant impôt hors éléments non opérationnels⁽¹⁾			661	687	388	461	509	421

MBIA (impact après garantie)	GAPC	PNB					-48	
Résultat net hors éléments non opérationnels			483	515	270	284	339	263

⁽¹⁾ Hors activités abandonnées, coûts de restructuration et GAPC.

Natixis – Consolidé

en M€ ⁽¹⁾	1T11	2T11	3T11	4T11	1T12	2T12
Produit net bancaire	1 621	1 831	1 560	1 747	1 420	1 824
Charges	-1 219	-1 230	-1 143	-1 245	-1 241	-1 266
Résultat brut d'exploitation	403	601	417	502	179	558
Coût du risque	-20	-107	-66	-173	-81	-151
CCI et autres mises en équivalence	153	177	120	144	134	167
Gains ou pertes sur autres actifs	-4	-1	1	14	0	2
Variation de valeur écarts d'acquisition	0	0	0	-43	-5	0
Résultat avant impôt	532	670	471	443	228	576
Impôt	-126	-161	-121	-118	-37	-168
Intérêts minoritaires	-4	-4	-7	-24	-7	-14
Résultat net courant part du groupe hors activités abandonnées et coûts de restructuration nets d'impôt	402	505	344	302	185	394
Résultat net des activités abandonnées	22	0	0	0	0	0
Coûts de restructuration nets	-12	0	0	0	0	0
Résultat net part du groupe	412	505	344	302	185	394

¹⁾ Les soldes intermédiaires de gestion jusqu'au résultat net courant part du groupe sont calculés avant prise en compte du résultat net des activités abandonnées et des coûts de restructuration nets.

Natixis - Contribution trimestrielle par pôle

en M€	BFI		Epargne		SFS		Part. Fi.		CCI		Hors Pôles		GAPC		Groupe	
	2T11	2T12	2T11	2T12	2T11	2T12										
Produit net bancaire	833	701	474	494	303	314	228	243	-64	-64	-9	89	66	48	1831	1824
Charges	-441	-428	-339	-372	-202	-198	-179	-185			-32	-45	-38	-39	-1230	-1266
Résultat brut d'exploitation	392	272	135	123	102	116	49	57	-64	-64	-40	44	28	10	601	558
Coût du risque	-32	-65	-12	-3	-22	-18	-15	-2			6	-2	-31	-61	-107	-151
Résultat net d'exploitation	360	208	123	119	79	98	34	55	-64	-64	-35	42	-3	-51	494	407
Mises en équivalence	0	0	5	4	0	0	2	1	170	161	0	0	0	0	177	167
Autres	0	0	-1	-2	0	0	0	2			1	2	0	0	-1	2
Contribution à l'opération P3CI	0	-35	0	-8	0	-8	0	0	0	-18	0	68	0	0	0	0
Résultat avant impôt	360	173	126	114	79	90	35	58	106	79	-34	112	-3	-51	670	576

Natixis - Contribution semestrielle par pôle

en M€	BFI		Epargne		SFS		Part. Fi.		CCI		Hors Pôles		GAPC		Groupe	
	1S11	1S12	1S11	1S12	1S11	1S12	1S11	1S12	1S11	1S12	1S11	1S12	1S11	1S12	1S11	1S12
Produit net bancaire	1684	1461	948	1006	576	598	441	476	-129	-130	-123	-171	55	3	3452	3244
Charges	-878	-855	-668	-742	-397	-387	-361	-373			-72	-80	-73	-69	-2449	-2507
Résultat brut d'exploitation	807	606	280	264	179	211	80	103	-129	-130	-195	-251	-17	-66	1003	737
Coût du risque	-34	-101	-12	-3	-42	-39	-31	-8			-1	-19	-7	-62	-127	-232
Résultat net d'exploitation	773	505	268	261	137	172	49	95	-129	-130	-196	-270	-25	-128	876	506
Mises en équivalence	0	0	8	8	0	0	3	2	320	291	0	0	0	0	330	301
Autres	0	0	-3	-2	0	0	-5	-3			2	3	0	0	-5	-2
Contribution à l'opération P3CI	0	-69	0	-16	0	-15	0	0	0	-36	0	136	0	0	0	0
Résultat avant impôt	773	435	273	251	137	157	47	94	190	126	-195	-131	-25	-128	1201	804

Natixis hors GAPC, activités abandonnées et coûts de restructuration

en M€	1T11	2T11	3T11	4T11	1T12	2T12
Produit net bancaire	1632	1765	1583	1726	1465	1776
Charges	-1184	-1192	-1112	-1213	-1210	-1228
Résultat brut d'exploitation	448	573	470	513	255	548
Coût du risque	-44	-76	-91	-124	-80	-90
Mises en équivalence	153	177	120	144	134	167
Gains ou pertes sur autres actifs	-4	-1	1	14	0	2
Variation valeur écarts d'acquisition	0	0	0	-43	-5	0
Résultat avant impôt	553	672	500	503	305	627
Impôt	-132	-161	-129	-136	-64	-187
Intérêts minoritaires	-4	-4	-7	-24	-7	-14
Résultat net part du groupe (courant)	417	507	364	344	234	427
Résultat net GAPC	-15	-2	-20	-42	-49	-32
Résultat net des activités abandonnées	22	0	0	0	0	0
Coûts de restructuration nets	-12	0	0	0	0	0
Résultat net part du groupe	412	505	344	302	185	394

Banque de Financement et d'Investissement

en M€	1T11	2T11	3T11	4T11	1T12	2T12
Produit net bancaire	852	833	550	613	760	701
<i>Banque commerciale</i>	114	108	101	92	93	91
<i>Financements structurés</i>	278	312	299	285	269	271
<i>Marchés de capitaux</i>	474	422	151	238	428	371
<i>CPM</i>	0	-4	23	0	-5	-2
<i>Divers</i>	-15	-6	-24	-2	-24	-31
Charges	-437	-441	-391	-406	-427	-428
Résultat brut d'exploitation	415	392	159	207	333	272
Coût du risque	-2	-32	-41	-31	-36	-65
Résultat net d'exploitation	413	360	118	175	297	208
Mises en équivalence	0	0	0	0	0	0
Autres	0	0	-1	1	0	0
Contribution à l'opération P3CI	0	0	0	0	-35	-35
Résultat avant impôt	413	360	117	177	262	173

ROE après impôt⁽¹⁾	17,1%	15,3%	5,4%	8,0%	12,4%	8,2%
--------------------------------------	--------------	--------------	-------------	-------------	--------------	-------------

⁽¹⁾ Méthodologie d'allocation normative de capital sur la base de 9% des actifs pondérés moyens

Epargne

en M€	1T11	2T11	3T11	4T11	1T12	2T12
Produit net bancaire	474	474	411	531	512	494
<i>Gestion d'actifs</i>	366	357	342	375	411	407
<i>Assurance</i>	71	69	31	93	60	32
<i>Banque Privée</i>	25	26	24	24	26	28
<i>Capital Investissement</i>	12	22	14	38	15	27
Charges	-328	-339	-336	-352	-370	-372
Résultat brut d'exploitation	145	135	75	179	141	123
Coût du risque	0	-12	-32	-56	0	-3
Résultat net d'exploitation	145	123	44	123	141	119
Mises en équivalence	3	5	3	2	4	4
Autres	-2	-1	-2	-2	0	-2
Contribution à l'opération P3CI	0	0	0	0	-8	-8
Résultat avant impôt	147	126	45	124	137	114

ROE après impôt⁽¹⁾	30,4%	27,9%	8,2%	14,7%	34,5%	30,4%
--------------------------------------	--------------	--------------	-------------	--------------	--------------	--------------

⁽¹⁾ Méthodologie d'allocation normative de capital sur la base de 9% des actifs pondérés moyens et allocation spécifique aux filiales d'assurance.

Services Financiers Spécialisés

en M€	1T11	2T11	3T11	4T11	1T12	2T12
Produit net bancaire	273	303	274	287	285	314
Financements spécialisés	143	155	145	153	154	158
Affacturage	31	35	33	34	32	35
Cautions et garanties financières	26	26	24	22	29	29
Crédit-bail	41	50	42	53	47	46
Crédit consommation	42	41	42	39	43	45
Financement du cinéma	3	3	4	4	4	4
Services financiers	130	148	130	135	131	156
Ingénierie sociale	25	32	23	29	27	32
Paiements	72	73	74	73	73	75
Titres	33	43	33	33	30	49
Charges	-196	-202	-192	-202	-190	-198
Résultat brut d'exploitation	77	102	83	85	95	116
Coût du risque	-20	-22	-6	-12	-20	-18
Résultat net d'exploitation	58	79	77	73	75	98
Mises en équivalence	0	0	0	0	0	0
Autres	0	0	0	2	0	0
Contribution à l'opération P3CI	0	0	0	0	-8	-8
Résultat avant impôt	58	79	77	75	67	90

ROE après impôt⁽¹⁾	11,5%	15,9%	14,8%	14,6%	14,7%	22,6%
--------------------------------------	--------------	--------------	--------------	--------------	--------------	--------------

⁽¹⁾ Méthodologie d'allocation normative de capital sur la base de 9% des actifs pondérés moyens et allocation spécifique aux filiales d'assurance.

Participations Financières

en M€	1T11	2T11	3T11	4T11	1T12	2T12
Produit Net Bancaire	213	228	224	205	234	243
Coface core	162	178	198	161	180	192
Coface non core	39	35	30	37	34	34
Capital-investissement pour compte propre	2	1	-16	-7	6	2
Autres	10	13	12	14	14	15
Charges	-183	-179	-180	-220	-188	-185
Résultat brut d'exploitation	30	49	45	-15	45	57
Coût du risque	-15	-15	-8	-17	-5	-2
Résultat net d'exploitation	15	34	37	-32	40	55
Mises en équivalence	1	2	1	1	1	1
Autres	-5	0	1	-2	-5	2
Résultat avant impôt	12	35	39	-32	36	58

Contribution des CCI

en M€	1T11	2T11	3T11	4T11	1T12	2T12
QP de résultats (20%)	130	138	107	122	116	88
Profit de relation	22	35	10	21	16	13
Ecart de réévaluation	-2	-3	-2	-2	-2	-2
Variation de valeur de P3CI	0	0	0	0	0	63
Mise en Équivalence	149	170	115	141	130	161
<i>dont Banques Populaires</i>	67	81	47	51	50	66
<i>dont Caisses d'Épargne</i>	82	89	68	90	80	96
Contribution à l'opération P3CI	0	0	0	0	-18	-18
Coût de portage des CCI (en PNB)	-65	-64	-64	-64	-65	-64
Contribution économique au résultat avant impôt de Natixis	84	106	51	76	47	79

Hors Pôles

en M€	1T11	2T11	3T11	4T11	1T12	2T12
Produit Net Bancaire	-115	-9	187	154	-260	89
<i>dont impact P3CI</i>					-64	-68
Charges	-40	-32	-14	-33	-35	-45
Résultat brut d'exploitation	-155	-40	173	121	-295	44
Coût du risque	-7	6	-4	-9	-18	-2
Résultat net d'exploitation	-162	-35	169	112	-313	42
Mises en équivalence	0	0	0	0	0	0
Autres	1	1	3	-29	1	2
Contribution à l'opération P3CI	0	0	0	0	68	68
Résultat avant impôt	-161	-34	171	83	-244	112

GAPC

en M€	1T11	2T11	3T11	4T11	1T12	2T12
Produit net bancaire	-10	66	-23	22	-46	48
Charges	-35	-38	-31	-33	-30	-39
Résultat brut d'exploitation	-45	28	-54	-11	-76	10
Coût du risque	24	-31	25	-49	-1	-61
Résultat avant impôt	-22	-3	-29	-60	-77	-51
Résultat net	-15	-2	-20	-42	-49	-32

Avertissement

Ce communiqué peut comporter des objectifs et des commentaires relatifs aux objectifs et à la stratégie de Natixis. Par nature, ces objectifs reposent sur des hypothèses, des considérations relatives à des projets, des objectifs et des attentes en lien avec des événements, des opérations, des produits et des services futurs et non certains et sur des suppositions en termes de performances et de synergies futures.

Aucune garantie ne peut être donnée quant à la réalisation de ces objectifs qui sont soumis à des risques inhérents, des incertitudes et des hypothèses relatives à Natixis, ses filiales et ses investissements, au développement des activités de Natixis et de ses filiales, aux tendances du secteur, aux futurs investissements et acquisitions, à l'évolution de la conjoncture économique, ou à celle relative aux principaux marchés locaux de Natixis, à la concurrence et à la réglementation. La réalisation de ces événements est incertaine, leur issue pourrait se révéler différente de celle envisagée aujourd'hui, ce qui est susceptible d'affecter significativement les résultats attendus. Les résultats réels pourraient différer significativement de ceux qui sont impliqués dans les objectifs.

Les informations contenues dans ce communiqué, dans la mesure où elles sont relatives à d'autres parties que Natixis, ou sont issues de sources externes, n'ont pas fait l'objet de vérifications indépendantes et aucune déclaration ni aucun engagement ne sont donnés à leur égard, et aucune certitude ne doit être accordée sur l'exactitude, la sincérité, la précision et l'exhaustivité des informations ou opinions contenues dans ce communiqué. Ni Natixis ni ses représentants ne peuvent voir leur responsabilité engagée pour une quelconque négligence ou pour tout préjudice pouvant résulter de l'utilisation de ce communiqué ou de son contenu ou de tout ce qui leur est relatif ou de tout document ou information auxquels il pourrait faire référence.

Les informations spécifiques sur les expositions (recommandations du FSF) figurent dans la présentation des résultats du 2^{ème} trimestre 2012 (disponible sur le site Internet www.natixis.com dans la rubrique Communication Financière).

1.3 Résultats au 30 juin 2012 : présentation



Résultats du 2^{ème} trimestre 2012

2 août 2012

Avertissement

Cette présentation peut comporter des objectifs et des commentaires relatifs aux objectifs et à la stratégie de Natixis. Par nature, ces objectifs reposent sur des hypothèses, des considérations relatives à des projets, des objectifs et des attentes en lien avec des événements, des opérations, des produits et des services futurs et non certains, et sur des suppositions en termes de performances et de synergies futures.

Aucune garantie ne peut être donnée quant à la réalisation de ces objectifs qui sont notamment soumis à des risques inhérents, des incertitudes et des hypothèses relatives à Natixis, ses filiales et ses investissements, au développement des activités de Natixis et de ses filiales, aux tendances du secteur, aux futurs investissements et acquisitions, à l'évolution de la conjoncture économique, ou à celle relative aux principaux marchés locaux de Natixis, à la concurrence et à la réglementation. La réalisation de ces événements est incertaine, leur issue pourrait se révéler différente de celle envisagée aujourd'hui, ce qui est susceptible d'affecter significativement les résultats attendus. Les résultats réels pourraient différer significativement de ceux qui sont impliqués dans les objectifs.

Les informations contenues dans cette présentation, dans la mesure où elles sont relatives à d'autres parties que Natixis, ou sont issues de sources externes, n'ont pas fait l'objet de vérifications indépendantes et aucune déclaration ni aucun engagement ne sont donnés à leur égard, et aucune certitude ne doit être accordée sur l'exactitude, la sincérité, la précision et l'exhaustivité des informations ou opinions contenues dans cette présentation. Ni Natixis ni ses représentants ne peuvent voir leur responsabilité engagée pour une quelconque négligence ou pour tout préjudice pouvant résulter de l'utilisation de cette présentation ou de son contenu ou de tout ce qui leur est relatif ou de tout document ou information auxquels elle pourrait faire référence.

Précisions méthodologiques :

- Suite au reclassement des titres super subordonnés en instruments de capitaux propres, les charges d'intérêt sur ces instruments ne sont plus comptabilisées dans le compte de résultat depuis le 1^{er} janvier 2010.
- L'allocation des fonds propres normatifs aux métiers de Natixis est désormais réalisée sur la base de 9% des encours pondérés moyens contre 7% en 2011. De plus, la consommation de fonds propres relative aux titrisations qui font l'objet d'une déduction des fonds propres réglementaires Tier 1 est affectée aux métiers. Les données sont publiées pro forma de cette nouvelle allocation.
- A compter de 2012, le résultat du métier Banque de Détail est évalué sur la base de sa contribution aux résultats de Natixis : résultat de mise en équivalence des réseaux, profit de relution, écart de réévaluation et coût de portage des CCI en PNB (auparavant comptabilisé dans le PNB du Hors Pôles Métier).
- La charge d'intérêt de l'opération P3CI en compte de résultat est comptabilisée dans le PNB de Natixis (Hors Pôles Métiers). Cette charge est affectée analytiquement aux métiers cœurs (BFI, Epargne et SFS) et à la banque de détail au prorata de leurs fonds propres normatifs au 31 décembre 2011. L'économie d'encours pondérés générée par la mise en place de l'opération P3CI est convertie en fonds propres normatifs et allouée aux métiers cœurs et à la banque de détail au prorata de leurs fonds propres normatifs au 31 décembre 2011.
- L'impact de la mise en œuvre de l'ajustement de valeur de P3CI, lié à la variation de valeur prudentielle des CCI, est affecté à la banque de détail sur la ligne mise en équivalence et ce, avant impôt.
- Les goodwill et écarts d'acquisition s'entendent de ceux constatés par Natixis en écart d'acquisition et participations mises en équivalence

Changements d'organisation :

- Dans le cadre du renforcement du modèle « Originate to Distribute » de la BFI, les expertises relatives à la gestion active des portefeuilles ont été regroupées au sein de Global Structured Credit Solution (« GSCS ») dont les revenus sont partagés à 50/50 entre FIC-T et les Financements Structurés.
- Le résultat résiduel de la Trésorerie moyen-long terme, après réaffectation aux métiers via des taux de cession internes, est désormais conservé dans le Hors Pôles Métiers et non plus affecté à la BFI (métier FIC-T). Le Hors Pole Métier et la BFI (métier FIC-T) sont publiés en pro forma de ce changement d'organisation.

2 | 2 août 2012



Bonne résistance au 2T12 dans un environnement incertain et volatil

Renforcement de la structure financière

- Poursuite de la préparation à l'environnement Bâle 3
- Ratio Core Tier 1 à 10,9 % au 30 juin 2012, soit une génération organique de 30 pb au cours du 2T12
- Réduction de 10 Md€ des actifs à refinancer à change constant entre septembre 2011 et juin 2012 sur la BFI et GAPC

Adaptation du modèle de la BFI

- Projet de nouvelle organisation de la BFI adaptée à la mise en œuvre du modèle « Originate to Distribute », dont la mise en place est prévue d'ici la fin 2012
- Mise en œuvre des orientations stratégiques annoncées en novembre 2011 : recentrage des activités sur la clientèle prioritaire, arrêt de certaines activités insuffisamment rentables dans le nouvel environnement
- Renforcement de l'efficacité opérationnelle

Bonnes performances des métiers cœurs

- PNB des métiers cœurs en recul limité par rapport à la base très élevée du 2T11 (-6% à 1 509 M€) dans un environnement beaucoup moins favorable
- Résistance des revenus de la BFI (-16% vs. 2T11)
- Croissance du PNB de la Gestion d'Actifs (+14% vs. 2T11, +5% à change constant), portée par l'activité aux Etats-Unis
- Trimestre très satisfaisant pour les activités de Services Financiers Spécialisés (PNB en hausse de 3% vs. 2T11)
- Résultat net (part du groupe) de 394 M€ au 2T12 intégrant 132 M€ après impôt d'éléments non-opérationnels

3 | 2 août 2012



Sommaire

1. Poursuite de la préparation à l'environnement Bâle 3

2. Résultats du 2T12 et du 1S12

3. Structure financière et liquidité

4. Résultats des métiers

5. Conclusion

4 | 2 août 2012



Suivi du plan d'adaptation de la BFI annoncé en novembre 2011

Financements Structurés

- Recentrage du portefeuille d'activités des Financements Structurés sur les franchises fortes et les clients prioritaires
- Gestion en extinction des activités non-prioritaires : shipping (hors off-shore), projets et LBO en Australie (35% du portefeuille cédé au 1S12), Telecom, portefeuille immobilier en Asie (cédé à 90%)
- Cessions d'actifs non-stratégiques (>500 M€ au 1S12)

Banque Commerciale

- Réduction des activités dans les zones géographiques non-prioritaires : réduction des encours de crédit sur les corporates à l'international, en baisse de 23% depuis fin septembre 2011
- Augmentation du cross-selling et développement des activités de conseil
- Cessions d'actifs non stratégiques (>200 M€ au 1S12)

Marchés de capitaux

- Développement de la plate-forme crédit : amélioration globale des rankings⁽¹⁾ au 1S12, #1 sur les covered bonds en €, #2 sur le marché primaire en € des institutions financières
- Projet de nouvelle organisation de la BFI adaptée à la mise en œuvre du modèle « Originate to Distribute » et de création d'un Portfolio Management indépendant au 2S12. Renforcement des forces de vente et de syndication
- Développement de partenariats structurants avec des investisseurs (assureurs, asset managers,...)

Gestion active de la liquidité

- Réduction des actifs à refinancer et allongement des maturités
- Restriction des financements vanille aux clients prioritaires
- Diversification des sources de refinancement (pfandbrief-bank,...)

5 | 2 août 2012

(1) En volume, source Dealogic



Projet de constitution d'une banque de Grande Clientèle : placer la relation client au cœur du dispositif

Plan New Deal: développement du fonds de commerce

- Recentrage autour de trois métiers (BFI, Epargne, SFS) et de la banque de détail au travers des CCI
- Réduction drastique des activités pour compte propre (private equity, trading...). Renforcement des franchises client et développement du cross-selling
- Forte réduction de la consommation de ressources rares engagée depuis fin 2008: -39% d'actifs pondérés et -41% d'actifs à refinancer sur la BFI et GAPC

Adaptation du modèle à un environnement durablement contraint

- Optimisation stratégique des métiers dans un environnement durablement contraint (liquidité, capital, refinancement, contexte réglementaire...)
- Réduction supplémentaire des actifs pondérés⁽¹⁾ (10 Md€) et des besoins de liquidité⁽²⁾ (15 à 20 Md€) entre fin septembre 2011 et fin décembre 2013. A fin juin 2012, le programme est déjà réalisé à plus de 50%

Une banque centrée sur ses clients adaptée à Bâle 3

- La relation client est placée au cœur du dispositif. Projet de création d'une direction « Relations Clients & Conseil » visant à développer les relations clients et à renforcer les synergies entre les métiers
- Déploiement du modèle « Originate to Distribute » par le projet de création d'une direction « Financements et Solutions de Marché » destinée à fluidifier la chaîne Origination/Distribution et à optimiser l'utilisation du bilan

Optimiser l'efficacité collective

- Création d'une fonction de COO afin d'optimiser les processus opérationnels

6 | 2 août 2012

(1) Hors CRD3, CCI et P3CI, à change constant
(2) Actifs à refinancer CT et LT



Forte réduction de la consommation de ressources rares⁽¹⁾ engagée depuis fin 2008

• Réduction de la consommation de ressources rares depuis fin 2008 :

✓ -39% d'actifs pondérés intégrant l'impact de CRD3 fin décembre 2011 (Bâle 2.5), soit environ 80 Md€ de réduction

✓ -41% d'actifs à refinancer sur la BFI et GAPC, soit une diminution de 60 Md€

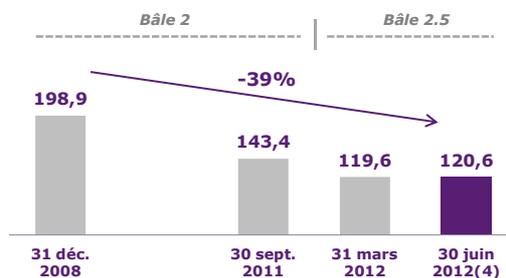
• Plus de la moitié du programme supplémentaire de réduction de consommation de ressources rares annoncé en novembre 2011 déjà réalisé à fin juin 2012⁽³⁾ :

✓ Actifs à refinancer BFI et GAPC : diminution de 10 Md€ à change constant depuis fin septembre 2011

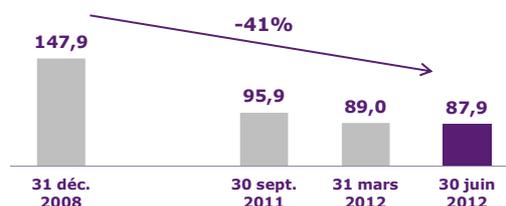
✓ Actifs pondérés : plus de 5 Md€ de baisse à change constant depuis fin septembre 2011 (hors CRD3, CCI et P3CI)

• Au 1S12 : cessions d'actifs réalisées de 0,8 Md€ sur la BFI (0,4 Md€ au 2T12) et de 2 Md€ sur GAPC (0,8 Md€ au 2T12) avec une décote limitée

Evolution des actifs pondérés⁽²⁾, en Md€ (à change courant)



Actifs à refinancer (CT et LT) de la BFI et GAPC, en Md€ (à change courant)



7 | 2 août 2012

NATIXIS

(1) Capital et liquidité

(2) Pro forma du traitement prudentiel des CCI en actifs pondérés (pondération à 370% de la valeur prudentielle de mise en équivalence)

(3) Programme de réduction supplémentaire à fin 2013 de 15 à 20 Md€ de besoin de liquidité (actifs à refinancer) et de 10 Md€ des actifs pondérés

(4) Impact de +1 Md€ d'effet change au 2T12 vs. 1T12

Projection du ratio Common Equity Tier 1 sous Bâle 3

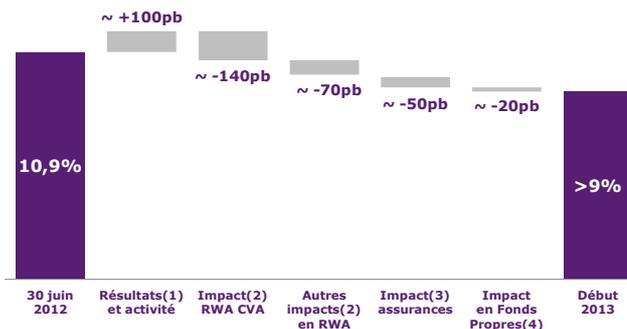
Les impacts dépendront du contenu final des règles Bâle 3

• Objectif de ratio Common Equity Tier 1 supérieur à 9% début 2013 sans mesures transitoires excepté sur les IDA

• Impact de 50 pb de l'application du "compromis danois" concernant les activités d'assurances

• Objectif ne tenant pas compte des mesures d'atténuation

• Impact des règles Bâle 3 d'environ 25 Md€ d'actifs pondérés hors assurances



Ratio Common Equity Tier 1 supérieur à 9% début 2013
(sans mesures transitoires excepté sur les IDA et hors mesures d'atténuation)

8 | 2 août 2012

NATIXIS

(1) Consensus Bloomberg du 16 juillet 2012. Ce consensus n'est ni assumé, ni vérifié par Natixis, mais utilisé uniquement à titre illustratif

(2) Net de la garantie BPCE

(3) Hypothèse du « compromis danois »

(4) Impact sur les fonds propres sous Bâle 3 légèrement supérieur à la précédente projection (gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres)

Sommaire

1. Poursuite de la préparation à l'environnement Bâle 3

2. Résultats du 2T12 et du 1S12

3. Structure financière et liquidité

4. Résultats des métiers

5. Conclusion

9 | 2 août 2012



Résultats 2T12 (données publiées)

en M€ ⁽¹⁾	2T12	2T11	2T12 vs. 2T11	2T12 vs. 2T11	
				A change constant	Hors intérêt P3CI
Produit net bancaire	1 776	1 765	1%	-3%	4%
<i>dont métiers cœurs</i>	1 509	1 610	-6%		
Charges	-1 228	-1 192	3%		
Résultat brut d'exploitation	548	573	-4%	-9%	8%
Coût du risque	-90	-76	18%		
CCI et autres mises en équivalence	167	177	-6%		
<i>Dont variation de valeur de P3CI (avant impôt⁽²⁾)</i>	63				
Résultat avant impôt	627	672	-7%		
Impôt	-187	-161	16%		
Résultat net part du groupe hors GAPC	427	507	-16%		
GAPC net d'impôt	-32	-2	ns		
Résultat net part du groupe	394	505	-22%		
ROTE ⁽³⁾	11,4%	14,2%			

10 | 2 août 2012



(1) Les soldes intermédiaires de gestion jusqu'au résultat avant impôt sont calculés avant prise en compte de GAPC
 (2) Impact de l'ajustement de valeur de P3CI de 40 M€ après impôt
 (3) ROTE annualisé : résultat net (pdg) - coût net des TSS / actif net comptable moyen après distribution des dividendes - dettes hybrides - immobilisations incorporelles - goodwill moyens

Eléments non-opérationnels au 2T12⁽¹⁾

En M€	2T12	2T11
Réévaluation de la dette senior propre ⁽²⁾ (PNB)	+143	-15
Ajustement de valeur P3CI (mise en équivalence)	+63	
Impact total avant impôt	+206	-15
Impact total après impôt	+132	-10

Mise en oeuvre de l'ajustement de valeur de P3CI au 2T12

Rappel du fonctionnement du mécanisme de garantie P3CI :

La valeur de remboursement à l'échéance de l'obligation P3CI est ajustée en fonction de l'évolution de la valeur prudentielle des Certificats Coopératifs d'Investissement (CCI) : résultats, distribution de dividendes, variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

- Au 30 juin 2012, la baisse des résultats et le versement annuel des dividendes conduisent à un ajustement de la valeur prudentielle de mise en équivalence des CCI et donc de la valeur de remboursement de P3CI de 63 M€ avant impôt (40 M€ après impôt), enregistré en compte de résultat sur la ligne mise en équivalence des CCI

11 | 2 août 2012



(1) Détails en annexe

(2) Composante « risque de crédit émetteur » valorisée à partir d'une méthode approchée d'actualisation des cash flows futurs, contrat par contrat, utilisant des paramètres tels que courbe des taux de swaps et spread de réévaluation (basé sur la courbe cash ask BPCE)

Résultats 2T12 hors éléments non-opérationnels

en M€ ⁽¹⁾	2T12	2T11	2T12 vs. 2T11		1T12	2T12 vs. 1T12
				Hors intérêt P3CI		
Produit net bancaire	1 633	1 780	-8%	-4%	1 669	-2%
<i>dont métiers cœurs</i>	1 509	1 610	-6%		1 559	-3%
Charges	-1 228	-1 192	3%		-1 210	1%
Résultat brut d'exploitation	405	588	-31%	-20%	459	-12%
Coût du risque	-90	-76	18%		-63	43%
CCI et autres mises en équivalence	104	177	-41%		117	-11%
Résultat avant impôt	421	687	-39%	-29%	509	-17%
Impôt	-113	-167	-32%		-144	-22%
Résultat net part du groupe hors GAPC	295	516	-43%	-34%	358	-18%
GAPC net d'impôt	-32	-2	ns		-19	68%
Résultat net part du groupe	263	515	-49%	-40%	339	-22%
ROTE ⁽²⁾	7,4%	14,5%			10,1%	

12 | 2 août 2012

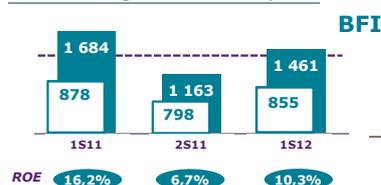


(1) Les soldes intermédiaires de gestion jusqu'au résultat avant impôt sont calculés avant prise en compte de GAPC

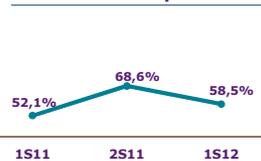
(2) ROTE annualisé : résultat net (pdg) - coût net des TSS / actif net comptable moyen après distribution des dividendes - dettes hybrides - immobilisations incorporelles - goodwill moyens

Renforcement continu des positions commerciales des métiers coeurs

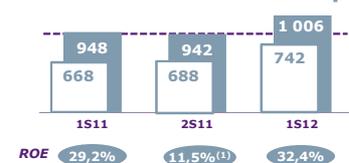
PNB et charges semestriels, en M€



Coefficient d'exploitation



Epargne



SFS



- Hausse de 15% du PNB des métiers coeurs au 1S12 vs. 2S11 grâce à une amélioration constante des positions commerciales

- Niveau du PNB du 1S12 de chaque métier coeur supérieur à la moyenne du PNB semestriel 2011 malgré un environnement difficile

- Les charges des métiers coeurs du 1S12 sont stables à taux de change constant vs. 1S11 (+2% à change courant):

- ✓ BFI : -4%

- ✓ Epargne : +6%

- ✓ SFS : -2%

- Amélioration du coefficient d'exploitation des métiers coeurs au 1S12 à 64,6% vs. 70,5% au 2S11 dans un contexte d'investissements sélectifs

13 | 2 août 2012

(1) Incluant -75 M€ de dépréciations sur la dette souveraine grecque (en coût du risque)

--- PNB semestriel moyen 2011

NATIXIS

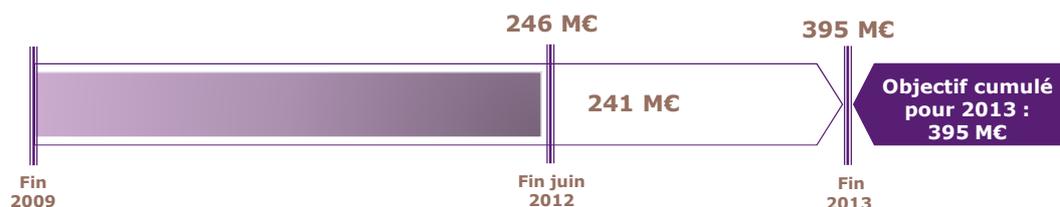
Synergies de revenus avec les réseaux du Groupe BPCE : en ligne avec l'objectif

- Revenus additionnels cumulés de 241 M€ générés via les réseaux du Groupe BPCE à fin juin 2012, en ligne avec l'objectif mais en ralentissement significatif par rapport au niveau de fin 2011 dans un contexte difficile pour les métiers d'épargne financière (baisse des marchés et adaptation des réseaux au nouvel environnement réglementaire)

- Performance dynamique des pôles Services Financiers Spécialisés et Banque de Financement et d'Investissement, en avance sur l'objectif linéarisé :

- ✓ Bonne performance du crédit à la consommation avec environ 11 Md€ d'encours de crédit amortissables dont 1 Md€ dans les Banques Populaires après 6 mois de mise en marché

- ✓ Bonne tenue du crédit-bail : nouvelle production de crédit-bail mobilier en hausse de 3% avec les réseaux du Groupe BPCE entre juin 2011 et juin 2012

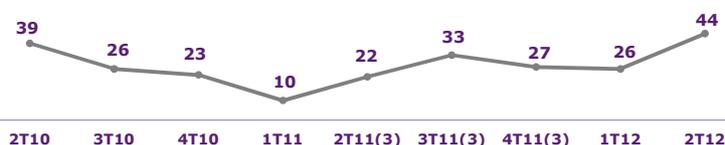


14 | 2 août 2012

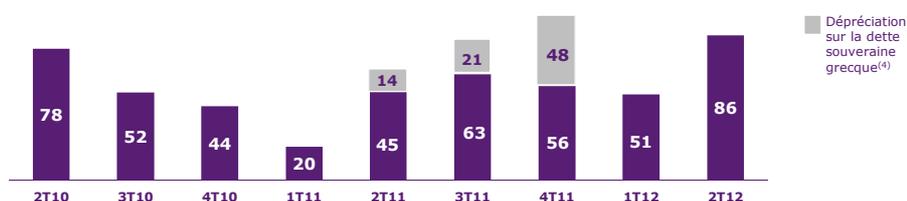
NATIXIS

Politique de provisionnement adaptée à un contexte économique incertain

Coût du risque⁽¹⁾ des métiers coeurs⁽²⁾⁽³⁾⁽⁵⁾ en pb des encours de crédit



Coût du risque des métiers coeurs⁽²⁾⁽⁵⁾, en M€



15 | 2 août 2012

NATIXIS

⁽¹⁾ Coût du risque trimestriel annualisé sur un montant total d'encours de crédit à la clientèle des métiers coeurs (hors établissements de crédit), début de période

⁽²⁾ Métiers coeurs : BFI, Epargne et SFS / ⁽³⁾ Hors dépréciation sur la dette souveraine grecque

⁽⁴⁾ Impact Grèce constaté en coût du risque; CEGC : impact du 2T11 de 6 MC comptabilisé en coût du risque, reclassé en PNB au 3T11. / ⁽⁵⁾ Hors établissements de crédit

Résultats 1S12 (données publiées)

en M€⁽¹⁾

	1S12	1S11	1S12 vs. 1S11
Produit net bancaire	3 241	3 397	-5%
dont métiers coeurs	3 066	3 208	-4%
Charges	-2 438	-2 376	3%
Résultat brut d'exploitation	803	1 021	-21%
Coût du risque	-170	-120	42%
CCI et autres mises en équivalence	301	330	-9%
Résultat avant impôt	932	1 226	-24%
Impôt	-251	-294	-15%
Résultat net part du groupe hors GAPC, activités abandonnées et coûts de restructuration	661	924	-28%
GAPC, activités abandonnées et coûts de restructuration nets d'impôt	-82	-7	ns
Résultat net part du groupe	579	917	-37%
ROTE ⁽²⁾	8,3%	12,9%	

1S12 vs. 1S11	
A change constant	Hors intérêt P3CI
-7%	-1%
1%	
-24%	-8%

16 | 2 août 2012

NATIXIS

(1) Les soldes intermédiaires de gestion jusqu'au résultat avant impôt sont calculés avant prise en compte de GAPC, des activités abandonnées et des coûts de restructuration

(2) ROTE annualisé : résultat net (pdg) - coût net des TSS / actif net comptable moyen après distribution des dividendes - dettes hybrides - immobilisations incorporelles - goodwill moyens

Sommaire

1. Poursuite de la préparation à l'environnement Bâle 3

2. Résultats du 2T12 et du 1S12

3. Structure financière et liquidité

4. Résultats des métiers

5. Conclusion

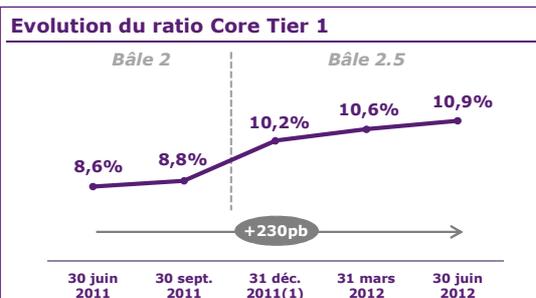
17 | 2 août 2012



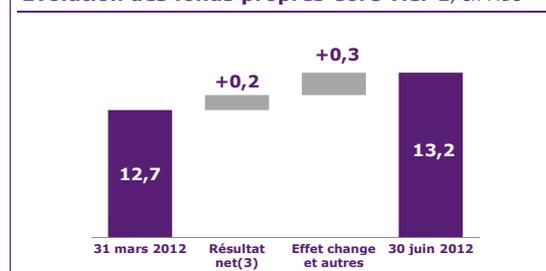
Une structure financière solide : ratio Core Tier 1 de 10,9% à fin juin 2012

- Ratio Core Tier 1 : 10,9% au 30 juin 2012 en Bâle 2.5 (CRD3), soit 30 points de base de génération organique au 2T12

- Poursuite du renforcement des fonds propres Core Tier 1, notamment par la génération des résultats trimestriels (net du dividende et coût des TSS)



Evolution des fonds propres Core Tier 1, en Md€



Actif net par action⁽²⁾

en €	30 juin 2012 ⁽²⁾
Actif net par action	5,57
Actif net tangible par action	4,33

18 | 2 août 2012



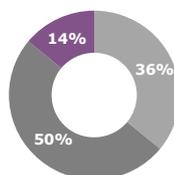
(1) Incluant l'impact de l'opération P3CL, mise en place le 6 janvier 2012
(2) Calculé sur la base de 3 075 835 179 actions, hors actions détenues en propre (nombre total d'actions: 3 082 345 888 au 30 juin 2012) /
Actif net tangible = actif net comptable - écarts d'acquisition - immobilisations incorporelles
(3) Net du dividende et coût des TSS

Refinancement MLT du Groupe BPCE⁽¹⁾ : 80% réalisés au 20 juillet 2012 / durée moyenne de 6,8 ans

Refinancement MLT en 2012

- 80% du programme de 26 Md€ réalisé au 20 juillet 2012
- 20,9 Md€ levés / bon équilibre entre obligations non sécurisées et sécurisées
 - ✓ Emissions non sécurisées : 10,4 Md€ (dont 2,8 Md€ via les réseaux)
 - ✓ Emissions sécurisées : 10,5 Md€
- 86% du programme marché de 21 Md€ et 56% du programme réseaux de 5 Md€ réalisés au 20 juillet 2012
- Rallongement de la durée moyenne à l'émission : 6,8 ans contre 4,2 ans pour les sept premiers mois de 2011
- Au taux moyen de mid-swap +144 pb

Refinancement MLT réalisé au 20/07/2012



- Emissions d'obligations non sécurisées marché institutionnel
- Emissions d'obligations sécurisées marché institutionnel
- Emissions obligataires placées dans les réseaux (principalement BP et CE)

Refinancement CT

- Encours de refinancement CT de 103 Md€⁽²⁾ à fin juin 2012
- Réserves de liquidité de 133 Md€ à fin juin 2012
 - ✓ 100 Md€ d'actifs disponibles éligibles au refinancement banques centrales ou susceptibles de l'être à court terme (à fin juin 2012)
 - ✓ 33 Md€ de liquidités placées auprès des banques centrales à fin juin 2012

19 | 2 août 2012

(1) Le refinancement MLT de Natixis est géré au niveau du Groupe BPCE
(2) Estimation



Sommaire

1. Poursuite de la préparation à l'environnement Bâle 3

2. Résultats du 2T12 et du 1S12

3. Structure financière et liquidité

4. Résultats des métiers

5. Conclusion

20 | 2 août 2012



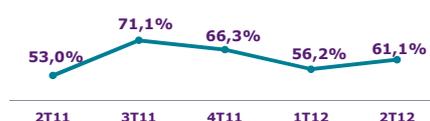
Bonne résistance dans un environnement difficile

BFI

- **Bonnes performances commerciales dans un environnement plus difficile qu'au 1T12**
- **Mise en œuvre des adaptations stratégiques de la BFI annoncées au 3T11**
- **Revenus en repli de 16% au 2T12 vs. 2T11 (-19% à change constant), qui constitue une base de comparaison très élevée**
- **Charges en baisse de 3% au 2T12 vs. 2T11 (-5% à change constant) et stables vs. 1T12**
- **Politique de provisionnement adaptée dans un contexte économique incertain**

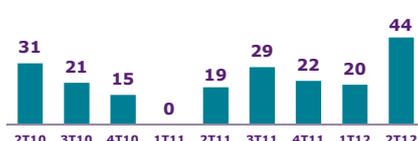
en M€	2T12	2T11	2T12 vs. 2T11	change cst	1S12	1S12 vs. 1S11	change cst
Produit net bancaire	701	833	-16%	-19%	1 461	-13%	-15%
Charges	-428	-441	-3%	-5%	-855	-3%	-4%
RBE	272	392	-30%	-34%	606	-25%	-28%
Coût du risque	-65	-32	ns		-101	ns	
Résultat net d'exploitation	208	360	-42%		505	-35%	

Evolution du coefficient d'exploitation

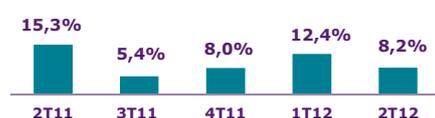


Coût du risque au 2T12

en pb des encours de crédits clientèle⁽¹⁾



Evolution du ROE après impôt⁽²⁾



21 | 2 août 2012

(1) Coût du risque trimestriel annualisé sur un montant total d'encours de crédit à la clientèle de la BFI (hors établissements de crédit), début de période
(2) Méthodologie d'allocation normative de capital sur la base de 9% des actifs pondérés moyens

NATIXIS

Bonnes performances commerciales au 2T12

BFI

Activités de Financements

• Banque Commerciale

- ✓ Sélectivité des opérations dans un contexte de désintermédiation en Europe
- ✓ Stabilité des revenus au 2T12 vs. 1T12. Baisse des encours de 16% sur un an

• Financements Structurés

- ✓ Bonne résistance des revenus au 2T12 vs. 1T12 malgré un environnement concurrentiel toujours dégradé, un nombre d'opérations sur le marché en baisse significative et la poursuite du programme de cessions

Marchés de Capitaux

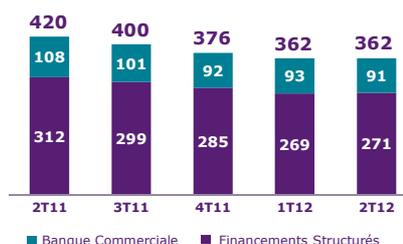
• Taux, Change, Matières Premières et Trésorerie

- ✓ Performance solide au 2T12 dans un environnement nettement moins favorable qu'au 1T12
- ✓ Activité commerciale satisfaisante du primaire obligataire malgré un marché moins actif qu'au 1T12

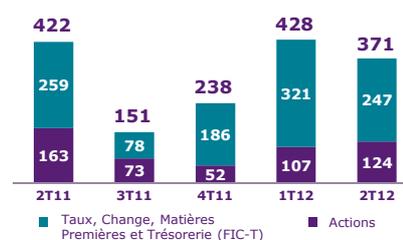
• Actions

- ✓ Bonne performance des activités Actions malgré des volumes globalement faibles dans un contexte plus volatil qu'au 1T12

Revenus trimestriels, en M€



Revenus trimestriels, en M€



22 | 2 août 2012

NATIXIS

Poursuite des investissements dans un contexte de marché moins favorable

Epargne

- PNB en hausse de 4% au 2T12 vs. 2T11 à 494 M€ (-2% à change constant) et PNB du 1S12 en hausse de 6% vs. 1S11 à 1 006 M€ (+2% à change constant) malgré une situation qui reste difficile en assurance-vie

- Réalisation d'investissements dans le cadre de la stratégie de développement des métiers:

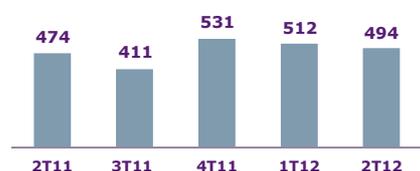
- ✓ Développement de la plateforme de distribution de la Gestion d'Actifs

- ✓ Systèmes IT pour les activités Assurances et Banque Privée

- Quasi-stabilité du résultat net d'exploitation vs. 2T11, une base de comparaison élevée

en M€	2T12	2T11	2T12 vs. 2T11	change cst.	1S12	1S12 vs. 1S11	change cst.
Produit net bancaire	494	474	4%	-2%	1 006	6%	2%
Charges	-372	-339	10%	3%	-742	11%	6%
RBE	123	135	-9%	-14%	264	-6%	-9%
Coût du risque	-3	-12	-73%		-3	-72%	
Résultat net d'exploitation	119	123	-3%		261	-3%	

Evolution du PNB trimestriel, en M€



23 | 2 août 2012

Evolution du coefficient d'exploitation



NATIXIS

Gestion d'Actifs : déploiement de la plate-forme mondiale de distribution

Epargne

- Collecte nette de -2,5 Md€ hors monétaire dans un contexte international difficile. Le marché retail US reste en collecte positive (+1,2 Md\$ sur le trimestre)

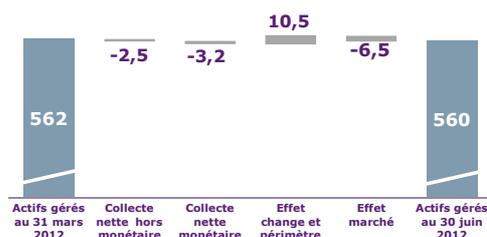
- Investissements : développement de la distribution mondiale, notamment sur le marché retail au Royaume-Uni et en Asie (~ +100 ETP en un an sur l'ensemble de la Gestion d'Actifs)

- PNB en hausse de 14% au 2T12 vs. 2T11, à 407 M€ (+5% à change constant) par l'amélioration du business mix, notamment aux Etats-Unis

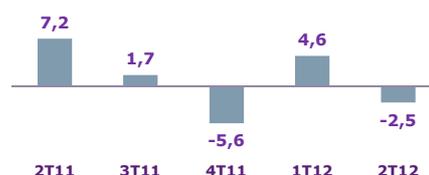
- Résultat net d'exploitation de 100 M€ au 2T12, en hausse de 25% vs. 2T11 (+14% à change constant)

- Natixis Global Asset Management classé 13^{ème} Asset Manager mondial à fin décembre 2011 (étude Cerulli)

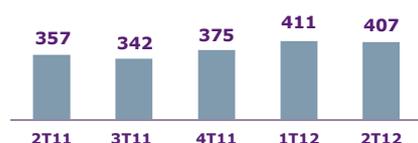
Actifs sous gestion, en Md€



Evolution de la collecte nette hors monétaire en Md€



Evolution du PNB trimestriel, en M€



24 | 2 août 2012

NATIXIS

Mise en oeuvre des orientations stratégiques dans les autres métiers de l'Épargne

Épargne

Natixis Assurances

- En dépit d'une collecte brute en décroissance, la progression de l'encours sous gestion de l'assurance-vie reste légèrement positive (+0,2%) par rapport au début de l'année 2012. La baisse des indices boursiers pèse sur les marges de l'activité
- Développement en Prévoyance et Assurances Emprunteurs, (+15% de primes émises au 2T12 vs. 2T11) dynamisé par les réseaux de BPCE

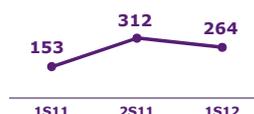
Encours gérés, en Md€



Banque Privée 1818

- Collecte nette de -0,3 Md€ au 2T12, liée principalement à une sortie exceptionnelle de 0,4 Md€ à l'international
- Collecte nette positive avec les réseaux de BPCE pour le 3ème semestre consécutif

Collecte nette avec les réseaux BPCE, en M€



Capital Investissement

- Croissance continue des capitaux gérés (+41% du 2T11 au 2T12) portée notamment par le capital développement
- La part des capitaux investis par Natixis poursuit sa décline pour atteindre 28%

Capitaux gérés, en Md€



25 | 2 août 2012

NATIXIS

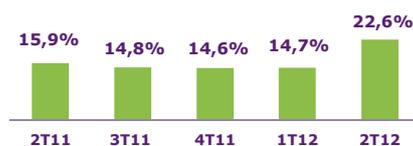
Amélioration de la rentabilité au 2T12

SFS

- Poursuite du déploiement des offres de produits et services dans les réseaux du Groupe BPCE
- Hausse du PNB de 4% au 1S12 vs. 1S11 malgré une croissance atone du marché français (+3% à périmètre constant)
- Charges d'exploitation en baisse : amélioration du coefficient d'exploitation à 63,0%
- Progression significative du ROE au 2T12 à 22,6%

en M€	2T12	2T11	2T12 vs. 2T11	1S12	1S12 vs. 1S11
Produit net bancaire	314	303	3%	598	4%
Financements Spécialisés	158	155	2%	312	5%
Services Financiers	156	148	5%	286	3%
Charges	-198	-202	-2%	-387	-2%
RBE	116	102	14%	211	18%
Coût du risque	-18	-22	-19%	-39	-9%
Résultat net d'exploitation	98	79	24%	172	26%

Evolution du ROE après impôt⁽¹⁾



Evolution du coefficient d'exploitation



26 | 2 août 2012

NATIXIS

(1) Méthodologie d'allocation normative de capital sur la base de 9% des actifs pondérés moyens et allocation spécifique aux filiales d'assurance

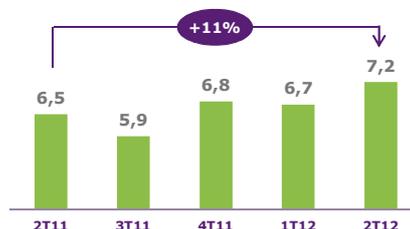
Bonne dynamique commerciale au 2T12

SFS

Progression de l'Affacturage soutenant la performance des Financements Spécialisés

- Production nouvelle très dynamique : chiffre d'affaires affacturé en hausse de 11% au 2T12 vs. 2T11, notamment grâce à l'activité des réseaux du Groupe BPCE
- Développement du cross selling avec la BFI de Natixis sur les grandes entreprises
- Encours (fin de période) en progression de 10 % sur un an à 4,1 Md€

Chiffre d'affaires affacturé, en Md€



Bonne résistance des Services Financiers portée notamment par l'Ingénierie Sociale

- Montée en puissance du PERCO : position de leader en France avec 30% de parts de marché à fin décembre 2011
- Gain continu de parts de marché sur l'activité de chèques restaurant

Evolution du nombre d'épargnants PERCO en milliers d'épargnants



Evolution des parts de marché Chèque de table® en %



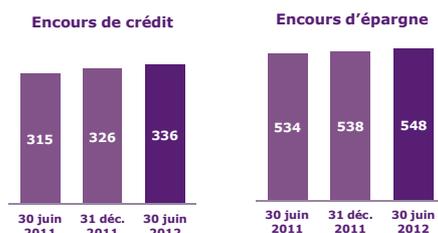
27 | 2 août 2012

NATIXIS

Réseaux du Groupe BPCE : fonds de commerce en croissance

Réseaux

Indicateurs d'activité, en Md€



Performances opérationnelles⁽¹⁾

- Fonds de commerce en croissance avec le maintien d'une conquête dynamique dans les réseaux BPCE. Encours d'épargne de bilan : +6,8%⁽²⁾ sur les réseaux BP et CE
- Le PNB combiné des réseaux BPCE recule de 2% au 1S12 vs. 1S11. Sur le 2T12, le recul est de 3% vs. 1T12 dans un contexte de ralentissement économique en France et d'adaptation aux nouvelles contraintes réglementaires
- Légère baisse du RBE combiné au 1S12 vs. 1S11 (-8% à 2 243 M€). Sur le 2T12, le RBE recule de 15% vs. 2T11
- Coût du risque des réseaux en hausse : impact d'un dossier spécifique de financement d'une société de location financière, dotation correspondant au montant total des pertes finales estimées, soit 113 M€ au 2T12 portant la provision à 235 M€ (après les dotations du 4T11 et du 1T12)
- Le résultat net combiné des réseaux BPCE s'élève à 1 019 M€ sur le 1S12 et à 440 M€ sur le 2T12

Contribution aux résultats de Natixis

- Le résultat mis en équivalence des réseaux BPCE est en recul de 36% vs. 2T11 à 88 M€, impacté notamment par un coût du risque non-récurrent
- L'ajustement de valeur P3CI contribue à hauteur de 63 M€ avant impôt (40 M€ après impôt)
- Au total, la contribution comptable des CCI s'élève à 161 M€ au 2T12

28 | 2 août 2012

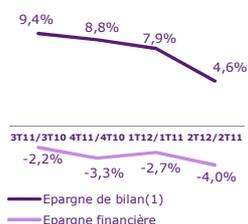
NATIXIS

(1) Comptes CE et BP agrégés
(2) Hors épargne centralisée

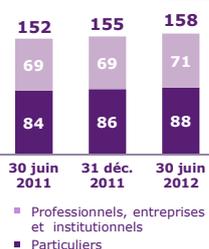
Banque de détail : croissance dynamique de l'épargne de bilan

Réseaux

Taux de croissance annuelle de l'épargne, en %



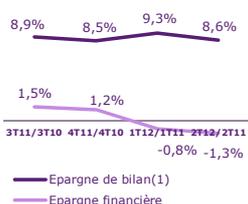
Encours de crédit, en Md€



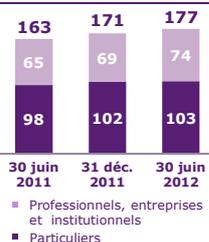
Banques Populaires

- Progression de l'épargne de bilan : +4,6% (hors épargne centralisée)
 - Livret : +13,0%
 - Comptes à terme : +6,5%
- Encours de crédit : +4,0%
 - Immobilier : +5,4%
 - Crédit consommation : production de +5,0% vs. 1S11
 - Crédit d'équipement : +2,9%

Taux de croissance annuelle de l'épargne, en %



Encours de crédit, en Md€



Caisses d'Epargne

- Progression de l'épargne de bilan : + 8,6% (hors épargne centralisée)
 - Livret : +6,4%
 - Dépôts à vue : +7,7%
- Encours de crédit : +9,0%
 - Immobilier : +9,6%
 - Crédit consommation : +0,5%
 - Crédit d'équipement : +12,3%

29 | 2 août 2012

(1) Hors épargne centralisée

NATIXIS

Réseaux BPCE

Réseaux

en M€	2T12	2T11	2T12 vs. 2T11	1S12	1S11	1S12 vs. 1S11
Produit net bancaire	3 228	3 402	-5%	6 570	6 701	-2%
<i>Caisses d'Epargne</i>	1 723	1 748	-1%	3 452	3 472	-1%
<i>Banques Populaires</i>	1 505	1 654	-9%	3 118	3 229	-3%
Charges	-2 147	-2 134	1%	-4 327	-4 251	2%
Résultat brut d'exploitation	1 081	1 268	-15%	2 243	2 450	-8%
Coût du risque	-407	-241	69%	-698	-442	58%
Résultat avant impôt	677	1 038	-35%	1 552	2 024	-23%
Résultat net part du groupe	440	690	-36%	1 019	1 338	-24%

en M€	2T12	2T11	2T12 vs. 2T11	1S12	1S11	1S12 vs. 1S11
20% du résultat net pg des réseaux	88	138	-36%	204	268	-24%
Profit de relation	13	35	-64%	29	57	-50%
Ecart de réévaluation	-2	-3	-28%	-4	-5	-25%
Ajustement de valeur de P3CI	63	-	-	63	-	-
Mise en équivalence	161	170	-5%	291	320	-9%
Coût de portage des CCI (en PNB)	-64	-64	-	-130	-129	ns
Contribution à l'opération P3CI	-18	-	-	-36	-	-
Contribution économique au résultat avant impôt de Natixis	79	106	-25%	126	190	-34%

30 | 2 août 2012

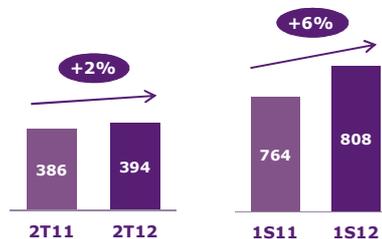
NATIXIS

Coface core : amélioration du loss ratio et progression de la rentabilité vs. 1T12

Participations
Financières

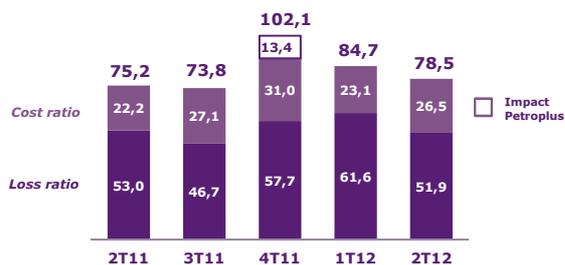
Chiffre d'affaires, en M€

- Chiffre d'affaires de l'assurance-crédit en hausse de 3% au 2T12 vs. 2T11 et de 7% au 1S12 à 766 M€ vs. 1S11
- Croissance du PNB de 8% au 2T12 vs. 2T11 à 192 M€ et de 9% au 1S12 vs. 1S11
- Progression significative de la rentabilité : Résultat avant impôt à 52 M€, en progression de 58% au 2T12 vs. 1T12 et de 21% vs. 2T11



Ratio combiné⁽¹⁾, en %

- Amélioration du ratio combiné à 78,5 % au 2T12 vs. 84,7% au 1T12 dans un contexte économique moins favorable
- Baisse du ratio sinistres/ primes à 51,9% au 2T12 vs. 61,6% au 1T12, notamment par un impact positif de la réassurance



31 | 2 août 2012

NATIXIS

(1) Un nouveau calcul du ratio Sinistres / Primes est utilisé depuis le 1T12 - Série trimestrielle pro forma du nouveau ratio. Le ratio est calculé net de réassurance

Participations Financières (yc Coface)

Participations
Financières

en M€ ⁽¹⁾	2T12	2T11	2T12 vs. 2T11	1S12	1S11	1S12 vs. 1S11
Produit net bancaire	243	228	7%	476	441	8%
Coface core	192	178	8%	371	340	9%
Coface non core	34	35	-3%	69	74	-8%
Autres	17	15	14%	36	26	38%
Charges	-185	-179	4%	-373	-361	3%
Résultat brut d'exploitation	57	49	17%	103	80	29%
Coût du risque	-2	-15	-85%	-8	-31	-75%
Résultat avant impôt	58	35	64%	94	47	100%

32 | 2 août 2012

NATIXIS

GAPC : poursuite du programme de cessions d'actifs

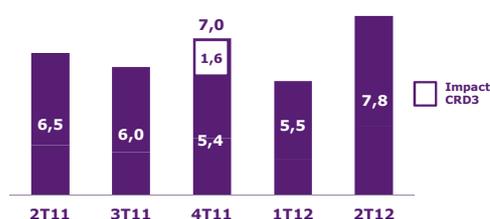
- Poursuite du programme de cessions d'actifs, 2 Md€ cédés au 1S12 dont 0,8 Md€ au 2T12 (portant principalement sur des titrisations déductibles prudemment)

- Augmentation ponctuelle et temporaire des actifs pondérés liée à des opérations de restructuration de positions. Ces actifs pondérés supplémentaires disparaîtront lorsque les cessions des opérations sous-jacentes seront réalisées

- La baisse des actifs pondérés liée à la commutation avec MBIA interviendra pour la majeure partie avant fin 2012

en M€	2T11	3T11	4T11	1T12	2T12
Impact avant garantie	19	-15	-41	-46	-8
Impact de la garantie ⁽¹⁾	16	17	14	-1	-5
Frais généraux	-38	-31	-33	-30	-39
Résultat avant impôt	-3	-29	-60	-77	-51
Résultat net	-2	-20	-42	-49	-32

Actifs pondérés après garantie BPCE, en Md€



33 | 2 août 2012



(1) Dont étalement de la prime, impact de la garantie financière, impact des TRS et variation de la valeur de la call option

Sommaire

1. Poursuite de la préparation à l'environnement Bâle 3

2. Résultats du 2T12 et du 1S12

3. Structure financière et liquidité

4. Résultats des métiers

5. Conclusion

34 | 2 août 2012



Natixis poursuit l'adaptation de son modèle économique au nouvel environnement "Bâle 3"

- Mise en place opérationnelle du modèle "Originate to Distribute" dans la BFI au cours du 2S12
- Réalisation à plus de 50% des objectifs de réduction supplémentaire de consommation de ressources rares à fin 2013
- Structure financière solide avec un ratio Core Tier 1 de 10,9% au 30 juin 2012 (Bâle 2.5)
- Objectif de ratio Common Equity Tier 1 Bâle 3 supérieur à 9%(1) début 2013

35 | 2 août 2012



(1) Sans mesures transitoires excepté sur les IDA et hors mesures d'atténuation

A Annexe- Résultats détaillés (2T12)

36 | 2 août 2012



Sommaire

Compte de résultat de Natixis

Rappels méthodologiques	3
Comptes consolidés	4
Comptes de Natixis hors GAPC, activités abandonnées et coûts de restructuration	5
Comptes semestriels de Natixis	6
Contribution trimestrielle par pôle	7
Contribution semestrielle par pôle	8
Éléments non-opérationnels	9

Structure financière et bilan

Capital réglementaire et structure financière	21
Bilan consolidé	22
Allocation en capital	23

Résultats par pôle

Banque de Financement et d'Investissement	10-11
Epargne	12-13
Services Financiers Spécialisés	14-16
Banque de détail via CCI	17
Participations Financières	18
Hors Pôles	19
GAPC	20

Risques

Exposition aux dettes souveraines européennes	24
EAD	25
VaR	26
GAPC - Expositions détaillées	27
Encours douteux	28

Rappels méthodologiques

Précisions méthodologiques :

> Suite au reclassement des titres super subordonnés en instruments de capitaux propres, les charges d'intérêt sur ces instruments ne sont plus comptabilisées dans le compte de résultat depuis le 1^{er} janvier 2010.

> L'allocation des fonds propres normatifs aux métiers de Natixis est désormais réalisée sur la base de 9% des encours pondérés moyens contre 7% en 2011. De plus, la consommation de fonds propres relative aux titrisations qui font l'objet d'une déduction des fonds propres réglementaires Tier 1 est affectée aux métiers. Les données sont publiées pro forma de cette nouvelle allocation.

> A compter de 2012, le résultat du métier Banque de Détail est évalué sur la base de sa contribution aux résultats de Natixis : résultat de mise en équivalence des réseaux, profit de relation, écart de réévaluation et coût de portage des CCI en PNB (auparavant comptabilisé dans le PNB du Hors Pôle Métier).

> La charge d'intérêt de l'opération P3CI en compte de résultat est comptabilisée dans le PNB de Natixis (Hors Pôles Métiers). Cette charge est affectée analytiquement aux métiers cœurs (BFI, Epargne et SFS) et à la banque de détail au prorata de leurs fonds propres normatifs au 31 décembre 2011. L'économie d'encours pondérés générée par la mise en place de l'opération P3CI est convertie en fonds propres normatifs et allouée aux métiers cœurs et à la banque de détail au prorata de leurs fonds propres normatifs au 31 décembre 2011.

> L'impact de la mise en œuvre de l'ajustement de valeur de P3CI, lié à la variation de valeur prudentielle des CCI, est affecté à la banque de détail sur la ligne mise en équivalence et ce, avant impôt.

> Les goodwill et écarts d'acquisition s'entendent de ceux constatés par Natixis en écart d'acquisition et participations mises en équivalence

Changements d'organisation :

> Dans le cadre du renforcement du modèle « Originate to Distribute » de la BFI, les expertises relatives à la gestion active des portefeuilles ont été regroupées au sein de Global Structured Credit Solution (« GSCS ») dont les revenus sont partagés à 50/50 entre FIC-T et les Financements Structurés.

> Le résultat résiduel de la Trésorerie moyen-long terme, après réaffectation aux métiers via des taux de cession internes, est désormais conservé dans le Hors Pôles Métiers et non plus affecté à la BFI (métier FIC-T). Le Hors Pôle Métier et la BFI (métier FIC-T) sont publiés en pro forma de ce changement d'organisation.

Natixis – Consolidé

en M€ ⁽¹⁾	1T11	2T11	3T11	4T11	1T12	2T12
Produit net bancaire	1 621	1 831	1 560	1 747	1 420	1 824
Charges	-1 219	-1 230	-1 143	-1 245	-1 241	-1 266
Résultat brut d'exploitation	403	601	417	502	179	558
Coût du risque	-20	-107	-66	-173	-81	-151
CCI et autres mises en équivalence	153	177	120	144	134	167
Gains ou pertes sur autres actifs	-4	-1	1	14	0	2
Variation de valeur écarts d'acquisition	0	0	0	-43	-5	0
Résultat avant impôt	532	670	471	443	228	576
Impôt	-126	-161	-121	-118	-37	-168
Intérêts minoritaires	-4	-4	-7	-24	-7	-14
Résultat net courant part du groupe hors activités abandonnées et coûts de restructuration nets d'impôt	402	505	344	302	185	394
Résultat net des activités abandonnées	22	0	0	0	0	0
Coûts de restructuration nets	-12	0	0	0	0	0
Résultat net part du groupe	412	505	344	302	185	394

39 | 2 août 2012



⁽¹⁾ Les soldes intermédiaires de gestion jusqu'au résultat net courant part du groupe sont calculés avant prise en compte du résultat net des activités abandonnées et des coûts de restructuration nets.

Natixis hors GAPC, activités abandonnées et coûts de restructuration

en M€	1T11	2T11	3T11	4T11	1T12	2T12
Produit net bancaire	1 632	1 765	1 583	1 726	1 465	1 776
Charges	-1 184	-1 192	-1 112	-1 213	-1 210	-1 228
Résultat brut d'exploitation	448	573	470	513	255	548
Coût du risque	-44	-76	-91	-124	-80	-90
Mises en équivalence	153	177	120	144	134	167
Gains ou pertes sur autres actifs	-4	-1	1	14	0	2
Variation valeur écarts d'acquisition	0	0	0	-43	-5	0
Résultat avant impôt	553	672	500	503	305	627
Impôt	-132	-161	-129	-136	-64	-187
Intérêts minoritaires	-4	-4	-7	-24	-7	-14
Résultat net part du groupe (courant)	417	507	364	344	234	427
Résultat net GAPC	-15	-2	-20	-42	-49	-32
Résultat net des activités abandonnées	22	0	0	0	0	0
Coûts de restructuration nets	-12	0	0	0	0	0
Résultat net part du groupe	412	505	344	302	185	394

40 | 2 août 2012



Résultats 1S12 hors éléments non-opérationnels

en M€ ⁽¹⁾	1S12	1S11	1S12 vs. 1S11		2S11	1S12 vs. 2S11	
			Hors intérêt P3CI			Hors intérêt P3CI	
Produit net bancaire	3 302	3 520	-6%	-2%	3 033	9%	13%
<i>dont métiers cœurs</i>	3 068	3 208	-4%		2 688	14%	
Charges	-2 438	-2 376	3%		-2 323	5%	
Résultat brut d'exploitation	864	1 144	-24%	-13%	710	22%	40%
Coût du risque	-153	-120	28%		-122	25%	
CCI et autres mises en équivalence	220	330	-33%		264	-17%	
Résultat avant impôt	930	1 349	-31%	-21%	850	9%	25%
Impôt	-257	-336	-24%		-203	27%	
Résultat net part du groupe hors GAPC, activités abandonnées et coûts de restructuration	653	1 005	-35%	-27%	616	6%	20%
GAPC, activités abandonnées et coûts de restructuration nets d'impôt	-51	-7	ns		-62	18%	
Résultat net part du groupe	602	997	-40%	-31%	554	9%	24%
ROTE ⁽²⁾	8,7%	14,2%			6,8%		

41 | 2 août 2012



(1) Les soldes intermédiaires de gestion jusqu'au résultat avant impôt sont calculés avant prise en compte de GAPC, des activités abandonnées et des coûts de restructuration
 (2) ROTE annualisé : résultat net (pdg) - coût net des TSS / actif net comptable moyen après distribution des dividendes - dettes hybrides - immobilisations incorporelles - goodwill moyens

Natixis – Contribution par pôle

en M€	BFI		Epargne		SFS		Part. Fi.		CCI		Hors Pôles		GAPC		Natixis	
	2T11	2T12	2T11	2T12	2T11	2T12	2T11	2T12	2T11	2T12	2T11	2T12	2T11	2T12	2T11	2T12
Produit net bancaire	833	701	474	494	303	314	228	243	-64	-64	-9	89	66	48	1 831	1 824
Charges	-441	-428	-339	-372	-202	-198	-179	-185			-32	-45	-38	-39	-1 230	-1 266
Résultat brut d'exploitation	392	272	135	123	102	116	49	57	-64	-64	-40	44	28	10	601	558
Coût du risque	-32	-65	-12	-3	-22	-18	-15	-2			6	-2	-31	-61	-107	-151
Résultat net d'exploitation	360	208	123	119	79	98	34	55	-64	-64	-35	42	-3	-51	494	407
Mises en équivalence	0	0	5	4	0	0	2	1	170	161	0	0	0	0	177	167
Autres	0	0	-1	-2	0	0	0	2			1	2	0	0	-1	2
Contribution à l'opération P3CI	0	-35	0	-8	0	-8	0	0	0	-18	0	68	0	0	0	0
Résultat avant impôt	360	173	126	114	79	90	35	58	106	79	-34	112	-3	-51	670	576

42 | 2 août 2012



Natixis – Contribution par pôle

en M€	BFI		Epargne		SFS		Part. Fi.		CCI		Hors Pôles		GAPC		Natixis	
	1S11	1S12	1S11	1S12	1S11	1S12	1S11	1S12	1S11	1S12	1S11	1S12	1S11	1S12	1S11	1S12
Produit net bancaire	1684	1461	948	1006	576	598	441	476	-129	-130	-123	-171	55	3	3 452	3 244
Charges	-878	-855	-668	-742	-397	-387	-361	-373			-72	-80	-73	-69	-2 449	-2 507
Résultat brut d'exploitation	807	606	280	264	179	211	80	103	-129	-130	-195	-251	-17	-66	1 003	737
Coût du risque	-34	-101	-12	-3	-42	-39	-31	-8			-1	-19	-7	-62	-127	-232
Résultat net d'exploitation	773	505	268	261	137	172	49	95	-129	-130	-196	-270	-25	-128	876	506
Mises en équivalence	0	0	8	8	0	0	3	2	320	291	0	0	0	0	330	301
Autres	0	0	-3	-2	0	0	-5	-3			2	3	0	0	-5	-2
Contribution à l'opération P3CI	0	-69	0	-16	0	-15	0	0	0	-36	0	136	0	0	0	0
Résultat avant impôt	773	435	273	251	137	157	47	94	190	126	-195	-131	-25	-128	1 201	804

43 | 2 août 2012



Éléments non-opérationnels

en M€			1T11	2T11	3T11	4T11	1T12	2T12
Résultat avant impôt⁽¹⁾			553	672	500	503	305	627
Réévaluation du spread émetteur (dette senior)	Hors pôles	PNB	-108	-15	191	171	-202	143
Dépréciation de la dette souveraine grecque sur l'Assurance	Épargne	Coût du risque			-27	-48		
Dépréciation de la dette souveraine grecque sur Cautions et Garanties	SFS	PNB			-15	-6	-2	
Dépréciation de la dette souveraine grecque sur Cautions et Garanties	SFS	Coût du risque			6			
Dépréciation de la dette souveraine grecque sur Coface	Participations Financières	Coût du risque			-4	-2	-1	
Dépréciation de la dette souveraine grecque sur Natixis	Hors pôles	Coût du risque				-14	-16	
Dépréciation de la participation financière d'Eiffage	Hors pôles	PNB			-39	-18		
Plus-value de cession d'actifs	Hors pôles					16		
Dépréciations Coface	Participations Financières	PNB Frais généraux Coût du risque Hors exploitation				-9 -2 -3 -43		
Restitution de l'amende de l'Autorité de la concurrence	Réseaux	Mise en équiv.					18	
Variation de valeur de P3CI	Réseaux	Mise en équiv.						63
Impact avant impôt des éléments non-opérationnels⁽¹⁾			-108	-15	112	42	-204	206
Résultat avant impôt hors éléments non-opérationnels⁽¹⁾			661	687	388	461	509	421
MBIA (impact après garantie)	GAPC	PNB					-48	
Résultat net hors éléments non-opérationnels			483	515	270	284	339	263

44 | 2 août 2012



⁽¹⁾ Hors activités abandonnées, coûts de restructuration nets et GAPC

Banque de Financement et d'Investissement

en M€	1T11	2T11	3T11	4T11	1T12	2T12
Produit net bancaire	852	833	550	613	760	701
<i>Banque commerciale</i>	114	108	101	92	93	91
<i>Financements structurés</i>	278	312	299	285	269	271
<i>Marchés de capitaux</i>	474	422	151	238	428	371
<i>CPM</i>	0	-4	23	0	-5	-2
<i>Divers</i>	-15	-6	-24	-2	-24	-31
Charges	-437	-441	-391	-406	-427	-428
Résultat brut d'exploitation	415	392	159	207	333	272
Coût du risque	-2	-32	-41	-31	-36	-65
Résultat net d'exploitation	413	360	118	175	297	208
Mises en équivalence	0	0	0	0	0	0
Autres	0	0	-1	1	0	0
Contribution à l'opération P3CI	0	0	0	0	-35	-35
Résultat avant impôt	413	360	117	177	262	173
ROE après impôt⁽¹⁾	17,1%	15,3%	5,4%	8,0%	12,4%	8,2%

45 | 2 août 2012



(1) Méthodologie d'allocation normative de capital sur la base de 9% des actifs pondérés moyens

Banque de Financement et d'Investissement

en M€	2T12	2T11	2T12 vs. 2T11	1S12	1S11	1S12 vs. 1S11
Produit net bancaire	701	833	-16%	1461	1 684	-13%
<i>Financements</i>	362	420	-14%	724	813	-11%
<i>Marchés de capitaux</i>	371	422	-12%	799	896	-11%
<i>CPM</i>	-2	-4	-52%	-7	-4	85%
<i>Autres</i>	-31	-6	ns	-55	-21	ns
Charges	-428	-441	-3%	-855	-878	-3%
Résultat brut d'exploitation	272	392	-30%	606	807	-25%
Coût du risque	-65	-32	ns	-101	-34	ns
Résultat net d'exploitation	208	360	-42%	505	773	-35%
Contribution à l'opération P3CI	-35	-	ns	-69	-	ns
Résultat avant impôt	173	360	-52%	435	773	-44%
Coefficient d'exploitation	61,1%	53,0%		58,5%	52,1%	
ROE après impôt ⁽¹⁾	8,2%	15,3%		10,3%	16,2%	

46 | 2 août 2012



(1) Méthodologie d'allocation normative de capital sur la base de 9% des actifs pondérés moyens

Epargne

en M€	1T11	2T11	3T11	4T11	1T12	2T12
Produit net bancaire	474	474	411	531	512	494
<i>Gestion d'actifs</i>	366	357	342	375	411	407
<i>Assurance</i>	71	69	31	93	60	32
<i>Banque Privée</i>	25	26	24	24	26	28
<i>Capital Investissement</i>	12	22	14	38	15	27
Charges	-328	-339	-336	-352	-370	-372
Résultat brut d'exploitation	145	135	75	179	141	123
Coût du risque	0	-12	-32	-56	0	-3
Résultat net d'exploitation	145	123	44	123	141	119
Mises en équivalence	3	5	3	2	4	4
Autres	-2	-1	-2	-2	0	-2
Contribution à l'opération P3CI	0	0	0	0	-8	-8
Résultat avant impôt	147	126	45	124	137	114

ROE après impôt⁽¹⁾	30,4%	27,9%	8,2%	14,7%	34,5%	30,4%
--------------------------------------	--------------	--------------	-------------	--------------	--------------	--------------

47 | 2 août 2012



(1) Méthodologie d'allocation normative de capital sur la base de 9% des actifs pondérés moyens et allocation spécifique aux filiales d'assurance

Epargne

en M€	2T12	2T11	2T12 vs. 2T11	1S12	1S11	1S12 vs. 1S11
Produit net bancaire	494	474	4%	1 006	948	6%
<i>Gestion d'actifs</i>	407	357	14%	817	723	13%
<i>Assurance</i>	32	69	-53%	92	140	-34%
<i>Banque privée</i>	28	26	7%	54	51	5%
<i>Capital investissement</i>	27	22	23%	43	34	26%
Charges	-372	-339	10%	-742	-668	11%
Résultat brut d'exploitation	123	135	-9%	264	280	-6%
Coût du risque	-3	-12	-73%	-3	-12	-72%
Résultat net d'exploitation	119	123	-3%	261	268	-3%
Contribution à l'opération P3CI	-8	-	ns	-16	-	ns
Résultat avant impôt	114	126	-10%	251	273	-8%
Coefficient d'exploitation	75,2%	71,6%		73,8%	70,4%	
ROE après impôt ⁽¹⁾	30,4%	27,9%		32,4%	29,2%	

48 | 2 août 2012



(1) Méthodologie d'allocation normative de capital sur la base de 9% des actifs pondérés moyens et allocation spécifique aux filiales d'assurance

Services Financiers Spécialisés

en M€	1T11	2T11	3T11	4T11	1T12	2T12
Produit net bancaire	273	303	274	287	285	314
Financements spécialisés	143	155	145	153	154	158
Affacturage	31	35	33	34	32	35
Cautions et garanties financières	26	26	24	22	29	29
Crédit-bail	41	50	42	53	47	46
Crédit consommation	42	41	42	39	43	45
Financement du cinéma	3	3	4	4	4	4
Services financiers	130	148	130	135	131	156
Ingénierie sociale	25	32	23	29	27	32
Paievements	72	73	74	73	73	75
Titres	33	43	33	33	30	49
Charges	-196	-202	-192	-202	-190	-198
Résultat brut d'exploitation	77	102	83	85	95	116
Coût du risque	-20	-22	-6	-12	-20	-18
Résultat net d'exploitation	58	79	77	73	75	98
Mises en équivalence	0	0	0	0	0	0
Autres	0	0	0	2	0	0
Contribution à l'opération P3CI	0	0	0	0	-8	-8
Résultat avant impôt	58	79	77	75	67	90

ROE après impôt⁽¹⁾	11,5%	15,9%	14,8%	14,6%	14,7%	22,6%
--------------------------------------	--------------	--------------	--------------	--------------	--------------	--------------

49 | 2 août 2012



(1) Méthodologie d'allocation normative de capital sur la base de 9% des actifs pondérés moyens et allocation spécifique aux filiales d'assurance

Services Financiers Spécialisés

en M€	2T12	2T11	2T12 vs. 2T11	1S12	1S11	1S12 vs. 1S11
Produit net bancaire	314	303	3%	598	576	4%
Financements Spécialisés	158	155	2%	312	298	5%
Services Financiers	156	148	5%	286	278	3%
Charges	-198	-202	-2%	-387	-397	-2%
Résultat brut d'exploitation	116	102	14%	211	179	18%
Coût du risque	-18	-22	-19%	-39	-42	-9%
Résultat net d'exploitation	98	79	24%	172	137	26%
Contribution à l'opération P3CI	-8	-	ns	-15	-	ns
Résultat avant impôt	90	79	14%	157	137	15%
Coefficient d'exploitation	63,0%	66,5%		64,7%	68,9%	
ROE après impôt ⁽¹⁾	22,6%	15,9%		18,6%	13,7%	

50 | 2 août 2012



(1) Méthodologie d'allocation normative de capital sur la base de 9% des actifs pondérés moyens et allocation spécifique aux filiales d'assurance

Indicateurs d'activité - SFS au 2T12

	2T12	2T11	
Crédit à la Consommation <i>Encours en Md€ (fin de période)</i>	12,6	10,8	+17%
Crédit-Bail <i>Encours en Md€ (fin de période)</i>	11,6	11,5	+1%
Affecturage <i>Encours en France en Md€ (fin de période)</i>	4,1	3,7	+10%
Cautions et Garanties <i>Primes brutes émises en M€</i>	47,5	69,7	-32%

	2T12	2T11	
Paielements <i>Transactions en millions (estimé)</i>	852	801	+6%
Titres <i>Transactions en millions</i>	2,7	3,0	-13%
Ingénierie Sociale <i>Encours sous gestion en Md€ (fin de période)</i>	18,8	19,7	-5%

51 | 2 août 2012

 NATIXIS

Banque de détail via les CCI

en M€	1T11	2T11	3T11	4T11	1T12	2T12
Quote-part de résultats (20%)	130	138	107	122	116	88
Profit de relution	22	35	10	21	16	13
Ecart de réévaluation	-2	-3	-2	-2	-2	-2
Variation de valeur de P3CI	0	0	0	0	0	63
Mise en Equivalence	149	170	115	141	130	161
<i>dont Banques Populaires</i>	67	81	47	51	50	66
<i>dont Caisses d'Epargne</i>	82	89	68	90	80	96
Contribution à l'opération P3CI	0	0	0	0	-18	-18
Coût de portage des CCI (en PNB)	-65	-64	-64	-64	-65	-64
Contribution économique au résultat avant impôt de Natixis	84	106	51	76	47	79

52 | 2 août 2012

 NATIXIS

Participations Financières

en M€	1T11	2T11	3T11	4T11	1T12	2T12
Produit net bancaire	213	228	224	205	234	243
<i>Coface core</i>	162	178	198	161	180	192
<i>Coface non core</i>	39	35	30	37	34	34
<i>Capital-investissement pour compte propre</i>	2	1	-16	-7	6	2
Autres	10	13	12	14	14	15
Charges	-183	-179	-180	-220	-188	-185
Résultat brut d'exploitation	30	49	45	-15	45	57
Coût du risque	-15	-15	-8	-17	-5	-2
Résultat net d'exploitation	15	34	37	-32	40	55
Mises en équivalence	1	2	1	1	1	1
Autres	-5	0	1	-2	-5	2
Résultat avant impôt	12	35	39	-32	36	58

53 | 2 août 2012



Hors Pôles

en M€	1T11	2T11	3T11	4T11	1T12	2T12
Produit net bancaire	-115	-9	187	154	-260	89
<i>dont impact P3CI</i>					-64	-68
Charges	-40	-32	-14	-33	-35	-45
Résultat brut d'exploitation	-155	-40	173	121	-295	44
Coût du risque	-7	6	-4	-9	-18	-2
Résultat net d'exploitation	-162	-35	169	112	-313	42
Mises en équivalence	0	0	0	0	0	0
Autres	1	1	3	-29	1	2
Contribution à l'opération P3CI	0	0	0	0	68	68
Résultat avant impôt	-161	-34	171	83	-244	112

54 | 2 août 2012



GAPC

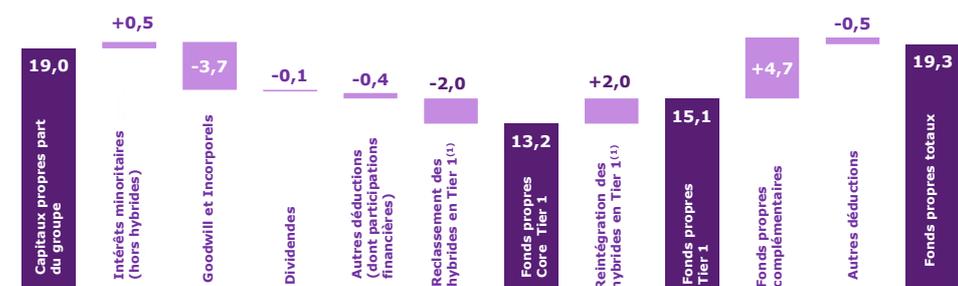
en M€	1T11	2T11	3T11	4T11	1T12	2T12
Produit net bancaire	-10	66	-23	22	-46	48
Charges	-35	-38	-31	-33	-30	-39
Résultat brut d'exploitation	-45	28	-54	-11	-76	10
Coût du risque	24	-31	25	-49	-1	-61
Résultat avant impôt	-22	-3	-29	-60	-77	-51
Résultat net	-15	-2	-20	-42	-49	-32

55 | 2 août 2012



Capital réglementaire au 2T12 et structure financière

En Md€



en Md€	1T11	2T11	3T11	4T11	1T12	2T12
Ratio Tier 1	11,0%	11,6%	11,8%	11,3%	12,3%	12,5%
Ratio de solvabilité	15,0%	15,6%	15,6%	15,1%	15,9%	16,0%
Fonds propres Tier 1	15,9	16,5	16,9	16,4	14,6	15,1
Capitaux propres (pdg)	20,3	20,6	20,8	20,7	18,8	19,0
Risques pondérés fin de période ⁽²⁾	144,9	143,0	143,4	145,6	119,6	120,6
Total actif	458	453	507	508	542	562

56 | 2 août 2012



(1) Incluant la plus-value liée au reclassement des hybrides en capitaux propres
 (2) Traitement prudentiel des CCI en risques pondérés à 370% appliqué à partir du 31 décembre 2010

Bilan consolidé

Actif (Md€)	31/12/11	30/06/12
Caisse, banques centrales, CCP	5,6	5,6
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	245,6	274,6
Actifs financiers disponibles à la vente	35,1	36,9
Prêts et créances	160,4	179,3
Actifs financiers détenus jusqu'à échéance	4,0	3,8
Comptes de régularisation et actifs divers	40,7	44,5
Participations dans les entreprises mises en équivalence	10,8	11,3
Valeurs immobilisées	2,7	2,7
Ecart d'acquisition	2,8	2,8
Total	507,7	561,5

Passif (Md€)	31/12/11	30/06/12
Banques centrales, CCP	0,0	0
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	232,2	246,6
Dettes envers les EC et la clientèle	153,1	177,0
Dettes représentées par un titre	25,9	39,7
Comptes de régularisation et passifs divers	26,9	31,1
Provisions techniques des contrats d'assurance	40,9	41,1
Provisions pour risques et charges	1,3	1,3
Dettes subordonnées	6,2	5,2
Capitaux propres	20,7	19,0
Intérêts minoritaires	0,5	0,5
Total	507,7	561,5

57 | 2 août 2012



Allocation des fonds propres normatifs

Répartition des fonds propres normatifs et RWA au 2T12

en Md€	RWA (fin de période au 2T12)	Allocation de l'économie de RWA liée à P3CI	Fonds propres alloués ⁽¹⁾ (sur RWA début de période) et après allocation de l'économie de RWA liée à P3CI	En % du total	ROE après impôt
BFI	70,7	-13,1	5,4	42%	8,2%
Epargne	8,3	-2,9	1,2	9%	30,4%
SFS	12,9	-2,8	1,1	9%	22,6%
Réseaux via les CCI	39,4	-6,7	2,9	23%	9,7%
Participations Financières	5,7	-	1,5	12%	9,6%
GAPC	7,8	-	0,7	5%	-
TOTAL (excl. Hors Pôle)	144,8	-25,6	12,9	100%	-

Actif net comptable tangible⁽²⁾ au 30 juin 2012 en Md€

13,3

Fonds propres Core Tier 1 de Natixis au 30 juin 2012 en Md€

13,2

Intérêts sur TSS après impôts⁽³⁾

en M€	2T12	1S12
Natixis	19	41

Bénéfice par action⁽⁴⁾

en €	1S12
Natixis	0,17

ROE

en %	1S12	2T12
Natixis	5,7	7,9

58 | 2 août 2012



(1) Méthodologie d'allocation normative de capital sur la base de 9% des actifs pondérés moyens et allocation spécifique aux filiales d'assurance
 (2) Actif net comptable tangible = actif net comptable - écarts d'acquisition - immobilisations incorporelles
 (3) Incluant la charge d'intérêts sur les actions de préférence
 (4) Calculé sur la base de 3 076 826 589 actions, hors actions détenues en propre (nombre total d'actions: 3 082 345 888 au 30 juin 2012)

Exposition aux dettes souveraines européennes au 30 juin 2012, sur le modèle établi par l'ABE pour les tests de résistance de décembre 2011 (activités bancaires et de trading – hors activités assurances)

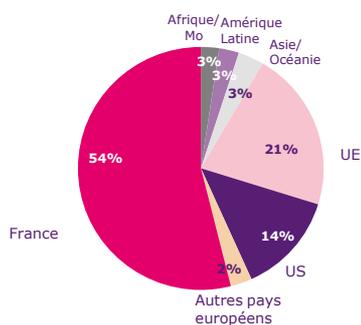
Zone économique européenne en M€	EXPOSITIONS BRUTES		EXPOSITIONS NETTES				EXPOSITIONS DIRECTES DERIVES	EXPOSITIONS INDIRECTES Portefeuille de négociation
		dont prêts et avances		dont AFS portefeuille bancaire	dont portefeuille bancaire	dont portefeuille de négociation		
Autriche	114	0	39	0	0	39	0	-17
Belgique	988	31	205	0	5	169	36	-17
Bulgarie	0	0	0	0	0	0	0	-14
Chypre	0	0	0	0	0	0	-1	0
République Tchèque	0	0	0	0	0	0	0	0
Danemark	0	0	0	0	0	0	-59	-17
Estonie	0	0	0	0	0	0	0	0
Finlande	111	0	17	0	0	17	-15	-17
France	12 370	1 555	986	1 344	38	-1 950	22	-14
Allemagne	8 158	0	1 019	0	0	1 019	65	-7
Grèce	3	0	3	0	3	0	0	0
Hongrie	77	0	70	59	6	5	0	-2
Islande	0	0	0	0	0	0	0	0
Irlande	2	0	2	0	0	2	0	-12
Italie	5 753	5	387	0	8	374	16	-17
Lettonie	4	0	4	0	0	4	-1	0
Liechtenstein	0	0	0	0	0	0	0	0
Lituanie	42	0	42	0	0	42	-41	-1
Luxembourg	3	3	3	0	0	0	0	0
Malte	0	0	0	0	0	0	0	0
Pays-Bas	2 598	1	-136	0	0	-137	-368	-17
Norvège	0	0	0	0	0	0	0	-18
Pologne	5	0	5	0	1	3	0	-2
Portugal	26	0	-46	0	9	-55	0	-7
Roumanie	0	0	0	0	0	0	0	13
Slovaquie	0	0	0	0	0	0	0	0
Slovénie	0	0	0	0	0	0	-1	0
Espagne	1 157	1	205	0	2	202	0	-6
Suède	0	0	0	0	0	0	0	-17
Royaume-Uni	1	1	1	0	0	0	0	-18
TOTAL EEA 30	31 413	1 597	2 807	1 403	73	-266	-347	-207

59 | 2 août 2012

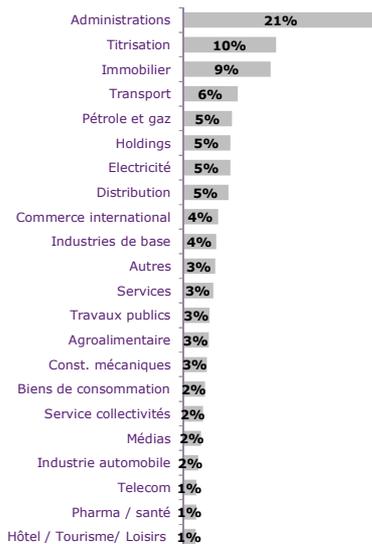
NATIXIS

EAD (Exposure at Default) au 30 juin 2012

Répartition géographique⁽¹⁾



Répartition sectorielle⁽²⁾

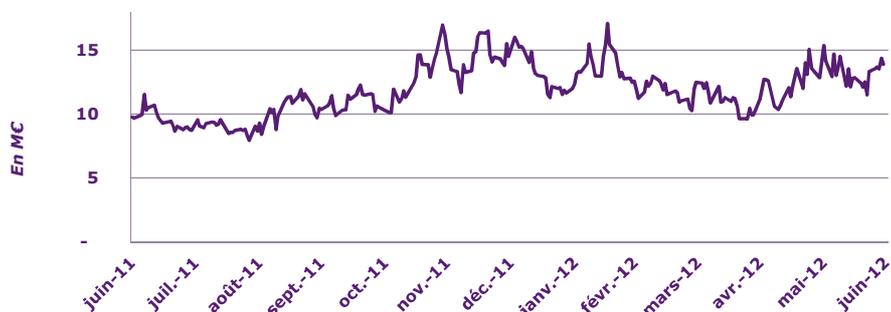


60 | 2 août 2012

NATIXIS

⁽¹⁾ Encours de crédit: 262 Md€ / ⁽²⁾ Encours de crédit hors Finance et Assurances : 143 Md€

VaR⁽¹⁾



- VaR moyenne au 2T12 de 12,3 M€, vs. 12,9 M€ au 1T12

61 | 2 août 2012

NATIXIS

⁽¹⁾ Après prise en compte de la garantie BPCE

GAPC – Expositions détaillées au 30 juin 2012

Portefeuilles couverts par la Garantie financière et le TRS

Type d'actifs (nature des portefeuilles)	Notionnel en Md€	Valeur nette en Md€	Taux de décote	RWA Avant garantie en Md€
CDO d'ABS	1,6	0,6	59%	10,8
Autres CDO	4,9	4,4	11%	
RMBS	1,8	1,3	29%	
Covered bonds	0,0	0,0		
CMBS	0,5	0,4	12%	
Autres ABS	0,5	0,4	9%	
Actifs couverts	6,9	6,6	5%	
Portefeuille de crédit corporate	3,9	3,9	0%	
Total	20,0	17,6		
Dont RMBS US agencies	0,2	0,2		
Total garantie (à 85%)	19,8	17,4		

Autres portefeuilles

Type d'actifs (nature des portefeuilles)	RWA en Md€ 30/06/12	VaR 2T12 en M€
Dérivés complexes (crédit)	0,3	0,5
Dérivés complexes (taux)	3,4	8,7
Dérivés complexes (actions)	0,1	0,1
Structurés de fonds	0,6	0,2

62 | 2 août 2012

NATIXIS

Encours douteux (yc établissements de crédit)

en M€	1T11	2T11	3T11	4T11	1T12	2T12
Encours douteux ⁽¹⁾	3,6	3,5	3,9	4,1	4,2	4,2
Sûretés relatives aux encours dépréciés ⁽¹⁾	-0,6	-0,6	-0,9	-1,2	-1,2	-1,2
Engagements provisionnables ⁽¹⁾	3,0	2,8	2,9	2,9	2,9	3,0
Provisions individuelles ⁽¹⁾	-1,8	-1,8	-1,9	-1,9	-2,0	-2,0
Provisions collectives ⁽¹⁾	-0,8	-0,7	-0,6	-0,5	-0,5	-0,5

<i>Engagements provisionnables⁽¹⁾ / Créances brutes</i>	2,8%	2,7%	2,5%	2,5%	2,0%	2,1%
<i>Provisions individuelles/Engagements provisionnables⁽¹⁾</i>	61%	64%	65%	67%	67%	68%
Provisions totales/Engagements provisionnables⁽¹⁾	87%	87%	87%	85%	84%	85%

⁽¹⁾ Hors GAPC

B Annexe – Informations spécifiques sur les expositions (Recommandation FSF)

CDO d'ABS non couverts

(exposés au marché résidentiel US)

en M€	#1	#2	#7	#12	#15	#18	#17
Variation de valeur 2T12	-0,1	-0,1	1,4	0,0	-0,7	1,0	-7,0
Exposition nette (30/06/2012)	0,2	0,2	25,9	21,1	39,5	3,8	96,1
% de décote	99,4%	99,4%	82,6%	49,5%	46,6%	97,7%	69,5%
Exposition nominale	33	35	149	42	74	169	314
Variation de valeur (cumul)	-32,5	-34,5	-123,2	-20,7	-34,5	-165,0	-218,4
Tranche	S. Senior	Mezz.	S. Senior	S. Senior	Mezz.	Senior	Senior
Sous-jacents	Mezz.						
Point d'attachement	0,0%	0,0%	0,4%	35%	0% / 57,9%	0,0%	0,0%
Prime	5,3%	17,0%	3,5%	4,6%	15,0%	19,0%	24,8%
Alt-A	6,7%	9,4%	2,6%	0,9%	37,8%	10,9%	14,3%
Subprime (2005 et antérieur)	51,7%	20,7%	61,4%	44,4%	39,8%	0,0%	0,0%
Subprime (2006 & 2007)	27,8%	26,0%	0,0%	3,1%	1,7%	35,7%	0,0%

Structures non diversifiées

Taux de décote : 82%

65 | 2 août 2012

NATIXIS

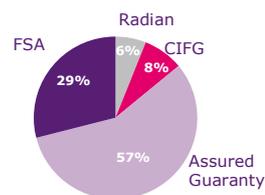
Protections

Protections auprès de monoline

en M€	Notionnel couvert	Exposition avant ajustement 2T12	Exposition avant ajustement 1T12
Protections sur CDO (marché du logement)	0	0	176
Protections sur CLO	3 095	109	147
Protections sur RMBS	153	33	36
Protections sur CMBS	109	8	10
Autres risques	5 386	700	1 850
TOTAL	8 743	850	2 219

Ajustement de valeur	-413	-1 547
Exposition résiduelle au risque de contrepartie	436	672
Taux de décote	49%	70%

Exposition résiduelle au risque de contrepartie monoline



Protections acquises auprès de CDPC

- Exposition avant ajustement de valeur : 563 M€ au 30/06/2012 (montant notionnel brut : 8,7 Md€)
- Ajustement de valeur : -98 M€

66 | 2 août 2012

NATIXIS

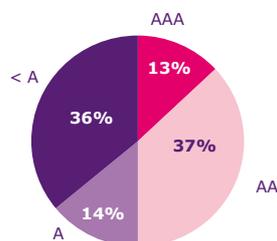
Autres CDO non couverts

(non exposés au marché résidentiel US)

CDO non exposés au marché résidentiel US

- Ajustement de valeur 2T12 : -11 M€
- Exposition résiduelle : 3 693 M€

Exposition résiduelle



dont CRE CDO

en M€	Exposition nette 31/03/12	Gains/Pertes de valeur 2T12	Autres variations 2T12	Exposition nette 30/06/12	Exposition brute 30/06/12
JV par résultat	60	-1	538	597	660
JV par capitaux propres	0	0	0	0	6
Prêts et créances	32	0	2	34	49
TOTAL	93	-2	540	631	715

67 | 2 août 2012



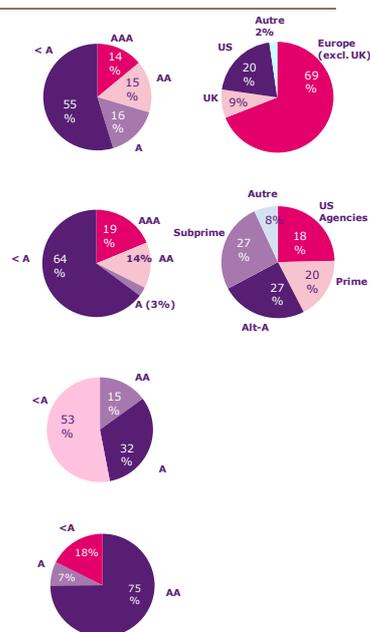
Mortgage Backed Securities non couverts

CMBS en M€	Exposition nette 31/03/12	Gains/Pertes de valeur 2T12	Autres variations 2T12	Exposition nette 30/06/12	Exposition brute 30/06/12
JV par résultat	10	0	13	22	24
JV par capitaux propres	77	-1	0	76	110
Prêts et créances	48	0	-2	46	49
TOTAL	135	-1	10	144	183

RMBS US en M€	Exposition nette 31/03/12	Gains/Pertes de valeur 2T12	Autres variations 2T12	Exposition nette 30/06/12	Exposition brute 30/06/12
JV par résultat	5	0	12	17	59
Agencies	834	0	-645	190	197
Wrapped RMBS	238	0	-31	207	209
Prêts et créances	763	-3	-81	678	939
TOTAL	1 840	-3	-745	1 092	1 404

RMBS UK en M€	Exposition nette 31/03/12	Gains/Pertes de valeur 2T12	Autres variations 2T12	Exposition nette 30/06/12	Exposition brute 30/06/12
JV par résultat	3	0	12	15	18
JV par capitaux propres	97	-5	3	95	118
Prêts et créances	47	0	0	47	47
TOTAL	148	-5	15	158	183

RMBS Espagne en M€	Exposition nette 31/03/12	Gains/Pertes de valeur 2T12	Autres variations 2T12	Exposition nette 30/06/12	Exposition brute 30/06/12
JV par résultat	13	-4	0	9	20
JV par capitaux propres	10	0	-2	7	16
Prêts et créances	275	0	-67	208	208
TOTAL	298	-4	-69	225	244

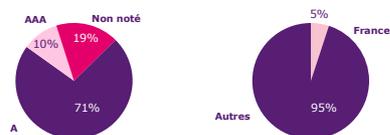


68 | 2 août 2012



Conduits sponsorisés

MAGENTA – conduits sponsorisés par Natixis, en MC			
Pays d'émission	France	Prêts automobiles	14%
Montant des actifs financés	1 000	Créances commerciales	86%
Lignes de liquidité accordées	1 373	Prêts équipement	
Maturité des actifs :		Crédit conso	
0 – 6 mois		RMBS non US	
6 – 12 mois	12%	CDO	
> à 12 mois	88%	Autre	



VERSAILLES – conduits sponsorisés par Natixis, en MC			
Pays d'émission	US	Prêts automobiles	8%
Montant des actifs financés	2 016	Créances commerciales	2%
Lignes de liquidité accordées	3 428	Prêts équipement	6%
Maturité des actifs :		Crédit conso	16%
0 – 6 mois	1%	RMBS non US	
6 – 12 mois	4%	CLO / CBO	20%
> à 12 mois	95%	Autre	48%



69 | 2 août 2012



CDO d'ABS non couverts & monoline

Hypothèses de valorisation

CDO d'ABS non couverts

Méthodologie

- Le taux de perte des actifs subprime ressort à :

	< 2005	2005	2006	2007
31/03/2012	7,4%	17,5%	33,1%	59,0%
30/06/2012	7,3%	17,6%	33,3%	59,1%

- Valorisation des RMBS et CLO sous-jacents des CDO d'ABS par modèle en cash flow
- Affectation aux opérations intégrées dans le collatéral notées CCC+ ou moins, d'une perte de 97% sauf pour les actifs sous-jacents initialement notés AAA pour lesquels la décote a été ramenée à 70% (uniquement pour les titrisations simples)
- Valorisation des autres actifs sous-jacents non subprime à partir d'une grille de décote intégrant les types, ratings et vintages des opérations

Monoline

Juste valeur de la protection avant ajustements de valeur

- L'exposition économique des CDO d'ABS contenant du subprime a été déterminée en utilisant la méthode détaillée précédemment
- L'exposition économique des autres types d'actifs a été déterminée en utilisant soit le Mark-to-Market soit le Mark-to-Model

Ajustements de valeur

- Quatre groupes de monoline sont différenciés selon leur qualité de crédit. Ils se voient attribuer en conséquence des probabilités de défaut (PD) distinctes

PD	Monoline
15%	Assured guaranty, FSA
95%	Radian*
92%	MBIA
100%	Ambac, CIFG, FGIC

- Quel que soit le groupe, le Recovery en cas de défaut (R) est fixé à 10%
- La provision spécifique est définie comme le montant en Mark-to-Market (ou Mark-to-Model) multiplié par la perte attendue (Expected loss = PD x (1-R)) sur chaque monoline

70 | 2 août 2012



*Hors positions couvertes par l'opération de ré-intermédiation



II CHAPITRE 3 : GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

3.2 Composition des organes sociaux et de direction^(a)

3.2.1 Conseil d'administration au 1^{er} Août 2012

Nom et prénom du membre	Fonction principale exercée dans la société	Fonction principale exercée en dehors de la société
M. François Pérol Date de naissance : 06/11/63 Nombre d'actions Natixis : 60 000	Président du conseil d'administration Date de 1 ^{re} nomination : AGM du 30/04/09 (Président du CA : CA du 30/04/09) Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2015 ^(b)	Président du directoire de BPCE 50, avenue Pierre Mendès-France 75201 Paris cedex 13
BPCE Nombre d'actions Natixis : 2 227 221 174	Administrateur Représentant permanent : M. Nicolas Duhamel Date de naissance : 13/08/53 Date de 1 ^{re} nomination : Copté par CA du 25/08/09 et ratifié par AGM du 27/05/10 Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2015 ^(b) Membre du comité d'audit Date de 1 ^{re} nomination : CA du 25/08/09 Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2015 ^(b)	Membre du directoire de BPCE 50, avenue Pierre Mendès-France 75201 Paris cedex 13
M. Vincent Bolloré* Date de naissance : 01/04/52 Nombre d'actions Natixis : 1 000	Administrateur Date de 1 ^{re} nomination : AGM du 30/04/09 Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2015 ^(b) Président du comité des nominations et des rémunérations Date de 1 ^{re} nomination : CA du 30/04/09 Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2015 ^(b)	Président-directeur général du groupe Bolloré Tour Bolloré 31-32, quai de Dion-Bouton 92800 Puteaux
Mme Christel Bories* Date de naissance : 20/05/64 Nombre d'actions Natixis : 5 000	Administratrice Date de 1 ^{re} nomination : Coptée par CA du 22/02/11 et ratifiée par AGM du 26/05/11 Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2015 ^(b) Membre du comité des nominations et des rémunérations Date de 1 ^{re} nomination : CA du 22/02/11 Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2015 ^(b)	Ex-Chief Executive Officer of Constellium
M. Alain Condaminas Date de naissance : 06/04/57 Nombre d'actions Natixis : 1 000	Administrateur Date de 1 ^{ère} nomination : AGO du 29/05/2012 Date d'échéance du mandat : AG annuelle de 2018 ^(c) Membre du comité des nominations et des rémunérations Date de 1 ^{ère} nomination : AGO du 29/05/2012 Date d'échéance du mandat : AG annuelle de 2018 ^(c)	Directeur général de Banque Populaire Occitane 33-43 avenue Georges Pompidou 31135 Balma cedex

(a) Un bref curriculum vitae des mandataires sociaux récemment nommés de Natixis ainsi que la liste des mandats sociaux qu'ils ont exercés au cours de l'année 2011 et des années précédentes figurent au paragraphe 3.2.4.

(b) Assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2014.

(c) Assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2017.

Nom et prénom du membre	Fonction principale exercée dans la société	Fonction principale exercée en dehors de la société
Mme Laurence Debroux* Date de naissance : 25/07/69 Nombre d'actions Natixis : 1 000	Administratrice Date de 1 ^{re} nomination : Cooptée par CA du 01/04/10 et ratifiée par AGM du 27/05/10 Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2015 ^(b) Membre du comité d'audit Date de 1 ^{re} nomination : CA du 01/04/10 Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2015 ^(b) Présidente du comité stratégique Date de 1 ^{re} nomination : CA du 11/05/11 Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2015 ^(b)	Directeur général Finance et Administration de JC Decaux S.A. Zone Industrielle Saint Appoline 78378 Plaisir cedex
M. Stève Gentili Date de naissance : 05/06/49 Nombre d'actions Natixis : 57 780	Administrateur Date de 1 ^{re} nomination : AGM du 30/04/09 Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2015 ^(b)	Vice-président du conseil de surveillance de BPCE - Président de la BRED Banque Populaire 18, quai de la Rapée 75012 Paris
Mme Catherine Halberstadt Date de naissance : 09/10/58 Nombre d'actions Natixis : 1 000	Administratrice Date de 1 ^{ère} nomination : AGO du 29/05/2012 Date d'échéance du mandat : AG annuelle de 2018 ^(c) Membre du Comité d'Audit Date de 1 ^{ère} nomination : AGO du 29/05/2012 Date d'échéance du mandat : AG annuelle de 2018 ^(c)	Directeur général de la Banque Populaire du Massif Central 18, bd Jean Moulin 63002 Clermont – Ferrand cedex
M. Olivier Klein Date de naissance : 15/06/57 Nombre d'actions Natixis : 1 000	Administrateur Date de 1 ^{re} nomination : AGM du 30/04/09 Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2015 ^(b) Membre du comité d'audit Date de 1 ^{re} nomination : CA du 17/12/09 Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2015 ^(b)	Directeur général Banque Commerciale et Assurance (BPCE) 50, avenue Pierre Mendès-France 75201 Paris cedex 13
M. Bernard Oppetit* Date de naissance : 05/08/56 Nombre d'actions Natixis : 1 000	Administrateur Date de 1 ^{re} nomination : Coopté par CA du 12/11/09 et ratifié par AGM du 27/05/10 Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2015 ^(b) Président du comité d'audit Date de 1 ^{re} nomination : CA du 17/12/09 Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2015 ^(b)	Président de Centaurus Capital 33 Cavendish Square London W1G 0PW
Mme Stéphanie Paix Date de naissance : 16/03/65 Nombre d'actions Natixis : 1 000	Administratrice Date de 1 ^{ère} nomination : AGO du 29/05/2012 Date d'échéance du mandat : AG annuelle de 2018 ^(c)	Président du Directoire de la Caisse d'Epargne Rhône-Alpes 42, bd Eugène Deruelle BP 3276 69404 Lyon Cedex 03

Nom et prénom du membre	Fonction principale exercée dans la société	Fonction principale exercée en dehors de la société
M. Didier Patault Date de naissance : 22/02/61 Nombre d'actions Natixis : 2 442	Administrateur Date de 1 ^{re} nomination : AGM du 30/04/09 Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2015 ^(b) Membre du comité des nominations et des rémunérations Date de 1 ^{re} nomination : CA du 30/04/09 Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2015 ^(b)	Président du directoire de la Caisse d'Épargne Bretagne – Pays de Loire Membre du conseil de surveillance de BPCE 8, rue de Bréa BP 835 44000 Nantes
M. Henri Proglia* Date de naissance : 29/06/49 Nombre d'actions Natixis : 1 000	Administrateur Date de 1 ^{re} nomination : AGM du 30/04/09 Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2015 ^(b) Membre du comité des nominations et des rémunérations Date de 1 ^{re} nomination : CA du 30/04/09 Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2015 ^(b)	Président-directeur général d'EDF 38, avenue Kléber 75016 Paris
M. Philippe Queuille Date de naissance : 02/11/56 Nombre d'actions Natixis : 68 019	Administrateur Date de 1 ^{re} nomination : Coopté par CA du 27/05/10 et ratifiée par AGM du 26/05/11 Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2015 ^(b)	Directeur général Opérations (BPCE), Membre du directoire de BPCE 50, avenue Pierre Mendès-France 75201 Paris cedex 13
M. Philippe Sueur Date de naissance : 04/07/46 Nombre d'actions Natixis : 3 500	Administrateur Date de 1 ^{re} nomination : AGM du 30/04/09 Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2015 ^(b) Membre du comité des nominations et des rémunérations Date de 1 ^{re} nomination : CA du 17/12/09 Date d'échéance du mandat : AG annuelle 2015 ^(b)	Vice-président du conseil d'orientation et de surveillance de la Caisse d'Épargne Île-de-France 57, rue du Général-de-Gaulle 95880 Enghien-Les-Bains

* Administrateur indépendant.

(a) Un bref curriculum vitae de chacun des mandataires sociaux récemment nommés de Natixis ainsi que la liste des mandats sociaux qu'ils ont exercés au cours de l'année 2011 et des années précédentes figurent au paragraphe 3.2.4.

(b) Assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2014.

(c) Assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2017.

3.2.3 Comité de Direction générale et comité exécutif

MEMBRES DU COMITE DE DIRECTION GÉNÉRALE (CDG) AU 1^{ER} AOÛT 2012

M. Laurent Mignon Directeur général Président du comité	M. Luc-Emmanuel Auberger Finances et risques	Mme Aline Bec Systèmes d'information - Achats - Logistique	M. De Doan Tran Banque de Financement et d'Investissement
M. Alain Delouis Ressources humaines	M. Jean-Yves Forel Services Financiers Spécialisés	M. André-Jean Olivier Secrétariat général	M. Pierre Servant Épargne
M. Olivier Perquel Stratégie et GAPC			

MEMBRES DU COMITÉ EXÉCUTIF (COMEX) AU 1^{ER} AOÛT 2012

M. Laurent Mignon Directeur général	M. Luc-Emmanuel Auberger Finances et risques	Mme Aline Bec Systèmes d'information - Achats - Logistique	M. De Doan Tran Banque de Financement et d'Investissement
M. Alain Delouis Ressources humaines	M. Jean-Yves Forel Services Financiers Spécialisés	M. André-Jean Olivier Secrétariat général	M. Pierre Servant Épargne
M. Olivier Perquel Stratégie et GAPC	M. Stéphane About BFI - Fixed Income	Mme Virginie Banet BFI - Coverage	M. Pierre Besnard SFS - Natixis Lease
M. Jacques Beyssade Risques	Mme Nathalie Broutèle Épargne - Natixis Assurances	M. Stéphane Caminati SFS - Compagnie Européenne de Garanties et Cautions	M. Marc Cattelin SFS - EuroTitres
M. Frédéric Chenot SFS - Natixis Financement	M. Jean Cheval BFI - Dettes et financements	M. Norbert Cron Efficacité Opérationnelle	M. Éric Franc Épargne - Banque Privée 1818
Mme Elisabeth de Gaulle Communication et développement durable	M. John Hailer Épargne - Natixis Global Asset Management États-Unis et Asie	M. Christophe Lanne BFI - Opérations & Business support	M. Christian Le Hir Secrétariat général - Juridique
Mme Ghislaine Mattlinger Finances	M. Jean-Claude Petard BFI - Actions	M. Philippe Petiot SFS - Natixis Factor	M. Jean-Marc Pillu Coface
M. Didier Trupin SFS - Natixis Interépargne	M. Jean-Marie Vallée SFS - Natixis Paiements	M. Pascal Voisin Épargne - Natixis Asset Management	

3.2.4 Liste des mandats des mandataires sociaux

Liste des mandats des trois nouveaux administrateurs (C. Halberstadt et S. Paix et A. Condaminas) nommés par l'assemblée générale ordinaire du 29 mai 2012.

Alain Condaminas, 54 ans, est Directeur général de la Banque Populaire Occitane. Titulaire d'une maîtrise en Sciences Économiques et d'un DESS en Techniques Bancaires et Finances, Alain Condaminas a rejoint le Groupe Banque Populaire en 1984. En 1992, Alain Condaminas intègre la Banque Populaire Toulouse-Pyrénées, pour y exercer les responsabilités de Directeur de la Production, supervisant la Direction des Ressources Humaines puis de Directeur de l'Exploitation. En 2001, Alain Condaminas devient directeur général de la Banque Populaire Quercy-Agenais. En 2003, il dirige une première fusion avec la Banque Populaire du Tarn et de l'Aveyron puis en 2006 une seconde fusion avec la Banque Populaire Toulouse-Pyrénées pour former la Banque Populaire Occitane d'aujourd'hui.

Mandats en cours au 31 décembre 2011

Censeur au conseil de surveillance de BPCE

Directeur général de la Banque Populaire Occitane

Administrateur : Natixis Asset Management, Natixis Interépargne

Représentant permanent de la Banque Populaire Occitane, vice-président du CA : CELAD SA

Représentant permanent de la Banque Populaire Occitane, administrateur : i-BP, IRDI

Représentant permanent de la Banque Populaire Occitane, membre du Conseil de surveillance : SOTEL, ABP IARD

Mandats au 31 décembre des exercices précédents

2010	2009	2008	2007
Censeur au conseil de surveillance de BPCE	Censeur au conseil de surveillance de BPCE	Directeur général de la Banque Populaire Occitane	Administrateur :
Directeur général de la Banque Populaire Occitane	Directeur général de la Banque Populaire Occitane	Président : GIE Carso Matériel	Natixis Asset Management, Natixis Securities, Socama 31
Président : GIE Carso Matériel	Président : GIE Carso Matériel	Administrateur :	Représentant permanent de BP Occitane,
Administrateur :	Administrateur :	Natixis Asset Management, Natixis Securities, Société Marseillaise de Crédit (SMC), Socama 31	administrateur :
Natixis Asset Management, Natixis Interépargne	Natixis Asset Management, Natixis Securities, Société Marseillaise de Crédit (SMC)	Représentant permanent de BP Occitane, vice-président du CA :	CELAD SA, i-BP, IRDI
Représentant permanent de BP Occitane, vice-président du CA :	Représentant permanent de BP Occitane, vice-président du CA :	CELAD SA	Représentant permanent de BP Occitane, membre du conseil de surveillance :
CELAD SA	CELAD SA	Représentant permanent de BP Occitane,	SOTEL, ABP IARD, Latecoere, Novacredit, La Maison du Commerçant
Représentant permanent de BP Occitane,	Représentant permanent de BP Occitane,	administrateur : i-BP, IRDI	
administrateur : i-BP, IRDI	administrateur : i-BP, IRDI	Représentant permanent de BP Occitane, membre du Conseil de surveillance :	
Représentant permanent de BP Occitane, membre du Conseil de surveillance :	Représentant permanent de BP Occitane, membre du Conseil de surveillance :	SOTEL, ABP IARD, Latecoere	
SOTEL, ABP IARD	SOTEL, ABP IARD, Latecoere	Gérant : SNC	
	Gérant : SNC	Immocarso	
	Immocarso		

Catherine Halberstadt, 53 ans, Directeur général de la Banque Populaire du Massif Central. Diplômée d'un DECS et d'un DESCAF de l'Ecole Supérieure de Commerce de Clermont-Ferrand, Catherine Halberstadt intègre en 1982 la Banque Populaire du Massif Central, pour y exercer successivement les responsabilités de directeur des ressources humaines, directeur financier, puis directeur de l'exploitation et, à partir de 2000, de Directeur général adjoint. En 2008, Catherine Halberstadt devient Directeur général de Natixis Factor. Depuis 2010, Catherine Halberstadt exerce les fonctions de Directeur général de la Banque Populaire du Massif Central.

Mandats en cours au 31 décembre 2011

Directeur général de Natixis Factor (jusqu'au 10/01/2011)

Directeur général de Banque Populaire du Massif Central

Administrateur de : Cie Européenne de Garanties et Cautions (depuis le 27/10/2011), OSEO SA

Membre du conseil de surveillance de Foncia Groupe (fin le 26/07/2011)

Représentant permanent de Banque Populaire Massif Central, président de Sociétariat BPMC SAS

Représentant permanent de Banque Populaire Massif Central, administrateur de l'Association des BP pour la création d'entreprise, IBP SA

Mandats au 31 décembre des exercices précédents

2010	2009	2008	2007
<p>Directeur général de Banque Populaire du Massif Central (depuis le 01/09/2010)</p> <p>Directeur général de Natixis Factor</p> <p>Administrateur OSEO (depuis le 7/12/2010)</p> <p>Membre du conseil de surveillance de Foncia Groupe (depuis le 2/11/2010)</p> <p>Représentant permanent de BP Massif Central, Administrateur IBP (depuis le 1/09/2010)</p> <p>Représentant permanent de BP Massif Central, Administrateur de BICEC (depuis le 1/09/2010)</p>	<p>Directeur général de Natixis Factor</p>	<p>Directeur général de Natixis Factor (depuis le 15/09/2008)</p> <p>Représentant permanent de BP Massif Central, Membre du CS Assurances BP IARD (fin le 31/12/2008)</p>	<p>Représentant permanent de BP Massif Central, Administrateur NATIXIS Factor</p> <p>Représentant permanent de BP Massif Central, Membre du CS Assurances BP IARD</p>

Stéphanie Paix, 46 ans, est Président du directoire de la Caisse d'Épargne Rhône Alpes. Elle est diplômée de l'IEP de Paris et a suivi un DESS de fiscalité des entreprises à Dauphine. Mme Paix a réalisé sa carrière au sein du groupe BPCE, tout d'abord à la Banque Fédérale des Banques Populaires en qualité d'inspecteur et de chef de mission, puis à la Banque Populaire Rives de Paris en tant que Directeur d'une quinzaine d'agences, et par la suite Directeur de la production et de l'organisation. Après avoir exercé différentes fonctions au sein de Natixis, Mme Paix est devenue Directeur Général de Natixis Factor. Depuis 2008, elle occupait les fonctions de Directeur Général de la Banque Populaire Atlantique.

Mandats en cours au 31 décembre 2011

Présidente du directoire de la Caisse d'Épargne Rhône Alpes (depuis le 05/12/2011)

Directeur Général de Banque Populaire Atlantique

Président de : Agence Lucie (depuis le 06/04/2011)

Administrateur de : Crédit Foncier (fin le 31/12/2011), Natixis Algérie, Natixis Assurances, BPCE Achats, Fédération Nationale des Banques Populaires

Co-gérant de : Atlantique Plus (depuis le 28/01/2011)

Représentant de Banque Populaire Atlantique, présidente de : Ouest Croissance, Ludovic de Bresse,

Représentant de Banque Populaire Atlantique, administrateur de : C3B Immobilier, i-BP Portzamparc, Association des BP pour la création d'entreprise

Représentant de Banque Populaire Atlantique, membre du conseil de surveillance de : Atlantique Mur Régions, Ouest Croissance Gestion

Représentant de Banque Populaire Atlantique, membre de droit : Crédit Maritime Atlantique

Représentant de Banque Populaire Atlantique, trésorier de : Comité des Banques de Pays de la Loire FBF

Représentant de Ouest Croissance, administrateur : Banque Populaire Développement

Représentant de Caisse d'Épargne Rhône Alpes, membre du conseil de surveillance de : GCE Technologies (depuis le 31/12/2011)

Représentant de la Fédération Nationale des Banques Populaires, président de : Association française de la micro-finance

Stéphanie Paix (suite)

Mandats au 31 décembre des exercices précédents

2010	2009	2008	2007
<p>Directeur général de Banque Populaire Atlantique Administrateur de : Crédit Foncier (depuis le 26/04/2010), Natixis Algérie, Natixis Assurances (depuis le 29/09/2010), BPCE Achats (depuis le 15/06/2010) Représentant de Banque Populaire Atlantique, président de : Ouest Croissance, Ludovic de Bresse, Représentant de Banque Populaire Atlantique, administrateur de : C3B Immobilier, i-BP, Natixis Assurances (fin le 30/09/2010), Portzamparc, Association des BP pour la création d'entreprise Représentant de Banque Populaire Atlantique, membre du conseil de surveillance de : Atlantique Mur Régions, Ouest Croissance Gestion Représentant de Banque Populaire Atlantique, membre de droit : Crédit Maritime Atlantique Représentant de Banque Populaire Atlantique, trésorier de : Comité des Banques de Pays de la Loire FBF Représentant de Ouest Croissance, administrateur : Banque Populaire Développement Représentant de la Fédération Nationale des Banques Populaires, président de : Association française de la micro-finance</p>	<p>Directeur général de Banque Populaire Atlantique Administrateur de : Natixis Algérie, Fédération Nationale des Banques Populaires Représentant de Banque Populaire Atlantique, président de SAS Ludovic de Bresse, Représentant de Banque Populaire Atlantique, administrateur de : i-BP, Natixis Assurances, Portzamparc, Association des BP pour la création d'entreprise Représentant de Banque Populaire Atlantique, membre du conseil de surveillance de : Atlantique Mur Régions, Ouest Croissance Gestion Représentant de Banque Populaire Atlantique, membre de droit : Crédit Maritime Atlantique Représentant de Banque Populaire Atlantique, trésorier de : Comité des Banques de Pays de la Loire FBF</p>	<p>Directeur général de Banque Populaire Atlantique (depuis 2008) Administrateur de : Natixis Algérie, Coface Assicurazioni Représentant de Banque Populaire Atlantique, président de Ludovic de Bresse, Représentant de Banque Populaire Atlantique, administrateur de : i-BP, Natixis Assurances, Portzamparc Représentant de Banque Populaire Atlantique, membre du conseil de surveillance de : Atlantique Mur Régions, Ouest Croissance Gestion Représentant de Banque Populaire Atlantique, membre de droit : Crédit Maritime Atlantique Représentant de Banque Populaire Atlantique, trésorier de : Comité des Banques de Pays de la Loire FBF</p>	<p>Directeur général de Natixis Factor Administrateur de : Coface Assicurazioni, Natixis Algérie</p>

3.3 Rôle et règles de fonctionnement des organes sociaux

3.3.1 Le conseil d'administration

3.3.1.1 Organisation

Le conseil d'administration de Natixis, compte au 1er août 2012 quinze membres nommé pour six ans, répartis comme suit :

- quatre membres issus de BPCE, à savoir F. Pérol, O. Klein, P. Queuille et BPCE ;
- trois membres issus des Banques Populaires, à savoir C. Halberstadt, A. Condaminas et S. Gentili ;
- trois membres issus des Caisses d'Épargne, à savoir S. Paix, D. Patault et P. Sueur ;
- cinq membres indépendants, à savoir C. Bories, L. Debroux, V. Bolloré, B. Oppetit, et H. Proglío.

Mme Christel Bories fut directeur général de Constellium. Mme Laurence Debroux est directeur général Finance et administration de JC Decaux S.A., n° 2 mondial de la communication extérieure et inventeur du concept du mobilier urbain. M. Vincent Bolloré dirige et contrôle le groupe Bolloré, qui occupe des positions de premier plan dans plusieurs activités industrielles et activités de services et médias. M. Henri Proglío est président-directeur général de EDF. M. Bernard Oppetit est président du fonds Centaurus Capital.

Le conseil d'administration de Natixis a dans sa composition un tiers de membres indépendants.

- Changement intervenu dans la composition du conseil d'administration depuis le 30 mars 2012 :

Le 29 mai 2012, l'assemblée générale ordinaire a nommé comme administrateurs C. Halberstadt, S. Paix et A. Condaminas pour une durée de six ans, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017.

Au regard du principe de représentation équilibrée homme/femme au sein du conseil d'administration tel qu'introduit par la loi du 27 janvier 2011, Natixis compte au 1er août 2012 quatre femmes au sein de son conseil sur un total de 15 membres.

3.3.2 Les comités spécialisés : des émanations du conseil d'administration

3.3.2.1 Le comité d'audit

A ORGANISATION

Depuis le 29 mai 2012, le comité d'audit est composé de cinq membres : B. Oppetit, président, L. Debroux, C. Halberstadt, A. Duhamel et O. Klein. Parmi les cinq membres, deux sont indépendants (L. Debroux et B. Oppetit).

Le comité d'audit n'a pas dans sa composition deux tiers de membres indépendants, comme recommandé par le Code AFEP-MEDEF, afin d'assurer en son sein une représentation des différentes composantes de son actionnaire de référence (membres issus des Caisses d'Épargne et des Banques Populaires).

De par leurs expériences professionnelles, le président et les membres du comité d'audit ont de solides compétences comptables et financières.

- Changement intervenu dans la composition du comité d'audit depuis le début de l'exercice 2012 :

C. Halberstadt a été nommée membre du comité d'audit en remplacement de J. Criton, démissionnaire.

3.3.2.2 Le comité des nominations et des rémunérations

A ORGANISATION

Depuis le 29 mai 2012, le comité des nominations et des rémunérations est composé de six membres : V. Bolloré, président, C. Bories, A. Condaminas, D. Patault, H. Proglío et P. Sueur.

Parmi les six membres, la moitié sont indépendants (C. Bories, V. Bolloré et H. Proglío).

- Changement intervenu dans la composition du comité des nominations et des rémunérations depuis le début de l'exercice 2012 :

A. Condaminas a été nommé membre du comité des nominations et des rémunérations en remplacement de B. Jeannin, démissionnaire.

III CHAPITRE 4 : GESTION DES RISQUES

4.1 Facteurs de risques

Les facteurs de risques n'ont pas, concernant Natixis, subi d'évolution significative par rapport à la situation décrite dans le document de référence 2011 de Natixis (chapitre 4, pp. 129-134).

4.2 Pilier III

4.2.4 Composition des fonds propres et ratios réglementaires

4.2.4.5 Fonds propres et ratios réglementaires

Capital social

Le capital social d'un montant de 4 931 753 420,80 euros au 30 juin 2012 (soit 3 082 345 888 actions de 1,60 euro de nominal) est inchangé par rapport au 31 décembre 2011.

Fonds propres et ratio de solvabilité

Les fonds propres et les risques pondérés sont calculés en application de l'arrêté du 20 février 2007, modifié par les arrêtés du 19 octobre 2007, du 11 septembre 2008, du 29 octobre 2009, du 25 août 2010, du 29 décembre 2010 et du 23 novembre 2011, relatif aux exigences de fonds propres applicables aux établissements de crédit mettant en œuvre la réforme « Bâle 2 » et « Bâle 2.5 - CRD3 ».

Le périmètre de consolidation prudentiel est établi sur base du périmètre de consolidation statutaire avec mise en équivalence des sociétés d'assurance Coface, Natixis Assurances et Compagnie Européenne de Garanties et Cautions.

L'entité EDF Investment Group est intégrée proportionnellement à hauteur d'un pourcentage de détention de 7%.

La principale participation faisant l'objet d'une déduction des fonds propres pour 0,35 milliard d'euros est la participation détenue dans CACEIS.

Depuis le 31 décembre 2010 et en accord avec l'Autorité de Contrôle Prudentiel, les participations détenues par Natixis dans les Caisses d'Épargne et les Banques Populaires, sous forme de Certificats Coopératifs d'Investissement (CCI), ne sont plus déduites des fonds propres mais sont reprises dans les risques pondérés.

CFDI est la seule filiale de Natixis assujettie à titre individuel. La maison mère et les autres filiales françaises ayant le statut d'établissements de crédit ne sont pas assujetties sur base individuelle par autorisation de l'Autorité de Contrôle Prudentiel.

Les fonds propres prudentiels s'établissent comme suit pour les arrêtés considérés (toutes données après impact de la garantie) :

Les fonds propres de base « Core Tier 1 » s'établissent à 13,2 milliards d'euros au 30 juin 2012, en hausse de 1 milliard d'euros sur le semestre.

<i>(en milliards d'euros)</i>	30/06/12	31/12/11	Variations
			S1-12
Capitaux propres comptables	19,0	20,7	- 1,7
Retraitements, dont :			
- Prévision de dividendes	- 0,1	- 0,3	0,2
- Reclassement des titres hybrides et filtrage de la juste valeur	- 1,9	- 4,3	2,4
- Écarts d'acquisition et immobilisations incorporelles	- 3,7	- 3,7	0,0
- Autres retraitements prudentiels	0,5	0,5	0,0
Titrisations déduites des fonds propres de base	- 0,2	- 0,3	0,1
Autres déductions	- 0,3	- 0,3	0,1
Fonds propres de base « Core Tier 1 »	13,2	12,1	1,0
Titres Hybrides	2,0	4,2	- 2,3
Fonds propres réglementaires « Tier 1 » Bâle 2	15,1	16,4	- 1,2
Fonds propres complémentaires	4,7	6,3	- 1,6
Titrisations déduites des fonds propres complémentaires	- 0,2	- 0,3	0,1
Autres déductions	- 0,3	- 0,3	0,1
Fonds propres totaux	19,3	22,0	-2,7

La baisse des capitaux propres comptables à 19 milliards d'euros résulte principalement du remboursement anticipé de TSS dans le cadre de l'opération P3CI (- 2,3 milliards d'euros) et du versement du dividende en numéraire au titre de l'exercice 2011 (- 0,3 milliard d'euros) partiellement compensés par l'intégration du résultat comptable du semestre (+ 0,6 milliard d'euros), par l'impact de la hausse du dollar sur l'écart de conversion et sur les TSS (+ 0,1 milliard d'euros) et par l'augmentation des comptes courants de SLE repris en réserves consolidées (+ 0,2 milliard d'euros, net de variation de l'autocontrôle au titre des SAS de portage).

Les fonds propres prudentiels « Core Tier 1 » intègrent une prévision de distribution de dividende en numéraire au titre du premier semestre 2012 de 0,1 milliard d'euros (soit 25% du résultat net comptable au 30 juin 2012, déduction faite de la rémunération à verser sur les TSS nette d'effet impôt). Ils bénéficient de la baisse des titrisations déduites (+ 0,1 milliard d'euros après effet de la garantie BPCE). Les autres retraitements et déductions prudentiels ne varient pas significativement.

Outre les éléments ci-dessus, la baisse des fonds propres réglementaires « Tier 1 » résulte principalement du remboursement de TSS pour - 2,4 milliards d'euros.

Les fonds propres complémentaires sont en réduction sous l'effet du remboursement anticipé d'une émission de TSR non compatible avec les futures règles Bâle 3 (- 1 milliard d'euros), de la baisse de l'écart favorable entre les provisions et les pertes attendues (- 0,4 milliard d'euros) et de l'amortissement réglementaire des lignes proches de l'échéance. Ces effets sont partiellement compensés par la réduction des titrisations déduites.

Les risques pondérés à 120,6 milliards d'euros après effet de la garantie financière accordée par BPCE (soit 7,7 milliards d'euros, en réduction de 0,7 milliard d'euros par rapport au 31 décembre 2011) sont en baisse sur le semestre de 25 milliards d'euros (+ 0,4 milliard d'euros hors P3CI).

(en milliards d'euros)			Variations
	30/06/12	31/12/11	S1-12
Risques de crédit	80,9	85,2	- 4,4
CCI	39,4	37,7	1,7
Risques de marché	17,5	14,4	3,1
Effet de l'opération P3CI	- 25,4		- 25,4
Risques opérationnels	8,2	8,2	0,0
Total risques pondérés	120,6	145,6	-25,0

La baisse des risques de crédit de 4,4 milliards d'euros sur le semestre résulte principalement des facteurs suivants :

- la baisse des encours (- 3,1 milliards d'euros) ;
- l'actualisation de la qualité du portefeuille (probabilité de défaut "PD" ou perte en cas de défaut "LGD") sur les entreprises et les banques (- 1,4 milliard d'euros) ;
- l'effet change (hausse de 2 % du dollar, soit + 0,5 milliard d'euros).

Les risques pondérés sur les CCI augmentent de 1,7 milliard d'euros sous l'effet des augmentations de capital des Caisses d'Epargne et des Banques populaires (+ 1,3 milliard d'euros) et de la baisse des réserves recyclables négatives (+0,3 milliard d'euros).

Les risques de marché augmentent de 3,1 milliards d'euros, principalement du fait de l'augmentation de l'effet « Bâle 2.5 - CRD3 ».

Les risques opérationnels, réactualisés uniquement en fin d'exercice, sont stables.

Le ratio des fonds propres de base « Core Tier 1 » progresse de 8,3 % au 31 décembre 2011 (10,2% pro forma de l'opération P3CI) à 10,9 % au 30 juin 2012, le ratio Tier 1 s'établissant à 12,5% au 30 juin 2012 contre 11,3 % fin décembre 2011.

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2012	31/12/2011
Exigences de fonds propres	9 646	11 649
Exigences en fonds propres au titre du risque de crédit et risque de dilution	7 589	9 838
Risque de crédit - Approche standard	1 042	1 045
Administrations centrales et banques centrales		
Établissements	66	84
Entreprises	531	616
Clientèle de détail	198	204
Actions	71	109
Autres actifs ne correspondant pas à des obligations de crédit	154	9
<i>(Dont valeur actuelle de la valeur résiduelle en risque des contrats de location financement)</i>	9	9
Positions de titrisation	22	23
Risque de crédit - Approche notations internes	6 547	8 793
Administrations centrales et banques centrales	14	30
Établissements	591	560
Entreprises	3951	4267
Clientèle de détail	22	27
Actions	1712	3566
Positions de titrisation	121	114
Autres actifs ne correspondant pas à des obligations de crédit	136	229
Exigences de fonds propres au titre des risques de marché et règlement livraison	1 400	1 154
Exigences de fonds propres au titre du risque opérationnel	657	657

4.2.5 La gestion des risques

Evolution des risques au cours de la période

L'accalmie observée au premier trimestre sur les marchés a laissé place à de nouvelles tensions sur les dettes souveraines de l'Europe du Sud, principalement sur l'Espagne. Dans ce climat d'incertitude des marchés financiers sur fond de ralentissement économique général, Natixis a poursuivi la réduction de ses risques.

4.2.5.3. Risques de crédit

EXPOSITIONS AUX RISQUES DE CRÉDIT

Valeurs exposées au risque par catégorie d'exposition

Valeurs exposées au risque de crédit par classe d'actif

<i>(En millions d'euros)</i>	Valeurs exposées au risque		
	Exposition brute –	30/06/2012	31/12/2011
Catégorie d'exposition	30/06/2012	30/06/2012	31/12/2011
Entreprise	170 639	128 001	133 415
Autres expositions traités dans la catégorie entreprise	139 291	98 900	104 016
Financements spécialisés	23 892	22 109	22 928
PME traitées dans la catégorie entreprise	7 456	6 992	6 471
Banque	99 667	97 836	84 316
Établissements de crédit et entreprises d'investissement	98 449	96 722	83 034
Autres établissements	1 218	1 114	1 282
Autres Actifs	31 920	31 920	26 422
Titrisation	14 092	14 057	16 285
Clientèle de détail	15 757	5 119	5 258
PME traitées dans la catégorie clientèle de détail	1 979	1 945	2 025
Autres expositions traitées dans la catégorie clientèle de détail	13 778	3 173	3 233
Souverain	31 968	30 703	20 131
Administrations centrales et banques centrales	31 968	30 703	20 131
Actions	14 245	7 378	13 887
TOTAL	378 288	315 014	299 714

L'augmentation de l'exposition sur les « Administrations et banques centrales » résulte principalement des placements à court terme auprès des Banques centrales, dans le cadre de la gestion de la liquidité.

L'augmentation de l'exposition sur les « Établissements de crédit et entreprises d'investissement » résulte principalement des opérations de trésorerie au sein du groupe BPCE.

Répartition des valeurs exposées au risque par zone géographique

(Déduction faite des autres actifs et des contreparties génériques)

<i>(Répartition en %)</i>		Valeurs exposées au risque	
Zone géographique		30/06/2012	31/12/2011
France		53,9%	50,2%
Union Européenne		23,3%	25,0%
Amérique du Nord		14,6%	14,9%
Autre		8,2%	9,9%
TOTAL		100,0%	100,0%

Répartition des valeurs exposées au risque par catégorie d'exposition pour les principales zones géographiques

(déduction faite des autres actifs et des contreparties génériques)

<i>(Répartition en %)</i>			UNION	AMERIQUE			
Catégorie d'exposition	CLASSE BALOISE	FRANCE	EUROPEENNE	DU NORD	AUTRE	30/06/2012	31/12/2011
Entreprise	Autres expositions traitées dans la catégorie entreprise	16,7%	8,1%	4,4%	3,8%	33,0%	36,1%
	Financements spécialisés	1,7%	3,0%	1,4%	2,3%	8,4%	9,2%
	PME traitées dans la catégorie entreprise	2,1%	0,2%	0,0%	0,2%	2,5%	2,4%
Total Entreprise		20,4%	11,3%	5,8%	6,3%	43,9%	47,7%
Banque	Autres établissements	0,3%	0,1%	0,0%	0,0%	0,4%	0,5%
	Établissements de crédit et entreprises d'investissement	22,2%	9,4%	3,6%	1,0%	36,2%	32,3%
Total Banque		22,4%	9,5%	3,6%	1,1%	36,6%	32,8%
Souverain	Administrations centrales et banques centrales	8,2%	0,6%	2,1%	0,6%	11,5%	7,7%
Clientèle de détail	Autres expositions traitées dans la catégorie clientèle de détail	0,0%	0,0%	0,1%	0,0%	0,1%	0,0%
	PME traitées dans la catégorie clientèle de détail	0,6%	0,0%	0,0%	0,0%	0,6%	0,7%
Total Clientèle de détail		0,6%	0,0%	0,1%	0,0%	0,7%	0,7%
Total Titrisation		0,7%	1,7%	2,8%	0,1%	5,4%	6,5%
Action		1,6%	0,1%	0,1%	0,1%	1,9%	4,6%
Total 30/06/2012		53,9%	23,3%	14,6%	8,2%	100,0%	
Total 31/12/2011		50,2%	25,0%	14,9%	9,9%		100,0%

Répartition des valeurs exposées au risque par secteur d'activité

(déduction faite des autres actifs, des contreparties génériques et des tiers en cours d'affectation à un secteur d'activité)

<i>(Répartition en %)</i>		
Secteur activité	30/06/2012	31/12/2011
Finance	45,4%	43,3%
Administrations	11,3%	7,8%
Titrisation	5,6%	6,8%
Immobilier	5,1%	5,6%
Services	1,8%	3,6%
Transport	3,2%	3,5%
Pétrole / gaz	2,9%	3,1%
Électricité	2,7%	2,7%
Holdings / groupes divers	2,7%	2,6%
Distribution	2,6%	2,5%
Commerce international matières premières	2,0%	2,3%
Industries de base	1,9%	2,2%
Agroalimentaire	1,5%	1,7%
BTP	1,5%	1,6%
Biens de consommation	1,3%	1,5%
Construction mécanique et électrique	1,4%	1,5%
Services collectivités	1,1%	1,2%
Automobile	0,9%	1,1%
Communication	1,0%	1,1%
Telecom	0,8%	1,0%
Hôtel / tourisme / loisirs	0,7%	0,8%
Pharmacie / santé	0,8%	0,8%
Divers	0,7%	0,7%
Technologie	0,6%	0,6%
Aéronautique / armement	0,6%	0,6%
Total	100,0 %	100,0 %

Valeurs exposées au risque par note (équivalent S&P) pour les classes d'actif traitées en IRB

Répartition des expositions en risque par note interne (équivalent S&P) pour les classes d'actifs traitées en méthode IRB après exclusion :

- des expositions sur actions (traitées en approche pondération simple) ;
- des encours traités en pools (créances achetées) ;
- des tiers génériques.

Grade	Note interne	Répartition en %	
		30/06/2012	31/12/2011
Investment Grade	AAA	1,6%	2,0%
	AA+	0,4%	0,3%
	AA	1,0%	3,3%
	AA-	22,6%	16,0%
	A+	12,6%	16,6%
	A	8,9%	8,7%
	A-	8,7%	6,3%
	BBB+	6,5%	7,3%
	BBB	8,9%	8,0%
	BBB-	7,7%	9,3%
Investment Grade		78,9%	77,7%
Non Investment Grade	BB+	4,7%	5,8%
	BB	4,8%	4,0%
	BB-	3,2%	3,8%
	B+	1,6%	1,5%
	B	0,9%	1,0%
	B-	0,4%	0,4%
	CCC+	0,2%	0,2%
	CCC	0,1%	0,1%
	CCC-	0,0%	0,0%
	CC+	0,0%	0,1%
	CC	0,0%	0,0%
	C	0,0%	0,1%
Non Investment Grade		15,9%	17,0%
Non noté	Non noté	2,3%	2,5%
Défaut	D	2,9%	2,8%
TOTAL		100%	100%

4.2.5.4. Risques de marché

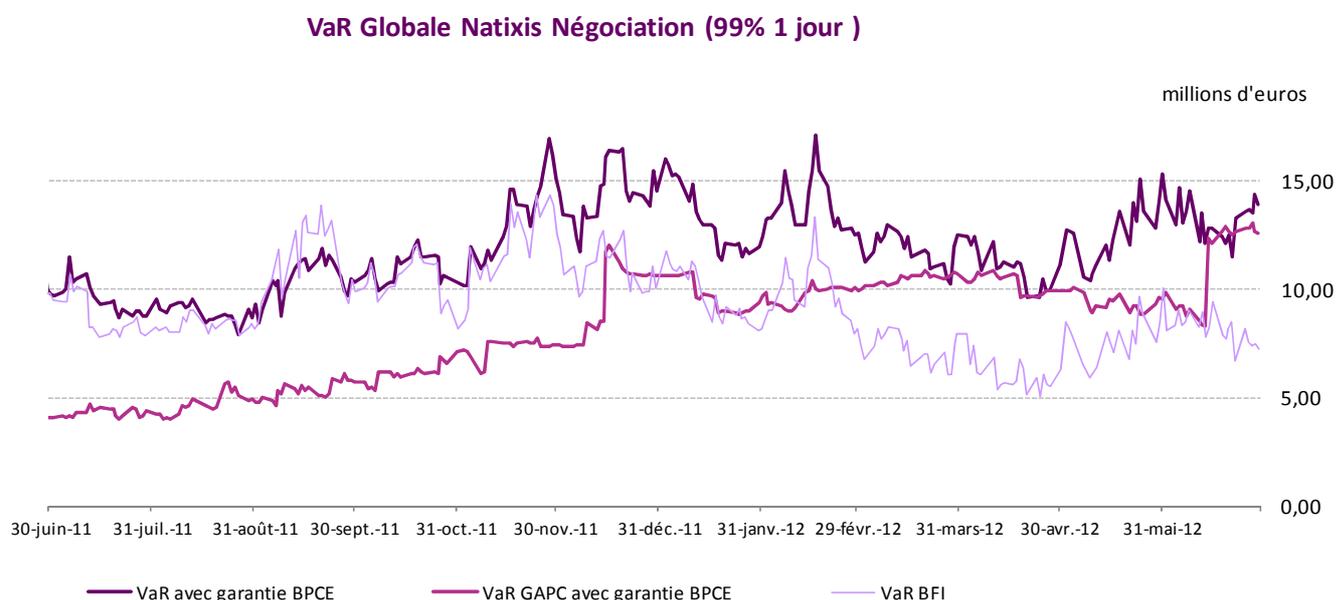
DONNÉES QUANTITATIVES DE MESURE DES RISQUES DE MARCHÉ

Évolution de la VaR sur le périmètre de Natixis tenant compte de la garantie BPCE

Le niveau de VaR des portefeuilles de négociation de Natixis s'est établi en moyenne à 11,9 millions d'euros sur un an glissant, avec un maximum constaté de 17,1 millions d'euros le 16 février 2012 et une valeur de 13,9 millions d'euros au 29 juin 2012.

Le niveau de la VaR s'est accru au cours du second semestre 2011, en raison de l'augmentation de la volatilité des données de marché, notamment à la suite de la crise des souverains européens. La diminution de la VaR BFI à compter de décembre 2011 témoigne d'une baisse de l'exposition au risque.

VaR GLOBALE NATIXIS – PORTEFEUILLE DE NÉGOCIATION (VAR 99 % 1 JOUR)



Ventilation de la VaR globale négociation par périmètre

(Données certifiées par les commissaires aux comptes au titre d'IFRS 7)

Le tableau suivant présente les chiffres de VaR après prise en compte de la garantie BPCE :

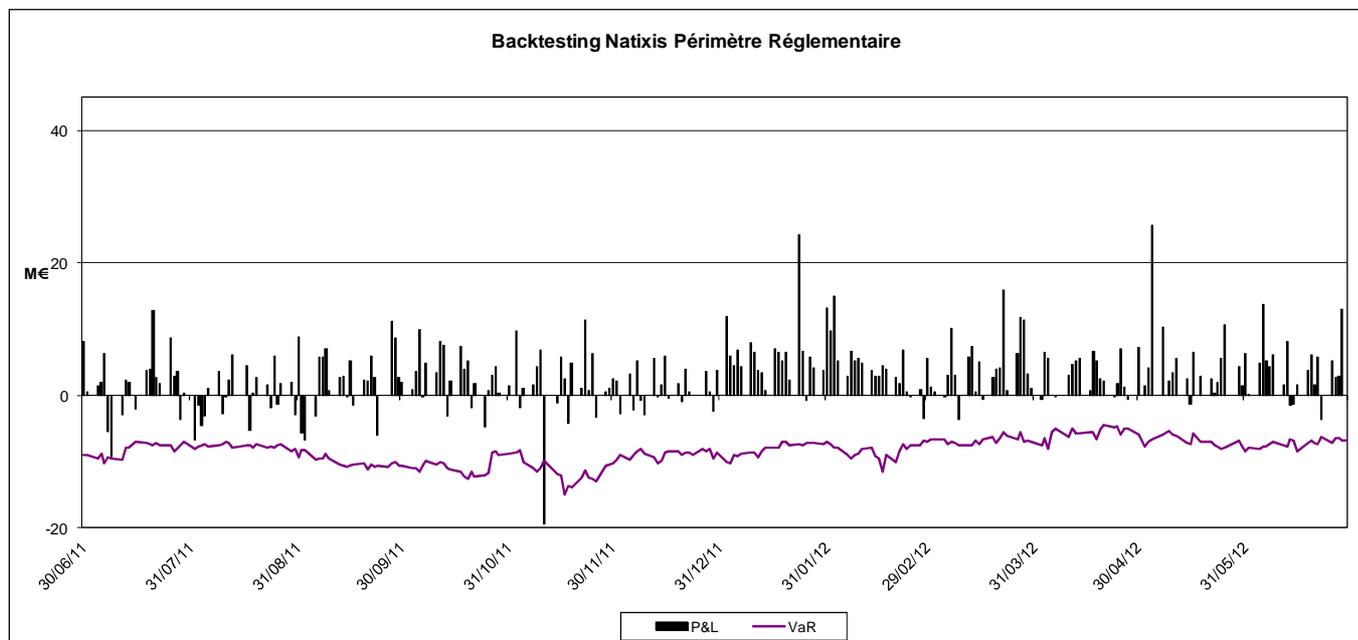
VaR après prise en compte de la garantie BCPE 29/06/2012	VaR après prise en compte de la garantie BCPE 31/12/2011
--	--

En Millions d'Euros

NATIXIS Négociation	13,9	14,5
BFI Négociation	7,3	10,1
dont Corporate Solutions Négociation	1,2	2,5
dont EM Négociation	2,7	3,6
dont FIC-T Négociation	7,1	9,2
GAPC Négociation	12,6	10,7

Backtesting de Natixis sur le périmètre réglementaire

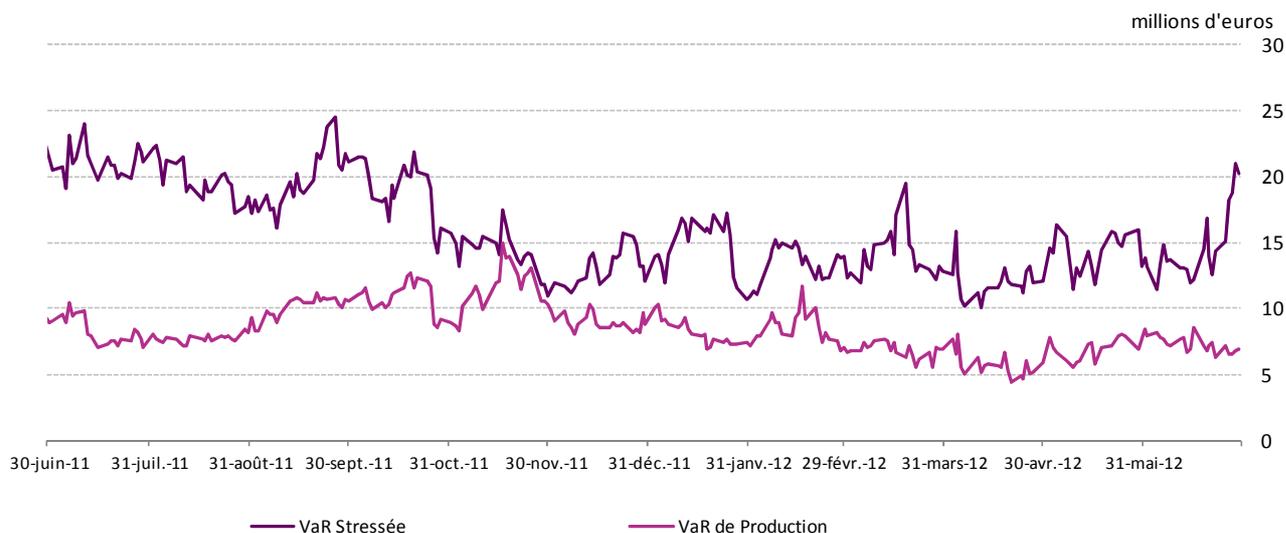
Le graphique présenté ci-dessous rend compte du backtesting (comparaison a posteriori du potentiel de perte, tel que calculé ex ante par la VaR, avec les réalisations effectivement constatées en résultat) sur le périmètre réglementaire, et permet de vérifier la robustesse de l'indicateur de VaR :



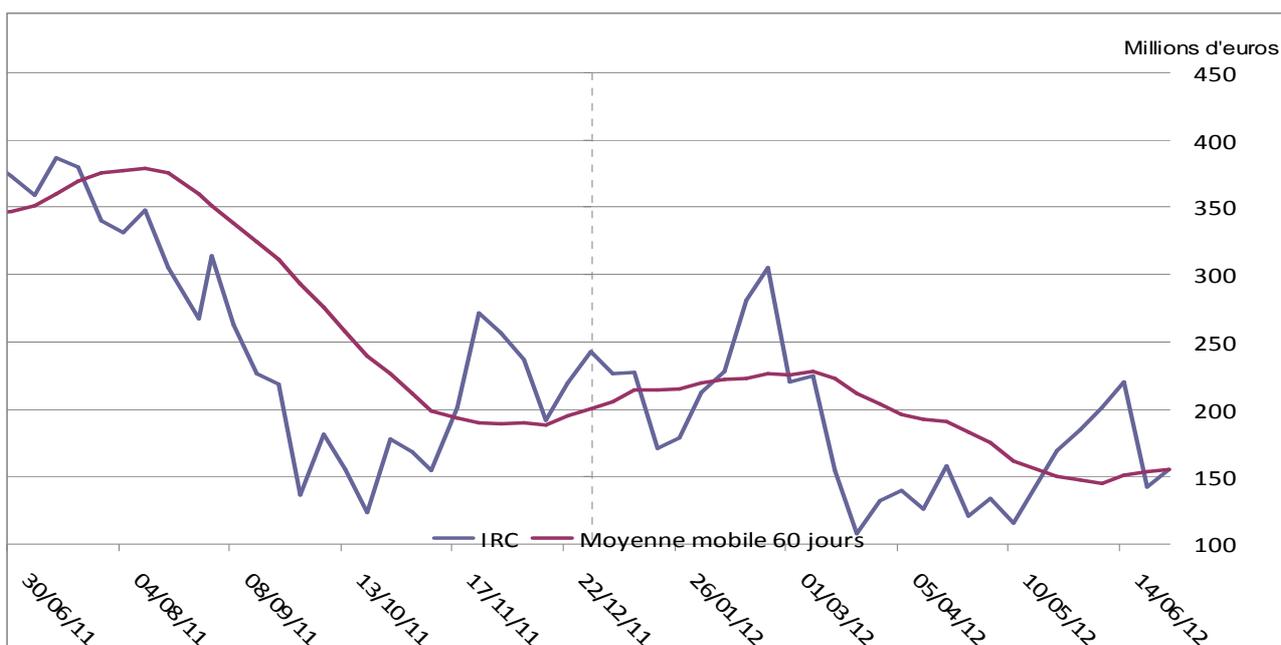
Sur la période du 1er semestre 2012, aucune exception de backtesting n'a été constatée. Sur un an glissant, une exception de backtesting a été observée au mois de novembre, relevant d'un caractère technique (mise à jour du prix d'un titre grec qui n'avait pu être correctement valorisé pendant plusieurs semaines). Cette exception franchissant de plus de 20 % le niveau de VaR a fait l'objet d'une notification au comité d'audit et à l'ACP dans le cadre des seuils d'alerte définis au titre du règlement 97-02 (articles 17 ter et 38).

VAR STRESSEE DE NATIXIS (PÉRIMÈTRE RÉGLEMENTAIRE)

Evolution de la VaR Natixis Réglementaire (1 jour 99%)



INDICATEUR IRC



Résultats des stress tests sur le périmètre de Natixis

(Données certifiées par les commissaires aux comptes au titre d'IFRS 7)

Les niveaux de stress tests globaux affichent une moyenne de - 46 millions d'euros au 29 juin 2012.

Le stress test historique reproduisant la crise de la Guerre du Golfe de 1990 conduit à la perte maximale (- 117 millions d'euros au 29/06/2012).

4.5. Risques juridiques

Les litiges suivants font l'objet d'une actualisation par rapport au document de référence 2011 :

Dossier CIC/Crédit Mutuel

La Cour de cassation, dans un arrêt du 10 juillet 2012, a cassé l'arrêt de la Cour d'appel de Paris du 28 avril 2011 pour des raisons de forme liées à la rédaction de l'arrêt d'appel. L'affaire est renvoyée devant la Cour d'appel de Paris, autrement composée.

Doubl'ô

Un contrôle de l'AMF est intervenu sur la commercialisation des gammes de fonds Doubl'ô entre 2001 et 2002. Des sociétés de gestion, filiales de Natixis, ont reçu en avril 2011 une notification de griefs de l'AMF pour non-respect de leurs obligations professionnelles (absence de cohérence de la publicité avec l'investissement proposé).

Le rapporteur désigné par la commission des sanctions de l'AMF a rendu son rapport en janvier 2012 en préconisant la mise hors de cause sur la forme (prescription des faits) et sur le fond (cohérence de la documentation commerciale avec l'investissement proposé et respect de la réglementation applicable à l'époque). Le 19 avril 2012, la commission des sanctions a rendu sa décision en estimant que les faits étaient prescrits depuis 2005.

Fin avril 2012, le collège de l'AMF a décidé de former un recours devant le Conseil d'État contre cette décision de la commission des sanctions.

Dossier MMR

Ixis Corporate & Investment Bank (aux droits de laquelle vient Natixis) a émis en 2007 des obligations EMTN (Euro Medium Term Notes) indexées sur un fonds qui réalisait des investissements dans le fonds Bernard Madoff Investment Securities. La société Renstone Investments Ltd, aux droits de laquelle viendrait MMR Investment Ltd, aurait souscrit auprès d'un intermédiaire financier, agissant en qualité d'agent de placement de l'émission, 50 millions USD de ces obligations.

MMR Investment Ltd a assigné Natixis et l'intermédiaire financier solidairement en prétendant n'être jamais devenue obligataire malgré le paiement du prix de souscription à l'intermédiaire financier. La demande porte à titre principal sur la restitution du prix de souscription des obligations et à titre subsidiaire sur la nullité de la souscription notamment pour vice du consentement.

Natixis considère cette action comme n'étant pas fondée.

4.6. Risques assurances

COFACE

De par ses activités, Coface est exposé à deux types de risques principaux. Le premier est le risque technique qui est le risque de pertes générées par le portefeuille de polices d'assurance de Coface. Le second est le risque financier qui est le risque de pertes en raison de variations défavorables des taux d'intérêt, des taux de change ou de la valeur de marché des titres ou des placements immobiliers. Coface a mis en place des outils appropriés destinés à contrôler ces risques afin qu'ils restent dans des limites prudentes. Plus de 98% des risques sont selon une méthodologie interne.

Du fait d'une dégradation sensible de la conjoncture au cours du 1er semestre 2012, Coface a réduit son exposition en procédant à plusieurs actions de prévention ciblées sur les pays et les secteurs les plus sensibles, notamment en Europe du Sud.

Expositions au risque sur les débiteurs à fin juin 2012

Polices signées hors opérations pour le compte de l'État/Tous produits garantis

Tranches Encours Total Acheteur	Encours en millions d'euros	Nombre de limites	Nombre d'acheteurs	% d'encours
Refus	0	721 494	509 779	0,0%
1 - 10 KE	4 090	558 653	523 553	0,9%
11 - 20 KE	6 697	502 135	401 927	1,5%
21 - 30 KE	4 916	295 755	184 176	1,1%
31 - 40 KE	3 876	208 935	105 444	0,9%
41 - 50 KE	5 265	194 842	109 492	1,2%
51 - 60 KE	3 132	132 438	54 916	0,7%
61 - 70 KE	2 942	112 719	44 208	0,7%
71 - 80 KE	3 565	106 722	46 376	0,8%
81 - 90 KE	2 002	75 741	23 155	0,5%
91 - 100 KE	5 568	108 128	56 438	1,3%
101 - 150 KE	12 569	312 060	100 340	2,8%
151 - 200 KE	10 824	214 235	60 900	2,4%
201 - 300 KE	16 644	287 640	67 030	3,8%
301 - 400 KE	14 055	201 540	40 102	3,2%
401 - 500 KE	11 598	148 763	25 639	2,6%
501 - 800 KE	26 982	294 203	42 512	6,1%
801 - 1 500 KE	40 226	334 454	37 009	9,1%
1 500 KE - 3 ME	48 741	275 778	23 369	11,0%
3 ME - 5 ME	37 051	149 107	9 669	8,4%
5 ME - 10 ME	49 019	140 387	7 116	11,1%
10 ME - 50 ME	86 909	144 554	4 598	19,7%
50 ME - 100 ME	21 414	17 846	316	4,8%
100 ME - 200 ME	13 290	8 480	101	3,0%
200 ME et +	10 451	4 628	27	2,4%
Total	441 828	5 551 237	2 478 192	100,0%

Risque financier

Coface est exposée à un risque financier découlant des variations de ses produits nets de placement et des risques attachés aux différentes classes d'actifs.

La maîtrise du risque financier repose sur un dispositif de normes et de contrôle rigoureux :

- du risque de change : La grande majorité des instruments de placements de Coface est libellée en euros et les filiales ou succursales souscrivant en d'autres devises doivent respecter les mêmes principes de congruence. A titre exceptionnel, des positions ouvertes en autres devises peuvent être couvertes. Coface peut dans ce cadre traiter en direct des instruments de change à terme. L'objectif de la couverture est de se prémunir des variations adverses de devises et la couverture est renouvelée trimestriellement. A fin juin 2012, seule la filiale d'assurance de Coface en Turquie a procédé à une couverture de change sur ses positions en devise ;
- du risque de contrepartie : plus de 84 % des obligations et produits de taux détenus par Coface au 30 juin 2012 ont une notation A- (ou équivalente) ou meilleure, attribuée par au moins une agence de notation reconnue au niveau international ;
- du risque de taux : celui-ci est limité, la sensibilité¹ maximale autorisée sur la classe d'actifs obligataire étant délibérément plafonnée à 4 ;
- du risque de liquidité : une part significative des placements de Coface est investie en monétaire (39 % à fin juin 2012). La majorité des autres produits de taux et des actions dans le portefeuille de Coface sont cotés sur des marchés de l'OCDE. En conséquence, Coface considère que son portefeuille de titres est suffisamment liquide pour lui permettre de répondre aux éventuels besoins de fonds pour honorer ses engagements.

NATIXIS ASSURANCES

Natixis Assurances commercialisant essentiellement des produits d'épargne, les principaux risques résultant des contrats d'assurance sont de nature financière :

Risque financier en cas de hausse des taux

L'analyse de sensibilité réalisée en fin de premier semestre 2012 montre qu'une hausse de 1 point des taux obligataires a un impact de - 60 millions d'euros sur la situation nette (après prise en compte de la variation imputable aux assurés² et de la fiscalité), soit 6,1 % des capitaux propres.

Risques de marché

Natixis Assurances est confrontée aux variations de valeur de ses actifs financiers. La gestion des risques financiers consiste en la définition d'une allocation stratégique tenant compte des engagements du passif, des contraintes réglementaires (notamment en termes de dispersion) et des exigences commerciales. Ainsi, des fourchettes d'allocation sont définies pour chaque type d'actif.

¹ La sensibilité d'une obligation mesure la perte de valeur de celle-ci en cas de hausse des taux d'intérêt. Ainsi, une obligation ayant une sensibilité de 4 verra sa valeur de marché diminuer de 4% si les taux augmentent de 1%.

² Prise en compte du taux de PB Différée

L'analyse de sensibilité réalisée en fin de premier semestre 2012 montre que :

- une baisse de 10 % du marché actions a un impact de - 16,7 millions d'euros sur la situation nette (après prise en compte de la variation imputable aux assurés³ et de la fiscalité), soit 1,7 % des capitaux propres ;
- une baisse de 10 % du marché immobilier a un impact de - 5,8 millions d'euros sur la situation nette (après prise en compte de la variation imputable aux assurés² et de la fiscalité), soit 0,6 % des capitaux propres.

Par ailleurs, Natixis Assurances réassurance à 100 % la garantie plancher accordée sur les contrats en unités de compte.

CEGC

La Compagnie Européenne de Garanties et Cautions étant la plateforme multi-métiers cautions et garanties du groupe, ses principaux risques portent sur le risque de souscription, le risque de marché, le risque opérationnel et le risque de défaut des réassureurs.

Risque de souscription

Le risque de souscription est le risque principal porté par la Compagnie. En effet, le volume d'encours sous risque s'élève à 83 037 millions d'euros au 29 juin 2012 (+ 6 % par rapport à fin 2011). Le risque de souscription est essentiellement un risque de contrepartie : les engagements donnés par la Compagnie aux bénéficiaires des garanties se traduisent par une exposition directe sur les souscripteurs (les assurés).

Risque de marché

CEGC détient un portefeuille de placements de 1 092 millions d'euros en valeur bilan. Le risque de marché issu du portefeuille de placements est considéré comme mineur en regard du risque de souscription. En effet, les activités de souscription sont comptabilisées en hors bilan. En encaissant les primes de cautions lors de l'engagement, CEGC n'a pas à gérer de problématiques de refinancement. Il n'existe pas non plus de risque de transformation : le portefeuille de placements est intégralement adossé à des fonds propres et à des provisions techniques.

Risque de réassurance

CEGC couvre son portefeuille d'engagements par la mise en place d'un programme de réassurance adapté aux activités exercées. Ce programme permet, d'une part, de sécuriser le résultat technique et la marge de solvabilité sur les marchés de cautions de prêt et, d'autre part, de protéger les fonds propres en cas de survenance de sinistres d'intensité sur les marchés corporate (administrateurs de biens et agents immobiliers, constructeurs de maisons individuelles, promoteurs et cautions réglementées et contractuelles aux entreprises).

MONTANT DES ENCOURS DE CEGC (EN MILLIONS D'EUROS)

Marchés de CEGC	Juin 2012	Évolution juin 2012 par rapport à décembre 2011
Particuliers	75 800	+ 6 %
Constructeurs de maisons individuelles	334	(4) %
Administrateurs de biens – Agents immobiliers	2 540	(1) %
Entreprises	1 296	(1) %
Promotion Immobilière	873	(12) %
Professionnels	1 322	+ 12 %
Économie Sociale – Logement Social	637	+ 19 %
Activités gérées en extinction	235	(14) %
TOTAL	83 037	+ 6 %

4.7 Expositions sensibles selon les recommandations du Forum de Stabilité Financière

Natixis est exposée aux risques suivants au 30 juin 2012.

Expositions des CDO d'ABS à composante subprime

Les CDO d'ABS à composante subprime présentent une exposition brute de 816 millions d'euros au 30 juin 2012. Des pertes de valeur ont été constatées pour 6 millions d'euros (hors effet de la garantie BPCE) sur le 1^{er} semestre 2012 portant l'encours de dépréciations cumulées à 629 millions d'euros.

En M€	Total des expositions
Exposition nette au 31 décembre 2011 (après pertes de valeur)	377
Variation sur les expositions (Liquidation, remboursement et effet change)	-184
Perte de valeur sur le 1er semestre 2012 en M€	-6
Exposition nette au 30 juin 2012 (après pertes de valeur)	187

Expositions sur les réhausseurs de crédit

Le stock de réfections diminue au 1^{er} semestre 2012 de 1 160 millions d'euros (hors effet de la garantie BPCE), s'établissant à 413 millions d'euros au 30 juin 2012 contre 1 573 millions d'euros au 31 décembre 2011 sous l'effet principal de la commutation d'opérations avec la contrepartie monoline MBIA.

en millions d'euros	Données au 30 juin 2012			Données au 31 décembre 2011		
	Notionnel	Expositions avant ajustement de valeur	Ajustements de valeur	Notionnel	Expositions avant ajustement de valeur	Ajustements de valeur
Protections sur CDO subprime	-	-	-	404	179	(140)
Protections sur CLO	3 095	109	(48)	4 609	168	(89)
Protections sur RMBS	153	33	(5)	327	63	(27)
Protections sur CMBS	109	8	(7)	464	10	(9)
Autres risques	5 386	700	(354)	8 069	1 936	(1 309)
Total	8 743	850	(413)	13 873	2 356	(1 573)

Données en millions d'euros	30-juin-12	31-déc-11
Exposition avant ajustements de valeur	850	2 356
Ajustements de valeur	(413)	(1 573)
Exposition résiduelle	436	783
% de décote	49%	67%

Portefeuilles de RMBS US dont RMBS « Subprime »

Les expositions dans les comptes du 30 juin 2012 sont les suivantes :

RMBS US (en millions d'euros)	Exposition nette au 31/12/2011	Variations de valeur au 1er semestre 2012	Autres variations	Exposition nette au 30/06/2012
Portefeuille de transaction	5	0,0	(4)	1
Portefeuille d'actifs en option juste valeur	0	0,0	16	16
Portefeuille de prêts et créances	903	(47)	(178)	678
Portefeuille d'actifs disponibles à la vente	0	0,0	0,0	0
Non wrapped	908	(47)	(166)	695
Portefeuille de transaction	10	-	(1)	10
Portefeuille de prêts et créances	245	-	(48)	198
Wrapped	255	-	(49)	207
Portefeuille de transaction	5	-	(4)	1
Portefeuille de prêts et créances	1 103	-	(914)	189
US Agencies	1 109	-	(918)	190
TOTAL	2 272	(47)	(1 133)	1 092

% exposition nette garantie BPCE 15%
% exposition nette garantie externe 14%

Les ventilations par notation et par nature de sous-jacent des RMBS US se présentent comme suit au 30 juin 2012.

Ventilation par notation	en %	Ventilation par sous-jacent	en %
AAA	19%	US Agencies	18%
AA	14%	Prime	20%
A	3%	Alt-A	27%
BBB	2%	Subprime	27%
BB	3%	Autres	8%
B	7%		
CCC	17%	TOTAL	100%
CC	16%		
C	11%		
D	7%		
NR	1%		
TOTAL	100%		

RMBS européens

Expositions nettes RMBS UK

RMBS UK (en millions d'euros)	Exposition nette au 31/12/2011	Variations de valeur au 1er semestre 2012	Autres variations	Exposition nette au 30/06/2012	AAA	AA	A	BBB	BB	B	CCC	CC
Portefeuille de transaction	86	0	(83)	3	-	-	-	3	-	-	-	-
Portefeuille d'actifs en option juste valeur	0	0	12	12	-	7	-	-	-	-	-	5
Portefeuille de prêts et créances	162	0	(114)	47	-	12	35	-	-	-	-	-
Portefeuille d'actifs disponibles à la vente	96	(3)	2	95	-	4	16	62	5	4	3	1
TOTAL	344	(3)	(183)	158	-	24	51	65	5	4	3	6

% exposition nette garantie BPCE
 % exposition nette garanti BPCE (y.c. les actifs portés par SAHARA)

Expositions nettes RMBS ES

RMBS ES (en millions d'euros)	Exposition nette au 31/12/2011	Variations de valeur au 1er semestre 2012	Autres variations	Exposition nette au 30/06/2012	AAA	AA	A	BBB	BB	B	CCC	CC
Portefeuille de transaction	47	(3)	(35)	9	-	-	8	-	1	-	-	-
Portefeuille d'actifs en option juste valeur	0	-	-	0	-	-	-	-	-	-	-	-
Portefeuille de prêts et créances	396	-	(188)	208	-	169	7	-	33	-	-	-
Portefeuille d'actifs disponibles à la vente	10	-	(3)	7	-	-	2	4	1	-	-	-
TOTAL	453	(2)	(225)	225	-	169	17	4	35	-	-	-

% exposition nette garantie BPCE
 % exposition nette garanti BPCE (y.c. les actifs portés par SAHARA)

CMBS

CMBS (en millions d'euros)	Exposition nette au 31/12/2011	Variations de valeur au 1er semestre 2012	Autres variations	Exposition nette au 30/06/2012
Portefeuille de transaction	20	-	(10)	9
Portefeuille d'actifs en option juste valeur	0	-	13	13
Portefeuille de prêts et créances	50	-	(3)	46
Portefeuille d'actifs disponibles à la vente	80	(1)	(3)	76
TOTAL	149	(1)	(4)	144

% exposition nette garantie BPCE

Ventilation par notation	en %
AAA	14%
AA	16%
A	16%
BBB	28%
BB	14%
B	10%
CCC	1%
CC	1%
C	0%
NR	0%
TOTAL	100%

Ventilation par pays	en %
Royaume Uni	8%
Etats-Unis	20%
Europe	70%
Autres	2%
TOTAL	100%

IV CHAPITRE 5 : ÉLÉMENTS FINANCIERS

5.1 Rapport d'activité semestriel au 30 juin 2012

5.1.1. Précisions méthodologiques

Les variations du périmètre de consolidation constatées en 2011 et au premier semestre 2012 n'ont pas fait l'objet de pro forma compte tenu du caractère peu significatif de leur contribution aux différents agrégats.

Les résultats des métiers et des pôles de Natixis ont été traités pro forma pour tenir compte des évolutions suivantes de l'organisation :

- Le regroupement des expertises relatives à la gestion active des portefeuilles au sein de Global Structured Credit Solution (« GSCS ») dont les revenus sont partagés à 50/50 entre FIC-T et les Financements Structurés.
- Le résultat résiduel de la Trésorerie moyen-long terme, après réaffectation aux métiers via des taux de cession internes, qui est conservé dans le Hors Pôles Métiers et non plus affecté à la BFI (métier FIC-T).

Par ailleurs, les conventions appliquées pour la détermination des résultats issus des différents pôles métiers sont rappelées ci-après :

- Les pôles métiers bénéficient de la rémunération des fonds propres normatifs qui leur sont alloués.
- La rémunération des capitaux propres sociaux des entités qui constituent les pôles est neutralisée.
- Le coût de portage des survaleurs est intégralement supporté par le hors pôles métiers.
- Les pôles se voient allouer la majeure partie des charges de structure du groupe, la part non facturée de celles-ci représentant 3 % du total des charges du groupe.
- La GAPC est présentée comme un métier à part entière.
- La valorisation du spread émetteur est enregistrée dans le hors pôles métiers.
- Le résultat du métier Banque de Détail est évalué sur la base de sa contribution aux résultats de Natixis : résultat de mise en équivalence des réseaux, profit de relation, écart de réévaluation, éventuel impact de l'ajustement de valeur de P3CI et coût de portage des CCI³.
- La charge annuelle d'intérêt de P3CI en compte de résultat est comptabilisée dans le PNB de Natixis (Hors Pôles Métiers). Cette charge est affectée analytiquement aux métiers cœurs (BFI, Épargne et SFS) et à la banque de détail au prorata de leurs fonds propres normatifs au 31/12/2011. Ce coût analytique se décompose de la façon suivante : 139 millions d'euros pour la BFI, 31 millions d'euros pour l'Épargne, 30 millions d'euros pour SFS et 72 millions d'euros pour la banque de détail.
- L'impact de la mise en œuvre de l'ajustement de valeur de P3CI, lié à la variation de valeur prudentielle des CCI, est affecté à la banque de détail sur la ligne mise en équivalence et ce, avant impôt.
- Les fonds propres normatifs nécessaires à l'activité des métiers de Natixis sont alloués sur la base de 9 % des encours pondérés Bâle 2.5 moyens. De plus, la consommation de fonds propres relative aux titrisations qui font l'objet d'une déduction des fonds propres réglementaires Tier 1 est affectée aux métiers. Il est par ailleurs alloué des fonds propres normatifs spécifiques aux filiales d'assurance qui répondent à des exigences spécifiques.

³ Les CCI sont financés par du capital à hauteur de leur consommation en capital réglementaire (hors opération P3CI) et pour le solde, par de la dette long terme.

- Prudentiellement, les CCI sont traités en encours pondérés avec une pondération de 370 % depuis le 31 décembre 2010.
- L'économie d'encours pondérés (25,6 milliards d'euros) liée à l'opération P3CI est convertie en fonds propres normatifs et allouée aux métiers cœurs et à la banque de détail au prorata de leurs fonds propres normatifs au 31/12/2011.
- Pour le calcul du ROE de Natixis, le résultat pris en compte est le résultat net part du groupe duquel sont déduits les coupons des TSS nets d'impôt tels qu'enregistrés en capitaux propres. Les capitaux propres retenus sont les capitaux propres part du groupe moyens annuels en IFRS, après distribution de dividendes, en neutralisant les gains ou pertes latents ou différés enregistrés en capitaux propres et en excluant les TSS.
- Le ROTE de Natixis est calculé en considérant au dénominateur l'actif net comptable moyen, après distribution de dividende dont sont exclues les dettes hybrides moyennes, les immobilisations incorporelles moyennes et les écarts d'acquisition moyens ainsi que ceux constatés dans les sociétés mises en équivalence. Le numérateur est constitué du résultat net part du groupe duquel sont déduits les coupons sur les TSS nets d'impôt.

5.1.2. Faits marquants de la période

A cours du 1^{er} semestre 2012, Natixis a de nouveau évolué dans un marché marqué par l'instabilité de l'environnement financier en Europe et une incertitude quant à l'évolution économique mondiale. Ces facteurs ont de plus contribué à un attentisme de la clientèle.

Dans ce contexte, Natixis a poursuivi l'évolution de son dispositif, notamment sur la BFI, en mettant en œuvre son plan d'adaptation (annonce de la fermeture du courtier sur matières premières, revue du dispositif en Asie, ...) et la préparation de la mise en place de son modèle « Originate to Distribute » (création du département GSCS, poursuite de la cession de certaines lignes de crédit,...).

Dans le même temps, Natixis a maintenu le développement commercial de ses principaux métiers, tournés tant vers les réseaux du Groupe BPCE que vers sa clientèle propre. Ses positions se sont, dans ses métiers cœurs, renforcées au cours du premier semestre 2012.

Ainsi, au sein du pôle de Banque de Financement et d'Investissement, dans le domaine des émissions de dettes, Natixis est 7^{ème} du classement « Global Euro » et est classée 2^{ème} pour les émissions corporate France (*source Dealogic*). Au sein du pôle Épargne, le métier de Gestion d'Actifs a gagné deux places dans le classement des plus importantes sociétés de gestion mondiales, se positionnant maintenant au 13^{ème} rang (*source Cerulli*).

Enfin, les métiers du pôle de Services Financiers Spécialisés ont poursuivi leur développement en synergie avec les réseaux du Groupe BPCE. Concernant les activités de financements spécialisés, l'affacturage a vu sa part de marché passer de 14,4 % au 30/06/2011 à 15,2 % au 30/06/2012. Le volume de production nouvelle du crédit à la consommation a augmenté de 24 % entre le premier semestre 2011 et le premier semestre 2012. Concernant les métiers de service, le semestre a été marqué par la poursuite de la croissance des activités liées aux titres de services, à la diffusion de produits innovants tels que la carte de paiement « Systempay » qui a atteint le seuil de 10000 clients et la carte Nouveau Monde lancée avec la région Auvergne.

Ce développement s'est accompagné d'une gestion financière stricte :

- Les besoins de liquidité (actifs à refinancer CT et LT) ont été réduits de plus de sept milliards au cours du semestre par rapport au 31 décembre 2011.
- Natixis a poursuivi des cessions d'actifs ciblées pour près de 800 millions d'euros dans la BFI avec un impact direct limité de moins de dix millions d'euros sur le PNB.
- Pour renforcer sa structure financière, Natixis a conclu avec BPCE l'opération P3CI visant à protéger la valeur prudentielle des CCI aux bornes de Natixis. Cette opération a apporté lors de sa mise en place un allègement des risques pondérés de 25,6 milliards d'euros. Dans le même temps, Natixis a remboursé 2,3 milliard d'euros de TSS.
- La consommation de RWA est en baisse de 22 milliards d'euros (- 16 %) par rapport au 30 juin 2011, l'économie de RWA liée à la mise en place du P3CI et les efforts de réduction des encours qui compensent l'effet défavorable des changements réglementaires intervenus début 2012 (Bâle 2.5).
- Le **ratio Core Tier 1** de Natixis à 10,9 % s'est amélioré de 2,3 points entre le 30 juin 2011 et le 30 juin 2012

Enfin, Natixis a versé un dividende de dix centimes d'euros par action au titre de l'exercice 2011.

Notations long terme (situation au 30 Août 2012)

Standard & Poors's : A (perspective stable)

Moody's : A2 (perspective stable)

Fitch Ratings : A+ (perspective négative)

5.1.3. Résultats consolidés

en millions d'euros	6M 2012	6M 2011	Variation 2012 / 2011 (***)	
Produit net bancaire (*)	3 241	3 397	- 4,6 %	- 6,7 %
dont Métiers (**)	3 542	3 649	- 2,9 %	- 5,0 %
Charges	- 2 438	- 2 376	+ 2,6 %	+ 0,9 %
Résultat brut d'exploitation (*)	803	1 021	- 21,3 %	- 24,2 %
Coût du risque	- 170	- 120	+ 41,6 %	+ 41,6 %
Résultat d'exploitation (*)	633	901	- 29,7 %	- 32,6 %
Mises en équivalence	301	330	- 8,8 %	- 8,8 %
Gains ou pertes sur autres actifs	2	- 5	n/s	n/s
Variation valeur écarts d'acquisition	- 5	0	n/s	n/s
Résultat avant impôt (*)	932	1 226	- 24,0 %	- 26,3 %
Impôt	- 251	- 294	- 14,6 %	- 14,6 %
Intérêts minoritaires	- 21	- 8	n/s	n/s
Résultat net part du groupe courant (*)	661	924	- 28,5 %	- 31,4 %
Résultat net GAPC	- 82	- 17	n/s	n/s
Résultat net des activités abandonnées	0	22	n/s	n/s
Coûts de restructuration nets	0	- 12	n/s	n/s
Résultat net part du groupe	579	917	- 36,9 %	- 39,4 %
<i>Coefficient d'exploitation (*)</i>	<i>75,2 %</i>	<i>69,9 %</i>		
<i>Capitaux propres moyens</i>	<i>18 769</i>	<i>17 147</i>		
<i>ROE après impôt</i>	<i>5,7 %</i>	<i>9,2 %</i>		
<i>ROTE après impôt</i>	<i>8,3 %</i>	<i>12,9 %</i>		

(*) hors GAPC, activités abandonnées et coûts de restructuration nets

(**) Métiers cœurs et participations financières

(***) à change constant

Analyse de l'évolution des principales composantes du compte de résultat consolidé

Les actifs gérés en extinction (GAPC), ainsi que les résultats des activités abandonnées et les coûts de restructuration nets d'impôt sont positionnés en dessous du résultat net part du groupe courant. Cette présentation permet une meilleure comparabilité des exercices et une meilleure lecture des performances des métiers.

Produit net bancaire

Le **produit net bancaire (PNB)** de Natixis s'élève à 3 241 millions d'euros au 30 juin 2012, en repli de 4,6 % par rapport au 30 juin 2011. La réévaluation de la dette propre senior ⁽¹⁾ compte pour - 59 millions d'euros dans le PNB du semestre.

Le **PNB des métiers** ⁽²⁾ est en repli limité de - 2,9 % sur le semestre à 3 542 millions d'euros en dépit d'un contexte de marché très dégradé par rapport à celui qui prévalait au premier semestre 2011. Au premier semestre 2012, les revenus du pôle Épargne progressent de 6 % par rapport au premier semestre 2011, ceux du pôle SFS progressent de 4 % lorsque la BFI s'affiche en recul de 13 %, dans un contexte de diminution de la liquidité et d'une baisse de l'intérêt des clients pour les produits actions.

Par ailleurs, les synergies de revenus réalisées avec les réseaux du Groupe BPCE sont en ligne avec le plan stratégique.

Charges et effectifs

Les charges courantes (hors GAPC et coûts de restructuration) à 2 438 millions d'euros sont en hausse de 2,6 % par rapport au premier semestre 2011 (la hausse est de 0,9% à change constant). Cette progression est contenue et cohérente avec l'augmentation des effectifs en croissance de 1 % par rapport au 30 juin 2011. La hausse des coûts se concentre sur le pôle Épargne qui poursuit son développement (effectifs en croissance de 3%) dans toutes les zones géographiques alors même que les pôles de Banque de Financement et d'Investissement et SFS enregistrent une baisse de leurs coûts.

Globalement, les **charges consolidées**, y compris GAPC et coûts de restructuration, s'établissent à 2 507 millions d'euros, stables (- 0,1 %) par rapport au premier semestre 2011 à taux de change constant.

Résultat brut d'exploitation

Le **résultat brut d'exploitation courant** est de 803 millions d'euros au 30 juin 2012, en baisse de 21 % par rapport au 30 juin 2011.

Résultat avant impôt

Le **coût du risque** s'élève à 170 millions d'euros au 30 juin 2012 (à l'exclusion des activités en extinction de la GAPC), en augmentation par rapport à celui du premier semestre 2011, en application d'une politique de provisionnement adaptée à un environnement économique incertain.

La **quote-part de résultat des entreprises mises en équivalence**, constituée pour l'essentiel par la consolidation de 20 % des résultats des réseaux actionnaires, par le biais des CCI, est en baisse de 9 % par rapport à la même période de 2011. Alors même que le fonds de commerce demeure en croissance (+ 6,8 % de croissance des encours d'épargne au bilan) et que le PNB est résilient (en léger repli de - 2 %) dans un contexte économique défavorable, la baisse provient pour l'essentiel du coût du risque des réseaux (+ 58 %) et notamment d'un dossier spécifique de financement d'une société financière. Par ailleurs, la quote-part de résultat des entreprises mises en équivalence enregistre la variation de valeur du P3CI constatée au 30 juin 2012 pour un montant de 63 millions d'euros.

Le poste **variation de valeur et écarts d'acquisition** enregistre une perte de 4,6 millions faisant suite à la vente d'une filiale appartenant aux activités de Coface « non core ».

⁽¹⁾ L'impact en PNB de la réévaluation de la dette propre senior est de - 59 millions d'euros au 30 juin 2012 contre - 123 millions d'euros au 30 juin 2011.

⁽²⁾ Métiers cœurs et participations financières.

Le **résultat courant avant impôt** s'établit ainsi à 932 millions d'euros au 30 juin 2012 contre 1226 millions d'euros au premier semestre 2011.

Résultat net part du groupe courant

La charge d'**impôt** courante s'élève à 251 millions d'euros au 30 juin 2012. Le taux effectif d'impôt s'établit à 36 %, (après prise en compte de l'ajustement de valeur de P3CI avant impôt présenté au niveau de la ligne « Mises en équivalence »), en croissance de 3 points par rapport au 30 juin 2011.

Après prise en compte des **intérêts minoritaires** à hauteur de 21 millions d'euros, le **résultat net part du groupe courant** s'élève à 661 millions d'euros.

Résultat net part du groupe

Natixis n'enregistre plus de coûts de restructuration en 2012.

La perte nette de la GAPC s'élève au premier semestre 2012 à 82 millions d'euros pour l'essentiel sur les portefeuilles en extinction de dérivés de taux. Le **résultat net part du groupe** s'établit au total sur le semestre à 579 millions d'euros contre 917 millions d'euros au 30 juin 2011.

Le **ROE** consolidé après impôt ressort à 5,7 % sur le semestre.

5.1.4. Analyse des Métiers de Natixis

5.1.4.1. Pôle Banque de Financement et d'Investissement

en millions d'euros	6M 2012	6M 2011	Variation 2012 / 2011 (*)	
Produit net bancaire	1 461	1 684	- 13,3 %	- 15,2 %
<i>Banque commerciale</i>	184	222	- 17,4 %	- 18,5 %
<i>Dettes et financements</i>	541	590	- 8,4 %	- 12,3 %
<i>Activités de marchés</i>	799	896	- 10,9 %	- 11,8 %
<i>CPM et divers</i>	- 62	- 25	n/s	n/s
Charges	- 855	- 878	- 2,5 %	- 3,7 %
Résultat brut d'exploitation	606	807	- 24,9 %	- 27,5 %
Coût du risque	- 101	- 34	n/s	n/s
Contribution à l'opération P3CI	- 69	0	n/s	n/s
Résultat avant impôt	435	773	- 43,6 %	- 45,6 %
<i>Coefficient d'exploitation</i>	58,5 %	52,1 %		
<i>Fonds propres alloués</i>	5 411	6 671		
<i>ROE après impôt</i>	10,3 %	16,2 %		

(*) à change constant

Les réalisations du pôle de Banque de Financement et d'Investissement (BFI) ont été significatives au cours du 1er semestre 2012. On notera :

- le développement de l'offre produit via les « Enhanced Equipment Trust Certificate » (EETC) ;
- Natixis est intervenue en qualité de fournisseur de ligne de liquidité et dépositaire pour le compte de deux compagnies aériennes américaines et co-manager de l'émission pour l'une d'entre elles - première banque non américaine à assurer le rôle de dépositaire dans une structure de financement EETC. Ces certificats ont permis de renforcer les dépôts en dollars ;
- Natixis a dirigé en tant que Co-lead arranger un nouveau programme de titrisation paneuropéenne (France, Espagne, Royaume-Uni) d'un milliard d'euros pour le compte d'un grand client, leader européen de la location de véhicules ;
- les équipes Equity Markets ont été nommées 3^{ème} meilleur broker (France) aux Grands Prix de l'Analyse Financière Agefi -Extel ;
- dans le domaine des émissions de dettes, Natixis a poursuivi sa progression et est 7^{ème} dans le classement Global Euro et 2^{ème} pour les émissions Corporate en France.

Au premier semestre 2012, le produit net bancaire de la Banque de Financement et d'Investissement s'élève à 1 461 millions d'euros en baisse de 13 % par rapport au premier semestre 2011. Cette évolution reflète les actions de réduction du bilan (métiers de financement) et le contexte de marché dégradé, conséquence de la poursuite des tensions

sur les dettes souveraines de certains pays de la zone Euro. Pour mémoire, le PNB du 1^{er} semestre 2011 constituait une base de référence particulièrement élevée.

Les fonds propres alloués à la BFI (5,4 milliards d'euros) au 1^{er} semestre 2012 sont en diminution de 1,3 milliard d'euros par rapport au 1^{er} semestre 2011. Les actions de réduction de la taille du bilan et l'allocation d'une quote-part de l'économie P3CI ont permis de limiter l'effet réglementaire lié à l'application des règles Bâle 2.5 - CRD3.

Les revenus de la **Banque commerciale** ressortent en baisse de 18,5 % sur un an à change constant, en raison du repli de la marge réalisée. En effet, les encours fin de période sont en repli de 12 %. Malgré le bon niveau de production nouvelle, cette évolution résulte d'une sélectivité accrue dans la politique de distribution des crédits.

Les activités de **Dettes et Financements** affichent des revenus en baisse de 12,3 %, à change constant, par rapport au 1^{er} semestre 2011 qui constituait une base de référence très élevée. Cette évolution traduit un niveau d'activité affecté par le contexte économique défavorable et une augmentation significative des coûts de refinancement, notamment pour les financements en dollars. Néanmoins, le métier a poursuivi les efforts d'adaptation de son offre comme le montrent les quelques opérations du semestre mentionnées précédemment.

Les revenus des **activités de marchés** sont en baisse de 11,8 % par rapport au 1^{er} semestre 2012, à change constant, impactés par un contexte difficile sur les marchés, notamment au 2^e trimestre 2012.

Les revenus des **activités de Taux, Change, Crédit, Matières premières, et Trésorerie et arbitrage** affichent une bonne résistance, en diminution de 4 % par rapport au premier semestre 2011 :

- Les **activités de la Plateforme de dettes** sont en hausse de 6 % par rapport à 2011, en dépit d'un marché sous tensions au deuxième trimestre 2012 avec la quasi-fermeture des marchés obligataires en mai. Ceci confirme le renfort des positions commerciales de Natixis.
- Malgré la crise des dettes souveraines, les résultats des **activités de Taux** (activités sur les titres d'Etats et arbitrages diversifiés) sont en progression 16 %. Portés par des volumes importants, les résultats commerciaux ont progressé de 44 %.
- Les **activités de Change et sur les Marchés émergents** affichent une progression significative sur un an. Sur le Change, la performance commerciale progresse de 20 % tirée par la hausse des volumes. Sur les Marchés émergents, la croissance de 84 % des revenus traduit le développement prometteur de ces desks.

Les **activités Actions** réalisent un produit net bancaire en baisse de 24,2% sur un an, avec un recul marqué sur les dérivés stratégiques. Cette évolution est le reflet des conditions de marché difficiles et résulte de l'arrêt de certaines activités au sein **d'Equity Markets**. Les revenus liés aux opérations primaires et aux dérivés flux sont toutefois en progression.

Au premier semestre 2012, les **charges** de la BFI s'élèvent à 855 millions d'euros, en diminution de 2,5 % par rapport au premier semestre 2011 (diminution de 3,7 % à change constant).

Cette baisse est le résultat d'une politique de strict contrôle des dépenses, celle-ci s'appliquant tant aux frais de personnel, en baisse par rapport au premier semestre 2011 malgré une hausse de l'effectif moyen de 2%, qu'aux autres charges d'exploitation, celles-ci en légère baisse par rapport au premier semestre 2011.

Il résulte de cette variation différente des produits et des charges un effet défavorable sur le **résultat brut d'exploitation**, qui ressort à 606 millions d'euros, en baisse de 25 % par rapport au premier semestre 2011 (baisse de 28 % à change constant). Le coefficient d'exploitation ressort à 58,5 % sur le premier semestre 2012, résultat notable compte tenu de l'environnement défavorable.

Le coût du risque est en augmentation de 67 millions d'euros par rapport au premier semestre 2011. L'augmentation résulte de la dégradation de l'environnement économique sur cette dernière année.

5.1.4.2. Pôle Épargne

en millions d'euros	6M 2012	6M 2011	Variation 2012 / 2011 (*)	
Produit net bancaire	1 006	948	+ 6,1 %	+ 1,8 %
<i>Gestion d'actifs</i>	817	723	+ 13,0 %	+ 7,1 %
<i>Assurances</i>	92	140	- 33,9 %	- 33,9 %
<i>Banque privée</i>	54	51	+ 5,3 %	+ 5,3 %
<i>Capital-investissement (NCI)</i>	43	34	+ 25,6 %	+ 25,6 %
Charges	- 742	- 668	+ 11,1 %	+ 6,4 %
Résultat brut d'exploitation	264	280	- 5,8 %	- 9,2 %
<i>Gestion d'actifs</i>	209	180	+ 16,0 %	+ 9,5 %
<i>Assurances</i>	27	82	- 67,6 %	- 67,6 %
<i>Banque privée</i>	- 0	- 2	- 81,1 %	- 81,1 %
<i>Capital-investissement</i>	29	20	+ 46,3 %	+ 46,3 %
Coût du risque	- 3	- 12	- 71,6 %	- 71,6 %
Contribution à l'opération P3CI	- 16	0	n/s	n/s
Résultat avant impôt	251	273	- 8,3 %	- 11,7 %
<i>Coefficient d'exploitation</i>	73,8 %	70,4 %		
<i>Fonds propres alloués</i>	1 211	1 420		
<i>ROE après impôt</i>	32,4 %	29,2 %		

(*) à change constant

Les **revenus** du pôle **Épargne** progressent de 6,1 % sur le semestre à 1 006 millions d'euros (+ 1,8 % à change constant).

Les **charges** progressent de 11,1 % (+ 6,4 % à change constant). La hausse tient à l'augmentation des frais de personnel de la gestion d'actifs et, par ailleurs, à la mise en œuvre de nouveaux projets au cours de l'année 2011 dont la charge d'amortissement pèse sur cet exercice pour les métiers Assurance et Banque privée.

Le **résultat brut d'exploitation** est en repli de 5,8 % (- 9,2 % à change constant) à 264 millions d'euros.

Par ailleurs, comme pour les autres pôles, le pôle Épargne contribue analytiquement au coût de l'opération P3CI au niveau du solde intermédiaire de gestion résultat avant impôt. Il bénéficie, en contrepartie, d'une économie des fonds propres normatifs. Bénéficiant de cet effet, le ROE après impôt du pôle s'élève à 32,4 %.

A - Gestion d'actifs

Le développement de NGAM s'est poursuivi au premier semestre 2012, tant au plan géographique qu'en ce qui concerne les produits.

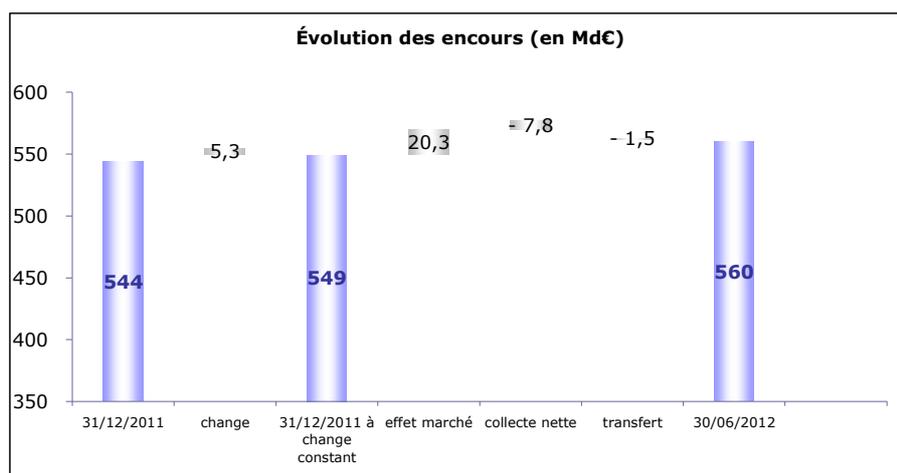
Ainsi, au classement Cerulli Associates, au 31 décembre 2011 Natixis Global Asset Management se classe au 13^{ème} rang des plus importantes sociétés de gestion mondiales, et gagne deux places par rapport au précédent classement.

En Amérique du nord, Loomis, Sayles & Company a été nommé « American Fixed Income Manager of the year » lors de la remise des Global Investor/ISF Investment Excellence Awards.

En Europe, AEW Europe SGP se positionne à la première place des sociétés de gestion de portefeuille agréées à l'effet de gérer des OPCI. Pour sa part, Natixis Asset Management s'est vu décerner trois récompenses lors de l'édition 2012 des Trophées des meilleurs SICAV et fonds remis par Le Revenu dont le Trophée d'Or pour la meilleure gamme fonds diversifiés (catégorie « Assureurs » pour le compte de la CNP) et le Trophée de Bronze pour la meilleure gamme actions internationales (catégorie « Banques à réseau » pour le compte du réseau Banque Populaire). Enfin, Ossiam a reçu le « ETF Issuer of the Year award » lors de la remise des Global Investor/ISF sur indices de stratégie équi-pondérés.

Les **encours sous gestion** à fin juin 2012 s'élèvent à 560 milliards d'euros en croissance de 11 milliards d'euros par rapport au 31 décembre 2011 à change constant, soutenus par un effet marché significatif (20,3 milliards d'euros) sur les deux zones Europe et Etats-Unis.

ÉVOLUTION DES ENCOURS SOUS GESTION SUR 6 MOIS (EN MILLIARDS D'EUROS)



La décollecte nette qui s'élève à - 7,8 milliards d'euros, reflète des évolutions contrastées selon les zones :

- L'Europe affiche une décollecte de - 10,9 milliards d'euros dont - 9,5 milliards d'euros sur les produits monétaires.

- Aux Etats-Unis, la collecte de + 2,8 milliards d'euros est essentiellement soutenue par Harris Associates et Loomis sur les produits actions et obligations.

Hors produits monétaires, la collecte s'élève à + 2,2 milliards d'euros au 30 juin 2012.

Les encours moyens à 550,5 milliards d'euros au premier semestre sont en progression de 0,5 % par rapport au premier semestre 2011 (en euros constants).

Le taux de rémunération moyen des encours à 24,6 bp est relativement stable sur un an (24,5 bp au premier semestre 2011).

Le mix produits à fin juin confirme la prépondérance dans les encours des produits assurance à 28,6% ainsi que des produits obligataires à 27,4 %.

Au 30 juin le PNB à 817,2 millions d'euros est en progression de 13 % par rapport à la période de référence 2011 (soit + 7,1 % à change constant) soutenue par les commissions sur encours de la Zone US et par l'impact positif du résultat financier.

B - Assurances

Au cours du premier semestre 2012, l'activité d'Épargne du métier Assurances a encore évolué dans un environnement défavorable (réorientation vers de l'épargne bilancielle, attentisme de la clientèle, baisse des rendements des produits monétaires,...).

Le métier a enrichi son offre sur cette période. Celle-ci a d'ailleurs été récompensée au travers des produits Astriade Patrimoine primés deux fois par Investissement conseils et l'offre Solévia Patrimoine et Blueden remporte pour la deuxième année consécutive un label d'excellence pour les *Dossiers de l'Épargne*.

La décollecte nette s'établit au premier semestre 2012 à - 442 millions d'euros (contre une collecte de + 735 millions d'euros au premier semestre 2011). On notera toutefois un ralentissement du rythme de décollecte constatée au second trimestre 2012 par rapport aux deux précédents trimestres.

La décollecte nette enregistrée sur un an glissant est compensée par l'effet marché positif sur la période ce qui explique la stabilité de l'encours à fin juin 2012 par rapport au 30 juin 2011 (- 0,2 % à 37,7 milliards d'euros).

Ce contexte a lourdement pesé sur le chiffre d'affaires de l'activité Épargne, celui-ci étant en baisse de 42 % par rapport au premier semestre 2011 tant sur les contrats en euros que sur ceux en unités de compte.

L'activité de Prévoyance a pour sa part poursuivi son développement commercial. A ce titre, on notera que, pour la 4^{ème} année consécutive, le contrat d'assurance « ASSUR-BP Habitat » remporte un label d'excellence décerné par les *Dossiers de l'Épargne*. En termes de chiffre d'affaires, celui-ci est en hausse de 16 % par rapport au premier semestre 2011.

- **L'assurance des emprunteurs (ADE)** affiche une activité toujours soutenue. Elle profite de la dynamique des réseaux, dans la distribution de crédits classiques (immobilier et prêt personnel) et des partenariats mis en œuvre avec le Crédit Consommation avec un chiffre d'affaires qui progresse de 34% avec le réseau des Banques Populaires et de 28 % avec celui des Caisses d'Épargne par rapport au 1^{er} semestre 2011.
- **La prévoyance individuelle** est en léger repli avec un chiffre d'affaires en baisse de 2,8 % principalement sur la gestion déléguée chez ABP Prévoyance (notamment sur les produits Pertes pécuniaires).

Le PNB de cette activité est, pour sa part, en hausse de 23 % par rapport au premier semestre 2011 constituant ainsi un relai de croissance pour le métier Assurances.

C - Banque privée

Au 30 juin 2012, la Banque Privée enregistre **une décollecte** de - 167 millions d'euros sur le semestre. La collecte demeure essentiellement soutenue par les réseaux du Groupe BPCE (+ 72 % par rapport au premier semestre 2011) mais est fortement pénalisée par la décollecte enregistrée hors de France ainsi que par la plateforme CGPI.

Les encours sous gestion s'établissent à 18,4 milliards d'euros au **premier semestre 2012** en recul de - 8 % par rapport au premier semestre 2011.

Le PNB de la Banque Privée à 54,0 Millions d'euros est stable par rapport au premier semestre 2011 hors élément exceptionnel (enregistrement d'un produit lié à la révision de prix Sélections R).

D - Natixis Capital Investissement (NCI)

Au cours du premier semestre 2012, on notera que le métier a constitué le fonds « Naxicap rendement 2018 », premier produit à destination du réseau de détail hors produit de défiscalisation.

Les **capitaux gérés** s'élèvent à 3 420 millions d'euros à fin juin 2012 en progression de 18 % par rapport au 31 décembre 2011 et de 41 % par rapport au 30 juin 2011, essentiellement portés par le capital développement (+ 64%). La part du compte de tiers représente 72% des capitaux gérés (69 % fin 2011).

Sur l'ensemble des capitaux gérés, les fonds de fonds en représentent 47 %, le capital développement en représente 39 % et le venture 13 %.

Le **produit net bancaire du semestre** s'élève à 42,7 millions d'euros en progression de 26 % par rapport au premier semestre 2011, suite à la réalisation de plus-values de cessions plus importantes que lors du premier semestre 2011.

5.1.4.3. Pôle Services Financiers Spécialisés

en millions d'euros	6M 2012	6M 2011	Variation
Produit net bancaire	598	576	+ 3,9 %
Financements spécialisés	312	298	+ 4,9 %
<i>Affacturage</i>	67	66	+ 1,0 %
<i>Cautions et garanties financières</i>	58	52	+ 12,0 %
<i>Crédit-bail</i>	93	90	+ 2,6 %
<i>Crédit consommation</i>	88	83	+ 5,7 %
<i>Financement du cinéma</i>	7	7	+ 10,3 %
Services financiers	286	278	+ 2,8 %
<i>Ingénierie sociale</i>	60	57	+ 4,8 %
<i>Paiements</i>	148	145	+ 1,8 %
<i>Titres</i>	79	76	+ 3,2 %
Charges	- 387	- 397	- 2,4 %
Résultat brut d'exploitation	211	179	+ 17,9 %
Coût du risque	- 39	- 42	- 8,5 %
Contribution à l'opération P3CI	- 15	0	n/s
Résultat avant impôt	157	137	+ 14,7 %
Financements spécialisés	99	97	+ 1,9 %
Services financiers	58	40	+ 46,5 %
<i>Coefficient d'exploitation</i>	64,7 %	68,9 %	
<i>Fonds propres alloués</i>	1 158	1 342	
<i>ROE après impôt</i>	18,6 %	13,7 %	

L'activité commerciale des **Financements spécialisés** est restée très soutenue sur le premier semestre et la croissance des volumes commerciaux est notable par rapport au premier semestre 2011. Cette croissance est liée à l'activité réalisée avec les réseaux du Groupe BPCE mais aussi avec la clientèle propre. Ainsi, concernant l'activité d'Affacturage, le chiffre d'affaires affacturé en France a cru de + 14% par rapport au 1^{er} semestre 2011, le produit se développant notamment au sein du réseau des Caisses d'Épargne et Natixis Factor ayant, par ailleurs, poursuivi son expansion commerciale auprès des grands clients de Natixis. Natixis Factor est maintenant quatrième acteur sur ce marché en France.

Le **Crédit consommation** a poursuivi le développement de son activité de crédit renouvelable au sein des Banques Populaires et des Caisses d'Épargne sur un rythme un peu moins soutenu que précédemment mais tout de même très supérieur au marché (1,6 milliard d'euros d'encours au 30 juin 2012 soit une progression de 7 % sur un an). Les encours de prêts personnels s'élèvent à 11,0 milliards d'euros à mi-2012 en hausse de

18 % sur un an, bénéficiant du développement marqué au sein du réseau des Banques Populaires.

Enfin, l'orientation commerciale des activités de **Crédit-Bail** a été légèrement infléchie ce semestre en privilégiant les opérations au service des réseaux et en se montrant plus sélectif pour les opérations originées en propre. Il en a résulté une baisse de la production nouvelle de 16 % par rapport au 1^{er} semestre 2011, le volume d'encours restant quasi stable (hausse de 1%). Au total, le PNB des activités de financements spécialisés, bénéficiant de cette bonne dynamique commerciale, s'est élevé à 312 millions d'euros et a crû de 5 % par rapport au premier semestre 2011.

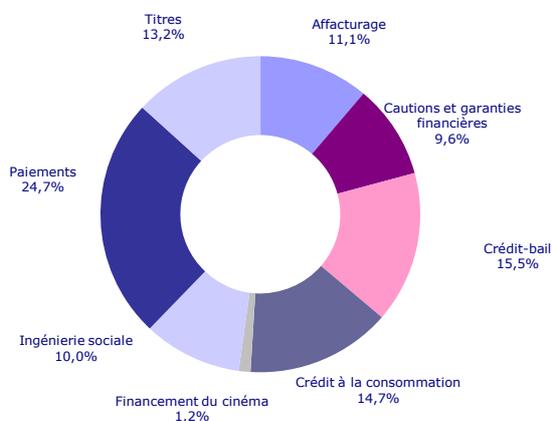
L'activité des **Services financiers** demeure plus contrastée :

- Les revenus de **l'Épargne salariale** sont en hausse grâce au développement de l'activité réalisée via les réseaux et par démarche directe (le nombre de comptes salariés gérés a dépassé les 3 millions fin juin 2012, en progression de 1 % sur un an). L'Épargne salariale poursuit son développement bénéficiant notamment du développement du PERCO même si les encours gérés sont en baisse légère du fait de la baisse de la valorisation. Ce métier confirme sa première place sur le marché français. En corollaire, ses revenus sont en hausse de 5 % par rapport au premier semestre 2011.
- L'activité « Titres de services » poursuit, elle aussi, son développement : la part de marché du Chèque de Table^R est de 13,3 % et celle du CESU atteint 11,6 %.
- L'activité de **Paiements** a poursuivi ce semestre son expansion en appui des réseaux grâce notamment au développement de la commercialisation de cartes (cartes prépayées, cartes affinitaires). De même, cette activité soutient le développement des moyens de paiements innovants et ainsi a-t-on dépassé le 10000^{ème} client sur le produit « Systempay ».
- A l'opposé, le métier **Titres** a particulièrement souffert de la détérioration de l'environnement financier avec une baisse du volume de transactions de 16% par rapport au 1^{er} semestre 2011. Les encours en conservation diminuent de 6% sur un an marqué notamment par la décollecte des OPCVM.

Cette diversité d'activités ainsi que les synergies avec les réseaux du Groupe BPCE ont permis au PNB des Services Financiers qui s'élève à 286 millions d'euros de croître de 3 % par rapport au premier semestre 2011.

RÉPARTITION DU PNB DU PREMIER SEMESTRE 2012 DES MÉTIERS DE SFS

Répartition du PNB S1 2012 des métiers de SFS



Les **revenus** du pôle SFS, à 598 millions d'euros, progressent de 3,9 %, tous les métiers du pôle contribuant à la croissance. Bénéficiant de surcroît d'une bonne maîtrise de ses charges, le pôle voit sur le semestre son RBE croître de 18 % par rapport au premier semestre 2011 à 211 millions d'euros.

5.1.4.4. Pôle Participations financières

en millions d'euros	6M 2012	6M 2011	Variation
Produit net bancaire	476	441	+ 8,0 %
<i>Coface core</i>	371	340	+ 9,2 %
<i>Coface non core</i>	69	74	- 7,9 %
<i>NPE</i>	8	3	n/s
<i>Natixis Algérie</i>	28	23	+ 21,8 %
Charges	- 373	- 361	+ 3,3 %
Résultat brut d'exploitation	103	80	+ 29,4 %
Coût du risque	- 8	- 31	- 75,4 %
Résultat avant impôt	94	47	+ 99,8 %
<i>Coefficient d'exploitation</i>	<i>78,4 %</i>	<i>82,0 %</i>	

A - Coface core

Six sociétés internationales d'Assurance-crédit ont fait leur entrée dans le périmètre de consolidation fin 2011 : il s'agit de sociétés situées en Turquie, Roumanie, Afrique du Sud, Chili et Mexique. L'impact dans les comptes du semestre est de 9,9 millions d'euros en PNB et de 10,8 millions d'euros en charges. Cette intégration n'a pas fait l'objet d'un pro forma dans les comptes du premier semestre 2011.

Sur le premier semestre 2012, le **chiffre d'affaires** réalisé par Coface atteint 808 millions d'euros, supérieur de 5,8 % par rapport au premier semestre 2011 (+ 2,5 % à périmètre et change constants). Le chiffre d'affaires de l'Assurance-crédit a progressé au premier semestre 2012 de 3,4 % (à périmètre et change constants) grâce à une activité commerciale soutenue sur le début d'année. Par ailleurs, l'affacturage affiche un recul du chiffre d'affaires de 11,7 % (à périmètre et change constants) sur le premier semestre 2012 par rapport au premier semestre 2011, résultat du recentrage de cette activité sur les clients les plus rentables et de la hausse du coût de refinancement.

Le chiffre d'affaires a baissé dans les pays d'Europe du Nord et notamment en Allemagne (- 4,5 %). Le chiffre d'affaires France est en recul de 1,2 % et l'Italie ne progresse que de 0,5 %. Le chiffre d'affaires des autres pays progresse toujours fortement à + 17,3 %, tiré par les Amériques du Nord et Latine ainsi que par l'Asie.

Le **produit net bancaire** du premier semestre 2012 atteint 371 millions d'euros, en hausse de 9,2 % par rapport à juin 2011, tirée par l'Assurance-crédit en progression de 13,5 % lorsque le PNB de l'Affacturage en Allemagne et Pologne recule de 15,3 %. Le ratio sinistre sur primes net de réassurance s'est légèrement dégradé sur un an à 56,8 % au

premier semestre 2012 contre 55,4 % pour la même période de 2011. Retraité des effets de périmètre et de change, le PNB total progresse de 5,1 %.

B - Coface non core

Le **chiffre d'affaires** des entités non core atteint 78 millions d'euros au premier semestre 2012, en retrait de 12,3 % par rapport à la même période de 2011, conséquence de la réduction progressive des activités d'affacturage.

Le **produit net bancaire** du premier semestre 2012 atteint 69 millions d'euros, en retrait de 7,9 % par rapport à juin 2011.

C - Natixis Private Equity (NPE)

Natixis Private Equity détient majoritairement des parts de fonds et s'apparente aujourd'hui à un fond de fonds. **Les encours en quote-part Natixis** (ou cash at risk) s'élèvent à 471 millions d'euros à fin juin 2012 en réduction de 5 % par rapport au 30 juin 2011 et les engagements hors bilan baissent de 26 % à 201 millions d'euros.

Le **produit net bancaire premier semestre 2012** s'élève à 8 millions d'euros contre 3 millions d'euros pour les six premiers mois de 2011. Sur un an, les plus-values de cession et les plus-values latentes sont en baisse de 35 %. A l'opposé, les dotations nettes aux provisions pour dépréciations s'améliorent avec, au 30 juin 2012, une reprise nette de 2 millions d'euros, contre une dotation de 9 millions en 2011.

5.1.4.5. GAPC

en millions d'euros	6M 2012	6M 2011	Variation
Produit net bancaire	3	55	- 94,9 %
Charges	- 69	- 73	- 5,3 %
Résultat brut d'exploitation	- 66	- 17	n/s
Coût du risque	- 62	- 7	n/s
Résultat avant impôt	- 128	- 25	n/s
<i>RWA fin de période</i>	<i>7 780</i>	<i>6 526</i>	<i>+ 19,2 %</i>
<i>Fonds propres alloués</i>	<i>761</i>	<i>862</i>	

Le résultat avant impôt de la GAPC s'établit à - 128 millions d'euros sur le premier semestre après prise en compte de - 5 millions d'euros au titre de la garantie BPCE (respectivement - 25 et - 14 millions d'euros au premier semestre 2011).

Plusieurs opérations ont été menées sur le premier semestre afin de réduire la taille des portefeuilles et les risques afférents.

La GAPC a notamment conclu un accord de commutation concernant des transactions de CDS avec MBIA en mai 2012 conduisant à une réduction de l'exposition brute de 1,4 milliard d'euros (enregistrée au deuxième trimestre 2012).

Par ailleurs, elle a mené des opérations de cessions (2 milliards d'euros cédés au premier semestre 2012) et de restructurations de portefeuilles, sur les classes d'actifs RMBS US notamment, qui ont permis de réduire les encours sous garantie BPCE de 2,3 milliards d'euros.

Enfin, elle a poursuivi la gestion extinctive sur les autres portefeuilles (dérivés actions notamment), a mis en place des opérations de couverture sur les dérivés complexes de taux et a continué le processus de liquidation des portefeuilles de « structurés de fonds ».

Les actifs pondérés (RWA) après garantie ont augmenté de 19 % sur un an. Une partie de cette croissance résulte de la volatilité accrue sur les taux de la zone euro qui a entraîné une augmentation des actifs pondérés relatifs aux risques de marchés sur le compartiment des dérivés de taux.

5.1.4.6. Hors pôles métiers

en millions d'euros	6M 2012	6M 2011	Variation
Produit net bancaire	- 171	- 123	+ 39,0 %
<i>dont Spread émetteur</i>	- 59	- 123	- 52,0 %
Charges	- 80	- 72	+ 10,5 %
Résultat brut d'exploitation	- 251	- 195	+ 28,4 %
Coût du risque	- 19	- 1	n/s
Résultat avant impôt	- 131	- 195	- 32,5 %

Le **produit net bancaire** du hors pôles métiers s'établit à - 171 millions d'euros sur le 1^{er} semestre 2012 contre - 123 millions au 1^{er} semestre 2011. Hors impact de la réévaluation du spread émetteur comptabilisé dans ce pôle, le PNB du pôle serait de - 112 millions d'euros contre 0 sur le premier semestre 2011.

Cette dégradation résulte avant tout de la mise en place de l'opération P3CI le 6 janvier 2012. La charge d'intérêt normative de cette opération est comptabilisée dans ce pôle et pèse sur le PNB pour - 132 millions d'euros sur le semestre. On rappellera que cette opération s'est accompagnée du remboursement de 2,3 milliards d'euros de TSS dont la charge d'intérêt pesait en capitaux propres et non en compte de résultat.

Les **charges** du hors pôle métiers correspondent aux charges non refacturées aux métiers de Natixis. Au premier semestre 2012, la progression constatée par rapport au premier semestre 2011 s'explique par la constatation de certains coûts de restructuration de la BFI hors de France qui sont comptabilisés dans ce pôle.

5.1.4.7. Contribution de la Banque de détail

en millions d'euros	6M 2012	6M 2011	Variation
Quote-part de résultat	204	268	- 23,9 %
Profit de relation	29	57	- 49,5 %
Écarts de réévaluation	- 4	- 5	- 24,7 %
Mécanisme de garantie du P3CI	63	0	n/s
Contribution à la ligne mise en équivalence	291	320	- 8,8 %
<i>dont Banques Populaires</i>	<i>116</i>	<i>148</i>	<i>- 21,4 %</i>
<i>dont Caisses d'Epargne</i>	<i>175</i>	<i>172</i>	<i>+ 2,0 %</i>
Contribution à l'opération P3CI	- 36	0	n/s
Coût de portage des CCI	- 130	- 129	+ 0,1 %
Contribution au résultat avant IS de Natixis	126	190	- 33,7 %
Impôt	4	8	- 51,0 %
Contribution au résultat net de Natixis	130	198	- 34,4 %

Le résultat net cumulé des deux réseaux atteint 1 milliard d'euros à fin du premier semestre 2012 en retrait de 23,8 % par rapport au premier semestre 2011.

La contribution à la ligne mise en équivalence est de 291 millions d'euros, en recul de 8,8 % par rapport au 30 juin 2011. Cette évolution résulte des baisses du résultat des réseaux et du profit de relation⁴. L'activation du mécanisme de garantie du P3CI génère un revenu de 63 millions d'euros au 30 juin 2012. Pour mémoire, le P3CI a été mis en place en janvier 2012 pour protéger Natixis d'une partie des risques liés à la détention des CCI.

⁴ Le profit de relation est égal à la différence entre la rémunération perçue par Natixis (via les CCI) et 20 % de la rémunération totale versée par les BP ou les CE (Parts sociales + CCI). Il matérialise le fait que la répartition de la rémunération ne reflète pas la répartition des droits au capital.

Les Banques Populaires

en millions d'euros	6M 2012	6M 2011	Variation
Produit net bancaire	3 118	3 229	- 3,4 %
Charges	- 2 096	- 2 018	+ 3,9 %
Résultat brut d'exploitation	1 022	1 211	- 15,6 %
Coût du risque	- 475	- 274	+ 73,4 %
Résultat avant impôt	554	949	- 41,6 %
Résultat net part du groupe	361	628	- 42,5 %

Mise en équivalence des CCI

Quote-part de résultat	72	126	- 42,5 %
Profit de relation	6	26	- 77,8 %
Écarts de réévaluation	- 3	- 4	- 26,8 %
Mécanisme de garantie du P3CI	41	0	n/s
Contribution à l'opération P3CI	- 17	0	n/s
Coût de portage des CCI	- 61	- 60	+ 1,4 %
Contribution au résultat avant IS de Natixis	38	88	- 56,3 %
Impôt	4	6	- 23,5 %
Contribution au résultat net de Natixis	43	93	- 54,3 %

L'activité et les résultats financiers du réseau Banque Populaire s'inscrivent dans une conjoncture économique difficile au premier semestre 2012, sous l'effet notamment d'une nouvelle accentuation des tensions financières dans la zone euro et d'une activité peu dynamique en France.

Dans un contexte de défiance vis-à-vis des marchés, le mouvement de ré-intermédiation des OPCVM monétaires vers l'épargne de bilan se poursuit (+ 5,8% sur un an). Sur le marché des particuliers, les principaux compartiments sont tous en progression, notamment les dépôts à vue (+ 2,6 %), les livrets ordinaires (+ 11,3 %) et les comptes à terme (+ 17,1 %). Le livret A, avec la hausse des taux réglementés, reste un support privilégié avec une croissance de 38,5 % sur un an. Il bénéficie en partie du mouvement de décollecte constaté sur l'ensemble du secteur de l'assurance-vie depuis un an, avec notamment des arbitrages vers des produits bancaires plus liquides. Cependant, il est à noter que le réseau a vu ses encours d'assurance-vie progresser de 64 millions d'euros depuis le 1er janvier 2012. Les dépôts des professionnels et des entreprises continuent de se concentrer sur les comptes à terme (+ 5,3 %) et les dépôts à vue (+ 1,8 %).

La croissance des encours de crédit du réseau s'établit à 4 % sur un an. Elle est dopée par les crédits immobiliers des particuliers (+ 5,4 %), qui ont connu une croissance soutenue grâce à des taux bas. Les crédits d'équipement des professionnels et des entreprises affichent également une progression dynamique (+ 2,9 %).

Les résultats financiers du réseau Banque Populaire affichent une bonne résistance par rapport au premier semestre 2011, malgré le contexte économique fortement dégradé.

Le produit net bancaire atteint 3 118 millions d'euros au premier semestre 2012 (-3,4 %). Retraité des effets PEL/CEL, la baisse du PNB ressort à 3,1 %. La marge nette d'intérêts est stable, portée notamment par la croissance des volumes de la collecte, tandis que les commissions enregistrent un recul de 5,3 %, impactées par la baisse des indemnités de remboursements anticipés et la dégradation des commissions sur épargne financière, et ce malgré la bonne tenue des commissions sur opérations bancaires.

Les frais de gestion augmentent de 3,9 % : les frais de gestion autres que les frais de personnel affichent en particulier une hausse apparente de 6 %, plusieurs éléments non récurrents expliquant l'essentiel de cette variation (coûts de fusion et migration informatique au premier semestre 2012, produit de régularisation de TVA au premier trimestre 2011).

Le coefficient d'exploitation, à 67,2 %, progresse de 4,7 points.

La hausse du coût du risque est essentiellement due à une charge de 183 millions d'euros résultant de pertes à terminaison sur un dossier, ce qui minore fortement le résultat net du réseau Banque Populaire qui ressort à 361 millions d'euros, en baisse de 42,5%.

Les Caisses d'Epargne

en millions d'euros	6M 2012	6M 2011	Variation
Produit net bancaire	3 452	3 472	- 0,6 %
Charges	- 2 231	- 2 233	- 0,1 %
Résultat brut d'exploitation	1 221	1 239	- 1,5 %
Coût du risque	- 223	- 168	+ 32,7 %
Résultat avant impôt	998	1 075	- 7,2 %
Résultat net part du groupe	658	710	- 7,3 %

Mise en équivalence des CCI

Quote-part de résultat	131	142	- 7,5 %
Profit de relation	23	31	- 25,8 %
Écarts de réévaluation	- 1	- 1	- 18,0 %
Mécanisme de garantie du P3CI	22	0	n/s
Contribution à l'opération P3CI	- 19	0	n/s
Coût de portage des CCI	- 69	- 69	- 1,0 %
Contribution au résultat avant IS de Natixis	88	103	- 14,4 %
Impôt	- 0	2	n/s
Contribution au résultat net de Natixis	87	105	- 16,7 %

L'activité et les résultats financiers du réseau Caisse d'Épargne s'inscrivent dans une conjoncture économique difficile au premier semestre, sous l'effet notamment d'une nouvelle accentuation des tensions financières dans la zone euro, et d'une activité peu dynamique en France.

Les Caisses d'Épargne restent toutefois très engagées dans leur rôle de financement de l'économie et des régions. Ainsi, les encours de crédit du réseau progressent de 14,7 milliards d'euros sur un an (+ 9,1 %) : la hausse des crédits immobiliers (+ 9,6 %), portée par l'ensemble des marchés, se conjugue au dynamisme des crédits d'équipement (+ 12,3 %).

Le mouvement de ré-intermédiation des OPCVM monétaires vers l'épargne de bilan se poursuit, la baisse des encours d'OPCVM s'élevant à 20 % sur un an. Les encours d'assurance vie affichent une hausse mesurée de 1,5 % sur la période. La progression des encours d'épargne bilancielle (+ 5,3 %) s'appuie principalement sur les supports liquides : dépôts à vue (+ 7,7 %), Livret A (+ 3,3 %), autres livrets (+ 25,3 %).

Les résultats financiers du réseau traduisent cette vitalité commerciale. Ainsi, le produit net bancaire hors PEL/CEL s'élève à 3 469 millions d'euros au premier semestre 2012 (+1,2 %). Retraité de la restitution de l'amende Échange Image Chèques et de la baisse du taux de commissionnement sur l'épargne centralisée, il s'apprécie également de 1,2 % sur un an.

La marge d'intérêt, à 1 988 millions d'euros (hors effets PEL et CEL et hors épargne centralisée), portée par la croissance des volumes, enregistre une hausse de 4,1 %. Les commissions (incluant les commissions sur épargne centralisée), qui s'élèvent à 1 422 millions d'euros, sont en repli (- 5,1 %) : la progression notable des commissions de services et de crédits est pénalisée par la poursuite des effets de la banalisation du Livret A (baisse des commissions sur épargne centralisée de 59 millions d'euros) et la forte contraction des indemnités de remboursement anticipé.

Avec des frais de gestion quasi-stables (- 0,1 %), le coefficient d'exploitation s'élève à 64,6 % sur la période (+ 0,3 pt). Hors effets PEL/CEL, il s'améliore de 0,8 pt sur un an, à 64,3 %.

Le coût du risque augmente de 32,7 %.

Au total, le réseau Caisse d'Épargne dégage un résultat net agrégé de 658 millions d'euros au premier semestre 2012, en baisse de 7,3 % par rapport au premier semestre 2011.

5.1.4.8. Coût du risque (hors GAPC)

Le **coût du risque courant** hors GAPC s'élève à - 170 millions d'euros au 30 juin 2012, dont -188 millions d'euros au titre des risques individuels et +18 millions d'euros au titre de la provision collective. Au 30 juin 2011, le coût du risque hors GAPC s'élevait à - 120 millions d'euros.

Coût du risque global par pôle

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2012	30/06/2011
Banque de Financement et d'Investissement	(101)	(34)
Épargne	(4)	(12)
Services Financiers Spécialisés	(39)	(42)
Participations Financières	(7)	(31)
Autres	(19)	(1)
COÛT DU RISQUE GLOBAL	(170)	(120)

Coût du risque global : détail du pôle BFI

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2012	Pro forma 30/06/2011
Banque commerciale	(29)	7
Dettes et financements	(32)	70
Activités de marchés	(37)	(143)
Divers	(3)	32
COÛT DU RISQUE GLOBAL DU PÔLE BFI	(101)	(34)

Pro forma : le coût du risque global de -33 millions d'euros enregistré au 30/06/2011 concernant le métier « Global Structured Credit & Conduit » alors rattaché à « Dettes et financements » a été réparti pour moitié entre « Dettes et Financements » et « Activités de marché » conformément à la nouvelle règle retenue en 2012.

Coût du risque individualisé : détail par pôle

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2012	30/06/2011
Banque de Financement et d'Investissement	(119)	(160)
Épargne	(4)	(9)
Services Financiers Spécialisés	(39)	(42)
Participations Financières	(7)	(30)
Autres	(19)	(9)
COÛT DU RISQUE INDIVIDUALISÉ TOTAL	(188)	(250)

Coût du risque individualisé : détail du pôle BFI

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2012	Pro forma 30/06/2011
Banque commerciale	(4)	(20)
Dettes et financements	(74)	(29)
Activités de marchés	(39)	(140)
Divers	(2)	29
COÛT DU RISQUE INDIVIDUALISÉ DU PÔLE BFI	(119)	(160)

Pro forma : le coût du risque individualisé de -30 millions d'euros enregistré au 30/06/2011 concernant le métier « Global Structured Credit & Conduit » alors rattaché à « Dettes et financements » a été réparti pour moitié entre « Dettes et Financements » et « Activités de marché » conformément à la nouvelle règle retenue en 2012.

Coût du risque individualisé : détail par zone géographique

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2012	30/06/2011
Afrique et Moyen-Orient	(30)	(153)
Amérique centrale et latine	(18)	(22)
Amérique du Nord	(6)	19
Asie et Océanie	0	(5)
Europe de l'Est	(1)	(3)
Europe de l'Ouest	(133)	(86)
COÛT DU RISQUE INDIVIDUALISÉ TOTAL	(188)	(250)

ANNEXES

Dans la présentation de gestion, le résultat net des actifs gérés en extinction (GAPC), ainsi que les résultats des activités abandonnées et les coûts nets de restructuration ont été positionnés en dessous du résultat net part du groupe courant. Cette présentation permet une meilleure comparabilité des exercices. Un tableau de passage avec le résultat net consolidé est présenté ci-dessous.

Tableau de passage des résultats de gestion aux résultats consolidés au 30 juin 2012

en millions d'euros	6M 2012 gestion	GAPC	Activités abandonnées	Coûts de restructuration	6M 2012 pro forma
Produit net bancaire	3 241	3	0	0	3 244
Charges	- 2 438	- 69	0	0	- 2 507
Résultat brut d'exploitation	803	- 66	0	0	737
Coût du risque	- 170	- 62	0	0	- 232
Résultat d'exploitation	633	- 128	0	0	506
Mises en équivalence	301	0	0	0	301
Gains ou pertes sur autres actifs	2	0	0	0	2
Variation valeur écarts d'acquisition	- 5	0	0	0	- 5
Résultat avant impôt	932	- 128	0	0	804
Impôt	- 251	46	0	0	- 205
Intérêts minoritaires	- 21	0	0	0	- 21
Résultat net part du groupe (courant)	661	- 82	0	0	579
Résultat net GAPC	- 82	-	-	-	-
Résultat net des activités abandonnées	0	-	-	-	-
Coûts de restructuration nets	0	-	-	-	-
Résultat net part du groupe	579				579

en millions d'euros	6M 2011 gestion	GAPC	Activités abandonnées	Coûts de restructuration	6M 2011 pro forma
Produit net bancaire	3 397	55	2	0	3 454
Charges	- 2 376	- 73	0	- 16	- 2 465
Résultat brut d'exploitation	1 021	- 17	2	- 16	989
Coût du risque	- 120	- 7	0	0	- 127
Résultat d'exploitation	901	- 25	2	- 16	861
Mises en équivalence	330	0	0	0	330
Gains ou pertes sur autres actifs	- 5	0	20	0	15
Variation valeur écarts d'acquisition	0	0	0	0	0
Résultat avant impôt	1 226	- 25	22	- 16	1 206
Impôt	- 294	7	0	5	- 282
Intérêts minoritaires	- 8	0	0	0	- 8
Résultat net part du groupe (courant)	924	- 17	22	- 12	917
Résultat net GAPC	- 17	-	-	-	-
Résultat net des activités abandonnées	22	-	-	-	-
Coûts de restructuration nets	- 12	-	-	-	-
Résultat net part du groupe	917				917

5.1.5 Refinancement

Le début de l'année 2012 a été marqué par la poursuite et l'amplification des problèmes de dette des États périphériques dans la Zone Euro, dans un contexte de ralentissement important des perspectives de croissance. Ceux-ci se sont étendus à l'Espagne et l'Italie avec des rendements sur le marché secondaire de leur dette en forte hausse. Les autorités européennes se sont efforcées d'élargir les mécanismes d'aide (FESF, MES) tout en réclamant des mesures de réduction des déficits budgétaires.

La BCE a poursuivi sa politique de mesures non conventionnelles afin de sécuriser la liquidité du système bancaire européen (opérations de refinancement à 3 ans, baisse du taux des réserves obligatoires, élargissement des collatéraux acceptés en garantie, prorogation des allocations illimitées). La circulation de la liquidité dans la zone Euro est toujours réduite, avec une segmentation nationale accrue des marchés.

La plateforme de refinancement BPCE-Natixis a poursuivi son travail de sécurisation du refinancement du Groupe BPCE par la diversification de ses ressources et par la gestion optimisée de son collatéral.

Refinancement court terme

Après la première opération de VLTRO 3 ans de la BCE, l'excédent de liquidité incite les investisseurs institutionnels, qui anticipent un aplatissement des taux et des spreads de crédit, à placer rapidement leur liquidité en achetant de la dette bancaire. Ce mouvement s'amplifie avec la seconde opération de VLTRO fin février 2012.

La zone Euro reste néanmoins très disloquée et les tensions sur les pays du sud de l'Europe augmentent au second trimestre. Les banques françaises bénéficient donc d'un recentrage de la liquidité sur les pays jugés les plus sûrs de la zone.

Les anticipations de baisses de taux, qui se renforcent tout au long du deuxième trimestre avec la dégradation des conditions économiques, forcent les investisseurs à allonger à nouveau leurs placements pour conserver du rendement.

Les investisseurs américains restent, eux, à l'écart de la zone Euro et Natixis maintient une gestion active de ses besoins en dollars US par des opérations de swap de change.

L'ensemble de ces facteurs, renforcés par les synergies mises en place en 2011 au sein du groupe, permettent à Natixis d'allonger fortement la durée de vie de son passif court terme et d'optimiser la gestion de son besoin de liquidité pour le reste de l'année 2012.

ENCOURS DES DIFFÉRENTS PROGRAMMES D'ÉMISSIONS DE DETTE COURT TERME DE NATIXIS

<i>(montants en millions d'euros ou contrevalet euros)</i>	Certificats de dépôt	Commerciaux Papers
Montant du programme	45 000	23 820
Encours 30/06/12	27 615	3 707

Refinancement moyen et long terme

Suite aux deux opérations VLTRO menées par la BCE en décembre 2011 et février 2012 (environ 1 000 milliards d'euros à 3 ans) qui ont éloigné le spectre d'une crise de liquidité en zone Euro, et au premier trimestre 2012 les émissions sénior non sécurisées ont été plus nombreuses.

Le second trimestre, avec la poursuite de la dégradation des finances publiques de plusieurs pays de la zone Euro au premier rang desquelles l'Italie et l'Espagne, a vu se réduire les émissions sur ce segment.

Sur le 1^{er} semestre 2012, le montant brut des ressources levées au titre du programme de refinancement MLT a atteint 4,9 milliards d'euros.

Seul émetteur long terme sur le compartiment des émissions publiques vanilles, BPCE a financé Natixis à hauteur de 3,4 milliards en contre-valeur euro.

Via son programme EMTN, Natixis a levé l'équivalent de 1,5 milliards d'euros exclusivement sous une forme structurée

ÉMISSION ET ENCOURS DES DIFFÉRENTS PROGRAMMES D'ÉMISSIONS DE DETTE MOYEN LONG TERME DE NATIXIS

<i>(montants en millions d'euros ou contre-valeur euros)</i>	EMTN	BMTN	USMTN	Émissions obligataires
Émissions 1er semestre 2012	1 456	22	1	16
Encours 30-juin-2012	16 033	1 778	17,2	10 083

5.2 Éléments financiers (comptes semestriels consolidés et notes annexes)

COMPTES CONSOLIDES ET ANNEXES

BILAN CONSOLIDE

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

ETAT DU RESULTAT NET ET DES GAINS ET PERTES COMPTABILISEES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES (du 30 juin 2011 au 30 juin 2012)

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE NETTE

SOMMAIRE DES NOTES ANNEXES

NOTE 1	PRINCIPES COMPTABLES
NOTE 2	PERIMETRE DE CONSOLIDATION
NOTE 3	NOTES RELATIVES AU BILAN
NOTE 4	NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT
NOTE 5	NOTES RELATIVES A L'ETAT DU RESULTAT NET ET DES GAINS ET PERTES COMPTABILISEES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES
NOTE 6	INFORMATION SECTORIELLE
NOTE 7	GESTION DES RISQUES
NOTE 8	AUTRES INFORMATIONS
NOTE 9	EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

BILAN CONSOLIDE ACTIF

En millions d'Euros	Notes	30/06/2012	31/12/2011
Caisse, Banques Centrales		5 590	5 567
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	3.1	274 640	245 625
Instruments dérivés de couverture		3 305	3 492
Actifs financiers disponibles à la vente	3.2	36 874	35 143
Prêts et créances sur les établissements de crédit	3.4	71 940	48 643
<i>dont activité institutionnelle</i>			
Prêts et créances sur la clientèle	3.4	107 381	111 820
<i>dont activité institutionnelle</i>		647	549
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux			
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance		3 841	4 037
Actifs d'impôts courants		321	505
Actifs d'impôts différés		3 159	3 217
Comptes de régularisation et actifs divers		37 532	32 335
Actifs non courants destinés à être cédés		206	202
Participation aux bénéfices différés			841
Participations dans les entreprises mises en équivalence		11 331	10 838
Immuebles de placement		1 155	1 163
Immobilisations corporelles		721	718
Immobilisations incorporelles		772	799
Ecart d'acquisition	3.6	2 781	2 766
TOTAL ACTIF		561 548	507 712

BILAN CONSOLIDE PASSIF

En millions d'Euros	Notes	30/06/2012	31/12/2011
Banques centrales			
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	3.1	246 640	232 184
Instruments dérivés de couverture		1 188	1 152
Dettes envers les établissements de crédit		128 423	108 630
<i>dont activité institutionnelle</i>		46	46
Dettes envers la clientèle		48 600	44 483
<i>dont activité institutionnelle</i>		735	655
Dettes représentées par un titre	3.7	39 741	25 879
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		392	375
Passifs d'impôts courants		227	292
Passifs d'impôts différés		314	329
Comptes de régularisation et passifs divers		28 865	24 803
<i>dont activité institutionnelle</i>		2	1
Dettes sur actifs destinés à être cédés		26	16
Provisions techniques des contrats d'assurance		41 134	40 930
Provisions	3.8	1 317	1 271
Dettes subordonnées	3.9	5 167	6 178
Capitaux propres part du groupe		18 988	20 668
- <i>Capital et réserves liées</i>		10 164	10 120
- <i>Réserves consolidées</i>		9 660	10 545
- <i>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</i>		(1 414)	(1 558)
- <i>Résultat de l'exercice</i>		579	1 562
Intérêts minoritaires		525	520
TOTAL PASSIF		561 548	507 712

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

En millions d'Euros	Notes	1er semestre 2012	1er semestre 2011
Intérêts et produits assimilés	4.1	3 810	3 771
Intérêts et charges assimilés	4.1	(2 546)	(2 191)
Commissions (produits)	4.2	1 913	1 843
Commissions (charges)	4.2	(810)	(795)
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	4.3	704	440
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	4.4	97	32
Produits des autres activités	4.5	2 605	2 057
Charges des autres activités	4.5	(2 529)	(1 703)
Produit Net Bancaire		3 244	3 454
Charges générales d'exploitation	4.6	(2 393)	(2 357)
Dotations aux amortissements et aux provisions pour dépréciation des immobilisations incorporelles et corporelles		(114)	(108)
Résultat Brut d'Exploitation		737	989
Coût du risque	4.7	(232)	(127)
Résultat Net d'Exploitation		506	861
Quote-part dans le résultat des entreprises mises en équivalence	4.8	301	330
Gains ou pertes sur autres actifs		2	15
Variation de valeur des écarts d'acquisition		(5)	
Résultat avant impôt		804	1 206
Impôts sur les bénéfices	4.9	(205)	(282)
Résultat sur activité abandonnée			
Résultat net de la période		599	925
dont : - Part revenant au Groupe		579	917
- Part revenant aux intérêts minoritaires		21	8
Résultat par action			
<i>Résultat net attribuable aux actionnaires (c.f. annexe 8.2.2) - part du groupe - par action, calculé en retenant le nombre moyen d'actions sur l'exercice hors actions propres</i>		0,17	0,27
Résultat dilué par action			
<i>Résultat net attribuable aux actionnaires (c.f. annexe 8.2.2) - part du groupe - par action, calculé en retenant le nombre moyen d'actions sur l'exercice hors actions propres et incluant les actions potentielles provenant de l'exercice d'options de souscription d'actions et les actions gratuites</i>		0,17	0,27

ETAT DU RESULTAT NET ET DES GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

En millions d'Euros	Notes	1er semestre 2012	1er semestre 2011
Ecart de conversion		77	(429)
Réévaluation des actifs disponibles à la vente		138	131
Réévaluation des instruments dérivés de couverture		(111)	104
Quote part de gains ou pertes directement comptabilisés en capitaux propres sur entités mises en équivalence		43	16
Impôts		(2)	(10)
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		144	(188)
Résultat net		599	925
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		744	737
		Dont part du Groupe	728
		Dont part des intérêts minoritaires	9

Les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sont recyclables en résultat.

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

En millions d'euros	Capital et réserves liées				Réserves consolidées	Gains / pertes directement comptabilisés en capitaux propres			Résultat net part du groupe	Capitaux propres part du groupe	Capitaux propres part des minoritaires	Total capitaux propres consolidés
	Capital	Réserves liées au capital (1)	Autres instruments de capitaux propres émis (2)	Elimination des titres auto détenus		Ecart de conversion	Actifs disponibles à la vente	Instruments dérivés de couverture				
Capitaux propres au 30 juin 2011	4 932	5 186	3 799	(11)	6 990	(372)	(615)	(235)	917	20 590	409	21 000
Augmentation de capital										0	53	53
Avances d'actionnaires										0		0
Rémunération des avances d'actionnaires										0		0
Elimination des titres auto-détenus				(2)	(2)					(4)		(4)
Composante capitaux propres des plans dont le paiement est fondé sur des actions					8					8		8
Distribution 2011 au titre du résultat 2010										0	2	2
Total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires	0	0	0	(2)	6	0	0	0	0	5	55	59
Emissions de TSSDI et d'actions de préférence										0		0
Rémunération des TSSDI et d'actions de préférence					(125)					(125)		(125)
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres						618	(845)	(110)		(337)	(2)	(339)
Résultat du deuxième semestre 2011									645	645	31	676
Effet des acquisitions et des cessions (3)					(4)					(4)	27	23
Autres					(106)					-106		-106
Capitaux propres au 31 décembre 2011	4 932	5 186	3 799	(13)	6 761	246	(1 460)	(345)	1 563	20 668	520	21 188
Affectation du résultat de l'exercice 2011		44			1 518				-1 562	0		
Capitaux propres au 31 décembre 2011 après affectation du résultat	4 932	5 230	3 799	(13)	8 279	246	(1 460)	(345)	0	20 668	520	21 188
Augmentation de capital										0		0
Elimination des titres auto-détenus				(2)	0					(3)		(3)
Composante capitaux propres des plans dont le paiement est fondé sur des actions					10					10		10
Distribution 2012 au titre du résultat 2011					(308)					(308)	(20)	(328)
Total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires	0	0	0	(2)	(298)	0	0	0	0	(300)	(20)	(320)
Emissions et remboursements de TSSDI et d'actions de préférence			(2 437)		0					(2 437)		(2 437)
Rémunération des TSSDI et d'actions de préférence					(41)					(41)		(41)
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres						62	179	-97		144		144
Résultat au 30 juin 2012									579	579	21	599
Effet des acquisitions et des cessions (3)					(2)					(2)	4	2
Autres (4)					378					378	0	378
Capitaux propres au 30 juin 2012	4 932	5 230	1 362	(16)	8 316	308	(1 281)	(442)	579	18 988	525	19 512

1. Primes d'émission, réserve légale, réserves statutaires, réserve des plus-values à long terme et autres réserves de Natixis ;
2. Autres instruments de capitaux propres émis : il s'agit des titres super subordonnés à durée indéterminée et des actions de préférence classés en capitaux. Natixis a remboursé à BPCE, en janvier 2012, 2,3 milliards d'euros de valeur nominale de titres super subordonnés ;
3. Les écarts d'acquisition complémentaires liés aux engagements de rachat accordés à des actionnaires minoritaires de filiales intégrées globalement et aux rachats d'intérêts minoritaires postérieurs à la prise de contrôle exclusif sont enregistrés en capitaux propres ;
4. Dont 270 millions d'euros concernant la variation de capital des SLE.

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE NETTE

Le solde des comptes de trésorerie et assimilés est constitué des soldes nets des comptes de caisse et des banques centrales ainsi que des soldes nets des prêts et emprunts à vue auprès des établissements de crédit.

Les variations de la trésorerie résultant de l'activité opérationnelle enregistrent les flux de trésorerie générés par les activités du groupe, à l'exception de ceux relatifs aux actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance et aux immeubles de placement.

Les variations de la trésorerie liées aux opérations d'investissement résultent des flux de trésorerie liés aux acquisitions et aux cessions des participations consolidées et non consolidées, des immobilisations corporelles et incorporelles, ainsi que ceux liés aux acquisitions et aux cessions d'immeubles de placement, d'immeubles donnés en location simple et aux actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance.

En millions d'euros	1 ^{er} semestre 2012	Exercice 2011	1 ^{er} semestre 2011
Résultat avant impôts	804	2 121	1 206
+/- Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	154	306	140
+/- Dépréciation des écarts d'acquisition et des autres immobilisations	7	51	4
+/- Dotations nettes aux autres provisions (y compris provisions techniques d'assurance)	5	1 696	1 276
+/- Quote-part de résultat liée aux sociétés MEE	(301)	(594)	(330)
+/- Perte nette/(gain net) des activités d'investissement	(216)	(519)	(277)
+/- Perte nette/(gain net) des activités de financement	86	200	124
+/- Autres mouvements	415	840	(169)
= Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements	150	1 980	768
+/- Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	2 876	29 846	(2 588)
+/- Flux liés aux opérations avec la clientèle	8 799	1 765	17 158
+/- Flux liés aux opérations affectant des actifs ou passifs financiers	(876)	(26 806)	(1 469)
+/- Flux liés aux opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	(1 048)	(2 359)	412
- Impôts versés	(95)	(193)	(15)
= Diminution/(augmentation) nette des actifs et des passifs provenant des activités opérationnelles	9 656	2 253	13 498
Total Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle	10 610	6 354	15 472
+/- Flux liés aux actifs financiers et aux participations ⁽¹⁾	341	716	437
+/- Flux liés aux immeubles de placement	82	(156)	(21)
+/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	(97)	(173)	(148)
Total Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	326	387	268
+/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	(314)	(137)	(31)
+/- Autres flux de trésorerie nets provenant des activités de financement ⁽²⁾	(3 730)	(2 726)	(2 025)
Total Flux net de trésorerie liés aux opérations de financement	(4 044)	(2 863)	(2 056)
Flux de trésorerie liés aux actifs et passifs destinés à être cédés		4	
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie	56	(43)	(771)
Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	6 948	3 839	12 913
Flux de trésorerie nets provenant des activités opérationnelles	10 610	6 354	15 472
Flux de trésorerie nets provenant des activités d'investissement	326	387	268
Flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	(4 044)	(2 863)	(2 056)
Flux de trésorerie liés aux actifs et passifs destinés à être cédés		4	
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie	56	(43)	(771)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	9 978	6 140	6 140
Caisse, Banques Centrales (actif & passif)	5 568	11 679	11 679
Comptes et prêts à vue auprès des établissements de crédit	4 410	(5 539)	(5 539)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	16 926	9 979	19 053
Caisse, Banques Centrales (actif & passif)	5 590	5 568	20 737
Comptes et prêts à vue auprès des établissements de crédit	11 336	4 410	(1 684)
Variation de la trésorerie nette	6 948	3 839	12 913

- (1) Les flux liés aux actifs financiers et aux participations comprennent notamment :
- les flux liés aux actifs détenus jusqu'à l'échéance pour +138 millions d'euros,
 - les flux liés aux titres de participation consolidés pour + 8 millions d'euros (dont cession des titres TKB pour 14 millions d'euros).
 - les flux liés aux sociétés mises en équivalence pour + 51 millions d'euros (dont augmentation de souscription des CCI BP et CCI CEP pour -157 millions d'euros et encaissement des dividendes pour +216 millions d'euros).
- (2) Les flux provenant des activités de financement se décomposent notamment de la manière suivante :
- remboursement des titres super subordonnés pour - 2 437 millions d'euros,
 - intérêts payés relatifs aux titres super subordonnés pour - 185 millions d'euros,
 - remboursement et rémunération des dettes subordonnées pour - 1 109 millions d'euros.

NOTE 1 PRINCIPES COMPTABLES

1.1 Normes applicables

Les comptes consolidés semestriels de Natixis au 30 juin 2012 comprennent un jeu d'états financiers résumés établis et présentés conformément aux dispositions de la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ». Ces états résumés doivent être lus conjointement avec les comptes consolidés au 31 décembre 2011 publiés dans le document de référence 2011 déposé auprès de l'Autorité des Marchés financiers (AMF) le 23 mars 2012. Ils sont composés :

- du bilan ;
- du compte de résultat ;
- de l'état net des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres ;
- du tableau de variation des capitaux propres ;
- du tableau des flux de trésorerie ;
- et d'une sélection de notes annexes.

Ils sont présentés avec un comparatif au 31 décembre 2011 et au 30 juin 2011.

Les principes et méthodes comptables retenus pour l'établissement des comptes consolidés semestriels de Natixis au 30 juin 2012 sont identiques à ceux utilisés pour l'élaboration des comptes consolidés de l'exercice clos au 31 décembre 2011 établis conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne et détaillés dans la note 1 « Normes comptables appliquées » des comptes consolidés et annexes de l'exercice 2011 (présentés au chapitre 5.2 « Eléments financiers - comptes consolidés et annexes » du document de référence 2011), à l'exception de l'amendement à la norme IFRS 7 « instruments financiers – Informations à fournir » relatif aux informations à fournir sur les transferts d'actifs financiers » nouvellement applicable au 1^{er} janvier 2012.

Cet amendement requiert que soient fournies dans les notes annexes des informations qualitatives et quantitatives sur les actifs transférés non décomptabilisés, en tout ou partie, ainsi que sur les actifs transférés entièrement décomptabilisés pour lesquels une implication continue est conservée. Cet amendement donnera lieu à la communication d'informations complémentaires dans les comptes consolidés de Natixis au 31 décembre 2012.

Natixis n'a pas appliqué par anticipation les textes adoptés par l'Union Européenne au 30 juin 2012 mais non encore entrés en vigueur à cette date :

- amendement à la norme IAS 1 « présentation des états financiers » adopté par la Commission européenne le 5 juin 2012 et applicable de façon obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1er juillet 2012. Cet amendement vise à enrichir l'information financière sur l'état du « compte de résultat net et autres gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres ». Les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres devront être présentés de façon à faire apparaître de façon distincte les éléments qui pourraient faire l'objet d'un recyclage en résultat net de ceux qui ne seront jamais recyclés en résultat net. Comme indiqué en note de bas de tableau de l'«Etat du résultat net et autres gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres», les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres au 30 juin 2012 et au 30 juin 2011 sont de nature recyclable.
- amendement à la norme IAS 19 intitulé « Avantages du personnel » adopté par la Commission européenne le 5 juin 2012 et applicable de façon obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2013 de façon rétrospective. Cet amendement apporte des modifications sur la comptabilisation et la présentation

des engagements de retraite et assimilés notamment concernant les écarts actuariels qui seront reconnus immédiatement et en totalité en « autres éléments du résultat global » et les coûts des services passés qui seront comptabilisés immédiatement en résultat. Cet amendement aura un impact dans les comptes consolidés de Natixis à partir des exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013. Les impacts de ces changements de méthode, hors effet impôt, sont mentionnés dans la note 11.2.3 des annexes aux comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2011 et s'élevaient à -187 millions d'euros à cette date, dont -141 millions d'euros au titre du changement de méthode de comptabilisation des écarts actuariels et -36 millions d'euros au titre du changement de méthode de comptabilisation du coût des services passés.

En outre, Natixis a tenu compte, pour l'établissement des comptes consolidés au 30 juin 2012, de la recommandation publiée le 15 octobre 2008 par l'AMF, le Conseil National de la Comptabilité, la Commission bancaire et l'Autorité de Contrôle des Assurances et des Mutuelles), ainsi que du guide intitulé « Evaluation et informations à fournir sur la juste valeur lorsque les marchés deviennent inactifs » publié par l'IASB le 31 octobre 2008. Ces deux documents soulignent l'importance du recours au jugement pour déterminer la juste valeur des instruments dans un contexte de marché illiquide. Cette recommandation a conduit Natixis à ne pas systématiquement recourir à des modèles utilisant des données observables au 30 juin 2012, à l'instar des précédents arrêtés, compte tenu de l'illiquidité des marchés affectant certaines classes d'actifs.

1.2 Faits marquants de la période

Émission P3CI et remboursement de titres super subordonnés

Natixis a mis en place une opération avec BPCE, appelée P3CI (Prêt Couvrant les CCI), dont l'objectif est l'optimisation du ratio Core Tier 1 via un mécanisme de garantie basé sur la valeur de la mise en équivalence prudentielle des CCI émis par les Banques Populaires et les Caisses d'Épargne.

Cette opération consiste à émettre des obligations pour un montant de 6,9 milliards d'euros souscrites en totalité par BPCE.

Au plan comptable, l'émission P3CI s'apparente à un passif financier émis au pair pour une durée de 10 ans, assorti d'une garantie de BPCE (indexation incorporée aux émissions), traitée en tant que droit à remboursement ; ainsi en cas de baisse de valeur de mise en équivalence prudentielle des CCI, la valeur de la garantie détenue par Natixis, i.e. le droit à indemnisation, augmente d'autant, entraînant symétriquement une diminution de la valeur du passif financier correspondant. Ces variations de valeur sont enregistrées au bilan sur la rubrique des « dettes représentées par un titre » et au compte de résultat sur la ligne « quote-part dans le résultat des entreprises mises en équivalence » (cf. note 4.8).

En outre, Natixis a procédé au remboursement de titres super subordonnés souscrits par BPCE pour un montant de 2,3 milliards d'euros.

1.3 Recours à des estimations

La préparation des états financiers de Natixis exige dans certains domaines la formulation d'hypothèses et la réalisation d'estimations sur la base des informations disponibles susceptibles de faire appel au jugement d'experts. Ces sources d'incertitude peuvent affecter la détermination des produits et charges du compte de résultat, l'évaluation des actifs, passifs du bilan et/ou certains éléments d'informations présentés dans les notes annexes. La crise financière a accentué le recours à des estimations comptables. Dans ce

contexte les résultats futurs de certaines opérations pourraient s'avérer significativement différents des estimations retenues pour l'arrêté des comptes au 30 juin 2012.

Les estimations comptables qui nécessitent la formulation d'hypothèses sont utilisées principalement pour les évaluations suivantes :

- **Instruments financiers comptabilisés à la juste valeur**

La détermination de la juste valeur des instruments complexes de marché, non traités sur un marché actif repose sur des techniques d'évaluation. Les valorisations issues de ces modèles sont ajustées pour tenir compte en fonction des instruments concernés et des risques associés, du cours acheteur ou vendeur de la position nette, des risques de modèles, des risques de contrepartie et de paramètres. Les justes valeurs ainsi comptabilisées peuvent diverger des prix auxquels ces opérations seraient négociées en cas de cession effective sur le marché.

Les modèles de valorisation qui ont été utilisés pour l'évaluation d'instruments financiers devenus non liquides du fait de la crise financière sont présentés en note 1.4.

- **Dépréciations des prêts et créances**

Natixis apprécie en date d'arrêté s'il existe une indication objective de dépréciation des prêts et créances sur base individuelle ou sur base collective par famille de risques. Pour la détection des indices de dépréciation, Natixis analyse l'évolution d'un certain nombre de critères objectifs mais se fonde également sur le jugement de ses experts. De même, Natixis peut avoir recours à son jugement d'expert pour positionner dans le temps les flux futurs de recouvrement (quand il s'agit de calculer le montant des dépréciations individuelles), ou pour ajuster le montant de pertes attendues issu du dispositif Bâle II sur lequel se fonde le montant des provisions sur base de portefeuilles.

- **Evaluation des instruments de capitaux propres non cotés classés dans les « Actifs disponibles à la vente »**

Les instruments de capitaux propres non cotés classés dans les « Actifs disponibles à la vente » sont constitués essentiellement des titres de participation non consolidés. La juste valeur des titres de participation non cotés peut être obtenue notamment par application des méthodes de valorisation PER (Price Earning Ratio) ou DCF (actualisation des flux de trésorerie futurs). L'utilisation de ces méthodes conduit à faire au préalable certains choix et à prendre des hypothèses (notamment en matière de projections de flux futurs attendus et de taux d'actualisation).

- **Evaluation des Unités Génératrices de Trésorerie (UGT)**

Chaque écart d'acquisition est affecté à une UGT de façon à pouvoir être testé. Des tests de dépréciation durable sont réalisés à chaque fois qu'un indicateur objectif de dépréciation met en exergue l'existence d'un tel risque, et en tout état de cause au minimum une fois par an. Les tests réalisés par Natixis consistent à comparer la valeur comptable de l'UGT (valeur comprenant l'écart d'acquisition) et sa valeur recouvrable. Lorsque la valeur recouvrable correspond à la valeur d'utilité, elle est déterminée en appliquant la méthode d'actualisation des cash flows libres annuels à l'infini. La mise en œuvre de cette méthode conduit à :

- estimer les flux de trésorerie futurs. Pour cette estimation, Natixis s'est fondée sur les prévisions des plans à moyen terme des métiers ;
- projeter à l'infini les flux de la dernière année sur la base d'un taux représentatif de la croissance annuelle attendue ;
- actualiser les flux sur la base d'un taux différencié par UGT.

Compte tenu de l'absence d'indicateurs objectifs de dépréciation au 30 juin 2012, aucun test de dépréciation n'a été réalisé.

- **Passifs sociaux**

Natixis recourt à des actuaires indépendants pour le calcul de ses principaux engagements sociaux. Les taux d'actualisation, les taux d'évolution des salaires et les taux de rendement des actifs du régime reposent sur les valeurs de taux de marché observés à la date d'arrêté (ex : taux de l'OAT pour le taux d'actualisation). Appliqués à des engagements long terme, ces taux induisent sur la valorisation un facteur d'incertitude.

- **Passifs relatifs aux contrats d'assurance**

Les provisions techniques des contrats d'assurance sont déterminées à partir d'hypothèses et d'estimations, pouvant entraîner des ajustements des montants comptabilisés au cours de la période suivante :

- En prévoyance, les provisions pour sinistres reposent principalement sur la modélisation de la sinistralité observée ;
- En assurance vie, les provisions techniques sont calculées à partir d'hypothèses conjoncturelles, financières, de tables d'expérience (mortalité, morbidité) et de lois comportementales (comportement des assurés en matière de rachats) ;
- En assurance crédit, les provisions pour sinistres comprennent une estimation du coût de l'ensemble des sinistres déclarés et non réglés à la clôture de la période. Ce montant de sinistres à payer est complété par une provision pour sinistres inconnus calculée sur une base statistique correspondant à l'estimation du montant final de sinistres qui sera réglé après extinction du risque et toute action de recouvrement. Les provisions de recours qui représentent les estimations des récupérations attendues, sont calculées en appliquant à l'ensemble des exercices de souscription non encore liquidés un taux ultime de récupération.

- **Participation aux bénéfices différés**

Le taux de participation à retenir pour le calcul de la participation aux bénéfices différés est déterminé à partir de l'observation des taux de distribution effective passés, mais aussi en tenant compte d'hypothèses de projections de flux de produits financiers nets et d'hypothèses de taux de rendement des contrats à servir aux assurés. Dans un contexte de marché fortement dégradé et très concurrentiel, les sources d'incertitudes pesant sur ces estimations sont importantes.

En situation de participation aux bénéfices différés active, un test de recouvrabilité est mené afin de vérifier que les besoins de liquidité survenant dans un environnement économique défavorable n'imposent pas de vendre des actifs en situation de moins-value latente. Ce test de recouvrabilité repose sur des projections de flux de trésorerie s'appuyant sur différentes hypothèses économiques de collecte et de rachats historiques.

- **Impôts différés**

Natixis comptabilise un actif net d'impôt différé correspondant à sa capacité à générer des bénéfices imposables sur un horizon déterminé (10 ans au maximum) alors même que les reports déficitaires sont imputables sur des durées bien supérieures (20 ans aux États-Unis) ou sans limitation de durée en France ou en Grande-Bretagne.

A cette fin, Natixis établit des business plans fiscaux glissants à partir du dernier arrêté fiscal et extrapolé sur la base d'hypothèses de croissance retenues dans les plans à moyen terme des métiers.

Des ajustements relatifs aux régimes fiscaux spéciaux sont effectués.

- **Autres provisions pour risques et charges**

Les provisions enregistrées au passif du bilan consolidé, autres que celles relatives aux instruments financiers, aux engagements sociaux et aux contrats d'assurance, concernent principalement les provisions pour litiges, amendes, pénalités et risques fiscaux.

Une provision est constituée lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources, représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre une obligation née d'un évènement passé et lorsque le montant de l'obligation peut-être estimé fiable. Pour la détermination de ce montant, Natixis est amenée à évaluer la probabilité de réalisation du risque. Il y a actualisation des flux dès lors que celle-ci présente un caractère significatif.

1.4 Méthodologie utilisée pour la détermination de la juste valeur des instruments financiers

1.4.1 Principes généraux

La juste valeur d'un instrument financier (actif ou passif financier) est le montant pour lequel un actif peut être échangé ou un passif remboursé entre parties bien informées, consentantes et agissant dans des conditions de concurrence normales.

A l'initiation, la juste valeur correspond normalement au prix payé ou perçu. Lors des exercices ultérieurs, la juste valeur doit être estimée et correspond :

- au prix coté lorsque l'instrument est coté sur un marché actif. Un instrument financier est considéré comme coté sur un marché actif si les cours sont aisément et régulièrement disponibles auprès d'une bourse, d'un courtier, d'un négociateur, d'un secteur d'activité, d'un service d'évaluation des prix ou d'une agence réglementaire et, que ces prix représentent des transactions réelles qui interviennent régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normale ;
- à une valeur déterminée à partir de différentes techniques de valorisation en l'absence de cotation sur un marché actif. Ces techniques de valorisation peuvent utiliser des données observables issues de transactions récentes, de justes valeurs d'instruments similaires, des modèles d'actualisation de flux ou de valorisation d'options, des modèles propriétaires dans le cas de produits complexes ou bien des données non observables lorsque celles-ci résultent d'hypothèses ne reposant ni sur des prix de transaction, ni sur des données de marché. Les valorisations issues de ces modèles tiennent compte, en fonction des instruments concernés et des risques associés, des réserves nécessaires, notamment du cours acheteur ou vendeur de la position nette et des risques de modèles.

La détermination du caractère actif ou non d'un marché s'appuie notamment sur les critères suivants :

- baisse significative du niveau d'activité du marché ;
- ancienneté des prix provenant de transactions observées ;
- raréfaction des prix restitués par une société de service ;
- disparition du marché primaire ;
- fort écartement des cours acheteurs-vendeurs (bid/ask) ;
- importante variation des prix dans le temps ou entre les intervenants au marché.

1.4.2 Niveaux de juste valeur

1) Niveau 1 : instruments financiers cotés sur un marché actif

Il s'agit d'instruments dont la juste valeur est déterminée à partir de cotations sur des marchés actifs directement utilisables.

Le niveau 1 comprend principalement les titres cotés et dérivés négociés sur des marchés organisés (Futurs, options...) dont la liquidité peut être démontrée, et les parts d'OPCVM dont la valeur liquidative est calculée et communiquée quotidiennement.

2) Niveau 2 : instruments valorisés à partir de modèles reconnus et faisant appel à des paramètres observables autres que les prix de cotation

Ce niveau, regroupe les instruments non cotés directement sur un marché actif et évalués à partir d'une technique de valorisation utilisant des paramètres observables soit directement (prix), soit indirectement (dérivé de prix) jusqu'à la maturité de l'instrument. Il s'agit principalement :

Des instruments simples :

La plupart des dérivés de gré à gré, swaps, accords de taux futurs, caps, floors et options simples, sont traités sur un marché actif, c'est-à-dire sur un marché liquide sur lequel des transactions sont régulièrement opérées.

Leur valorisation résulte de l'utilisation de modèles communément admis (méthode d'actualisation des cash flows futurs, modèle de Black and Scholes, techniques d'interpolation) et faisant intervenir des paramètres directement observables.

Pour ces instruments, le caractère répandu des modèles et le caractère observable des paramètres ont été documentés.

Figurent également en niveau 2 :

- les titres non cotés sur un marché actif dont la juste valeur est déterminée sur la base de données de marché observables. Ex : utilisation de données de marché issues de sociétés comparables cotées ou méthode de multiple de résultats ;
- les titres cotés de faible liquidité dont la juste valeur est déterminée à partir d'instruments similaires cotés sur un marché actif, ou des instruments identiques ou similaires cotés sur un marché non actif mais pour lesquels des transactions régulières ont été observées ;
- les parts d'OPCVM dont la valeur liquidative n'est pas calculée et communiquée quotidiennement mais qui fait l'objet de publications régulières ou pour lesquelles on peut observer des transactions récentes ;
- les dettes émises valorisées à la juste valeur sur option. La valorisation de la composante « risque de crédit émetteur » repose sur la méthode d'actualisation des « cash flows » futurs utilisant des paramètres directement observables (courbe des taux, courbe cash pour les « spreads » de réévaluation ...). Cette valorisation correspond, pour chaque émission, au produit de son notionnel restant dû et sa sensibilité tenant compte de l'existence de calls et par l'écart entre le « spread » de réévaluation (basé sur la courbe cash ask BPCE) et le « spread » moyen d'émission. Les variations de spread émetteur sont généralement non significatives pour les émissions de durée initiale inférieure à un an.

Des instruments complexes :

Certains instruments financiers complexes, et/ou d'échéance longue sont valorisés avec un modèle interne reconnu et utilisant des paramètres de marché calibrés à partir de données

observables telles que les courbes de taux, les nappes de volatilité implicite des options et de données résultant de consensus de marché ou à partir de marchés actifs de gré à gré.

Pour l'ensemble de ces instruments, le caractère observable des paramètres a pu être démontré. Au plan méthodologique, l'observabilité des paramètres est basée sur quatre conditions indissociables :

- les paramètres proviennent de sources externes (via un contributeur reconnu si possible) ;
- les paramètres sont alimentés périodiquement ;
- les paramètres sont représentatifs de transactions récentes ;
- les caractéristiques des paramètres sont identiques à celles de la transaction. Le cas échéant un « proxy » peut être utilisé, sous réserve de démontrer et documenter sa pertinence.

La juste valeur des instruments issue de modèles de valorisation est ajustée afin de tenir compte des risques de contrepartie, de modèle, et de paramètre.

La marge dégagée lors de la négociation de ces instruments financiers est immédiatement comptabilisée en résultat.

3) Niveau 3 : instruments valorisés à partir de modèles peu répandus et/ou utilisant des paramètres non observables

Ce niveau, regroupe les instruments valorisés à partir de modèles de valorisation non reconnus et/ou reposant sur des paramètres non observables sur le marché dès lors que ceux-ci sont susceptibles d'affecter significativement la valorisation. Il s'agit principalement :

- des actions non cotées, dont la juste valeur n'a pu être déterminée à partir d'éléments observables ;
- des instruments faisant l'objet d'une marge au premier jour qui a été différée ;
- des parts d'OPCVM pour lesquelles le fonds n'a pas publié d'actif net récent à la date d'évaluation, ou pour lesquelles il existe une période de « lock-up » ou toute autre contrainte qui nécessite un ajustement significatif des prix de marché disponible (valeur liquidative, NAV, etc.) au titre du peu de liquidité observée pour ces titres ;
- des instruments affectés par la crise financière valorisés en juste valeur au bilan, alors qu'il n'existe plus de données de référence observables du fait de l'illiquidité du marché, et qui n'ont pas fait l'objet d'un reclassement en « prêts et créances » dans le cadre de l'amendement aux normes IAS 39 et IFRS 7 publié le 13 octobre 2008 (voir ci-dessous). Lorsque le niveau d'activité d'un marché connaît une baisse significative, un modèle de valorisation reposant sur les seules données pertinentes disponibles, est alors mis en œuvre.

Conformément aux dispositions de l'arrêté du 20 février 2007 relatives aux exigences du pilier III, pour chacun des modèles utilisés, une description des simulations de crise appliquées et du dispositif de contrôle ex post (validation de l'exactitude et de la cohérence des modèles internes et des procédures de modélisation) est communiqué dans le chapitre « Gestion des risques » de l'actualisation du document de référence.

La norme IAS 39 impose que la marge soit comptabilisée en résultat dès l'initiation uniquement dans la mesure où elle est générée par la variation de facteurs que les participants du marché prendraient en compte lors de la fixation d'un prix, c'est-à-dire uniquement si le modèle et les paramètres utilisés pour la valorisation sont observables.

Ainsi, en cas de non reconnaissance du modèle de valorisation par les pratiques de marché, ou de non observabilité d'un des paramètres utilisés, la marge positive du jour de la négociation ne peut être inscrite immédiatement au compte de résultat. Elle est étalée en

résultat, de façon linéaire, sur la durée de vie de l'opération ou jusqu'à la date à laquelle les paramètres deviendront observables. La marge négative du jour de la négociation, quant à elle, est prise en compte immédiatement en compte de résultat.

Au 30 juin 2012, le périmètre des instruments pour lesquels la marge du jour de la négociation a été différée est constitué essentiellement :

- des produits structurés multi-sous jacents (actions et indices) ;
- d'options sur fonds ;
- de produits hybrides de taux et de taux sur l'inflation ;
- des produits dérivés de taux ;
- de swaps de titrisation ;
- des produits structurés de crédit (CDS, CDO, FTD) ;
- et de produits dérivés sur carbone.

1.4.3 Instruments affectés par la crise financière

a) CDO d'ABS à composante « subprime »

En l'absence de données de marché observables, les portefeuilles de CDO d'ABS détenus directement et indirectement et comprenant une exposition subprime font l'objet d'une méthode de valorisation reposant sur une approche en cash flow actualisés utilisant la modélisation Intex.

Taux de pertes cumulées (subprime)

	30-juin-12	31-déc.-11	30-juin-11
Vintage antérieurs à 2005	7,3%	7,2%	7,1%
Vintage 2005	17,6%	17,1%	16,7%
Vintage 2006	33,3%	31,6%	30,6%
Vintage 2007	59,1%	56,2%	54,6%

En outre, les hypothèses suivantes appliquées lors des arrêtés précédents ont été maintenues :

- Prise en compte du rating courant des actifs du collatéral notés CCC + (ou rating inférieur) par attribution d'une décote de 97 % à ces sous-jacents. Cette décote a été ramenée à 70% pour les actifs sous-jacents initialement notés AAA dans le cas de titrisation simple (donc hors Commercial Real Estate CDO – CRE CDO, ABS CDO, ABS CDO Mezzanine pour lesquels la décote de 97% est conservée) ;
- Valorisation des actifs sous-jacents non subprime détenus (hors RMBS et CLO) dans les structures à partir d'une grille de décote intégrant les types, ratings et millésimes des opérations ;
- Valorisation des RMBS et CLO sous jacents suivant le modèle utilisé pour les positions de RMBS et CLO détenues directement.

En complément, pour les structures dont Natixis détient les actifs sous-jacents, il a été appliqué, en continuité de l'approche retenue lors des précédents arrêtés, une démarche par transparence consistant à valoriser chaque tranche sous-jacente par le Mark to Model ou le Mark to Market correspondant.

b) CDS conclus avec des réhausseurs de crédit (monolines et CDPC)

Le modèle de valorisation des réfections sur opérations avec les monolines conclues sous forme de CDS consiste à appliquer aux moins-values latentes des actifs sous-jacents couverts, un taux de recouvrement homogène de 10% (taux se justifiant par la faible capitalisation des monolines au regard de leurs expositions en risque) et une probabilité de défaut en adéquation avec le risque de crédit du rehausseur.

En outre, concernant les opérations avec les CDPC (Credit Derivatives Product Companies), la méthode en vigueur consiste en la mise en œuvre d'une approche par transparence concernant les actifs sous-jacents, reposant sur une estimation de l'exposition au moment du défaut, la PD et la LGD étant basées sur la maturité de la tranche. Les probabilités de défaut ainsi déterminées des sous-jacents ont été stressées par un facteur de 1,2 en prenant en compte un taux de « recouvrement » de 27%. Il en résulte une probabilité de défaut de la contrepartie, celui-ci étant réputé survenir dès lors que les pertes ainsi déterminées excèdent l'actif net disponible de la CDPC.

Ces provisions sont complétées d'une réserve générale tenant compte de la volatilité de la juste valeur des opérations.

c) Portefeuilles de RMBS US dont RMBS « Subprime »

Le modèle de détermination de la juste valeur des RMBS US non Agencies appliqué sur les portefeuilles de RMBS US à composante subprime ou non, détenus par Natixis, retient un niveau de pertes finales propre à chaque RMBS, et issu d'un calcul prenant en compte les pertes cumulées à l'échéance et les défauts actualisés à la date d'arrêt. Les moins-values latentes sont déterminées en projetant les pertes finales à partir des pertes estimées à ce jour, qui elles mêmes résultent du « delinquency pipeline », de la sévérité des pertes en cas de défaut et des pertes réalisées en fonction des actifs et millésimes des pools.

d) RMBS européens

Le modèle de valorisation de ces instruments consiste à calculer la juste valeur des instruments à partir des « spreads » résultant de données historiques de « benchmark » issues de la base de données Markit. Les « benchmarks » sont définis en fonction du type de titrisation, du rating et du pays, et se voient ainsi associer des courbes de « spreads ». Un coefficient de tendance leur est ensuite appliqué visant à ajuster le risque de liquidité.

e) Autres instruments non exposés au risque résidentiel US pour la valorisation desquels Natixis recourt à un modèle de valorisation

Les valorisations des actifs suivants, issus d'opérations de titrisation, pour lesquels aucun prix n'a pu être identifié sur le marché, ont été réalisées à partir de modèles de valorisation reposant sur les principes suivants:

CDO d'ABS non résidentiels US :

Un modèle de scoring des structures définissant le niveau de risque de chacune d'entre elles en fonction de critères discriminants est appliqué.

CRE CDO et CMBS (Commercial Mortgage Backed Securities) :

Une approche en stress de crédit a été mise en place à partir d'un modèle de valorisation basé sur des projections de flux de trésorerie futurs, fonction des taux de pertes cumulées par structure. Ces taux de pertes cumulées par structure étant déterminés à partir, notamment, de ceux relatifs aux prêts sous-jacents différenciés par millésime. Les coupons par tranche sont fixés forfaitairement à 3% pour le CRE CDO notés AAA en lien avec les estimations de flux de coupons compte tenu de la notation actuelle des structures.

Concernant les CMBS européens, le modèle utilisé a été affiné en 2011. Il repose sur des projections de flux de trésorerie futurs, fonction des défauts des prêts sous-jacents de chaque structure, ces derniers étant déterminés à partir des caractéristiques propres de chaque prêt et une hypothèse de corrélation étant appliquée aux prêts d'un même pool.

CDO Trups (Trust Preferred Securities) :

Le modèle de valorisation mis en place précédemment, basé sur des projections de flux de trésorerie futurs selon des scénarii de répartition des défauts, a été affiné en 2011 en adoptant une approche s'appuyant sur la segmentation du collatéral. Les courbes de répartition de défauts sont déterminées selon le type des prêts sous-jacents. Pour les créances bancaires, une approche médiane du « time to default » est utilisée sur la base des ratios financiers. Pour les autres secteurs, les estimations des taux de défaut sont effectuées en tenant compte des notations actuelles des actifs.

Pour les CLO :

Natixis a modifié au premier semestre 2012 le modèle mis en place précédemment. Ce modèle repose sur une connaissance détaillée des caractéristiques des opérations et une évaluation du risque de crédit tenant compte de plusieurs paramètres, dont le taux de défaut cumulé moyen « benchmarké » qui est désormais fixé à 20% pour tenir compte de l'évolution du stock, le taux de recouvrement fixé à 65% pour les sous-jacents senior, et le paramètre de corrélation fixé à 40%.

Pour les CDS sur Private Finance Initiative (CDS PFI) :

Au premier semestre 2012, un modèle de valorisation a été mis en place pour les CDS sur Private Finance Initiative (PFI). Les PFI sont une forme de partenariat public privé dont le but est de mettre en œuvre des infrastructures publiques. Ce modèle est basé sur une approche calibrée sur les prix de marchés des obligations « PFI » sous-jacentes et l'utilisation d'un taux de « recouvrement » uniforme.

1.4.4 Instruments reclassés en « Prêts et créances »

La valorisation des instruments reclassés en « Prêts et créances », dans les conditions prévues par l'amendement aux normes IAS 39 et IFRS 7 « Reclassements d'actifs financiers » publié le 13 octobre 2008, a été réalisée à partir de modèles de valorisation dont les principes sont décrits ci-après.

Pour les RMBS US dont RMBS subprime, RMBS européens, CMBS, et CLO ayant fait l'objet d'un reclassement dans la catégorie « Prêts et créances », la méthodologie d'évaluation de la juste valeur est identique au modèle utilisé pour ces mêmes produits classés en « Instruments à la juste valeur par résultat » et en « Actifs disponibles à la vente ».

1.5 Dispositif de garantie des actifs de GAPC

Le 12 novembre 2009, a été mis en place un dispositif de protection des actifs d'une partie des portefeuilles de GAPC par BPCE avec un effet rétroactif au 1er juillet 2009. Ce mécanisme de garantie a permis à Natixis de libérer une part importante des fonds propres alloués aux actifs cantonnés et de se prémunir contre les risques de pertes de ces portefeuilles postérieures au 30 juin 2009. Ce dispositif de protection s'articule autour de deux mécanismes :

- une sous participation en risque revêtant les caractéristiques d'une garantie financière et couvrant 85% du nominal des actifs comptabilisés dans les catégories « Prêts et créances » et « Actifs disponibles à la vente ». Par cette garantie Natixis est indemnisée dès le premier euro de défaut et à hauteur de 85% du montant de défaut ;

- deux TRS, l'un en euros et l'autre en dollars, transférant à BPCE 85% des résultats comptabilisés depuis le 1^{er} juillet 2009 (latents et réalisés) sur le portefeuille d'instruments à la juste valeur par résultat (cash et dérivés). S'agissant d'instruments dérivés, les TRS sont valorisés au bilan en juste valeur par la contrepartie du compte de résultat. En parallèle, Natixis achète auprès de BPCE une option lui permettant de récupérer dans 10 ans, si celle-ci est exercée, la performance nette positive de ce portefeuille moyennant le paiement d'une prime évaluée à 367 millions d'euros, comptabilisée également à la juste valeur.

Le montant de prime réglé par Natixis, en contrepartie de la mise en place de la garantie financière est de 1 183 millions d'euros.

Ce montant de prime n'a pas donné lieu à une comptabilisation immédiate en compte de résultat ni à un étalement linéaire, la garantie couvrant des actifs dont les moins-values latentes ou dépréciations ont déjà été prises en compte en résultat.

Comptabilisée à l'initiation en compte de régularisation, elle est étalée en compte de résultat au même rythme, dans les mêmes proportions et au même niveau d'agrégat que :

- les reprises de provisions pour dépréciations (en coût du risque) ;
- les étalements de décote (en PNB) générée le 1^{er} octobre 2008 sur les actifs reclassés en « Prêts et créances » au 1^{er} octobre 2008 dans le cadre de l'amendement aux normes IAS 39 et IFRS 7 publié le 13 octobre 2008.

NOTE 2 PERIMETRE DE CONSOLIDATION

2.1 Évolution du périmètre de consolidation depuis le 1^{er} janvier 2012

Les principales évolutions du périmètre intervenues depuis le 1^{er} janvier 2012 ont été les suivantes :

2.2.1 Banque de financement et d'investissement / GAPC

▪ Entrées de périmètre

- Création des entités : Nomura Resecuritization Trust 2012-1R, Lombarde LLC et Nordet LLC dans le cadre d'une opération de retitrisation de RMBS détenus par Natixis. Le groupe détient les parts juniors de cette structure, conservant ainsi la majorité des risques et avantages ;

- Création du FCT Natixis Corporate Financement (Fonds Commun de Titrisation) ;

- Création de Quail Ridge LLC, structure détenant un bien immobilier acquis suite à la mise en œuvre de la garantie relative au financement du bien immobilier précité (centre commercial West Covina / Quail Ridge) en mai 2012.

▪ Sorties de périmètre

- Déconsolidation de Natixis Holding Trust désormais en dessous des seuils de consolidation ;

- Liquidation des entités ICMNA International Holding, ICMNA Acceptances LLC, ICMNA IP Assets Holdings (Luxembourg) SCA et ICMNA Australia Holding suite à l'arrivée à échéance des montages BGL et St Georges ;

- Liquidation des entités Summer Commons LLC et Ixis LT Investor LLC.

2.2.2 Épargne

Gestion d'actifs

▪ Entrée de périmètre

- Création de l'entité Lommis Sayles Investments Asia Pte Ltd.

▪ Sorties de périmètre

- Déconsolidation de l'entité Absolute Asia Dynamic Equities Fund-40 act Fund désormais en dessous des seuils de consolidation ;

- Suite à leur liquidation, les entités suivantes ont également été déconsolidées :

- Natixis Global Associates Italia;
- Westpeak Active Beta Fund.

2.2.3 Services financiers spécialisés

Crédit-bail

- Entrées de périmètre
 - Entrée des entités Co Assur et Lease Expansion du fait du passage au dessus des seuils de consolidation.

2.2.4 Participations financières

Groupe COFACE

- Entrée de périmètre
 - Création du FCT Vega (Fond Commun de Titrisation), dont l'objectif est de développer les sources de financement externe au travers d'émissions de titres garantis par des créances d'affacturage. Le FCT Vega est consolidé par intégration globale, Natixis en détenant la majorité des risques et avantages;
- Restructuration interne
 - Fusion de l'entité Unistrat Coface dans Coface SA.

COFACE « non core »

- Sorties de périmètre
 - Liquidation de la succursale Kompass Luxembourg ;
 - Cession de l'entité TKB par Natixis HCP au cours du 2^{ème} trimestre 2012.

2.2 Filiales destinées à être cédées

Le total des actifs et des passifs des filiales contrôlées destinées à être cédées dans le délai maximum de douze mois et pour lesquelles Natixis a initié la recherche active d'un acquéreur, constitue des actifs et passifs non courants présentés de manière distincte sur deux lignes spécifiques du bilan consolidé.

Le 20 décembre 2011, Natixis a conclu un protocole d'accord pour le transfert de sa succursale Natixis HO-CHI MINH à BPCE. La réalisation du transfert est toutefois suspendue à ce jour à l'obtention des autorisations des autorités de régulation vietnamiennes.

Par ailleurs, en 2012, Natixis a signé un protocole de cession de sa filiale Coface Serviços Portugal dont la réalisation est toutefois conditionnée à l'obtention de l'autorisation des autorités de contrôles portugaises.

Natixis a maintenu, au 30 juin 2012, la consolidation par intégration globale de sa succursale Natixis HO-CHI MINH et de sa filiale Coface Serviços Portugal et a présenté, conformément aux dispositions de la norme IFRS 5 « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées », les actifs et passifs de ces deux entités de façon regroupée sur deux postes distincts du bilan : « Actifs non courants destinés à être cédés » et « Passifs non courants destinés à être cédés ».

NOTE 3 NOTES RELATIVES AU BILAN

3.1 Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat

Ces actifs et passifs sont valorisés en juste valeur à la date d'arrêté avec constatation des variations de valeur, coupon inclus, dans le poste du compte de résultat "gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat".

3.1.1 Actifs financiers à la juste valeur par résultat

Le tableau ci-dessous présente la ventilation des actifs financiers à la juste valeur par résultat selon les natures d'instruments.

En millions d'euros	Notes	30/06/2012	31/12/2011
Titres relevant des opérations de transaction		54 826	38 863
Titres à revenu fixe		42 772	28 859
Titres à revenu variable (1)		12 054	10 004
Prêts ou créances relevant des opérations de transaction		2 829	3 287
Sur les établissements de crédit		2 381	2 616
Sur la clientèle		448	672
Instruments dérivés hors couverture		119 479	122 049
Titres à la juste valeur sur option	3.1.3.1	96 296	81 008
Titres		13 166	13 589
<i>Revenu fixe</i>		3 795	3 607
<i>Revenu variable (1)</i>		9 370	9 981
Financement contre valeurs ou titres reçus en pension		83 130	67 419
Prêts ou créances à la juste valeur sur option	3.1.3.1	1 210	418
Sur les établissements de crédit		39	38
Sur la clientèle		1 171	380
Total		274 640	245 625

(1) Y compris les parts d'OPCVM.

3.1.2 Passifs financiers à la juste valeur par résultat

Les passifs financiers évalués en juste valeur par résultat sont principalement constitués des dérivés non utilisés comme instruments de couverture.

Les titres classés dans les instruments relevant des opérations de transaction sont constitués essentiellement des ventes à découvert d'actifs financiers.

En millions d'euros	Notes	30/06/2012	31/12/2011
Instruments relevant des opérations de transaction		154 683	150 667
Titres		35 623	26 995
Instruments dérivés hors couverture		117 750	122 271
Autres dettes		1 310	1 401
Instruments à la juste valeur sur option	3.1.3.2	91 958	81 517
Titres		14 319	17 170
Titres ou valeurs donnés en pension		77 416	63 512
Autres dettes		223	836
Total		246 641	232 184

3.1.3 Actifs et passifs financiers à la juste valeur sur option

Conditions de classification des actifs et passifs financiers à la juste valeur sur option

Les actifs et passifs financiers sont désignés à la juste valeur par résultat quand ce choix permet de délivrer une information plus pertinente ou quand ces instruments sont porteurs d'un ou de plusieurs dérivés incorporés significatifs et séparables.

L'utilisation de l'option juste valeur est supposée délivrer une information plus pertinente dans deux situations :

- en l'absence de concordance comptable entre un (ou des) actif(s) et un (ou des) passif(s) économiquement liés. C'est en particulier le cas entre un actif/passif et un dérivé de couverture lorsque les conditions de la comptabilité de couverture ne sont pas remplies : il s'opère alors une compensation naturelle entre les variations de juste valeur de l'instrument couvert et celle du dérivé de couverture ;
- en présence d'un portefeuille d'actifs et de passifs financiers gérés et évalués en juste valeur dans le cadre d'une politique documentée de gestion d'actifs et de passifs.

3.1.3.1 Actifs financiers à la juste valeur sur option

En millions d'euros	30/06/2012				31/12/2011			
	Valeur comptable	Non concordance comptable	Gestion en juste valeur	dérivés incorporés	Valeur comptable	Non concordance comptable	Gestion en juste valeur	dérivés incorporés
Prêts ou créances sur les établissements de crédit	39	39			38	38		
Prêts ou créances sur la clientèle	1 171	28	342	801	380	28	314	38
Titres à revenu fixe	3 795	1 213	131	2 451	3 607	1 205	133	2 270
Titres à revenu variable	9 370	6 871	2 499		9 981	7 622	2 360	
Autres actifs	83 130		83 130		67 419		67 419	
Total	97 506	8 151	86 102	3 252	81 426	8 893	70 225	2 307

3.1.3.2 Passifs financiers à la juste valeur sur option

En millions d'euros	30/06/2012				31/12/2011			
	Valeur comptable	Non concordance comptable	Gestion en juste valeur	dérivés incorporés	Valeur comptable	Non concordance comptable	Gestion en juste valeur	dérivés incorporés
Dettes envers des établissements de crédit	206	206			772	772		
Dettes envers de la clientèle	5	5			44	44		
Dettes représentées par un titre	14 236	14 220	16		17 084	17 061	23	
Dettes subordonnées	83			83	86			86
Autres dettes	77 428		77 428		63 531		63 531	
Total	91 958	14 431	77 444	83	81 517	17 877	63 554	86

3.2 Actifs financiers disponibles à la vente

Le tableau ventile le poste des actifs financiers disponibles à la vente par nature d'instruments. Il fait apparaître la valeur brute avant dépréciations, les dépréciations et la valeur nette après dépréciations.

Les actifs disponibles à la vente font l'objet d'un test de dépréciation à chaque date d'arrêté publiable (soit sur un rythme trimestriel). Lorsqu'il existe une indication objective de dépréciation et qu'une diminution de la juste valeur a été précédemment comptabilisée dans les capitaux propres, la perte cumulée est sortie des capitaux propres et comptabilisée en résultat.

En millions d'euros	30/06/2012	31/12/2011
Encours de crédit	29	34
- Prêts ou créances	28	32
- Créances rattachées	0	1
Titres	38 284	36 906
- A revenu fixe	31 047	29 587
- A revenu variable (1)	6 685	6 845
- Créances rattachées	552	474
Total des actifs disponibles à la vente avant dépréciations	38 312	36 940
Dépréciation des actifs disponibles à la vente	(1 438)	(1 797)
- Titres à revenus fixes	(120)	(345)
- Titres à revenus variables (2)	(1 318)	(1 452)
Total	36 874	35 143

(1) Y compris les parts d'OPCVM

(2) Les dotations aux dépréciations sur titres à revenu variable d'un montant de 25 millions au premier semestre 2012 (hors activité d'assurance), se décomposent en 9 millions de perte de valeur sur des titres non dépréciés au 31 décembre 2011 et 16 millions de perte de valeur complémentaire sur des titres déjà dépréciés au 31 décembre 2011.

3.3 Juste valeur des actifs et passifs financiers évalués en juste valeur au bilan

Le tableau ci-dessous présente la juste valeur de l'ensemble des actifs financiers comptabilisés en juste valeur au bilan.

La juste valeur des actifs financiers évalués en juste valeur au bilan est ventilée suivant la hiérarchie des paramètres utilisés pour valoriser les actifs décrits en note 1.4.

3.3.1 Juste valeur des actifs financiers évalués en juste valeur au bilan

Actifs En millions d'euros	Au 30 juin 2012				Au 31 décembre 2011			
	Valeur comptable	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Valeur comptable	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	177 134	43 894	126 284	6 956	164 200	26 056	129 629	8 515
Titres détenus à des fins de transaction	54 826	42 008	7 668	5 151	38 863	24 474	8 565	5 824
Instruments dérivés hors couverture (juste valeur positive)	119 479	1 819	115 855	1 805	122 049	1 520	117 838	2 691
Autres actifs financiers détenus à des fins de transaction	2 828	68	2 761		3 287	61	3 226	
Actifs financiers désignés à la juste valeur sur option	97 506	8 077	88 042	1 387	81 426	9 884	70 275	1 267
Titres à la juste valeur sur option	13 166	8 077	4 031	1 058	13 589	9 884	2 738	967
Autres actifs financiers à la juste valeur sur option	84 340		84 011	329	67 837		67 537	300
Instruments dérivés de couverture (actif)	3 305		3 305		3 492		3 492	
Actifs financiers disponibles à la vente	36 874	32 020	3 677	1 178	35 143	30 353	3 584	1 206
Titres disponibles à la vente - Titres de participation	1 456	174	447	835	1 545	166	537	842
Autres titres disponibles à la vente	35 389	31 846	3 203	340	33 565	30 188	3 015	362
Autres actifs financiers disponibles à la vente	29		27	2	34		32	2
Total	314 819	83 992	221 307	9 521	284 261	66 293	206 980	10 988

3.3.1.1 Actifs financiers à la juste valeur présentés au niveau 3

En millions d'euros	Ouverture niveau 3 01/01/2012	Gains et pertes comptabilisés au cours de la période			Transactions de la période		Reclassements de la période			Variation de périmètre	Ecart de change	Clôture niveau 3 30/06/2012
		Au compte de résultat (1)			Achats/ Emissions	Ventes/ Remboursements	En dehors du niveau 3	Vers le niveau 3	Autres reclassements			
		Sur les opérations en vie à la clôture	Sur les opérations échues ou remboursées au cours de la période	En gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres								
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - transaction	8 515	(349)	(50)		205	(1 468)	(4)	67			39	6 956
Titres détenus à des fins de transaction	5 824	(15)	10		205	(899)		2			24	5 151
Instruments dérivés hors couverture (juste valeur positive)	2 690	(334)	(60)		0	(569)	(4)	65			15	1 805
Autres actifs financiers détenus à des fins de transaction												
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - sur option	1 267	(11)	4		276	(180)		23			8	1 387
Titres à la juste valeur sur option	967	(13)	(0)		170	(88)		23			0	1 058
Autres actifs financiers à la juste valeur sur option	300	3	4		106	(92)					7	329
Instruments dérivés de couverture												
Actifs financiers disponibles à la vente	1 206	15	(2)	(4)	13	(48)	(7)	3			3	1 178
Titres disponibles à la vente - Titres de participation	842	16	(1)	(3)	12	(32)	(3)	3			2	835
Autres titres disponibles à la vente	362	(1)	(1)	(1)	1	(16)	(4)				1	340
Autres actifs financiers disponibles à la vente	2	0										2
Total des actifs financiers comptabilisés à la juste valeur	10 988	(345)	(48)	(4)	494	(1 696)	(11)	70	23		50	9 521

Analyse de sensibilité de la juste valeur des instruments financiers évalués selon le niveau 3 - Actifs et Passifs

Une sensibilité de la juste valeur des instruments valorisés à partir de paramètres non observables a été évaluée au 30 juin 2012. Cette sensibilité permet d'estimer à l'aide d'hypothèses probables les effets des fluctuations des marchés du fait d'un environnement économique instable. Cette estimation a été effectuée par le biais :

- d'une variation « normée ⁵ » des paramètres non observables pour les instruments de taux et actions. La sensibilité calculée est de -1,8 millions d'euros.
- d'une variation forfaitaire :
 - de 10% (à la hausse ou à la baisse) concernant les taux de perte estimés des sous-jacents pour modéliser la valorisation des tranches de CDO d'ABS ;
 - de 1% (à la hausse ou à la baisse) pour les sous-jacents des CLO ;
 - ou de 10% (à la hausse ou à la baisse) des LTV sur lesquelles est fondé le calcul des taux de perte du collatéral des CMBS.

soit un impact de sensibilité correspondant à une amélioration de la valorisation de 51,5 millions d'euros en cas d'amélioration des paramètres ci-dessus ou à une baisse de la valorisation de 66,3 millions d'euros en cas de dégradation de ces mêmes paramètres⁶.

3.3.2 Juste valeur des passifs financiers évalués en juste valeur au bilan

Passifs En millions d'euros	Au 30 juin 2012				Au 31 décembre 2011			
	Valeur comptable	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Valeur comptable	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	154 683	36 931	117 089	663	150 667	28 130	122 348	188
Titres émis à des fins de transaction	35 623	34 802	818	2	26 995	26 025	969	
Instruments dérivés hors couverture (Juste valeur négative)	117 750	2 115	114 974	661	122 271	2 098	119 985	188
Autres passifs financiers émis à des fins de transaction	1 310	14	1 296		1 401	7	1 394	
Passifs financiers désignés à la juste valeur sur option	91 958	540	91 418		81 517	548	80 970	
Titres émis à la juste valeur sur option	14 319	540	13 779		17 170	548	16 622	
Autres passifs financiers à la juste valeur sur option	77 639		77 639		64 348		64 348	
Instruments dérivés de couverture (passif)	1 188		1 188		1 152	0	1 152	
Total	247 828	37 471	209 694	663	233 336	28 678	204 471	188

3.3.2.1 Passifs financiers à la juste valeur présentés au niveau 3

En millions d'euros	Ouverture niveau 3 01/01/2012	Gains et pertes comptabilisés au cours de la période		Transactions de la période		Reclassements de la période			Variation de périmètre	Ecart de change	Clôture niveau 3 30/06/2012
		Au compte de résultat		Achats/ Emissions	Ventes/ Remboursements	En dehors du niveau 3	Vers le niveau 3	Autres reclassements			
		Sur les opérations en vie à la clôture	Sur les opérations échues ou remboursées au cours de la période								
Passifs financiers à la juste valeur par résultat - transaction	188	89		2	(110)		494				663
Titres émis à des fins de transaction	(0)			2							2
Instruments dérivés hors couverture (Juste valeur négative)	188	89			(110)		494				661
Total des passifs financiers comptabilisés à la juste valeur	188	89		2	(110)		494				663

⁵ Soit l'écart type des prix de consensus utilisés pour l'évaluation des paramètres (TOTEM...)

⁶ Impact calculé avant prise en compte de la garantie BPCE

3.4 Prêts et Créances

3.4.1 Prêts et créances sur les établissements de crédit

En millions d'euros	30/06/2012	31/12/2011
Encours	72 176	48 877
Encours sains	71 897	48 597
Encours en défaut	279	280
Provisions	(237)	(234)
Total	71 939	48 643

3.4.2 Prêts et créances sur la clientèle

En millions d'euros	30/06/2012	31/12/2011
Encours	110 047	114 546
Encours sains	104 722	109 373
Encours en défaut	5 325	5 173
Provisions	(2 666)	(2 725)
Total	107 381	111 820

3.5 Reclassement d'actifs financiers dans le cadre de l'amendement aux normes IAS 39 et IFRS 7 publié le 13 Octobre 2008

3.5.1 Reclassements sur la période

Natixis n'a pas effectué de reclassement d'actifs au cours du premier semestre 2012 dans le cadre de l'amendement aux normes IAS 39 et IFRS 7 « Reclassements d'actifs financiers » publiés par l'IASB le 13 octobre 2008.

3.5.2 Informations sur les instruments reclassés au 1^{er} octobre 2008

Dans le cadre des possibilités ouvertes par l'amendement aux normes IAS 39 et IFRS 7 publié par l'IASB le 13 octobre 2008, Natixis a reclassé dans la catégorie des « Prêts et créances » en date du 1er octobre 2008 :

- 8,8 milliards d'euros de juste valeur d'actif classés précédemment dans la catégorie des « Instruments à la juste valeur par résultat – Trading » ;
- 2,8 milliards d'euros de juste valeur d'actifs classés précédemment dans la catégorie des « Actifs disponibles à la vente ».

La valorisation des instruments reclassés, dans les conditions prévues par l'amendement du 13 octobre 2008, a été réalisée à partir de modèles de valorisation dont les principes sont décrits en note 1.4. Les variations de juste valeur des actifs reclassés, présentées dans le tableau ci-dessous, sont celles qui auraient dû affecter le résultat du premier semestre 2012 si ces instruments n'avaient pas été reclassés au 1er octobre 2008.

En millions d'Euros	30/06/2012				
	Juste valeur au 30/06/2012	Valeur comptable au 30/06/2012	Variations de juste valeur qui auraient été comptabilisées en résultat sur des actifs antérieurement classés à la juste valeur par résultat	Dépréciations qui auraient été reconnues en résultat sur des actifs antérieurement classés en "Actifs disponibles à la vente"	Variations de juste valeur qui auraient été comptabilisées en capitaux propres recyclables sur des actifs antérieurement comptabilisés en "Actifs disponibles à la vente"
Instruments reclassés dans la catégorie - Prêts et Créances	2 732	2 878	(57)	108	(41)
Total	2 732	2 878	(57)	108	(41)
Données au 31/12/2011	4 484	4 743	(175)	44	(23)

3.6 Ecarts d'acquisition

En millions d'Euros	31/12/2011	30/06/2012					Valeur fin de période
	Valeur début de période	Acquisitions de la période	Cessions	Dépréciations	Ecarts de conversion	Autres mouvements	
Epargne	2 198				28		2 227
Natixis Global Asset Management (NGAM)	2 028				28		2 056
Natixis Assurance	96						96
Gestion privée	60						60
Capital Investissement pour compte de tiers	13						13
Services Financiers Spécialisés	58						58
Natixis Interépargne	31						31
Cautions et garanties	12						12
Natixis Consumer Finance	10						10
Natixis Intertitres	6						6
Sib	(0)						(0)
Participations Financières	349				1		350
Coface	349				1		350
Autres activités	161		(10)	(5)	1		147
Total	2 766		(10)	(5)	30		2 781

3.7 Dettes représentées par un titre

Les dettes représentées par un titre (bons de caisse, titres du marché interbancaire...) sont ventilées selon la nature de leur support à l'exclusion des titres subordonnés classés au poste « dettes subordonnées ».

Ces dettes sont inscrites au bilan à la juste valeur à l'initiation, puis évaluées au coût amorti.

En millions d'euros	30/06/2012	31/12/2011
Titres de créances négociables	29 662	24 087
BMTN	25 291	19 540
CDN	4 371	4 547
Emprunts obligataires (1)	8 403	1 296
Autres dettes représentées par un titre	1 321	433
Dettes rattachées	355	62
Total	39 741	25 879

(1) Ce poste comprend l'émission d'obligations de l'opération P3CI pour un montant de 6,9 milliards d'euros réalisée au 1^{er} semestre 2012.

3.8 Provisions et dépréciations

3.8.1 Synthèse des provisions

En millions d'euros	31/12/2011	Augmentations	Reprises non utilisées	Reprises utilisées	Ecarts de conversion	Variations de périmètre	Autres	30/06/2012
Provisions déduites de l'actif	5 498	422	(320)	(908)	28	(1)	9	4 728
Provisions sur prêts et créances	2 921	271	(205)	(151)	23	0	28	2 887
Dépréciations durables sur actifs financiers disponibles à la vente	1 797	125	(104)	(378)	2	(1)	(1)	1 440
Autres dépréciations	779	26	(11)	(379)	3	(0)	(18)	401
Provisions de passif	1 431	117	(39)	(38)	17		(3)	1 484
Provisions pour risques et charges	1 271	109	(39)	(36)	17		(3)	1 317
Provisions pour risques de contrepartie	678	26	(17)		15		(5)	698
Provisions pour risques de dépréciation	25	5	(3)				0	28
Provisions pour engagements sociaux	396	42	(11)	(20)	1		1	409
Provisions pour risques d'exploitation	171	36	(7)	(17)	1		1	182
Provisions pour impôt courant	160	8		(2)	0			166
Total	6 929	539	(359)	(946)	45	(1)	5	6 212

Les montants présentés dans le tableau ci-dessus incluent les dépréciations des actifs détenus par les sociétés d'assurance vie. Ils sont présentés hors effet des mouvements de provisions techniques d'assurance.

3.8.2 Provisions pour risques et charges

En millions d'euros	31/12/2011	Augmentations	Reprises non utilisées	Reprises utilisées	Ecarts de conversion	Variations de périmètre	Autres	30/06/2012
Risques de contrepartie	679	26	(17)		15		(5)	698
Engagements de financement et de garantie	57	8	(4)		1		(10)	52
Litiges clientèle	24	1	(0)				(4)	21
Autres provisions (1)	598	18	(13)		14		9	626
Risques de dépréciation	25	5	(3)				0	28
Immobilisations financières	17	3	(2)				0	18
Promotion immobilière	1		(0)					1
Autres provisions	7	2	(1)					8
Engagements sociaux	396	42	(11)	(20)	1		1	409
Risques d'exploitation	171	36	(7)	(17)	1		1	182
Restructurations	5	18	(1)	(1)	0		1	22
Autres provisions	164	18	(6)	(16)	1		(1)	160
Total	1 271	109	(39)	(36)	17		(3)	1 317

(1) dont 391 millions d'euros de provisions au 30 juin 2012 au titre de l'encours net Madoff contre 380 millions d'euros au 31 décembre 2011.

3.9 Dettes subordonnées

Les dettes subordonnées se distinguent des créances ou des obligations émises en raison du remboursement qui n'interviendra qu'après le désintéressement de tous les créanciers privilégiés ou chirographaires mais avant le remboursement des prêts et titres participatifs et des titres super subordonnés. Elles sont valorisées selon la méthode du coût amorti.

En millions d'euros	30/06/2012	31/12/2011
Dettes subordonnées à durée déterminée (1)	5 032	6 041
Dettes subordonnées à durée indéterminée	55	56
Dettes rattachées	80	81
Total	5 167	6 178

(1) Les contrats d'émission de dettes subordonnées ne comprennent pas de clause prévoyant un remboursement anticipé en cas de non respect d'un ratio financier.

Evolution des dettes subordonnées au cours de la période

En millions d'euros	31/12/2011	Emissions (1)	Remboursements (2)	Ecarts de conversion	Autres (3)	30/06/2012
Autres dettes subordonnées à durée déterminée	6 041		(1 030)	5	16	5 032
Titres subordonnés	4 778		(1 000)	5	16	3 800
Emprunts subordonnés	1 262		(30)			1 232
Autres dettes subordonnées à durée indéterminée	56				(2)	55
Titres subordonnés	57				(2)	55
Emprunts subordonnés	0					0
Total	6 097		(1 030)	5	15	5 087

Ce tableau ne prend pas en compte:

- les actions de préférence,
- les dettes rattachées.

- (1) Aucune émission d'emprunts ni de titres subordonnés n'est intervenue au cours du premier semestre 2012.
- (2) Les remboursements d'emprunts et titres subordonnés concernent :
 - par anticipation : remboursement d'un prêt subordonné émis en septembre 2006 pour un montant d'1 milliard d'euros ;
 - à l'échéance : remboursement d'emprunts subordonnés concernant des émissions de décembre 2001 et mars 2002 pour respectivement 9,7 et 20,5 millions d'euros.
- (3) Les autres variations concernent essentiellement la réévaluation des dettes ayant fait l'objet d'une couverture ainsi que les mouvements enregistrés sur le stock de titres intra-groupe détenu par Natixis Funding dans le cadre de son activité d'animation de la dette de Natixis sur le marché secondaire. Sont concernées les émissions de TSR de juin 2003, novembre 2004, septembre et décembre 2006, mai et juin 2007.

NOTE 4 NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

4.1 Marge d'intérêt

Les postes « intérêts et produits assimilés » et « intérêts et charges assimilées » enregistrent les intérêts des titres à revenus fixes comptabilisés dans la catégorie actifs disponibles à la vente, les intérêts sur les prêts/emprunts et créances/dettes sur les établissements de crédit et sur la clientèle.

Ils enregistrent également les intérêts sur les titres détenus jusqu'à l'échéance.

Les actifs et passifs financiers évalués au coût amorti donnent lieu à la comptabilisation d'intérêts calculés sur la base du taux d'intérêt effectif.

En millions d'euros	1er semestre 2012			1er semestre 2011		
	Produits	Charges	Nets	Produits	Charges	Nets
Banque Centrale	3		3	12	(1)	11
Intérêts sur titres	610	(492)	118	656	(150)	506
Prêts et créances	2 872	(1 438)	1 435	2 680	(1 294)	1 386
<i>Sur les établissements de crédit</i>	914	(1 175)	(260)	689	(944)	(255)
<i>Sur la clientèle</i>	1 726	(241)	1 486	1 765	(335)	1 430
<i>Location financement</i>	232	(23)	209	226	(15)	211
Dettes subordonnées		(86)	(86)		(124)	(124)
Autres	1	0	1	1	0	1
Instruments de couverture	318	(531)	(213)	415	(622)	(207)
<i>Intérêts courus ou échus sur instruments dérivés</i>	318	(531)	(213)	415	(622)	(207)
Intérêts sur créances dépréciées yc créances restructurées	7	0	7	7	0	7
Total	3 810	(2 546)	1 264	3 771	(2 191)	1 580

4.2 Commissions nettes

Les modalités de comptabilisation des commissions reçues rattachées à des services ou à des instruments financiers dépendent de la finalité des services rendus et du mode de comptabilisation des instruments financiers auquel le service est attaché. Les commissions rémunérant une prestation de service immédiate telles que les commissions d'apporteur d'affaires, sont enregistrées en produits dès l'achèvement de la prestation ; celles perçues dans le cadre d'une prestation de service continu, telles que les commissions de garantie ou les commissions de gestion, sont étalées prorata temporis sur la durée de la prestation. Les commissions de fiducie ou d'activité analogues sont celles qui conduisent à détenir ou à placer des actifs au nom de particuliers, de régimes de retraite, ou d'autres institutions. La fiducie recouvre notamment les activités de gestion d'actif et de conservation pour compte de tiers.

Les commissions faisant partie intégrante du rendement effectif d'un instrument telles que les commissions d'engagements de financement donnés ou les commissions d'octroi de crédits sont comptabilisées et amorties comme un ajustement du rendement effectif du prêt sur la durée de vie estimée de celui-ci. Ces commissions figurent donc parmi les produits d'intérêt et non au poste « commissions ».

En millions d'euros	1er semestre 2012			1er semestre 2011		
	Produits	Charges	Nets	Produits	Charges	Nets
Opérations avec les établissements de crédit	2	(13)	(12)	2	(12)	(10)
Opérations avec la clientèle	265	(4)	262	260	(6)	254
Opérations sur titres	43	(84)	(41)	58	(68)	(10)
Opérations sur moyens de paiement	180	(38)	142	177	(35)	142
Prestations de services financiers	168	(258)	(90)	153	(236)	(83)
Opérations de fiducie	954		954	925		925
Commissions sur engagements de financement, de garantie, de titres, d'instruments dérivés	110	(107)	3	101	(157)	(56)
Autres	181	(296)	(115)	167	(281)	(114)
Total	1 903	(800)	1 103	1 843	(795)	1 048

La prime versée à BPCE au titre de la garantie des actifs de la GAPC classés en « prêts et créances » et en « actifs disponibles à la vente » est comptabilisée en charges au prorata des reprises de provisions et des étalements de décotes de reclassement intervenus sur la période pour ces actifs.

La charge d'étalement de la prime au 30 juin 2012 comptabilisée en commission sur engagement de garantie est de - 64 millions d'euros contre - 137 millions d'euros au 30 juin 2011.

4.3 Gains ou pertes sur actifs financiers et passifs financiers à la juste valeur par résultat

Ce poste enregistre les gains et pertes sur actifs/ passifs à la juste valeur par résultat qu'ils soient qualifiés de transaction ou juste valeur sur option, y compris les intérêts générés par ces instruments.

La ligne « dérivés de couverture » comprend les variations de juste valeur des dérivés, intérêts inclus, classés en couverture de juste valeur, ainsi que la réévaluation symétrique des éléments couverts. Elle enregistre également la part "inefficace" des couvertures de flux de trésorerie.

En millions d'euros	1er semestre 2012	1er semestre 2011
Gains nets sur les actifs et passifs financiers hors dérivés de couverture	644	447
Gains nets sur les actifs et passifs financiers détenus à des fins de transaction (1)	514	43
Gains et pertes nets sur les autres actifs et passifs financiers à la juste valeur sur option (2)	239	527
Autres	(109)	(123)
Dérivés de couverture et variation de l'élément couvert	60	(7)
Inefficacité de la couverture de flux de trésorerie (CFH)	16	9
Inefficacité de la couverture de juste valeur (FVH)	44	(16)
Variation de la couverture de juste valeur	10	61
Variation de l'élément couvert	33	(77)
Total	704	440

(1) La ligne "Gains nets sur les actifs et passifs financiers détenus à des fins de transaction" inclut :

- La valorisation des CDO d'ABS à composante subprime non couverts (cf. note 1.4), qui a conduit à la constatation d'une charge sur le premier semestre 2012 de 6 millions d'euros (hors effet de la garantie BPCE) contre une charge de 15 millions d'euros au 30 juin 2011, se rapportant à une exposition nette de 187 millions d'euros ;
- Les réfections appliquées à la juste valeur des CDS conclus avec les monolines (cf. note 1.4) diminuent au cours de la période, soit un produit de 1 190 millions d'euros au 30 juin 2012 (hors impact de change et effet de la garantie), contre un produit de 482 millions d'euros au 30 juin 2011. Cette reprise s'explique principalement par la commutation de CDS, conclus avec une contrepartie monolines, intervenue au cours

du premier semestre 2012. Corrélativement le stock de réfections constaté au bilan diminue de 1 160 millions d'euros au premier semestre 2012, et évolue de 1 573 millions d'euros au 31 décembre 2011 à 413 millions d'euros au 30 juin 2012 ;

- Les réfections sur les dérivés de crédit conclus avec les CDPC (Crédit Derivatives Product Companies (cf. note 1.4)) reprises sur le premier semestre 2012 pour 9,7 millions d'euros contre une reprise de 5 millions d'euros au 30 juin 2011 (hors effet de la garantie BPCE et effet change), s'élèvent à 5 millions d'euros, se rapportant à une exposition économique de 39,8 millions d'euros au 30 juin 2012.

Corrélativement, la provision sur base de portefeuilles a été reprise de 63,3 millions d'euros sur le premier semestre 2012 contre une reprise de 3,5 millions d'euros au 30 juin 2011 (hors effet de la garantie BPCE et effet change), portant le stock à 92,7 millions d'euros, celui-ci se rapportant à une exposition de 523,3 millions d'euros au 30 juin 2012 contre 746 millions d'euros au 31 décembre 2011 ;

- Au 30 juin 2012, le stock de décote sur les parts de fonds, constitué en 2009 sur la base des prix de vente observés sur le marché secondaire, s'élève à 37,4 millions d'euros contre 41 millions d'euros au 31 décembre 2011, soit une variation positive de 3,6 millions d'euros au premier semestre 2012 contre un produit de 18 millions d'euros au 1^{er} semestre 2011.

- (2) Les gains et pertes nets comprennent notamment la valorisation du spread émetteur sur les émissions de Natixis classées dans les instruments à la juste valeur par résultat sur option qui a eu une incidence négative sur le résultat du premier semestre de 58 millions d'euros au 30 juin 2012 contre une charge de 123 millions d'euros au 30 juin 2011.

4.4 Gains ou pertes sur actifs financiers disponibles à la vente

Les gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente comprennent essentiellement les résultats de cession des titres, et les pertes de valeur sur titres à revenu variable (dépréciation durable).

Les titres à revenu variable classés dans la catégorie "actifs disponibles à la vente" font l'objet de test de dépréciation lorsque leur valeur comptable est supérieure à leur valeur recouvrable.

Les pertes de valeur des titres à revenu fixe sont comptabilisées en coût du risque.

Les encours dont la date de syndication était dépassée au 30 juin 2012 ont fait l'objet sur la base individuelle d'une analyse afin de prendre en compte dans le résultat les éventuelles décotes de marché observées à la date de clôture.

Ce poste enregistre également les dividendes sur titres à revenu variable.

En millions d'euros	1er semestre 2012	1er semestre 2011
Dividendes	139	145
Résultats de cession	64	(79)
Pertes de valeur des titres à revenu variable (2)	(106)	(46)
Décotes sur crédits syndiqués (1)	0	12
Total	97	32

- (1) Crédits syndiqués : Les encours dont la date de syndication théorique était dépassée au 30 juin 2012 s'élèvent à 55 millions d'euros. Ces encours ont fait l'objet, sur base individuelle, d'une analyse afin de prendre en compte dans le résultat les décotes de marché observées à la date de clôture. Le stock de décote à cette date s'établit à 29 millions d'euros au 30 juin 2012.

4.5 Autres produits et charges

Les produits et charges des autres activités recouvrent notamment les produits et charges accessoires sur la location financement et les produits et charges sur les immeubles de placement.

Ce poste comprend également les charges et produits liés à l'activité d'assurance, et notamment, les primes reçues de l'assurance vie, les charges de prestation et les dotations et reprises de provisions techniques des contrats d'assurance.

En millions d'euros	1er semestre 2012			1er semestre 2011		
	Produits	Charges	Nets	Produits	Charges	Nets
Opérations de location financement	58	(50)	8	51	(43)	8
Immeubles de placement	65	(22)	43	47	(24)	23
Sous total activités immobilières	123	(72)	51	98	(67)	31
Dotations/reprises nettes de provisions techniques sur contrats d'assurance	113		113	644	0	644
Autres charges et produits d'assurance	1 875	(2 142)	(267)	1 399	(2 086)	(687)
Sous total assurance	1 988	(2 142)	(154)	2 043	(2 086)	(43)
Opérations de location simple	46	(37)	9	34	(30)	4
Autres produits et charges accessoires	448	(278)	170	526	(164)	362
Total	2 605	(2 529)	76	2 701	(2 347)	354

4.6 Charges générales d'exploitation

Les charges générales d'exploitation comprennent essentiellement les frais de personnel, dont les salaires et traitements nets des refacturations, les charges sociales ainsi que les avantages au personnel tels que les charges de retraite (partie relative aux régimes à prestations définies) ou encore les paiements sur base d'actions, conformément à la norme IFRS 2 (cf. note 8).

Ce poste comprend également l'ensemble des frais administratifs et les services extérieurs.

En millions d'euros		1er semestre 2012	1er semestre 2011
Frais de personnel	Salaires et traitements <i>dont paiements en actions (1)</i>	(993) (35)	(940) (25)
	Avantages de retraite et autres avantages à long terme	(103)	(138)
	Charges sociales	(240)	(227)
	Intéressement et participation	(67)	(51)
	Impôts et taxes liés aux rémunérations	(57)	(55)
	Autres	(21)	(2)
Total Frais de personnel		(1 481)	(1 413)
Autres charges d'exploitation	Impôts et taxes	(64)	(68)
	Services extérieurs	(798)	(835)
	Autres	(50)	(42)
Total Autres charges d'exploitation		(912)	(945)
Total		(2 393)	(2 357)

(1) Le montant de l'étalement comptabilisé dans les comptes sur le premier semestre 2012, concernant les plans de fidélisation et de performance décrits en note 8.1.2, comprend une charge de 25 millions d'euros pour la partie de la rémunération réglée en trésorerie et indexée sur la valeur de l'action Natixis et un complément de charges de 10 millions d'euros pour la partie de la rémunération réglée en actions Natixis.

4.7 Coût du risque

Ce poste enregistre principalement la charge du risque sur les opérations de crédit : les dotations nettes de reprises de provisions, individuelles et collectives, les créances passées en perte sur l'exercice et les récupérations sur les créances amorties.

Sont également enregistrées dans ce poste les dépréciations éventuellement constituées en cas de risque de défaillance avéré de contreparties d'instruments financiers négociés de gré à gré.

La ligne "Dépréciations sur créances individuelles" comprend les dépréciations des titres classés en "Prêts et Créances" (y compris ceux reclassés dans les conditions de l'amendement du 13 octobre 2008) ainsi que celles des titres à revenu fixe classés en actifs financiers disponibles à la vente.

En millions d'euros	1er semestre 2012					1er semestre 2011				
	Dotations	Reprises nettes	Pertes sur créances non couvertes	Récupérations s/ créances amorties	Net	Dotations	Reprises nettes	Pertes sur créances non couvertes	Récupérations s/ créances amorties	Net
Provisions pour risques et charges	(27)	17			(10)	(55)	8			(47)
Engagement par signature	(8)	3			(5)	(38)	5			(33)
Autres	(19)	14			(5)	(17)	3			(14)
Provisions sur actifs financiers	(334)	175	(70)	7	(222)	(396)	321	(12)	7	(80)
Coût du risque (1)	(361)	192	(70)	7	(232)	(451)	329	(12)	7	(127)
<i>dont</i>										
Reprises de dépréciation sans objet		192					329			
Reprises de dépréciations utilisées		345					272			
Sous-total reprises		537					601			
Pertes couvertes par provisions		(345)					(272)			
Total reprises nettes		192					329			

La provision pour dépréciation durable constatée sur les titres souverains Grecs au 31 décembre 2011 et au premier trimestre 2012 a été reprise en totalité pour un montant de -184,4 millions d'euros à la suite de la cession des titres au 1^{er} semestre 2012.

4.8 Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence

En millions d'euros	1er semestre 2012		1er semestre 2011	
	Valeur des participations mises en équivalence	Résultat	Valeur des participations mises en équivalence	Résultat
Caisses d'Epargne	6 080	154	5 991	172
Banques Populaires	5 130	75	5 110	148
Autres	121	9	72	10
Mécanisme P3CI avant effet impôt	0	63		
Total	11 331	301	11 173	330

Une information financière résumée des entreprises associées est présentée en note 8.3.2.

4.9 Rapprochement entre la charge d'impôt totale et la charge d'impôt théorique

En millions d'euros	1er semestre 2012	1er semestre 2011
+ Résultat net- Part du groupe	579	917
+ Résultat net- Part des minoritaires	21	8
+ Impôt de l'exercice	205	282
+ Dépréciations des écarts d'acquisition	5	0
- Quote-part de résultat net des sociétés mises en équivalence	(301)	(330)
= Résultat comptable consolidé avant impôt, amortissement des écarts d'acquisition et résultat des sociétés mises en équivalence	509	876
+/- Différences permanentes	(129)	(99)
= Résultat fiscal consolidé	380	777
x Taux d'impôt théorique	33,33%	33,33%
= Impôt théorique	(127)	(259)
+ Contributions et impôt forfaitaire annuel	(2)	(3)
+ Impôt au taux réduit	(1)	(3)
+ Déficits de l'exercice limités par prudence	(10)	(6)
+ Effets de l'intégration fiscale	21	64
+ Différence de taux d'impôt sur filiales étrangères	(11)	3
+ Crédits d'impôt	11	1
+ Impôts de distribution des CCI et du mécanisme P3CI	(54)	(37)
+ Impôt sur exercices antérieurs	(85)	(94)
+ Autres éléments (a)	53	50
= Charge d'impôt de l'exercice	(205)	(282)
dont : impôt exigible	(119)	(113)
impôt différé	(86)	(169)

(a) Dont 78 millions d'euros d'économies d'impôt résultant de l'imputation de déficits antérieurs non activés sur le bénéfice de l'exercice 2012.

**NOTE 5 ETAT DU RESULTAT NET ET DES GAINS ET PERTES COMPTABILISES
DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES**

5.1 Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

En millions d'euros	1er semestre 2012	1er semestre 2011
Ecart de conversion		
<i>Reclassement vers le résultat</i>	-	(1)
<i>Autres mouvements</i>	77	(428)
	77	(429)
Réévaluation des actifs disponibles à la vente		
<i>Reclassement vers le résultat</i>	29	37
<i>Autres mouvements</i>	109	94
	138	131
Réévaluation des instruments dérivés de couverture		
<i>Reclassement vers le résultat</i>	84	86
<i>Autres mouvements</i>	(196)	18
	(111)	104
Quote part de gains ou pertes latents ou différés sur entités mises en équivalence		
<i>Reclassement vers le résultat</i>	2	(6)
<i>Autres mouvements</i>	40	22
	43	16
Impôts	(2)	(10)
TOTAL	144	(188)

NOTE 6 INFORMATION SECTORIELLE

Au cours de l'exercice 2009, Natixis a procédé à une revue approfondie de ses métiers et a ainsi décliné le plan New Deal. Après avoir étudié le potentiel de croissance de chaque métier et son adéquation stratégique avec les autres métiers de Natixis et avec BPCE, la Direction Générale a organisé Natixis autour de trois métiers cœurs :

- **La Banque de Financement et d'Investissement**, qui se positionne comme la banque de la clientèle grandes entreprises et institutionnels du groupe BPCE;
- **Le pôle Epargne**, qui comprend la gestion d'actifs, l'assurance vie, la banque privée et, depuis le troisième trimestre 2010, le métier capital investissement issu de la scission de Natixis Private Equity et ayant vocation à être une activité pour compte de tiers;
- **Les Services Financiers Spécialisés**, qui regroupent les métiers de l'Affacturage, du Crédit-bail, du Crédit à la consommation, des Cautions et garanties, de l'Ingénierie sociale, des Paiements et des Titres. Ces services s'inscrivent au cœur du développement de la banque de détail du groupe BPCE.

Les activités de Coface, de Capital Investissement (activité pour compte propre, fonds sponsorisés, et activité pour compte de tiers destinée à être cédée) et, **Natixis Algérie** sont gérées comme des participations financières en raison des moindres synergies qu'elles présentent avec les autres métiers de Natixis et avec BPCE.

En 2011, les activités de **Coface** ont été recentrées sur les métiers cœur (assurance-crédit et affacturage en Allemagne et Pologne), regroupés sous le périmètre **Coface « core »**, et les activités non stratégiques (activités de services) mises en run-off et regroupées sous le périmètre **Coface « non core »**.

C'est sur la base de cette nouvelle organisation que la Direction générale suit le résultat des différentes activités, établit ses « business plans » et effectue sa gestion opérationnelle. Conformément à la norme IFRS8 « Secteurs opérationnels », c'est donc à partir de ce découpage interne des activités que Natixis a défini ses secteurs opérationnels.

6.1 BFI

La Banque de Financement et d'Investissement propose à ses clients - entreprises, investisseurs institutionnels, assurances et banques - une gamme diversifiée de solutions de financement et de marchés de capitaux, intégrant tous ses savoir-faire : conseil, origination, financement, structuration et placement.

L'expertise et la technicité de ses équipes, associées à une recherche reconnue et régulièrement primée, permettent à Natixis de concevoir des solutions adaptées aux besoins de ses clients et intégrant les dernières évolutions des marchés.

- Natixis entretient, par sa fonction coverage, une relation de proximité avec ses clients, en France et à l'international ; elle les accompagne dans la durée et dans un cadre de maîtrise des risques, en leur apportant sa connaissance pointue de nombreux secteurs d'activités ;
- **Dettes et financements** : une plateforme dédiée fournit des solutions de financements et de conseil grâce à des compétences complémentaires dans le domaine de l'origination spécialisée, de la structuration de crédit et de la distribution ;
- **Marchés de capitaux** : Natixis dispose d'une expertise reconnue sur les marchés de taux, change, matières premières, crédit et sur le marché des actions qui lui permet de

proposer une offre de produits diversifiés standards et sur mesure.

6.2 Services Financiers Spécialisés

Ce pôle rassemble un ensemble d'activités de service dédiées principalement aux réseaux des Caisses d'Épargne et des Banques Populaires ainsi qu'aux autres pôles métiers de Natixis :

- **Affacturation** : ce métier, n°4 de l'affacturation en France, apporte des solutions aux entreprises pour la gestion des factures (financement, assurance, recouvrement). Natixis Factor utilise les réseaux des Banques Populaires et des Caisses d'Épargne qui assurent une part importante du flux d'affaires ;
- **Cautions et garanties financières** : cette ligne de métier est exercée par Natixis Garanties. Ces métiers regroupent principalement : des cautions sur les crédits immobiliers aux particuliers et professionnels octroyés par le réseau des Caisses d'Épargne et plus récemment par le réseau des Banques Populaires, des garanties légales, des cautions financières ;
- **Crédits à la consommation** : classée 3ème acteur français du secteur, la ligne de métiers de crédits à la consommation regroupe au sein de Natixis, des activités larges sur la chaîne de valeur des prêts revolving (marketing, octroi, gestion administrative, recouvrement amiable...) et des activités de gestion administrative de prêts personnels. Ces activités sont exercées au travers de Natixis Financement, qui gère les encours revolving des réseaux du groupe BPCE et assure la gestion des prêts personnels des Caisses d'Épargne et son extension depuis peu au périmètre des Banques Populaires;
- **Crédit Bail** : cette ligne de métier apporte des solutions de financement pour des actifs mobiliers ou immobiliers sous forme de crédit bail ou de location longue durée.
- **Ingénierie sociale** : (offre complète pour l'ingénierie sociale des entreprises), épargne salariale : tenue de comptes salariés, gestion administrative et comptable des fonds ; vie collective et titres de services ;
- **Titres** : back-offices de métiers titres retail : conservation (tenue de comptes, sous-traitance back-office titres, contrôle dépositaire), service bureau ;
- **Paiements** : mise à disposition d'outils et d'infrastructures : monétique, émission et recouvrement des transferts électroniques de masse, traitement des chèques ;
- **Financement du cinéma** : cette ligne de métier est opérée au travers de la filiale Coficiné, établissement spécialisé dans le crédit structuré aux activités cinématographiques et audiovisuelles en France et en Europe.

6.3 Épargne

- **Gestion d'actifs** : les activités de gestion d'actifs sont rassemblées au sein de Natixis Global Asset Management. Elles couvrent l'ensemble des classes d'actifs et sont exercées principalement aux États-Unis et en France. Celles-ci sont assurées par une organisation fédérale d'entités autonomes (sociétés de gestion spécialisées et structures spécialisées pour la distribution) sous le contrôle d'une holding, qui assure la cohérence d'ensemble du modèle en prenant en charge les fonctions de pilotage. Ces sociétés peuvent se concentrer sur leur cœur de métier, la génération de performance, tout en gardant la possibilité de développer une clientèle institutionnelle propre et en bénéficiant des autres fonctions support du pôle avec des modèles économiques adaptés. Nombre de celles-ci bénéficient d'une forte notoriété, telles que Loomis Sayles,

Harris Associates, AEW ou Natixis Asset Management.

Ensemble, ces sociétés de gestion spécialisées permettent au groupe d'offrir une gamme complète d'expertises qui répond à la demande de toutes les catégories de clients. L'organisation de la distribution autour de la plate-forme Global Associates, ainsi que des fonds de commerce développés historiquement par les sociétés de gestion, notamment en direction des clientèles groupe, permet d'optimiser la couverture des différentes clientèles. La distribution auprès des réseaux-actionnaires reste toutefois assurée en France par les sociétés de gestion.

- **Assurances** : Natixis Assurances est un holding regroupant diverses filiales opérationnelles d'assurance. Il propose une gamme complète de produits en assurance vie individuelle et collective, en prévoyance et en assurance dommages aux biens. Son offre, diversifiée et modulable, s'adresse aux particuliers, aux professionnels, aux agriculteurs, aux entreprises et aux associations.
- **Banque Privée** : cette ligne de métier couvre les activités de gestion de fortune en France et au Luxembourg, la gestion patrimoniale et une offre de services à destination des Conseillers en Gestion de Patrimoine Indépendants (CGPI). La Banque Privée 1818, issue de la fusion entre Banque Privée Saint Dominique (BPSD) et La Compagnie 1818, prend une place notable sur le marché français. Son développement s'est poursuivi en 2011 avec l'intégration de Sélection-R, devenue Sélection 1818, plateforme à destination des CGPI après rapprochement de cette dernière avec 1818 Partenaires. La banque développe sa clientèle essentiellement à partir de la clientèle des Caisses d'Epargne, des Banques Populaires et complétées par celle de Natixis. Elle recouvre le conseil, l'expertise et la gestion de patrimoine, ainsi que la gestion financière d'OPCVM.
- **Capital Investissement pour compte de tiers** : les activités de capital investissement pour compte de tiers sont fédérées autour d'un département de Natixis créé en 2010 : Natixis Capital Investissement (NCI). L'expertise des équipes est tournée vers le financement des petites et moyennes entreprises en général non cotées en France et en Europe via des prises de participations sponsorisées. NCI couvre les segments d'activité du private equity pour compte d'investisseurs tiers tels les opérations de capital développement (financements du haut de bilan de sociétés matures), de capital risque (sociétés jeunes et innovantes) et de fonds de fonds.

6.4 Capital investissement

Cette activité regroupe le capital investissement exercé pour compte propre, certains fonds sponsorisés ainsi que des activités pour compte de tiers qui n'ont pas vocation à être conservées au sein de Natixis. Après la cession en octobre 2010 à AXA Private Equity de l'essentiel de l'activité pour compte propre en France, il subsiste la partie internationale organisée en plusieurs petites équipes d'investisseurs. L'expertise de ces équipes est tournée vers le financement des petites et moyennes entreprises en général non cotées à l'international via des prises de participations.

6.5 Coface

Les principales activités exercées sont : l'assurance crédit, l'affacturage à l'étranger, l'information et notation d'entreprise (solvabilité et marketing), la gestion de créances (de l'émission au recouvrement) et la gestion des procédures publiques pour le compte de l'État français. La majeure partie du chiffre d'affaires est réalisé à l'international.

En 2011, les activités de **Coface** ont été recentrées sur les activités stratégiques (assurance-crédit et affacturage en Allemagne et Pologne), regroupés sous le périmètre **Coface « core »**, et les activités non stratégiques (activités de services) mises en run-off et regroupées sous le périmètre **Coface « non core »**.

6.6 Banque de détail

Natixis intègre ces activités d'une part au travers de sa participation de 20% dans les réseaux de banque de détail des Banques Populaires et des Caisses d'Epargne, et d'autre part, par les lignes métiers distribuées par les réseaux. Les réseaux des deux groupes actionnaires occupent des positions de marché distinctes et complémentaires. Les Caisses d'Epargne sont très présentes auprès des particuliers et des professionnels avec une gamme complète de produits et services ; elles sont également ancrées dans leurs territoires, au service du développement des régions, en proposant aux collectivités locales, aux organismes de logement social et aux entreprises une offre complète. Les Banques Populaires interviennent sur le marché des professionnels, des PME, et des particuliers.

6.7 Gestion Active des Portefeuilles Cantonnés

Fin 2008, il a été décidé de regrouper dans une structure de cantonnement les positions les plus illiquides et/ou les plus risquées sur les opérations de marché et en particulier : les activités d'arbitrage de convertibles, les dérivés actions et taux complexes, les dérivés de trading de corrélation, les instruments structurés sur fonds, les activités pour compte propre de crédit, residential ABS.

Dans un contexte marqué par un environnement économique encore incertain, Natixis a, au troisième trimestre 2009 mis en place avec BPCE un dispositif de protection contre les pertes futures et la volatilité des résultats occasionnée par les portefeuilles de la GAPC. Ce mécanisme est entré en vigueur à compter du 1^{er} juillet 2009.

A 30 juin 2012, le référentiel d'activité de la GAPC se décompose ainsi :

- GAPC 0 – Management
- GAPC 1 – Structured Credit Euro
- GAPC 2 – Structured Credit US
- GAPC 3 – Vanilla Credit
- GAPC 4 – Trading de corrélation
- GAPC 5 – Dérivés complexes de taux
- GAPC 7 – Dérivés complexes actions
- GAPC 8 – Structurés sur fonds (ex Alternative Assets)

L'activité GAPC 6 – Arbitrage de convertibles a été clôturée en fin d'année 2010.

Dans un contexte marqué par un environnement économique encore incertain, Natixis a, au troisième trimestre 2009 mis en place avec BPCE un dispositif de protection contre les pertes futures et la volatilité des résultats occasionnée par les portefeuilles de la GAPC. Ce mécanisme est entré en vigueur à compter du 1^{er} juillet 2009.

6.8 Hors pôle

A ces pôles opérationnels s'ajoutent les activités du Hors-pôle. A ce titre, il enregistre les mécanismes de centrale financière et les revenus liés à la gestion ALM du groupe. Il regroupe également les résultats du portefeuille de participations de la banque ne relevant pas de l'activité d'un pôle, ainsi que la réévaluation de la dette propre. Il enregistre enfin, en PNB, les intérêts sur l'opération P3CI. Ces derniers sont réalloués aux différents métiers (BFI, SFS, Epargne et Banque de détail) au niveau de la ligne de résultat avant impôt dans la note relative à l'information sectorielle du résultat (cf. note 6.9).

En matière de coûts, ce pôle porte les coûts de structure de la banque ainsi que certains coûts de restructuration non alloués aux métiers.

6.9 Information sectorielle du résultat

30/06/2012									
	Banque de Financement et d'Investissement	Epargne	Services Financiers spécialisés	Coface	Natixis Private Equity	Banque de Détail	GAPC	Autres activités	Total
En millions d'euros	[1]	[2]	[3]	[4]	[5]	[6]	[7]	[8]	[9]
Produit net bancaire	1 461	1 006	598	371	8	(130)	3	(74)	3 244
évolution 2012/2011 (1)	-13%	6%	4%	9%	163%	0%	-95%	193%	-6%
Frais généraux et assimilés	(855)	(742)	(387)	(282)	(7)		(69)	(164)	(2 506)
évolution 2012/2011 (1)	-3%	11%	-4%	6%	-22%		-5%	-2%	2%
Résultat brut d'exploitation	606	264	211	89	1	(130)	(66)	(238)	737
évolution 2012/2011 (1)	-25%	-5%	22%	19%	-113%	0%	284%	24%	-25%
Résultat avant impôt	436	251	158	86	1	126	(128)	(124)	804
évolution 2012/2011 (1)	-44%	-8%	4%	24%	-102%	-34%	422%	-39%	-33%
Résultat net part du groupe	278	180	105	55	1	130	(82)	(87)	579
évolution 2012/2011 (1)	-49%	-9%	-2%	11%	-103%	-34%	378%	-39%	-37%

(1) Il s'agit de l'évolution entre le 30 juin 2012 et le 30 juin 2011 Proforma

30/06/2011 - PRO FORMA des changements de périmètre 2012 (1)									
	Banque de Financement et d'Investissement	Epargne	Services Financiers spécialisés	Coface	Natixis Private Equity	Banque de Détail	GAPC	Autres activités	Total
En millions d'euros	[1]	[2]	[3]	[4]	[5]	[6]	[7]	[8]	[9]
Produit net bancaire	1 684	948	578	340	3	(129)	56	(25)	3 454
Frais généraux et assimilés	(878)	(670)	(404)	(266)	(9)		(73)	(166)	(2 465)
Résultat brut d'exploitation	806	278	174	74	(6)	(129)	(17)	(191)	989
Résultat avant impôt	773	271	152	69	(20)	190	(25)	(204)	1 206
Résultat net part du groupe	542	198	106	49	(18)	198	(17)	(142)	917

(1) Ces informations sont présentées suivant la nouvelle organisation des métiers retenue par Natixis au 30 juin 2012. Elles tiennent compte notamment de l'intégration des activités non core de la Coface dans les "autres activités" ainsi que de l'affectation à chaque métier d'une contribution à l'opération P3CI.

30/06/2011 - Publication de l'actualisation du document de référence 2010										
	Banque de Financement et d'Investissement	Epargne	Services Financiers spécialisés	Coface	Natixis Private Equity	Banque de Détail	GAPC	Autres activités	Total	
En millions d'euros	[1]	[2]	[3]	[4]	[5]	[6]	[7]	[8]	[9]	
Produit net bancaire		1 631	945	573	413	2		49	(160)	3 454
Frais généraux et assimilés		(877)	(670)	(404)	(337)	(9)		(73)	(95)	(2 465)
Résultat brut d'exploitation		754	275	169	76	(7)		(24)	(254)	989
Résultat avant impôt		720	268	147	70	(21)	251	(31)	(198)	1 206
Résultat net part du groupe		505	196	103	47	(18)	238	(22)	(133)	917

NOTE 7 GESTION DES RISQUES

7.1 Risque de crédit et risque de contrepartie

Les informations sur la gestion des risques de crédit requises par la norme IFRS 7, à l'exception de celles mentionnées ci-dessous, sont présentées dans le pilier III dans la partie 4.2 du chapitre IV « Gestion des risques ».

7.1.1 Exposition brute aux risques de crédit

Le tableau ci-dessous présente l'exposition de l'ensemble des actifs financiers de Natixis au risque de crédit. Cette exposition est déterminée sans tenir compte des garanties, sûretés, achats de protection, collatéraux sur instruments financiers à terme négociés de gré à gré, effet de l'application de contrats cadres de compensation et autres rehaussements de crédit. Elle correspond à la valeur nette comptable des actifs financiers inscrits au bilan, nette de toutes dépréciations effectuées (individuelles ou collectives).

En millions d'euros	Encours sains	Encours en défaut	Dépréciations	Encours nets 30/06/2012	Encours nets 2011
Actifs financiers à la juste valeur par résultat (hors titres à revenus variables)	253 216	0	0	253 216	225 640
Instruments dérivés de couverture	3 305	0	0	3 305	3 492
Actifs disponibles à la vente (hors titres à revenus variables)	31 429	173	(120)	31 482	29 744
Prêts et créances sur EC	71 897	280	(237) *	71 941	48 643
Prêts et créances sur la clientèle	104 722	5 325	(2 666) *	107 381	111 822
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	3 845	0	(4)	3 840	4 037
Engagements de financement donnés	80 813	202	(13)	81 002	73 314
Engagements de garantie financière donnés	125 641	152	(39)	125 754	120 579
TOTAL DE L'EXPOSITION BRUTE	674 867	6 133	(3 079)	677 921	617 271

* incluant les provisions collectives

Le passage des encours comptables (périmètre consolidé) aux expositions brutes et expositions en risque du périmètre prudentiel risque de crédit (présenté dans le chapitre gestion des risques en note 4.2.5.3 « Risque de crédit ») intègre les principales opérations suivantes :

- exclusion des sociétés d'assurance mises en équivalence dans le périmètre prudentiel ;
- exclusion des expositions classées en trading ;
- prise en compte des accords de compensation sur les opérations de marché ;
- retraitement des positions d'affacturage pour prendre en compte une exposition sur le risque de défaut et une position sur le risque de dilution ;
- application d'un facteur de conversion équivalent crédit sur les engagements de financement et les engagements de garantie.

7.1.2 Ventilation par zone géographique des provisions individuelles et collectives afférentes aux prêts et créances aux établissements de crédit et à la clientèle

Zones géographiques En millions d'euros	30/06/2012						31/12/2011					
	Risques individualisés	Risques collectifs	Total des risques	Dépréciation risques individualisés	Dépréciation risques collectifs	Total Dépréciations	Risques individualisés	Risques collectifs	Total des risques	Dépréciation risques individualisés	Dépréciation risques collectifs	Total Dépréciations
France	2 114	8 865	10 979	883	180	1 063	1 775	10 340	12 114	880	178	1 059
Autres pays d'Europe de l'Ouest	2 196	8 128	10 324	819	160	979	2 463	8 375	10 838	808	148	956
Europe de l'Est	130	1 055	1 185	31	13	44	137	1 116	1 253	27	13	41
Amérique du nord	897	4 293	5 190	256	155	411	615	4 693	5 308	222	239	461
Amérique centrale et latine	267	739	1 006	206	9	215	400	738	1 137	190	8	198
Afrique et Moyen-Orient	153	1 351	1 504	135	33	168	243	1 563	1 806	127	41	168
Asie et océanie	201	3 175	3 376	18	43	61	110	3 624	3 734	54	42	96
TOTAL	5 958	27 606	33 564	2 348	592	2 940	5 742	30 448	36 190	2 309	670	2 979

7.1.3 Répartition des provisions collectives par secteur d'activité

Répartition en % Secteur d'activité	Provisions collectives	
	30/06/2012	31/12/2011
Transport	19,2%	18,6%
Finance	17,6%	25,7%
Immobilier	16,9%	14,9%
Communication	6,1%	4,2%
Hôtel /Tourisme /Loisirs	5,1%	2,6%
Services	4,1%	3,5%
Holdings/ Groupes Divers	4,0%	3,4%
Administrations	4,0%	3,4%
Pétrole / Gaz	3,4%	3,4%
BTP	2,6%	2,7%
Distribution - commerce	2,5%	2,4%
Biens de consommation	2,4%	2,4%
Industries de base	1,8%	1,8%
Pharmacie /Santé	1,5%	1,8%
Commerce International des matières premières	1,3%	2,1%
Agroalimentaire	1,1%	1,0%
Electricité	1,1%	0,9%
Télécommunications	1,0%	1,4%
Technologie	1,0%	1,1%
Services aux collectivités	0,9%	0,7%
Construction mécanique électrique	0,9%	0,5%
Automobile	0,6%	0,6%
Titrisations	0,4%	0,0%
Aéronautique / Armement	0,3%	0,3%
Autres	0,3%	0,6%
TOTAL	100,0%	100,0%

90% des provisions collectives sur le secteur Finance sont constitués de provisions sur les CDPC (Credit Derivative Product companies).

7.1.4 Evolution des provisions collectives

En millions d'euros	Stock de provision au 31/12/2011	Dot(+)	Rep(-)	Ecart de conversion	Stock de provision au 30/06/2012
Sectoriel	615		-82	4	537
Geographique	55		-1	1	55
TOTAL	670		-83	5	592

La reprise sectorielle comprend une reprise de 63,3 millions d'euros au titre des CDPC.

7.2 Risque de marché, risques de taux d'intérêt global, de liquidité, et de change structurel

Les informations sur la gestion des risques de marché, risques de taux d'intérêt global, de liquidité, et de change structurel requises par la norme IFRS 7 sont présentées dans la partie 4.2 et 4.3 du chapitre IV « Gestion des risques ».

Expositions aux risques souverains

7.3.1 Montant des expositions souveraines

Au 30 juin 2012, l'exposition au risque souverain sur les pays de l'Union Européenne listés ci-dessous est présentée selon la méthodologie appliquée dans le cadre des stress tests conduits par l'ABE (Autorité Bancaire Européenne) excluant les activités d'assurance :

Exposition au 30 juin 2012 :

En millions d'euros	Portefeuille bancaire			Portefeuille de négociation				Total des expositions	Maturité résiduelle						
	Dont prêts et créances	dont actifs disponible à la vente	dont actifs financiers à la juste valeur sur option	Expositions nettes directes (a)	Expositions nettes indirectes				1 an	2 ans	3 ans	5 ans	10 ans	>10 ans	
					Dérivés (hors CDS)	CDS									
					Achat	Vente									
Chypre						(1)		(1)				(1)			
Espagne	1			2	202		(239)	233	199	358	(136)	(140)	54	53	10
Grèce (b)				3					3						3
Hongrie			59	6	5		(210)	208	68	2	2	(20)	106	(22)	
Irlande				2	2		(134)	122	(10)	4	2	1	(17)		
Italie (c)	5			8	374	16	(406)	389	386	717	(315)	91	(192)	142	(57)
Portugal (c)				9	(55)		(379)	372	(53)	9	5	7	(86)	12	
	6	59		28	528	15	(1 368)	1 324	592	1 090	(442)	(61)	(135)	185	(44)

(a) Juste valeur des positions longues nettes des positions courtes ;

(b) Les expositions souveraines grecques détenues directement par Natixis ont été cédées au cours du deuxième trimestre 2012 générant une moins value de cession de 3,5 millions d'euros au 30 juin 2012 ; les positions de CDS ont été débouclées sans impact significatif sur le compte de résultat. L'exposition résiduelle pour 3 millions d'euros concerne des titres détenus par des fonds d'actif vus en transparence ;

(c) La variation de 30 millions d'euros des actifs financiers à la juste valeur sur option sur le Portugal correspond à des titres arrivés à échéance. La variation de 10 millions d'euros des prêts et créances sur l'Italie correspond à la variation du solde du compte courant ouvert auprès de la Banque d'Italie.

Expositions au 31 décembre 2011

En millions d'euros	Portefeuille bancaire			Portefeuille de négociation				Total des expositions	Maturité résiduelle						
	Dont prêts et créances	dont actifs disponible à la vente	dont actifs financiers à la juste valeur sur option	Expositions nettes directes (a)	Expositions nettes indirectes				1 an	2 ans	3 ans	5 ans	10 ans	>10 ans	
					Dérivés (hors CDS)	CDS									
					Achat	Vente									
Chypre						2		2	2						
Espagne	1			1	(67)		(237)	229	(71)	53	(13)	(105)	(48)	28	14
Grèce		62		7	54		(77)	129	175	100	9	10	(7)	1	62
Hongrie		59		1	(17)		(180)	176	40	0	2	(60)	56	42	
Irlande							(97)	112	15	15	2	22	(24)		
Italie	15			5	194	18	(411)	397	218	108	8	6	12	91	(7)
Portugal				40	(15)		(244)	261	42	82	6	(27)	(19)		
	16	121		54	149	20	(1 246)	1 304	421	360	14	(154)	(30)	162	69

(a) Juste valeur des positions longues nettes des positions courtes

Par ailleurs, au 30 juin 2012, Natixis est également exposée au risque souverain sur ces mêmes pays au titre de ses activités d'assurance à hauteur des montants suivants :

En millions d'euros	Expositions au 30 juin 2012 (a) (b)							Expositions au 31 décembre 2011 (a) (b)						
	Total	1 an	2 ans	3 ans	5 ans	10 ans	>10 ans	Total	1 an	2 ans	3 ans	5 ans	10 ans	>10 ans
Espagne (d)	148		2	1	15	37	92	160	13	1	2	2	40	101
Grèce (c)								171	1	1	6	123	14	25
Irlande	114					21	93	103					21	82
Italie (d)	1 081	22	18	18	105	575	343	503	12	31	9	59	48	344
Portugal (d)	108				7	5	2	87				6	4	7
Total	1 451	22	20	26	146	707	529	1 024	26	33	23	209	192	541

Les activités d'assurance n'ont pas d'expositions sur la Hongrie et Chypre

- (a) Valeur nette comptable (provision pour dépréciation durable incluse) ;
- (b) Sans application des règles contractuelles de participation aux bénéfices sur l'assurance vie ;
- (c) Les expositions souveraines grecques, détenues dans les portefeuilles d'assurance, ont fait l'objet d'une cession au deuxième trimestre 2012, conduisant Natixis à constater une moins value de cession de 5,9 millions d'euros au 30 juin 2012 avant application des règles contractuelles de participation aux bénéfices ;
- (d) Au 1^{er} semestre 2012, acquisition de titres d'état italiens pour 628 millions d'euros en valeur nominale, remboursement des expositions espagnoles classés en actifs détenus jusqu'à l'échéance pour 8,7 millions d'euros et cession de titres d'état portugais pour -9,2 millions d'euros. Les autres variations sont imputables aux variations de valeur.

7.3.2 Portefeuille non souverain grec

Au 30 juin 2012, l'exposition nette de provision au risque non souverain grec détenue directement par Natixis est la suivante :

En million d'euros	30/06/2012
Banques	4
Financements d'actifs et opérations structurées	306
Entreprises	5
Total	315

Il n'y a pas d'exposition de titrisation.

7.3.3 Appréciation des risques

7.3.3.1 Grèce

- Modalités d'évaluation

Depuis le début de l'année 2010, la Grèce est confrontée à des difficultés économiques, des difficultés quant à sa capacité à respecter ses projections budgétaires, et à une crise de confiance sur sa dette. Dès mai 2010, les états de la zone Euro et le FMI se sont engagés de manière significative auprès de la Grèce, avec un plan de soutien de 110 milliards d'euros, en échange d'une réduction de son déficit budgétaire.

Le 21 juillet 2011, l'Europe avait réaffirmé son soutien à la Grèce en mettant en place un deuxième plan d'aide avec la participation du secteur privé. La mise en place de ce plan a été confirmée par le sommet européen du 26-27 octobre 2011. Les conditions définitives ont été actées le 21 février 2012 en accord avec les représentants de l'Eurogroupe, du gouvernement grec et des investisseurs du secteur privé.

Ce plan du secteur privé consiste en un échange de titres qui comprend une décote de 53,5% de la valeur nominale des titres éligibles à l'échange et la réception de nouveaux titres émis par le Fonds Européen de Stabilité Financière (FESF) et par le gouvernement grec, représentant respectivement 15% et 31,5% de la valeur nominale des titres éligibles à l'échange. De plus, des warrants indexés sur le PIB de la Grèce et attachés aux nouveaux titres émis ont été reçus dans le cadre de cet échange.

Concernant le traitement comptable de ce plan d'échange, Natixis a procédé à la décomptabilisation totale des anciens actifs, ces derniers étant remplacés par de nouveaux titres constituant un ensemble dont les caractéristiques, évoquées supra, sont très différentes des premiers titres. La valeur des anciens titres a été ajustée préalablement à l'échange sous la forme d'un complément de provision, les anciens titres ont été

décomptabilisés et les nouveaux titres ont été comptabilisés au bilan pour leur juste valeur soit 65,2 millions d'euros. Cet échange a conduit à constater une moins-value complémentaire de - 40,6 millions d'euros concernant les portefeuilles bancaires, de négociation et d'assurance, après reprise des provisions pour dépréciations durables et application des règles de participation aux bénéfices régissant les portefeuilles d'assurance vie concernés.

Au cours du second trimestre 2012, Natixis a procédé à la cession de la totalité de ses positions sur les nouveaux titres d'Etat grecs générant une moins-value complémentaire de 4,0 millions d'euros après application des règles de participation aux bénéfices. Les warrants ont été valorisés au 30 juin 2012, sur la base de cours de cotation, pour un montant de 0,4 million d'euros.

7.3.3.2 Autres pays

Lors du sommet européen du 26 octobre 2011, les chefs de gouvernement de la zone euro ont confirmé que la contribution du secteur privé restera propre à la situation exceptionnelle de la Grèce.

Le sommet européen des 28 et 29 juin 2012 a renforcé les instruments d'aide aux pays en difficulté via l'assouplissement des règles d'intervention du Fonds Européen de Stabilité Financière (FESF) ou du Mécanisme Européen de Stabilité (MES). Ces derniers pourraient avoir la capacité de recapitaliser directement les banques et racheter de la dette publique sur les marchés, une fois mise en place une organisation de supervision dans la zone euro.

Deux pays, l'Irlande et le Portugal, ont bénéficié d'un plan d'aide de l'Union Européenne et se sont engagés en contrepartie à prendre des mesures de forte réduction de leurs déficits. Concernant l'Espagne, un plan d'aide au secteur bancaire espagnol de 100 milliards d'euros a été annoncé par l'Union Européenne, dont les conditions de mise en œuvre restent à définir.

Sur ces bases, les expositions de ces pays ne présentent pas de situation de défaut au 30 juin 2012. Les titres de dettes souveraines de ces pays ne font donc pas l'objet de dépréciation durable à cette date. Ils n'ont pas non plus donné lieu à un changement de catégorie comptable.

Concernant les titres souverains de ces états, classés dans les catégories « *Actifs financiers disponibles à la vente* » et « *Actifs financiers à la juste valeur par résultat* », les prix de marché observés au 30 juin 2012 ont été retenus pour la valorisation dans les comptes du 30 juin 2012.

La juste valeur de ces actifs est inscrite en niveau 1 dans la communication spécifique sur les niveaux de juste valeur (cf. note 1.4.2), à l'exception des titres souverains portugais dont la juste valeur est classée en niveau 2 compte tenu de l'écartement des fourchettes bid/ask concernant les prix de marché.

7.3.4 Montant des pertes latentes sur actifs disponibles à la vente

En millions d'euros	Montant des réserves recyclables au 30 juin 2012 (1)	Montant des réserves recyclables au 31 décembre 2011 (1)
Espagne	- 27	- 14
Grèce	-	-
Irlande	- 11	- 25
Italie	- 22	- 17
Portugal	- 64	- 93
Total	- 123	- 148

(1) sans application des règles de participation aux bénéfices pour l'assurance vie

7.3.5 Juste valeur au 30 juin 2012 des actifs détenus jusqu'à l'échéance

En millions d'euros	Valeur nette comptable au 30 juin 2012 (1)	Juste valeur au 30 juin 2012	Valeur nette comptable au 31 décembre 2011 (1)	Juste valeur au 31 décembre 2011
Espagne (2)	-	-	9	9
Grèce (3)	-	-	152	152
Irlande	-	-	-	-
Italie	386	323	391	304
Portugal	-	-	-	-
Total	386	323	551	465

(1) Valeur nette comptable pied de coupon, après prise en compte des dépréciations et sans application des règles de participation aux bénéfices pour l'assurance vie ;

(2) Position remboursée au premier semestre 2012 ;

(3) Positions amenées à l'échange. Nouveaux titres en résultant classés en actifs disponible à la vente puis cédés au premier semestre 2012.

NOTE 8 AUTRES INFORMATIONS

8.1 Plans de paiement en actions

8.1.1 Plan de rétention

Le 18 mars 2009, Natixis a mis en place un Plan de rétention pour les salariés de la Banque de Financement et d'Investissement. Le plan de rétention 2009 a pour objectif de fidéliser et d'encourager les collaborateurs clés à poursuivre et accroître leur contribution à la Banque de Financement et d'Investissement. Les droits sont acquis progressivement sur une période s'ouvrant à la date d'octroi (soit le 18 mars 2009) et s'achevant à la date du 1^{er} juillet 2012. Le montant réglé en trésorerie à chaque fenêtre de paiement est fonction de l'évolution d'un coefficient lié à la performance de la BFI, et plus globalement à celle de Natixis, ainsi qu'à la durée de conservation des droits.

Ce plan est analysé, conformément à la norme IAS 19, comme un régime d'autres avantages à long terme. Les droits étant acquis au fur et à mesure que les services sont rendus, l'obligation correspondant à la somme probable des droits à verser doit être comptabilisée de façon progressive sur la période d'acquisition des droits. Le calcul de l'obligation doit tenir compte des hypothèses actuarielles relatives à la probabilité de réalisation des conditions de présence, de performance et d'exercice des droits. Ces hypothèses sont révisées périodiquement. Les écarts actuariels sont constatés immédiatement en résultat, aucun corridor n'étant appliqué. En date d'arrêté, l'obligation correspond à une évaluation actuarielle effectuée de manière similaire à celle réalisée pour les régimes à prestations définies. La reprise comptabilisée au titre du plan de rétention dans les comptes de Natixis au 30 juin 2012 est de 2,2 millions d'euros.

8.1.2 Plans de fidélisation et de performance

Plans de fidélisation et de performance dont le paiement est fondé sur des actions

La politique de rémunération variable mise en place par Natixis début 2010 à l'intention de certains de ses collaborateurs, respecte les normes professionnelles émises par la Fédération Bancaire Française ainsi que les dispositions des arrêtés du 3 novembre 2009 et du 13 décembre 2010 modifiant le règlement n°97-02 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière. Les plans attribués dans ce cadre et dont le paiement est fondé sur des actions, sont réglés suivant deux formes : en actions Natixis ou bien en espèces indexées sur le cours de l'action. Le traitement comptable de ces rémunérations est le suivant :

Plans de fidélisation et de performance réglés en trésorerie indexée sur la valeur de l'action Natixis :

Le traitement comptable des transactions dont le paiement est fondé sur des actions et qui sont réglées en trésorerie est défini par la norme IFRS 2 relative aux « Paiements fondés sur des actions ».

Celle-ci prévoit d'évaluer les services acquis et le passif encouru à la juste valeur de ce passif. Jusqu'au règlement du passif, la dette est réévaluée en date de clôture ainsi qu'à la date de règlement en comptabilisant en résultat de la période la variation de juste valeur. La réévaluation de la dette en date d'arrêté tient compte non seulement de la réalisation de la condition de performance et/ou de présence mais également de la variation de valeur des actions sous-jacentes.

Lorsque le versement de la rémunération est soumis à une condition de présence, la charge de rémunération correspondante est étalée linéairement sur la période d'acquisition, à

moins que le versement n'intervienne dans l'année de l'attribution, auquel cas la charge est prise en compte immédiatement en compte de résultat.

Plans long terme

Année du plan	Date d'attribution	Nombre d'unités attribuées à l'origine (*)	Dates d'acquisition	Nombre d'unités acquises par les bénéficiaires	Juste valeur de l'unité de cash indexé à la date de valorisation (en euros)
Plan 2009	24/02/2010	13 990 425	mars 2011 mars 2012 mars 2013	4 663 475 3 442 976 -	- - 2,05
Plan 2010	22/02/2011	5 360 547	septembre 2012 septembre 2013 septembre 2014	- - -	2,10 1,91 1,71
Plan 2011	22/02/2012	4 821 879	septembre 2013 septembre 2014 octobre 2015	- - -	1,91 1,71 1,51

(*) Le nombre d'unités probables à la date d'acquisition est couvert par des opérations d'equity swaps.

Le règlement de ces plans est réalisé sous conditions de présence et de performance.

Plans court terme

Année du plan	Date d'attribution	Dates d'acquisition des droits	Valorisation de l'unité de cash indexé (en euros)	Nombre d'unités de cash indexé octroyées à l'origine	Nombre d'unités de cash indexé probables à la date d'acquisition	Juste valeur de l'unité de cash indexé à la date de valorisation (en euros)
Plan 2011	22/02/2012	septembre 2012	2,34	9 237 532	9 078 081	2,20

Le règlement de ces plans est réalisé sous conditions de présence et de performance.

Plans de fidélisation et de performance réglés en actions :

En application de la norme IFRS 2 relative aux « Paiements fondés sur des actions », l'attribution d'actions gratuites aux salariés donne lieu à la comptabilisation d'une charge représentative de la juste valeur des biens ou services reçus à la date d'attribution. Cette charge de personnel est enregistrée en contrepartie des capitaux propres. La juste valeur des services reçus est déterminée en se référant à la juste valeur des actions à la date d'attribution des droits, déduction faite du montant actualisé des dividendes non perçus par les salariés sur la période d'acquisition des droits, et en tenant compte des conditions de présence.

La charge est étalée linéairement sur la période d'acquisition des droits. La charge est ajustée, au cours de la période d'acquisition des droits, pour tenir compte des pertes de droits.

Année du plan Charges en millions d'euros	Date d'attribution	Nombre d'actions attribuées à l'origine	Dates d'acquisition	Nombre d'unités acquises par les bénéficiaires	Cours de l'action gratuite à la date d'attribution (en euros)	Juste valeur de l'action gratuite à la date de valorisation (en euros)
Plan 2009	24/02/2010	6 858 237	mars 2011 mars 2012 mars 2013	2 082 623 1 787 988 -	3,63	2,87
Plan 2010	22/02/2011	6 459 081	février 2012 février 2013 février 2014	1 887 473 - -	4,13	3,26 2,87
Plan 2011	22/02/2012	6 095 058	mars 2013 mars 2014 mars 2015	- - -	2,34	2,17 1,94 1,70

Le règlement de ces plans est réalisé sous conditions de présence et de performance.

Charge de l'exercice représentée par les plans long terme de fidélisation et de performance

Charges en millions d'euros	Charge du 1er semestre 2012			Charge du 1er semestre 2011 (en millions d'euros)
	Plans réglés en actions	Plans réglés en trésorerie indexée sur l'action Natixis	Total	
Plans de fidélisation antérieurs	3,0	8,6	11,6	16,5
Total	3,0	8,6	11,6	16,5

Paramètres de valorisation utilisés pour l'évaluation de la charge concernant ces plans :

Cours de l'action au 30 juin 2012	2,12 €
Taux d'intérêt sans risque	0,63%
Taux de distribution des dividendes	5,98%
Taux de perte des droits	4,40%

8.1.3 Plans de stocks option et autres plans de paiement en actions

Plans d'options de souscription Natixis

Natixis attribue à certains de ces salariés des options de souscription d'actions. Ces options sont exerçables sur une fenêtre de 3 ans à l'issue d'une période d'indisponibilité de 4 ans. Conformément aux dispositions de la norme IFRS 2, les options attribuées après le 7 novembre 2002 et dont les droits ne sont pas encore acquis à la date d'arrêté sont évaluées à la juste valeur à la date d'attribution aux salariés. Cette juste valeur est déterminée grâce au modèle de valorisation de Black and Scholes et étalée en charges de personnel sur la période d'acquisition des droits par contrepartie des capitaux propres. Ce montant est révisé à chaque date d'arrêté et ajusté dès lors que des informations subséquentes sur le nombre de bénéficiaires viennent modifier les premières estimations de droits acquis. La charge est alors recalculée et les ajustements affectent les étalements de l'exercice en cours et les exercices suivants.

Année du plan	Date d'attribution	Nombre d'options attribuées	Nombre d'options attribuées - Périmètre Natixis	Exerçables à compter du	Date d'expiration d'exercice des options	Prix d'exercice	Options en circulation au 30/06/2012	Juste valeur	Cours de l'action à la date d'attribution
Plan 2008	21/01/2008	7 576 800	0	21/01/2012	20/01/2015	8,27	4 114 841	1,69	10,63

	Plan 2008
Nombre d'options existantes au 31/12/2011	4 236 501
- Attribuées au cours du premier semestre 2012	
- Perdues au cours du premier semestre 2012	(121 660)
- Expirées au cours du premier semestre 2012	
- Exercées au cours du premier semestre 2012	
Nombre d'options existantes au 30/06/2012	4 114 841

➤ Principales hypothèses utilisées pour la valorisation des plans d'options Natixis

	Plan 2008
Méthode de valorisation	Black & Scholes
Taux d'intérêt sans risque (1)	4%
Taux de distribution des dividendes (2)	4,23% par an
Taux de perte des droits	2%

(1) Le taux sans risque est le taux des courbes standard de la banque, i.e. les courbes de taux de swaps interbancaires

(2) Le taux de dividende correspond en général au dernier dividende versé sans progression dans le futur avec maintien du dernier niveau.

Montant de la charge enregistrée en résultat

En millions d'euros	30/06/2012	30/06/2011
<i>Charge nette provenant des plans d'options Natixis</i>	-	0,5

8.2 Instruments de capitaux propres émis

8.2.1 Capital social

30 juin 2012			
Actions ordinaires	Nombre d'actions	Nominal	Capital en euros
Valeur à l'ouverture	3 082 345 888	1,6	4 931 753 421
Augmentation de capital			
Valeur à la clôture	3 082 345 888	1,6	4 931 753 421

8.2.2 Calcul du résultat par action

	30/06/2012	30/06/2011
Résultat par action		
Résultat net - part du groupe en millions d'€	579	917
Résultat net attribuable aux actionnaires en millions d'€ (1)	537	781
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice	3 082 345 888	2 912 950 074
Nombre moyen d'actions propres en circulation au cours de l'exercice	5 519 299	3 985 084
Nombre moyen d'actions pour le calcul du résultat par action	3 076 826 589	2 908 964 991
Résultat par action en €	0,17	0,27
Résultat dilué par action		
Résultat net part du groupe en millions d'€	579	917
Résultat net attribuable aux actionnaires en millions d'€ (1)	537	781
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice	3 082 345 888	2 912 950 074
Nombre moyen d'actions propres en circulation au cours de l'exercice	5 519 299	3 985 084
Nombre d'actions potentielles dilutives issues de l'exercice de plans d'options de souscriptions d'actions et de l'attribution d'actions gratuites (2)	17 206 549	12 002 903
Nombre moyen d'actions pour le calcul du résultat dilué par action	3 094 033 138	2 920 967 894
Résultat dilué par action en €	0,17	0,27

- (1) L'écart correspond aux intérêts versés sur les Titres super subordonnés - action de préférence après économie d'impôt (- 41 millions d'euros).
- (2) Ce montant d'actions concerne les actions attribuées dans le cadre des plans de bonus différés dénoués en actions (plans 2009, 2010 et 2011).

8.2.3 Autres instruments de capitaux propres émis

8.2.3.1 Titres super subordonnés à durée indéterminée et actions de préférence

Conformément aux dispositions de la norme IAS 32, les instruments financiers émis sont qualifiés de dettes ou de capitaux propres selon qu'ils incluent ou non une obligation contractuelle de remettre de la trésorerie à leur détenteur.

Ainsi, les émissions de titres super subordonnés à durée indéterminée et les émissions d'actions de préférence s'analysent depuis le 31 décembre 2009 comme des instruments de capitaux propres émis en raison d'une clause devenue discrétionnaire concernant le paiement de dividende, et figurent au poste « Capital et réserves liées » du bilan consolidé.

Les mouvements de la période pour ces émissions sont présentés ci-après :

En millions d'euros	31/12/2011	Emissions	Remboursements (1)	Ecarts de conversion	Autres	30/06/2012
Titres super subordonnés	3 626		(2 437)			1 189
Actions de préférence	173					173
Total	3 799		(2 437)			1 362

- (1) correspond au remboursement de titres super subordonnés.

8.3 Parties liées

8.3.1 Relations entre les sociétés consolidées du Groupe

En millions d'euros	30/06/2012				30/06/2011				31/12/2011			
	BPCE	Groupe Banque Populaire (dont CCI des BP)	Groupe Caisse d'Epargne (dont CCI des CEP)	Entreprises consolidées par intégration proportionnelle	BPCE	Groupe Banque Populaire (dont CCI des BP)	Groupe Caisse d'Epargne (dont CCI des CEP)	Entreprises consolidées par intégration proportionnelle	BPCE	Groupe Banque Populaire (dont CCI des BP)	Groupe Caisse d'Epargne (dont CCI des CEP)	Entreprises consolidées par intégration proportionnelle
ACTIF												
Actifs à la juste valeur par résultat	7 427	4 250	22 281		3 124	3 583	8 148		12 161	4 322	19 383	
Actifs financiers disponibles à la vente	1 950	1 591	426		318	2 497	4		1 356	1 677		
Prêts et créances sur établissements de crédit	31 623	4 473	1 185		14 260	5 776	7 792		16 218	4 606	1 451	
Prêts et créances sur la clientèle	159	12			(17)	12	271		213	12		
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	5		22		5				9			
PASSIF												
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	5 579	1 057	7 614		6 252	687	2 279		6 079	913	3 891	
Dettes envers les établissements de crédit	87 842	1 678	1 849		36 468	2 619	2 604		66 454	2 128	1 942	
Dettes envers la clientèle	22		3		28		7		30			
Dettes représentées par un titre	7 181	721			10	622			3	784		
Dettes subordonnées	1 271	2			1 334	2			1 278	2		
Capitaux propres (TSS et Avances actionnaires)	550				2 830				2 843			
RESULTAT												
Intérêts et produits assimilés	457	126	61		128	152	97		328	255	139	
Intérêts et charges assimilés	(1 061)	(26)	(53)		(347)	(28)	(84)		(1 048)	(63)	(112)	
Commissions nettes	(64)	(93)	2		(129)	(98)	42		(216)	(262)	70	
Gains /pertes nets sur instruments financiers en juste valeur par résultat	(693)	(10)	650		105	(103)	142		(1 482)	455	2 635	
Gains ou pertes sur actifs financiers disponibles à la vente	101				203				428			
Produits et Charges des autres activités	22	(7)	(17)		7	(10)	(15)		(67)	(20)	(40)	
Charges générales d'exploitation	(24)		(1)		(16)		(3)		(22)		(3)	
ENGAGEMENTS												
Engagements donnés	846	2 240	70 699		868	1 515	61 579		1 622	2 002	66 835	
Engagements reçus	6 816	3 153	1 321		10 983	3 845	1 661		17 109	3 350	1 354	

Les relations avec les entités intégrées proportionnellement et les entités mises en équivalence, hors CCI, ne sont pas significatives.

8.3.2 Information financière résumée des entreprises associées

En millions d'euros	30/06/2012	30/06/2011	31/12/2011	30/06/2012	30/06/2011	31/12/2011
	CCI Banque Populaire	CCI Banque Populaire	CCI Banque Populaire	CCI Caisse d'Epargne	CCI Caisse d'Epargne	CCI Caisse d'Epargne
BILAN - ACTIF						
Caisse, Banques Centrales	2 318	3 347	3 175	1 066	1 090	1 128
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	6 202	7 899	5 374	5 480	5 647	5 675
Instruments dérivés de couverture	601	240	514	925	590	798
Actifs financiers disponibles à la vente	29 482	27 044	26 927	34 549	36 695	33 685
Prêts et créances sur établissements de crédit	34 584	28 889	35 173	124 204	124 992	120 676
Prêts et créances sur la clientèle	159 741	152 844	155 968	177 588	163 731	171 153
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	203	50	129	1 212	225	793
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	2 145	1 888	1 591	3 465	2 296	2 794
Actifs d'impôts courants, actifs d'impôts différés	890	839	993	1 076	758	1 347
Comptes de régularisation et actifs divers	3 278	3 502	4 195	4 664	3 971	4 451
Actifs non courants destinés à être cédés	(4)					
Participations dans les entreprises mise en équivalence	196	191	196	0	0	0
Immuebles de placement	255	225	257	79	99	85
Immobilisations corporelles	1 688	1 602	1 695	1 602	1 626	1 623
Immobilisations incorporelles	82	83	82	125	126	127
Ecarts d'acquisition	684	684	684	0	0	0
TOTAL ACTIF	242 345	229 327	236 953	356 035	341 846	344 335

En millions d'euros	30/06/2012	30/06/2011	31/12/2011	30/06/2011	30/06/2011	31/12/2011
	CCI Banque Populaire	CCI Banque Populaire	CCI Banque Populaire	CCI Caisse d'Epargne	CCI Caisse d'Epargne	CCI Caisse d'Epargne
BILAN - PASSIF						
Banques centrales	4	5	2	0	0	0
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	1 500	2 180	1 985	1 448	1 194	1 459
Instruments dérivés de couverture	1 369	828	1 255	5 060	2 124	4 399
Dettes envers les établissements de crédit	51 755	47 241	48 767	92 840	95 004	92 113
Dettes envers la clientèle	126 451	121 680	127 040	217 082	205 586	209 970
Dettes représentées par un titre	21 961	18 999	19 440	1 606	1 038	732
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	62	16	49	276	219	248
Passifs d'impôts courants, passifs d'impôts différés	300	361	397	177	114	85
Comptes de régularisation et passifs divers	5 116	4 682	5 372	5 942	4 656	5 575
Provisions techniques des contrats d'assurance	5 318	5 211	5 035	0	0	0
Provisions pour risques et charges	1 208	1 265	1 234	1 252	1 343	1 216
Dettes subordonnées	1 994	1 789	2 030	1 197	1 896	1 196
Capitaux propres part du groupe	25 102	24 884	24 152	29 155	28 672	27 342
- Capital et réserves liées	12 184	8 032	11 353	14 535	14 535	14 535
- Réserves consolidées	11 194	13 619	10 311	16 015	13 797	13 690
- Gains ou pertes latents ou différés	1 363	2 605	1 387	(2 052)	(370)	(2 269)
- Résultat de l'exercice	361	628	1 101	657	710	1 386
Intérêts minoritaires	205	186	195	0	0	0
TOTAL PASSIF	242 345	229 327	236 953	356 035	341 846	344 335

En millions d'euros	30/06/2012	30/06/2011	31/12/2011	30/06/2011	30/06/2011	31/12/2011
COMPTE DE RESULTAT	CCI Banque Populaire	CCI Banque Populaire	CCI Banque Populaire	CCI Caisse d'Epargne	CCI Caisse d'Epargne	CCI Caisse d'Epargne
Intérêts et produits assimilés	4 161	3 899	8 149	6 203	5 815	11 929
Intérêts et charges assimilés	(2 377)	(2 155)	(4 493)	(4 071)	(3 699)	(7 670)
Commissions (produits)	1 411	1 484	2 900	1 444	1 469	2 898
Commissions (charges)	(259)	(267)	(526)	(220)	(227)	(457)
Gains ou pertes nets sur instruments financiers en juste valeur par résultat	98	129	120	(21)	47	19
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	56	62	79	57	49	96
Produits des autres activités	708	820	1 478	134	89	193
Charges des autres activités	(680)	(743)	(1 349)	(75)	(71)	(160)
Produit Net Bancaire	3 118	3 229	6 358	3 451	3 472	6 848
Charges générales d'exploitation	(1 984)	(1 908)	(3 848)	(2 117)	(2 119)	(4 175)
Dotations aux amortissements et aux provisions pour dépréciation des immobilisations incorporelles et corporelles	(112)	(110)	(227)	(114)	(114)	(236)
Résultat Brut d'exploitation	1 022	1 211	2 283	1 220	1 239	2 437
Coût du risque	(475)	(274)	(644)	(223)	(168)	(381)
Résultat Net d'exploitation	547	937	1 639	997	1 071	2 056
Quote-part dans le résultat des entreprises mises en équivalence	6	7	14	0	0	
Gains ou pertes sur autres actifs	1	5	26	0	4	5
Variation de valeur des écarts d'acquisition	0	0	(1)	0	0	
Résultat avant impôt	554	949	1 678	997	1 075	2 061
Impôts sur les bénéfices	(188)	(317)	(569)	(340)	(365)	(675)
Résultat net	366	632	1 109	657	710	1 386
Intérêts minoritaires	(5)	(4)	(8)	0		
Résultat net part du Groupe	361	628	1 101	657	710	1 386
Résultat net part du groupe des CCI à 20%	72	126	220	131	142	277
Retraitements de consolidation :						
- Profit d'augmentation de la quote-part de résultat	2	26	27	24	31	56
- Autres retraitements	1	(4)	(2)	(2)	(1)	(4)
Quote-part de résultat dans les comptes de Natixis	75	148	246	153	172	330

8.4 Résultat des entreprises d'assurance

Les sociétés du périmètre Natixis concernées par la présentation assurance sont : Coface « core » (activités stratégiques) et ses filiales (assurances crédit, information et gestion de créances), Natixis Assurances et ses filiales (Assurance-vie, Prévoyance, IARD), Natixis Assurances Partenaires (Assurance-vie) et CEGC (Compagnie Européenne de Garanties et Cautions).

Le tableau ci-dessous permet d'opérer un passage entre les comptes des entreprises d'assurance et la traduction de ces comptes dans les comptes présentés au format bancaire. Il présente également la contribution consolidée des sociétés d'assurance au format bancaire.

Les principaux reclassements concernent la différence de comptabilisation des frais généraux, imputés par destination selon le format assurance et par nature selon le format bancaire.

- Au niveau du Produit Net Bancaire, les éléments d'assurance présentant une nature bancaire (intérêts et commissions principalement) ont été reclassés dans ces postes par homogénéisation avec les comptes bancaires présentés. Les provisions techniques et les charges de sinistres sont affectées en diminution du PNB et non en coût du risque.
- Au bilan, les reclassements sont peu significatifs ; l'essentiel des postes spécifiques du bilan des entreprises d'assurance est présenté au poste "placements des entreprises d'assurance" à l'actif et "provisions techniques des entreprises d'assurance" au passif. Les créances et dettes rattachées, présentées en comptes de régularisation dans le format assurance ont été reclassées sur les mêmes lignes que le principal, conformément à la présentation bancaire.

Libellé	30/06/2012	30/06/2012					Résultat net
	Présentation assurance Total	Présentation bancaire					
		PNB	Frais Généraux	RBE	Impôts	Autres éléments	
<i>Primes émises</i>	118 047	118 047		118 047			118 047
<i>Variation des primes non acquises</i>	(42 810)	(42 810)		(42 810)			(42 810)
Primes acquises	75 237	75 237		75 237			75 237
Produits d'exploitation bancaire	43	43		43			43
Chiffre d'affaires ou produits des autres activités	4 235	4 235		4 235			4 235
Autres produits d'exploitation	6	6		6			6
<i>Produits des placements</i>	22 516	22 516		22 516			22 516
<i>Charges des placements</i>	(2 012)	(2 005)	(5)	(2 010)		(2)	(2 012)
<i>Plus et moins-values de cession des placements nettes de reprises de dépréciation et d'amortissement</i>	(20 514)	(20 528)		(20 528)		14	(20 514)
<i>Variation de juste valeur des placements comptabilisés à la juste valeur par résultat</i>	248	248		248			248
<i>Variation des dépréciations sur placements</i>	20 582	20 586		20 586		(4)	20 582
Produits des placements nets de charges	20 820	20 818	(5)	20 813		7	20 820
Charges des prestations des contrats	(37 269)	(37 248)	(21)	(37 269)			(37 269)
<i>Produits des cessions en réassurance</i>	(4 977)	(4 977)		(4 977)			(4 977)
<i>Charges des cessions en réassurance</i>	8 408	8 408		8 408			8 408
Charges ou produits nets des cessions en réassurance	3 431	3 431		3 431			3 431
Coût du risque	(11)					(11)	(11)
Charges d'exploitation bancaire							
Frais d'acquisition des contrats	(13 838)	(8 163)	(5 675)	(13 838)			(13 838)
Amortissement des valeurs de portefeuille et assimilés							
Frais d'administration	(2 331)	(98)	(2 234)	(2 331)			(2 331)
Autres produits et charges opérationnels courants	(12 324)	1 064	(13 384)	(12 320)		(0)	(12 320)
Autres produits et charges opérationnels	(171)	0	(171)	(171)			(171)
RESULTAT OPERATIONNEL	37 831	59 325	(21 490)	37 835		(4)	37 831
Charge de financement	(18)	(18)		(18)			(18)
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	4					4	4
Impôts sur les résultats	(12 836)				(12 836)		(12 836)
Résultat après impôt des activités discontinuées							
Intérêts minoritaires	(0)					(0)	(0)
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE	24 981	59 307	(21 490)	37 817	(12 836)	0	24 981

8.5 Engagements de garantie et de financement

8.5.1 Engagements de garantie

Une garantie financière est un contrat qui exige de l'émetteur d'indemniser l'entreprise garantie suite aux pertes qu'elle a effectivement subies en raison de la défaillance d'un débiteur de payer les échéances contractuelles dues. L'exercice de ces droits est subordonné à la réalisation d'un événement futur incertain.

Le montant communiqué est la valeur nominale de l'engagement donné :

En millions d'euros	30/06/2012	31/12/2011
Engagements de garantie donnés		
Aux établissements de crédit	1 893	2 300
- Confirmation d'ouverture de crédits documentaires	1 234	1 111
- Autres garanties	659	1 189
A la clientèle	123 926	118 316
- Cautions immobilières	452	438
- Cautions administratives et fiscales	458	428
- Autres cautions et avals donnés	111 707	105 909
- Autres garanties	11 310	11 541
Total des engagements de garantie donnés	125 819	120 616
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit	12 462	13 286

Le 12 novembre 2009, BPCE a apporté sa garantie à Natixis pour la couverture de 85% de la valeur nominale d'un portefeuille d'instruments de dette logé dans la GAPC classés en catégorie de "prêts et créances" et d' "Actifs disponibles à la vente", à compter du 1^{er} juillet 2009. Cette garantie donne lieu à paiement d'une indemnité dès lors qu'un défaut de paiement (en capital, intérêt, commissions, frais, accessoires et toute autre somme due au titre de la documentation contractuelle relative à l'actif) sera intervenu sur l'un des actifs du portefeuille couvert. Natixis est indemnisée dès le premier euro et à hauteur de 85% du défaut. Cette garantie figure pour 85% du nominal des actifs couverts sur la ligne des "engagements de garantie reçus d'établissements de crédit".

8.5.2 Engagements de financement

Conformément à la norme IAS 39 (§2), les engagements de financement exclus du périmètre IAS 39 sont comptabilisés selon la norme IAS 37 « provisions, actifs et passifs éventuels ».

Les engagements de financement entrant dans le périmètre d'IAS 39 sont les suivants :

- engagements qualifiés de passifs financiers à la juste valeur par résultat. Une entité qui a une pratique de revente ou de titrisation des crédits juste après leur émission les assujettit à IAS 39, dès la phase d'engagement ;
- ceux qui font l'objet d'un règlement net (c'est-à-dire d'une cession) ;
- ceux qui vont se déboucler par un prêt en dessous des conditions de marché.

Les autres engagements de financement relèvent de la norme IAS 37.

Un engagement de financement donné est un passif éventuel, défini dans IAS 37 comme :

- une obligation potentielle résultant d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance (ou non) d'un ou plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous contrôle de l'entreprise ;
ou
- une obligation actuelle résultant d'événements passés mais qui n'est pas comptabilisée car :
 - il n'est pas probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation, ou
 - le montant de l'obligation ne peut être évalué avec une fiabilité suffisante.

En millions d'euros	30/06/2012	31/12/2011
Engagements de financement donnés		
<i>Aux établissements de crédit</i>	10 282	7 217
<i>A la clientèle</i>	70 733	66 117
- Ouverture de crédits documentaires	3 077	3 432
- Autres ouvertures de crédits confirmés	45 889	46 034
- Autres engagements	21 767	16 651
Total des engagements de financement donnés	81 015	73 334
Engagements de financement reçus		
- d'établissements de crédit	21 074	20 927
- de la clientèle	15 979	9 963
Engagements de financement reçus	37 053	30 890

NOTE 9 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Projet de deuxième loi de finances rectificative pour 2012

La loi de finances rectificative n'étant pas promulguée au 30 juin et le projet de loi de finances ayant été publié le 4 juillet 2012, les comptes au 30 juin n'ont pas été impactés. Il en est ainsi des contributions exceptionnelles, des nouvelles taxes instituées pour 2012 ou de l'augmentation du taux de taxes existantes (forfait social en particulier).

Le projet de loi de finances rectificative pour 2012 prévoit notamment une contribution exceptionnelle supplémentaire au titre de la taxe systémique bancaire (TSB) équivalente à la taxe acquittée en 2012 et payable au plus tard le 30 septembre 2012. Cette contribution exceptionnelle ne sera pas déductible du résultat imposable.

La contribution exceptionnelle au titre de la TSB constituera une charge supplémentaire pour l'établissement de 21,9 millions d'euros, comptabilisée au second semestre.

Augmentation de capital consécutive à l'attribution gratuite d'actions

Natixis a procédé le 6 août 2012 à une augmentation de capital. Cette augmentation de 6 190 249,60 euros est consécutive à la création de 3 868 906 actions de 1,60 euro de nominal, et fait suite à l'attribution gratuite d'actions autorisée par le conseil d'administration du 5 août 2010 sur délégation de l'assemblée générale mixte du 27 mai 2010. Les actions gratuites de cette augmentation de capital sont attribuées à certains salariés de Natixis, conformément aux conditions définies aux articles L.225-197-1 et suivants du Code de commerce, dans le cadre du Plan d'Attribution Conditionnelle d'actions 2010 (cf. note 5.18 et note 11.2.2 du chapitre 5.2 « Éléments financiers - comptes consolidés et annexes » du document de référence 2011).

Le nouveau capital social de Natixis est, à compter du 6 août 2012, de 4 937 943 670,40 euros divisé en 3 086 214 794 actions de 1,60 euro de valeur nominale.

5.3 Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière consolidée résumée

DELOITTE & ASSOCIES

185, avenue Charles de Gaulle
92524 Neuilly-sur-Seine
Cedex

MAZARS

61, rue Henri Régault
92075 Paris-La-Défense
Cedex

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.
1, cours Valmy
92923 Paris-La-Défense
Cedex

Natixis

Société Anonyme

30, avenue Pierre Mendès-France
75013 PARIS

Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle 2012

Période du 1^{er} janvier 2012 au 30 juin 2012

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Natixis, relatifs à la période du 1^{er} janvier 2012 au 30 juin 2012, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La-Défense, le 30 août 2012

Les Commissaires aux Comptes

DELOITTE & ASSOCIES

MAZARS

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

José-Luis GARCIA

Michel BARBET-MASSIN
Emmanuel DOOSEMAN

Fabrice ODENT

V CHAPITRE 6 : ELEMENTS JURIDIQUES

6.1 Statuts de Natixis

Natixis

Société anonyme à conseil d'administration au capital de 4 937 943 670,40 euros

Siège social : 30, avenue Pierre Mendès France – 75013 PARIS

542 044 524 RCS PARIS

Statuts

L'article 3 des statuts a été modifié suite à la décision du directeur général du 6 août 2012 constatant l'augmentation de capital de Natixis de 6 190 249,60 euros consécutive à l'attribution gratuite d'actions décidée par le conseil d'administration du 5 août 2010 sur délégation de l'assemblée générale mixte du 27 mai 2010 (18ème résolution).

Le nouveau capital social de Natixis est depuis le 6 août 2012 de 4 937 943 670,40 euros divisé en 3 086 214 794 actions de 1,60 € de valeur nominale.

Article 3 – Capital social

Le capital social est fixé à 4 937 943 670,40 euros divisé en 3 086 214 794 actions de 1,60 euro chacune entièrement libérées.

6.2 Renseignements de caractère général concernant le capital de Natixis

6.2.2 Capital social

Le capital social s'élève à 4 937 943 670,40 euros au 6 août 2012, divisé en 3 086 214 794 actions de 1,60 euro chacune entièrement libérées.

6.3 Répartition du capital et des droits de vote

6.3.1 Répartition du capital au 6 Août 2012

Au 6 août 2012, les principaux actionnaires de Natixis sont les suivants :

	% du capital	% des droits de vote
BPCE	72,17 %	72,32 %
Actionnariat salarié (FCPE et SAGA)	1,20 %	1,20 %
Titres auto détenus	0,21 %	0,00 %
Public	26,42 %	26,47 %

À la connaissance de Natixis, il n'existe aucun autre actionnaire, hormis ceux cités dans le tableau ci-avant, qui détienne plus de 5 % du capital ou des droits de vote.

VI CHAPITRE 7 : INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

7.1 Attestation du responsable de la présente actualisation du document de référence 2011

« J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans la présente actualisation du document de référence sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils m'indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes donnés dans la présente actualisation ainsi qu'à la lecture d'ensemble de la présente actualisation. »

Fait à Paris, le 30 août 2012

Laurent Mignon

Directeur Général de Natixis

7.2 Documents accessibles au public

Des exemplaires du présent document sont disponibles sans frais au siège social de Natixis, 30 avenue Pierre Mendès France, 75013 Paris. Le présent document peut également être consulté sur les sites Internet de l'Autorité des Marchés Financiers (www.amf-france.org) et de Natixis (www.natixis.com).

7.4 Table de concordance

Afin de faciliter la lecture du présent document, la table de concordance suivante renvoie aux principales rubriques exigées par l'annexe 1 du règlement CE n° 809/2004 du 29 avril 2004 pris en application de la Directive dite «Prospectus».

Rubriques	N° page du document de référence 2011	Actualisation du 30 août 2012
1. Personnes responsables	420	189
2. Contrôleurs légaux des comptes	312-313	193
3. Informations financières sélectionnées		
3.1. Informations financières historiques sélectionnées pour l'émetteur pour chaque exercice	8-9	
3.2. Informations financières sélectionnées pour des périodes intermédiaires	n/a	
4. Facteurs de risque	129 à 134	83
5. Informations concernant l'émetteur		
5.1. Histoire et évolution de la société	4 à 7	
5.2. Investissements	184 à 186	
6. Aperçu des activités		
6.1. Principales activités	10 à 35	
6.2. Principaux marchés	143 à 145 ; 281 à 287	
6.3. Événements exceptionnels	n/a	
6.4. Degré de dépendance de l'émetteur à l'égard de brevets ou de licences, de contrats industriels, commerciaux ou financiers ou de nouveaux procédés de fabrication	173	
6.5. Éléments sur lesquels est fondée toute déclaration de l'émetteur concernant sa position concurrentielle	10 à 31	
7. Organigramme		
7.1. Description sommaire du groupe	4-5 ; 7	
7.2. Liste des filiales importantes	211 à 225 ; 314 à 333	
8. Propriétés immobilières, usines et équipements		
8.1. Immobilisation corporelle importante existante ou planifiée	235 à 237	
8.2. Question environnementale pouvant influencer l'utilisation des immobilisations corporelles	40 à 50 ; 59 à 61	
9. Examen de la situation financière et du résultat		
9.1. Situation financière	10 à 31 ; 184 à 201 ; 129-130	83 à 86 ; 130
9.2. Résultat d'exploitation	19 ; 30-31 ; 135 à 165 ; 186-187	103 à 126 ; 131
10. Trésorerie et capitaux		
10.1. Informations sur les capitaux de l'émetteur	137 à 139 ; 206-207	84 ; 133

Rubriques	N° page du document de référence 2011	Actualisation du 30 août 2012
10.2. Source et montant des flux de trésorerie de l'émetteur	208-209	134-135
10.3. Informations sur les conditions d'emprunt et la structure de financement de l'émetteur	198-199	127-128
10.4. Information concernant toute restriction à l'utilisation des capitaux ayant influé ou pouvant influencer sur les opérations de l'émetteur	n/a	
10.5. Information concernant les sources de financement attendues qui seront nécessaires pour honorer les engagements visés aux points 5.2 et 8.1	198-199 ; 203	127-128 ; 130
11. Recherche et développement, brevets et licences	173	
12. Information sur les tendances	10 à 31 ; 132 à 134	
13. Prévisions ou estimations du bénéfice	n/a	
14. Organes d'administration, de direction et de surveillance et Direction générale		
14.1. Organes d'administration	67 à 94 ; 110 à 124	73 à 80
14.2. Conflits d'intérêts au niveau des organes d'administration, de direction et de surveillance et de la Direction générale	109	
15. Rémunération et avantages		
15.1. Montant de la rémunération versée et avantages en nature	100 à 105	
15.2. Montant total des sommes provisionnées ou constatées par ailleurs par l'émetteur aux fins du versement de pensions, de retraites ou d'autres avantages	309 à 313	
16. Fonctionnement des organes d'administration et de direction		
16.1. Date d'expiration des mandats actuels	67 à 89	
16.2. Contrats de service liant les membres des organes d'administration	109	
16.3. Information sur le comité d'audit et le comité des rémunérations	94 à 97	81-82
16.4. Déclaration indiquant si l'émetteur se conforme ou non au régime de gouvernement d'entreprise	66	
17. Salariés		
17.1. Nombre de salariés	52-53	
17.2. Participations et stock-options des administrateurs	107 ; 404-405	
17.3. Accord prévoyant une participation des salariés dans le capital de l'émetteur	240	

Rubriques	N° page du document de référence 2011	Actualisation du 30 août 2012
18. Principaux actionnaires		
18.1. Actionnaires détenant plus de 5 % du capital social ou des droits de vote	407	188
18.2. Existence de droits de vote différents des actionnaires susvisés	407	
18.3. Contrôle de l'émetteur	408	
18.4. Accord, connu de l'émetteur, dont la mise en œuvre pourrait, à une date ultérieure, entraîner un changement de son contrôle	409	
19. Opérations avec des apparentés	307 à 310	180-181
20. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur		
20.1. Informations financières historiques	202 à 333 ; 336 à 384	129 à 184
20.2. Informations financières pro forma	8-9 ; 284-285	168
20.3. États financiers	202 à 333 ; 336 à 384	129 à 184
20.4. Vérification des informations financières historiques	334-335 ; 385-386	185-186
20.5. Date des dernières informations financières	334-335 ; 385-386	185-186
20.6. Informations financières intermédiaires et autres	n/a	
20.7. Politique de distribution des dividendes	36 ; 401	
20.8. Procédures judiciaires et d'arbitrage	170 à 173	95
20.9. Changement significatif de la situation financière ou commerciale	305	
21. Informations complémentaires		
21.1. Capital social	106 ; 369 ; 402 ; 404 ; 407	83 ; 178 ; 187-188
21.2. Acte constitutif et statuts	396 à 401 ; 409	187
22. Contrats importants	27 à 31	
23. Informations provenant de tiers, déclarations d'experts et déclarations d'intérêts	n/a	
24. Documents accessibles au public	421	189
25. Informations sur les participations	219 à 221	147-148

7.5 Responsables du contrôle des comptes

Responsables du contrôle des comptes

Commissaires aux comptes titulaires

- Deloitte & Associés (représenté par M.José-Luis Garcia) - 185, avenue Charles-de-Gaulle - 92524 Neuilly-sur-Seine Cedex
- KPMG Audit (représenté par M.Fabrice Odent), département de KPMG SA - 1, Cours Valmy- 92923 Paris La Défense cedex
- Mazars (représenté par M. Charles de Boisriou), 61, rue Henri Regnault - 92075 La Défense Cedex

Deloitte & Associés, KPMG Audit et Mazars sont enregistrés comme commissaires aux comptes auprès de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Versailles et placés sous l'autorité du «Haut Conseil du Commissariat aux Comptes».

Commissaires aux comptes suppléants :

- BEAS, 7-9, Villa Houssay - 92200 Neuilly-sur-Seine
- M.Malcolm Mc Larty, 1 cours Valmy - 92923 Paris La Défense Cedex
- M.Patrick de Cambourg, 61, rue Henri Regnault - 92075 La Défense Cedex